



1997

**Répertoire législatif
de
l'Assemblée nationale**

Lois sanctionnées au cours de la 2^e session de la 35^e Législature, tenue du 11 mars au 19 juin
et du 21 octobre au 19 décembre 1997

**Éditeur officiel du Québec
1997**

NOTE

Ce vingt et unième Répertoire législatif annuel comporte, comme les années antérieures, un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de l'année 1997.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1997 inclut les lois publiques et les lois d'intérêt privé et de députés, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.

Il s'agit évidemment d'un sommaire qui ne saurait dispenser de se référer à la loi elle-même pour en connaître la portée avec précision.

La Direction des affaires
juridiques et législatives
Assemblée nationale
Québec



SOMMAIRE

	Page
Liste des lois sanctionnées	5
Tables de concordance	13
Abréviations	15
Fiches relatives aux lois	17
Liste des lois publiques du gouvernement par ministère ou secteur	177
Liste des projets de loi présentés mais non adoptés en 1997	183
Liste des lois de 1997 et antérieures à 1997 entrées en vigueur par proclamation ou décret en 1997	185
Tableau des modifications globales apportées aux lois publiques	197
Tableau des modifications apportées aux lois publiques en 1997	199
Index alphabétique des lois	327

LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Lois sanctionnées au cours de l'année 1997, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois de 1997

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
1	Loi n° 1 sur les crédits, 1997-1998	n° 93
2	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail	n° 31
3	Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal	n° 42
4	Loi modifiant la Loi sur le paiement de certaines amendes	n° 47
5	Loi n° 2 sur les crédits, 1997-1998	n° 99
6	Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et d'autres dispositions législatives concernant l'éthique et la déontologie (<i>titre modifié</i>)	n° 131
7	Loi sur la diminution des coûts de la main-d'oeuvre dans le secteur public et donnant suite aux ententes intervenues à cette fin	n° 104
8	Loi modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives concernant la liste électorale permanente	n° 100
9	Loi concernant la mise en oeuvre de l'Accord sur le commerce intérieur	n° 15
10	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail en matière de congé annuel et de congé parental	n° 88
11	Loi modifiant la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	n° 56
12	Loi n° 3 sur les crédits, 1997-1998	n° 101
13	Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale	n° 127
14	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	n° 81
15	Loi n° 4 sur les crédits, 1997-1998	n° 134
16	Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent	n° 86
17	Loi modifiant la Loi sur les coopératives afin de permettre la constitution de coopératives de solidarité	n° 90
18	Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives	n° 94

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
19	Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée	n° 102
20	Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives	n° 103
21	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	n° 105
22	Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse et d'autres dispositions législatives	n° 121
23	Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	n° 126
24	Loi modifiant la Charte de la langue française	n° 40
25	Loi modifiant la Loi sur les fabriques et d'autres dispositions législatives	n° 57
26	Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et modifiant d'autres dispositions législatives	n° 64
27	Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives	n° 79
28	Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	n° 95
29	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	n° 97
30	Loi modifiant la Loi sur la presse	n° 106
31	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	n° 108
32	Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives	n° 110
33	Loi modifiant la Loi sur les forêts	n° 111
34	Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	n° 112
35	Loi modifiant la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et d'autres dispositions législatives	n° 120
36	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières	n° 139
37	Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports	n° 140

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
38	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives	n° 142
39	Loi concernant certains travaux de pose ou de montage de verre plat	n° 147
40	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et le Code de la sécurité routière	n° 55
41	Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal	n° 63
42	Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code	n° 65
43	Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative	n° 89
44	Loi sur la Commission de développement de la métropole	n° 92
45	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail concernant la durée de la semaine normale de travail	n° 96
46	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports	n° 107
47	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives	n° 109
48	Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies	n° 114
49	Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives	n° 122
50	Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic	n° 123
51	Loi modifiant diverses lois dans le but de prévenir la criminalité et d'assurer la sécurité publique	n° 125
52	Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière	n° 136
53	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 137
54	Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	n° 138
55	Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique	n° 141
56	Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	n° 143

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
57	Loi sur les prestations familiales	n° 144
58	Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance	n° 145
59	Loi modifiant la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport	n° 148
60	Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean	n° 152
61	Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales (<i>titre modifié</i>)	n° 194
62	Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	n° 196
63	Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail	n° 150
64	Loi modifiant la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers et d'autres dispositions législatives	n° 119
65	Loi n° 5 sur les crédits, 1997-1998	n° 146
66	Loi modifiant la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec	n° 153
67	Loi modifiant la Loi sur la division territoriale relativement à la Municipalité de Sainte-Paule	n° 155
68	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	n° 156
69	Loi modifiant la Loi sur les explosifs	n° 174
70	Loi abrogeant certaines lois permettant la constitution de personnes morales en matière agricole et modifiant diverses dispositions législatives	n° 158
71	Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite	n° 162
72	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les normes du travail	n° 172
73	Loi portant réforme du régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives	n° 149
74	Loi édictant diverses dispositions législatives relatives à la formation dans l'industrie de la construction	n° 400

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
75	Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (<i>titre modifié</i>)	n° 39
76	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	n° 151
77	Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique	n° 154
78	Loi modifiant la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé	n° 157
79	Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives	n° 160
80	Loi modifiant la Loi sur le curateur public et d'autres dispositions législatives relativement aux biens soumis à l'administration provisoire du curateur public	n° 163
81	Loi modifiant la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires	n° 164
82	Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès	n° 177
83	Loi sur l'abolition de certains organismes	n° 178
84	Loi concernant la rémunération des juges	n° 184
85	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	n° 161
86	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur le ministère du Revenu, la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires et la Loi sur le régime de rentes du Québec	n° 165
87	Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives	n° 166
88	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	n° 168
89	Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales	n° 169
90	Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants	n° 170
91	Loi sur le ministère des Régions	n° 171
92	Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale	n° 173

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
93	Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 175
94	Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	n° 176
95	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	n° 179
96	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives	n° 180
97	Loi concernant le budget de la Ville de Montréal	n° 183
98	Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives	n° 185
99	Loi concernant le remplacement temporaire du directeur général des élections (<i>titre modifié</i>)	n° 407
100	Loi sur l'Agence de développement Station Mont-Tremblant (<i>titre modifié</i>)	n° 197
101	Loi concernant la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine	n° 198
102	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal	n° 216
103	Loi concernant la Ville de Victoriaville	n° 202
104	Loi concernant la Ville d'Anjou	n° 210
105	Loi concernant la Ville d'Otterburn Park	n° 225
106	Loi concernant la Ville de Varennes	n° 226
107	Loi concernant la Ville de Trois-Rivières	n° 232
108	Loi concernant la Ville de Gatineau	n° 239
109	Loi concernant la Ville de Lac-Mégantic	n° 244
110	Loi concernant la Ville de Beauceville	n° 252
111	Loi concernant la Ville de Blainville	n° 256
112	Loi concernant la Ville de Repentigny	n° 257
113	Loi concernant la Ville d'Otterburn Park	n° 260
114	Loi concernant la Ville de Shawinigan	n° 261

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
115	Loi concernant la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, la Régie intermunicipale des déchets de la Rouge et la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre	n° 242
116	Loi concernant la Municipalité d'Hébertville	n° 207
117	Loi concernant la Municipalité de Pintendre	n° 245
118	Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal	n° 251
119	Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires du Québec	n° 248
120	Loi concernant Trust Bonaventure inc.	n° 254
121	Loi concernant Fiducie canadienne-italienne	n° 203
122	Loi concernant la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal	n° 259
123	Loi concernant l'Association de villégiature du Mont Sainte-Anne	n° 253
124	Loi concernant l'adoption de Rémi Julien	n° 224



TABLE DE CONCORDANCE
Chapitre — Projet de loi

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	93	42	65	83	178
2	31	43	89	84	184
3	42	44	92	85	161
4	47	45	96	86	165
5	99	46	107	87	166
6	131	47	109	88	168
7	104	48	114	89	169
8	100	49	122	90	170
9	15	50	123	91	171
10	88	51	125	92	173
11	56	52	136	93	175
12	101	53	137	94	176
13	127	54	138	95	179
14	81	55	141	96	180
15	134	56	143	97	183
16	86	57	144	98	185
17	90	58	145	99	407
18	94	59	148	100	197
19	102	60	152	101	198
20	103	61	194	102	216
21	105	62	196	103	202
22	121	63	150	104	210
23	126	64	119	105	225*
24	40	65	146	106	226
25	57	66	153	107	232
26	64	67	155	108	239
27	79	68	156	109	244
28	95	69	174	110	252
29	97	70	158	111	256
30	106	71	162	112	257
31	108	72	172	113	260**
32	110	73	149	114	261
33	111	74	400	115	242
34	112	75	39	116	207
35	120	76	151	117	245
36	139	77	154	118	251
37	140	78	157	119	248
38	142	79	160	120	254
39	147	80	163	121	203
40	55	81	164	122	259
41	63	82	177	123	253
				124	224

* sanctionnée en juin 1997

** sanctionnée en décembre 1997

TABLE DE CONCORDANCE
Projet de loi — Chapitre

<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>
15	9	121	22	171	91
31	2	122	49	172	72
39	75	123	50	173	92
40	24	125	51	174	69
42	3	126	23	175	93
47	4	127	13	176	94
55	40	131	6	177	82
56	11	134	15	178	83
57	25	136	52	179	95
63	41	137	53	180	96
64	26	138	54	183	97
65	42	139	36	184	84
79	27	140	37	185	98
81	14	141	55	194	61
86	16	142	38	196	62
88	10	143	56	197	100
89	43	144	57	198	101
90	17	145	58	202	103
92	44	146	65	203	121
93	1	147	39	207	116
94	18	148	59	210	104
95	28	149	73	216	102
96	45	150	63	224	124
97	29	151	76	225*	105
99	5	152	60	226	106
100	8	153	66	232	107
101	12	154	77	239	108
102	19	155	67	242	115
103	20	156	68	244	109
104	7	157	78	245	117
105	21	158	70	248	119
106	30	160	79	251	118
107	46	161	85	252	110
108	31	162	71	253	123
109	47	163	80	254	120
110	32	164	81	256	111
111	33	165	86	257	112
112	34	166	87	259	122
114	48	168	88	260**	113
119	64	169	89	261	114
120	35	170	90	400	74
				407	99

* sanctionnée en juin 1997

** sanctionnée en décembre 1997

ABRÉVIATIONS

AM:	Amendement						
MAJ:	À la majorité des voix						
VOTE:	<table> <tr> <td>P</td><td>Pour</td></tr> <tr> <td>C</td><td>Contre</td></tr> <tr> <td>A</td><td>Abstention</td></tr> </table>	P	Pour	C	Contre	A	Abstention
P	Pour						
C	Contre						
A	Abstention						
Ministre responsable:	ministre responsable de l'application de la loi						
Parrain:	ministre par ou au nom de qui le projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale						
Présentation du projet de loi:	présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale						
Consultation générale:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes et les groupes concernés par le projet de loi peuvent faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions aux parlementaires						
Adoption du principe:	adoption du principe du projet de loi par l'Assemblée nationale						
Étude détaillée en commission:	étude détaillée du projet de loi par une commission parlementaire permanente de l'Assemblée nationale						
Dépôt du rapport de consultation:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a mené des consultations particulières ou une consultation générale						
Dépôt du rapport de la commission:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi						
Prise en considération du rapport de la commission:	prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi par le vote de ce rapport par l'Assemblée nationale						
Adoption du projet de loi:	adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale						
Sanction:	sanction du projet de loi par le lieutenant-gouverneur						
Entrée en vigueur:	entrée en vigueur de la loi par l'effet d'une disposition de cette loi ou d'un décret du gouvernement						
Loi(s) modifiée(s), remplacée(s) ou abrogée(s):	liste de la loi ou des lois qui est ou qui sont modifiée(s), remplacée(s) ou abrogée(s) par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive						

Commissions (ancienne dénomination):

CAE:	Commission de l'aménagement et des équipements
CAN:	Commission de l'Assemblée nationale
CAPA:	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS:	Commission des affaires sociales
CBA:	Commission du budget et de l'administration
CC:	Commission de la culture
CE:	Commission de l'éducation
CET:	Commission de l'économie et du travail
CI:	Commission des institutions
CP:	Commission plénière
CS:	Commission spéciale

Commissions (nouvelle dénomination):

CAN:	Commission de l'Assemblée nationale
CAP:	Commission de l'administration publique
CAPA:	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS:	Commission des affaires sociales
CAT:	Commission de l'aménagement du territoire
CC:	Commission de la culture
CE:	Commission de l'éducation
CET:	Commission de l'économie et du travail
CFP:	Commission des finances publiques
CI:	Commission des institutions
CP:	Commission plénière
CS:	Commission spéciale
CTE:	Commission des transports et de l'environnement

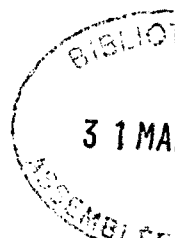
Chapitre 1 (projet de loi n° 93)**Loi n° 1 sur les crédits, 1997-1998**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 354 700 000,00 \$ représentant 2,2 % des crédits du programme « Mesures d'aide à l'emploi » du portefeuille « Emploi, Solidarité et Condition féminine », et 10,0 % des crédits du programme « Mesures d'aide financière » du même portefeuille.

Cette somme apparaîtra au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1997-1998.

Ministre responsable:	ministre des Finances
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-03-12
Adoption du principe:	1997-03-12
Adoption du projet de loi:	1997-03-12
Sanction:	1997-03-13
Entrée en vigueur:	1997-03-13
Loi modifiée:	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.



Chapitre 2 (projet de loi n° 31)

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les normes du travail afin de permettre à la Commission des normes du travail de représenter un salarié qui a plus de trois ans de service continu et qui croit avoir été congédié par son employeur sans une cause juste et suffisante.

Par ailleurs, cette loi prévoit le remboursement annuel par la Commission des normes du travail des dépenses engagées relativement à l'exercice des recours à l'encontre de congédiement sans cause juste et suffisante et pour pratique interdite.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1996-05-15
Adoption du principe:	1996-05-28 Vote: P:64 C:37 A:0
Étude détaillée en commission:	CET 1996-11-19, 26, 28 et 1996-12-19
Dépôt du rapport de la commission:	1996-12-20 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-03-18
Adoption du projet de loi:	1997-03-18
Sanction:	1997-03-20
Entrée en vigueur:	1997-03-20
Loi modifiée:	Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Chapitre 3 (projet de loi n° 42)**Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal**

Objet: Cette loi modifie diverses lois afin d'y apporter des modifications à caractère technique ou terminologique qui découlent principalement de l'adoption du Code civil du Québec.

Cette loi abroge, par ailleurs, la Loi sur la prescription des paiements à la Couronne en raison des nouvelles règles de prescription établies par le nouveau Code civil du Québec.

Ministre responsable:	ministre du Revenu
Parrain:	M. Roger Bertrand
Présentation du projet de loi:	1996-06-19
Adoption du principe:	1996-10-17
Étude détaillée en commission:	CBA 1996-11-07
Dépôt du rapport de la commission:	1996-11-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1996-11-19
Adoption du projet de loi:	1997-03-18 AM
Sanction:	1997-03-20
Entrée en vigueur:	1997-03-20
Lois modifiées:	Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9) Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1) Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34) Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)

Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24)
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et
d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 63)

Loi abrogée: Loi sur la prescription des paiements à la Couronne (L.R.Q., chapitre P-18)

Chapitre 4 (projet de loi n° 47)**Loi modifiant la Loi sur le paiement de certaines amendes**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le paiement de certaines amendes afin de permettre le recouvrement du produit des amendes et confiscations attribué au Québec en vertu du Code criminel ou d'une autre loi fédérale selon les dispositions du Code de procédure pénale.

Cette loi apporte, par ailleurs, à la Loi sur le paiement de certaines amendes des modifications de concordance et d'ordre terminologique.

Ministre responsable: ministre de la Justice

Parrain: M. Paul Bégin

Présentation du projet de loi: 1996-10-22

Adoption du principe: 1996-11-07

Étude détaillée en commission: CI
1996-11-26

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1996-11-26

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1996-12-09

Adoption du projet de loi: 1997-03-18

Sanction: 1997-03-20

Entrée en vigueur: 1997-03-20

Loi modifiée: Loi sur le paiement de certaines amendes (L.R.Q., chapitre P-2)

Chapitre 5 (projet de loi n° 99)**Loi n° 2 sur les crédits, 1997-1998**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 7 177 120 475,00 \$ représentant un peu plus de 25 % des crédits à voter apparaissant au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1997-1998, selon les montants présentés en annexe en regard de chacun des programmes des portefeuilles qui y sont énumérés.

Ministre responsable:	ministre des Finances
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-03-20 MAJ
Adoption du principe:	1997-03-20 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-03-20 MAJ
Sanction:	1997-03-20
Entrée en vigueur:	1997-03-20
Loi modifiée:	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 6 (projet de loi n° 131)

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et d'autres dispositions législatives concernant l'éthique et la déontologie

Objet: Cette loi prévoit que le gouvernement pourra, par règlement, édicter des normes d'éthique et de déontologie applicables aux administrateurs publics qu'elle vise et obliger les conseils d'administration des organismes et entreprises du gouvernement à établir un code d'éthique et de déontologie à l'égard de ces administrateurs. Les règlements applicables à ces administrateurs pourront aussi, notamment, établir en cette matière les instances et la procédure d'examen et d'enquête et prévoir les sanctions appropriées ainsi que les autorités chargées de les déterminer ou de les imposer.

La loi oblige également les conseils d'administration des organismes et entreprises du gouvernement à établir un code d'éthique et de déontologie applicable à leurs membres et à certaines personnes désignées qui ne sont pas des administrateurs publics au sens de la loi.

La loi crée de plus l'obligation pour divers établissements des secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux de se doter de normes d'éthique et de déontologie applicables à leurs administrateurs.

La loi édicte enfin que quiconque reçoit un avantage comme suite à un manquement à une norme ainsi établie est redevable envers l'État de l'avantage reçu.

Ministre responsable:	ministre de la Justice
Parrain:	M. Paul Bégin (nouv. auteur et nouv. titre de l'auteur: 1996-03-28)
Présentation du projet de loi:	1995-12-15
Consultation générale:	CI 1996-02-20 et 22
Dépôt du rapport de consultation:	1996-03-12 (projet de loi réinscrit à la 2 ^e session le 1996-03-28)
Adoption du principe:	1996-06-13
Étude détaillée en commission:	CI 1996-12-10 et 1997-02-20
Dépôt du rapport de la commission:	1997-03-11 AM DONT UN AU TITRE
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-03-18
Adoption du projet de loi:	1997-03-18

Sanction:

1997-03-20

Entrée en vigueur:

1997-03-20 sauf les articles 3.0.3 et 3.0.4 de la
Loi sur le ministère du Conseil exécutif,
édités par l'article 1, ainsi que les articles 2
et 3 qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier
1998

Lois modifiées: Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q.,
chapitre I-14)
Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)

Chapitre 7 (projet de loi n° 104)

Loi sur la diminution des coûts de la main-d'oeuvre dans le secteur public et donnant suite aux ententes intervenues à cette fin

Objet: Cette loi donne suite à des ententes intervenues avec plusieurs associations de salariés du secteur public afin de diminuer les coûts de la main-d'oeuvre en tenant compte des conditions de travail convenues entre les parties.

Elle prévoit également l'élargissement temporaire de l'admissibilité à la retraite et modifie les conditions de travail de divers groupes de personnes à l'égard desquels une diminution des coûts de la main-d'oeuvre ne peut se réaliser autrement.

Par ailleurs, la loi établit les modalités d'application de mesures de réduction des coûts de la main-d'oeuvre à l'égard des employeurs et des associations de salariés du secteur public qui n'ont pu convenir d'une entente sur ce sujet.

Ministre responsable: ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,
président du Conseil du trésor

Parrain: M. Jacques Léonard

Présentation du projet de loi: 1997-03-21 MAJ

Adoption du principe: 1997-03-21 Vote: P:66 C:29 A:0

Étude détaillée en commission: CP
1997-03-21

Dépôt du rapport de la commission: 1997-03-21 AM

Prise en considération du rapport de la commission: 1997-03-21 MAJ

Adoption du projet de loi: 1997-03-21 Vote: P:65 C:27 A:0

Sanction: 1997-03-22

Entrée en vigueur: 1997-03-22 à l'exception des articles 35 à 46 qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1997

Lois modifiées: Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
Loi instituant le Fonds de gestion des départs assistés (1996, chapitre 66)

Chapitre 8 (projet de loi n° 100)

Loi modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives concernant la liste électorale permanente

Objet: Cette loi modifie la Loi électorale pour compléter et préciser les dispositions relatives à la liste électorale permanente. Elle reconnaît le droit de tout électeur d'être inscrit sur la liste électorale permanente et permet à l'électeur de choisir d'y être inscrit pour les seules fins d'un scrutin provincial, municipal ou scolaire. De plus, la loi prévoit qu'un électeur peut s'inscrire à la liste devant servir à un scrutin sans être inscrit à la liste électorale permanente.

En matière de mise à jour de la liste électorale permanente, la loi précise que la Régie de l'assurance-maladie du Québec transmet au directeur général des élections les informations relatives à une personne qui atteindra l'âge de dix-huit ans et autorise le curateur public à informer le directeur général des élections de l'ouverture d'un régime de curatelle en faveur d'une personne majeure.

En matière de transmission de la liste électorale, la loi prévoit que, dès la prise du décret, le directeur général des élections transmet aux directeurs du scrutin et aux partis politiques la liste devant servir à une élection et que cette liste comprend les électeurs dont les demandes de changements à la liste électorale permanente ont été reçues avant la prise du décret. De plus, la loi prévoit qu'au cours d'une période électorale un avis doit être expédié à chaque adresse indiquant les électeurs qui y sont inscrits ou mentionnant, le cas échéant, qu'aucun électeur n'y est inscrit.

La loi confie aux commissions de révision la responsabilité de vérifier les renseignements relatifs aux électeurs pour lesquels le directeur général des élections n'est pas en mesure d'assurer la mise à jour de leur inscription sur la liste électorale permanente.

La loi renforce en outre les dispositions pénales relatives à la communication et à l'utilisation des renseignements contenus à la liste électorale permanente.

De plus, la loi apporte des modifications de concordance à la Loi sur l'Assemblée nationale, à la Loi sur la consultation populaire et à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Enfin, cette loi prévoit des dispositions particulières à l'égard de la liste électorale devant servir aux fins des élections du 28 avril 1997 dans les circonscriptions électorales de Beauce-Sud et de Prévost. Elle prévoit également la transmission, au plus tard le 1^{er} octobre 1997, de la liste électorale permanente aux partis politiques autorisés de même que des règles relatives au caractère confidentiel de cette liste.

Ministre responsable:	ministre responsable de la Réforme électorale et parlementaire
Parrain:	M. Pierre Bélanger
Présentation du projet de loi:	1997-03-18
Adoption du principe:	1997-04-08

Étude détaillée en commission:	CP 1997-04-08
Dépôt du rapport de la commission:	1997-04-08 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-04-08
Adoption du projet de loi:	1997-04-08
Sanction:	1997-04-08
Entrée en vigueur:	1997-04-08 à l'exception des articles 5 et 8, du paragraphe 4° de l'article 10, des mots « et la liste des adresses où aucun électeur n'est inscrit » dans le paragraphe 1° de l'article 11 et de l'article 13 lorsqu'il édicte l'article 198.1 de la Loi électorale qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1) Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1) Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)

Chapitre 9 (projet de loi n° 15)

Loi concernant la mise en oeuvre de l'Accord sur le commerce intérieur

Objet: Cette loi prévoit l'approbation, par le Parlement du Québec, de l'Accord sur le commerce intérieur.

Elle modifie la Loi sur les agents de voyages afin d'assurer la conformité à l'Accord de certaines dispositions de cette loi.

Ministre responsable: le ministre désigné par le gouvernement

Parrain: M. Jacques Brassard

Présentation du projet de loi: 1996-05-09

Adoption du principe: 1996-10-16

Étude détaillée en commission: CI
1996-12-02

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1996-12-05

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1996-12-10

Adoption du projet de loi: 1997-04-10

Sanction: 1997-04-16

Entrée en vigueur: 1997-04-16

Loi modifiée: Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10)

Chapitre 10 (projet de loi n° 88)

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail en matière de congé annuel et de congé parental

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les normes du travail afin d'augmenter la durée du congé parental de 34 à 52 semaines.

Cette loi prévoit également la possibilité, pour un salarié justifiant entre un et cinq ans de service continu, de demander le nombre de jours de congé sans solde nécessaire afin de porter la durée de son congé annuel à trois semaines.

Ministre responsable: ministre du Travail

Parrain: M. Matthias Rioux

Présentation du projet de loi: 1996-12-17

Adoption du principe: 1997-03-18

Étude détaillée en commission: CET
1997-03-20 et 25

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-03-26

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-04-10

Adoption du projet de loi: 1997-04-10

Sanction: 1997-04-16

Entrée en vigueur: 1997-04-16

Loi modifiée: Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Chapitre 11 (projet de loi n° 56)

Loi modifiant la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables afin de permettre à l'inspecteur de la flore de disposer d'une chose saisie périssable ou susceptible de se déprécier rapidement. À cet effet, cette loi accorde au gouvernement le pouvoir de prescrire, par règlement, la manière dont un inspecteur de la flore pourra en disposer dans les circonstances. Elle prévoit aussi qu'une indemnité doit être payée si un inspecteur de la flore a disposé d'une telle chose et qu'ultérieurement il apparaît qu'il n'y a pas lieu à confiscation et elle accorde au gouvernement le pouvoir de déterminer, par règlement, le montant de l'indemnité.

Cette loi prévoit aussi que la période de saisie est portée de 90 à 120 jours.

Enfin, cette loi prévoit qu'une déclaration de culpabilité pour une infraction à l'une des dispositions de cette loi ou de ses règlements opère confiscation d'un spécimen d'une espèce floristique menacée ou vulnérable ou de l'une de ses parties saisi par un inspecteur de la flore.

Ministre responsable:	ministre de l'Environnement et de la Faune
Parrain:	M. David Cliche
Présentation du projet de loi:	1996-11-05
Adoption du principe:	1996-12-17 MAJ
Étude détaillée en commission:	CAE 1997-03-12
Dépôt du rapport de la commission:	1997-03-13
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-03-18
Adoption du projet de loi:	1997-05-01
Sanction:	1997-05-08
Entrée en vigueur:	1997-05-08

Loi modifiée: Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01)

Chapitre 12 (projet de loi n° 101)

Loi n° 3 sur les crédits, 1997-1998

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 19 947 412 525,00 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés à l'annexe, déduction faite des crédits déjà votés.

Cette somme apparaît au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1997-1998.

Ministre responsable:	ministre des Finances
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-05-06 Vote: P:62 C:34 A:0
Adoption du principe:	1997-05-06 Vote: P:62 C:34 A:0
Adoption du projet de loi:	1997-05-06 Vote: P:62 C:34 A:0
Sanction:	1997-05-08
Entrée en vigueur:	1997-05-08
Loi modifiée:	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 13 (projet de loi n° 127)

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'Assemblée nationale afin de permettre au Bureau de l'Assemblée nationale de prendre un règlement pour accorder certaines allocations et rembourser certaines dépenses et autres frais pour une période fixée par ce règlement entre le jour de la vacance du siège d'un député et le quinzième jour ou, dans certains cas, le trentième jour suivant le jour du scrutin qui comble cette vacance.

Parrain: M. Pierre Bélanger

Présentation du projet de loi: 1997-05-08

Adoption du principe: 1997-05-08

Étude détaillée en commission: CP
1997-05-08

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-05-08

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-05-08

Adoption du projet de loi: 1997-05-08

Sanction: 1997-05-08

Entrée en vigueur: 1997-05-08

Loi modifiée: Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)

Chapitre 14 (projet de loi n° 81)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie diverses lois afin de donner suite principalement au Discours sur le budget du ministre des Finances du 9 mai 1996, à sa Déclaration ministérielle du 26 novembre 1996, ainsi qu'aux bulletins d'information 95-1, 95-5, 95-7, 96-1, 96-3, 96-4 et 96-5 émis par le ministère des Finances respectivement le 3 février 1995, le 8 septembre 1995, le 20 décembre 1995, le 26 janvier 1996, le 14 juin 1996, le 30 octobre 1996 et le 22 novembre 1996.

Elle donne aussi suite, de manière accessoire, à certaines mesures prévues dans les Discours sur le budget du ministre des Finances du 20 mai 1993 et du 25 mars 1997.

Cette loi abroge en premier lieu la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux en raison de sa désuétude.

Elle modifie en deuxième lieu la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains afin, d'une part, d'étendre la portée de l'exonération des droits à certains cas de transferts faits entre sociétés appartenant à un même groupe et, d'autre part, de soustraire de son application tout transfert fait après le 9 mai 1996 relatif à un terrain situé au Québec.

Elle modifie en troisième lieu la Loi sur la fiscalité municipale afin de préciser l'assujettissement, à la taxe payable à titre de taxe foncière municipale, d'une personne qui produit de l'énergie électrique au Québec lorsque cette énergie est fournie à une personne qui exploite un réseau de production, de transmission ou de distribution de ce type d'énergie.

Elle modifie en quatrième lieu la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) principalement pour abaisser de 60 ans à 55 ans l'âge à compter duquel un particulier qui se prévaut d'un droit à la retraite ou à la préretraite peut obtenir le rachat d'une partie ou de la totalité de ses actions du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

Elle modifie en cinquième lieu la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de préciser son application lorsque du tabac vendu au Québec est livré hors du Québec pour consommation hors du Québec.

Elle modifie en sixième lieu la Loi sur les impôts afin principalement d'y modifier ou d'y introduire plusieurs mesures fiscales propres au Québec.

Ces mesures concernent notamment :

- 1° l'introduction d'une déduction pour les employés qui cotisent à une convention de retraite;
- 2° la transformation en crédits d'impôt non remboursables des déductions relatives aux cotisations professionnelles, sauf la partie afférente à l'assurance responsabilité professionnelle, aux cotisations syndicales et à certaines autres cotisations semblables et de la déduction pour contribution à l'Office des professions du Québec;
- 3° l'application à certaines sociétés de personnes de la limite relative à la déduction de certaines dépenses qui se rapportent à un bureau à domicile;
- 4° la prolongation de deux ans de l'aide fiscale à l'exploration minière, pétrolière ou gazière, ainsi que la bonification de cette aide à l'égard de certains frais d'exploration pétrolière ou gazière engagés au Québec;

- 5° le congé fiscal accordé aux marins québécois affectés au transport international de marchandises;
 - 6° la réduction progressive des montants servant de base au calcul des crédits d'impôt non remboursables accordés aux personnes vivant seules, à celles qui ont atteint l'âge de 65 ans et à celles qui ont certains revenus de retraite;
 - 7° les restrictions apportées au crédit d'impôt non remboursable relatif à l'acquisition d'actions du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) et de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, qui font passer de 20 % à 15 % le taux de ce crédit et fixent à 3 500 \$ le plafond annuel d'acquisition de telles actions;
 - 8° la possibilité de retirer sans imposition les montants accumulés dans un régime enregistré d'épargne-logement, s'ils sont utilisés pour réaliser des travaux de rénovation, et la révocation de tels régimes le 31 décembre 1999;
 - 9° l'introduction, pour les organismes artistiques reconnus, de règles semblables à celles qui sont applicables aux organismes de bienfaisance enregistrés à l'égard des montants qu'ils doivent dépenser chaque année;
 - 10° l'obligation pour une personne de produire une déclaration de revenus lorsqu'elle déduit une perte pour une année antérieure;
 - 11° la limitation du crédit d'impôt pour pertes aux seules sociétés qui peuvent pleinement bénéficier du taux préférentiel d'imposition de 5,75 %;
 - 12° l'abolition, pour les grandes sociétés, de la limite au remboursement de certains crédits d'impôt;
 - 13° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la production de titres multimédias;
 - 14° l'aide à l'industrie navale québécoise, sous la forme d'un crédit d'impôt remboursable pour la construction navale et d'une réduction de la taxe sur le capital pour l'acquisition de navires;
 - 15° le calcul du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants dans le cas où l'une des personnes qui assument les frais exploite une entreprise;
 - 16° l'obligation, pour certaines personnes qui demandent un crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants, de joindre à leur déclaration fiscale une copie d'un relevé produit par la personne qui assure la garde contre rémunération;
 - 17° le crédit d'impôt remboursable pour taxi;
 - 18° l'assujettissement des caisses d'épargne et de crédit, de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, et du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au paiement de la taxe sur le capital;
 - 19° l'instauration d'une taxe additionnelle sur le capital applicable aux sociétés d'assurance sur la vie;
 - 20° la contribution au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.
- Elle modifie en septième lieu la Loi sur les licences principalement afin d'élargir en faveur des producteurs artisanaux le droit de vente directe aux consommateurs sur les lieux de production.

Elle modifie en huitième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin notamment :

- 1° d'étendre la responsabilité d'une personne qui liquide les biens d'une autre personne aux montants de frais exigibles de cette autre personne;
- 2° de permettre au ministre du Revenu d'empêcher que l'activité commerciale d'une personne qui fait l'objet d'une injonction ou dont le certificat d'inscription en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec a été révoqué puisse se poursuivre par l'entremise d'une tierce personne avec qui elle a un lien de dépendance;
- 3° d'étendre la responsabilité des administrateurs d'une société aux cotisations à payer en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
- 4° d'étendre la responsabilité des administrateurs d'une société à la totalité d'une dette lorsqu'une partie de celle-ci a déjà fait l'objet d'un certificat d'exigibilité dont le bref d'exécution a été rapporté insatisfait;
- 5° d'étendre l'application de la limitation d'un remboursement dans le contexte d'une faillite à toute dette pouvant être compensée dans l'application d'une loi fiscale;
- 6° de permettre au ministre du Revenu de modifier les modalités de versement d'un montant que doit lui remettre un contribuable qui se retrouve en situation d'insolvabilité;
- 7° de permettre au ministre du Revenu de contraindre certaines catégories de personnes à produire leurs documents par voie électronique ou sur support informatique;
- 8° de prévoir une pénalité à l'égard d'une personne qui obtient indûment un remboursement en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec;
- 9° de prévoir une pénalité à l'égard d'une personne qui omet de façon répétée de déclarer un revenu;
- 10° de prévoir une amende à l'égard d'une personne qui omet de s'inscrire en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec.

Elle modifie en neuvième lieu la Loi sur les normes du travail afin de prolonger le délai accordé à un employeur pour acquitter la cotisation qu'il est tenu de verser en vertu de cette loi.

Elle modifie en dixième lieu la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec afin d'y introduire, pour certaines sociétés qui ne sont pas entièrement exemptées d'impôt par ailleurs, un allègement relativement à la cotisation qu'elles doivent verser, en tant qu'employeurs, au fonds des services de santé.

Elle modifie en onzième lieu la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin, principalement, que les règlements de nature fiscale édictés en vertu de ces lois puissent entrer en vigueur à une date antérieure à celle de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Elle modifie en douzième lieu la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise afin, d'une part, d'y éliminer la possibilité, pour une telle société, d'investir dans une corporation admissible par le biais de valeurs convertibles et, d'autre part, de porter de deux à cinq ans la période au cours de laquelle une corporation admissible dans laquelle une telle société investit ne peut effectuer une sortie de fonds importante.

Elle abroge en treizième lieu la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel en raison de sa désuétude.

Elle modifie en quatorzième lieu la Loi sur la taxe de vente du Québec principalement afin d'y insérer des mesures propres au régime fiscal du Québec ou d'ajuster de telles mesures.

Les modifications visent notamment à :

- 1° accorder au service de téléphone « 1-888 » le traitement accordé au service de téléphone « 1-800 »;
- 2° octroyer un remboursement de la taxe payée à l'égard d'un bateau de plaisance apporté au Québec dans le but de l'entreposer pendant l'hivernage;
- 3° maintenir le remboursement de la taxe payée à l'égard d'une cotisation syndicale, professionnelle ou d'une cotisation à une association artistique reconnue, compte tenu de la transformation des déductions en crédits d'impôt;
- 4° hausser le pourcentage du remboursement partiel de la taxe accordé aux administrations hospitalières;
- 5° maintenir le paiement de compensations pour les municipalités de Montréal et de Québec;
- 6° remplacer la mesure de compensation relative aux livres par une mesure de détaxation;
- 7° assouplir la règle de fourniture à soi-même d'un immeuble d'habitation à logement unique ou d'un logement en copropriété à l'endroit du constructeur;
- 8° remplacer le volume de référence aux fins de calculer la taxe à payer lors de la vente d'un véhicule automobile d'occasion;
- 9° assujettir la fourniture de certains produits destinés à la fabrication de vin ou de bière;
- 10° élargir en faveur des producteurs artisanaux le droit de vente directe aux consommateurs sur les lieux de production;
- 11° abroger la taxe d'utilisation du réseau routier;
- 12° introduire des dispositions relatives à la taxe spécifique sur l'hébergement.

Elle modifie en quinzième lieu la Loi concernant la taxe sur les carburants principalement afin d'y apporter les modifications techniques requises en raison de l'adhésion du Québec à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants.

Elle modifie en seizième lieu la Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, pour abaisser de 60 ans à 55 ans l'âge à compter duquel un particulier qui se prévaut d'un droit à la retraite ou à la préretraite peut obtenir le rachat d'une partie ou de la totalité de ses actions de ce Fonds.

Elle modifie également d'autres lois afin d'y apporter diverses modifications à caractère technique, de concordance et de terminologie.

Ministre responsable : ministre du Revenu

Parrain : M. Roger Bertrand

Présentation du projet de loi : 1996-12-18

Adoption du principe : 1997-03-18

Étude détaillée en commission: CFP
1997-04-08 et 1997-05-01 et 07

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-05-07 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-05-13

Adoption du projet de loi: 1997-05-13 MAJ

Sanction: 1997-05-22

Entrée en vigueur: 1997-05-22

Lois modifiées: Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17)
Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1)
Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4)
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)
Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)
Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)
Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 1)
Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (1995, chapitre 48)
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 63)

Lois abrogées: Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9)
Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34)

Chapitre 15 (projet de loi n° 134)**Loi n° 4 sur les crédits, 1997-1998**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 195 600 000,00 \$ représentant les crédits supplémentaires n° 1 1997-1998 à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés en annexe.

Ministre responsable:	ministre des Finances
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-05-20 Vote: P:61 C:36 A:0
Adoption du principe:	1997-05-20 Vote: P:61 C:36 A:0
Adoption du projet de loi:	1997-05-20 Vote: P:61 C:36 A:0
Sanction:	1997-05-22
Entrée en vigueur:	1997-05-22
Loi modifiée:	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 16 (projet de loi n° 86)

Loi sur le parc marin du Saguenay – Saint-Laurent

Objet: Cette loi prévoit la création, sur les terres publiques du Québec, du parc marin du Saguenay – Saint-Laurent. Elle donne suite à une entente intervenue le 6 avril 1990 entre le gouvernement du Québec et celui du Canada.

La loi indique notamment quelles sont les limites de ce parc et de quelle façon elles pourront être modifiées. Concernant l'administration du parc, la loi prévoit, entre autres, le dépôt d'un plan directeur, la nomination d'un directeur par le ministre et la constitution d'un comité d'harmonisation et d'un comité de coordination.

La loi contient également des dispositions relatives aux pouvoirs réglementaires, des dispositions de nature pénale, ainsi que des dispositions diverses, notamment de concordance et transitoires.

Ministre responsable:	ministre de l'Environnement et de la Faune
Parrain:	M. David Cliche
Présentation du projet de loi:	1996-12-12
Adoption du principe:	1996-12-20
Étude détaillée en commission:	CTE 1997-05-01, 06 et 08
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-13 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-05-28
Adoption du projet de loi:	1997-06-03
Sanction:	1997-06-05
Entrée en vigueur:	à la date fixée par le gouvernement
Loi modifiée:	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)

Chapitre 17 (projet de loi n° 90)**Loi modifiant la Loi sur les coopératives afin de permettre la constitution de coopératives de solidarité**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les coopératives afin de permettre la constitution de coopératives de solidarité.

Une coopérative de solidarité regroupera à la fois des utilisateurs des services offerts par la coopérative, des travailleurs oeuvrant au sein de celle-ci et, le cas échéant, d'autres personnes ou sociétés qui ont un intérêt économique ou social dans l'atteinte de l'objet de cette coopérative. Chacun de ces groupes de membres aura le droit d'élire au moins un administrateur.

La contribution des membres au capital social de la coopérative pourra varier selon le groupe auquel ils appartiennent.

Ministre responsable: ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Parrain: Madame Rita Dionne-Marsolais

Présentation du projet de loi: 1996-12-17

Adoption du principe: 1997-05-07

Étude détaillée en commission: CP
1997-05-07

Dépôt du rapport de la commission: 1997-05-07 AM

Prise en considération du rapport de la commission: 1997-05-07

Adoption du projet de loi: 1997-06-03

Sanction: 1997-06-05

Entrée en vigueur: 1997-06-05

Loi modifiée: Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)

Chapitre 18 (projet de loi n° 94)

Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'aide au développement des coopératives afin d'élargir son champ d'application en y intégrant les personnes morales sans but lucratif de même que les filiales de coopératives. Ainsi, elle permet au gouvernement d'établir tout programme d'aide financière et technique pour favoriser la création, le maintien et le développement de ces entreprises et visant notamment à assurer une participation accrue de la population à l'activité économique ainsi que la création d'emplois.

Par ailleurs, cette loi simplifie les modalités relatives à la présentation et au cheminement d'une demande d'aide. Enfin, cette loi contient certaines modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Parrain:	Madame Rita Dionne-Marsolais
Présentation du projet de loi:	1997-03-13
Adoption du principe:	1997-05-07
Étude détaillée en commission:	CP 1997-05-07
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-07
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-05-07
Adoption du projet de loi:	1997-06-03
Sanction:	1997-06-05
Entrée en vigueur:	1997-06-05

Loi modifiée: Loi sur l'aide au développement des coopératives (L.R.Q., chapitre A-12.1)

Chapitre 19 (projet de loi n° 102)

Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin d'y prévoir des mesures de nature à favoriser la retraite progressive ou anticipée des travailleurs.

Cette loi modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de permettre au salarié âgé de 55 ans ou plus mais de moins de 70 ans de conclure une entente avec son employeur pour que soit considéré comme lui ayant été versé, aux fins de la cotisation au régime de rentes du Québec, tout ou partie du montant dont sa rémunération est réduite en raison de la réduction de son temps de travail dans le cadre d'une retraite progressive.

Cette loi modifie la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de permettre au travailleur qui participe à un programme de réduction du temps de travail de compenser en partie la réduction de salaire qui en résulte par une prestation annuelle payée par son régime de retraite. Elle prévoit également qu'un travailleur qui cesse d'occuper un emploi avant d'atteindre l'âge normal de la retraite fixé par son régime aura droit à une rente temporaire que ce régime pourra lui verser jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 65 ans. Enfin, la loi permet à un travailleur, qui a transféré dans un fonds de revenu viager les droits qu'il avait accumulés dans un régime de retraite, de recevoir une rente temporaire de ce fonds.

Ministre responsable:	ministre de l'Emploi et de la Solidarité
Parrain:	Madame Louise Harel
Présentation du projet de loi:	1997-04-08
Adoption du principe:	1997-05-01
Étude détaillée en commission:	CAS 1997-05-07, 14 et 20
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-22 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-05-29
Adoption du projet de loi:	1997-06-04 Vote: P:103 C:0 A:0
Sanction:	1997-06-05
Entrée en vigueur:	1997-06-05 à l'exception des articles 1 à 4 et 11 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} janvier 1998

Lois modifiées: Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)

Chapitre 20 (projet de loi n° 103)

Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre afin d'établir un régime d'apprentissage visant à favoriser, en fonction des besoins du marché du travail, l'accès des jeunes et des adultes à des métiers et à des professions. Ce régime, qui permettra l'acquisition d'une formation sanctionnée par le ministre de l'Éducation, mettra l'accent sur la formation en entreprise.

Par ailleurs, la loi prévoit la possibilité de reconnaître tout comité sectoriel de main-d'oeuvre constitué en personne morale qui concourt à l'objet de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre.

La loi permet l'établissement de normes d'éthique et de déontologie applicables aux titulaires d'agrément ou de reconnaissance en matière de formation. Elle introduit aussi un recours à l'encontre du refus, de la suspension ou de la révocation d'un tel agrément ou d'une telle reconnaissance.

Enfin, la loi apporte des modifications de nature technique et de concordance et contient des dispositions transitoires.

Ministre responsable:	ministre de l'Emploi et de la Solidarité
Parrain:	Madame Louise Harel
Présentation du projet de loi:	1997-04-08
Adoption du principe:	1997-05-01
Étude détaillée en commission:	CET 1997-05-30
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-30 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-03 AM
Adoption du projet de loi:	1997-06-04 Vote: P:103 C:0 A:0
Sanction:	1997-06-05
Entrée en vigueur:	1997-06-05 à l'exception des dispositions de l'article 10 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} juillet 1997 et de celles de l'article 23.1 de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre, édicté par l'article 8 de la présente loi, et des articles 13, 15 et 16 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

– 1998-04-01 :

a. 8 (a. 23.1 de L.R.Q., chapitre D-7.1)
 Décret 1677-97
 G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114

Lois modifiées : Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)
 Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
 Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)

Chapitre 21 (projet de loi n° 105)

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'habiliter le gouvernement à prescrire, par voie réglementaire, les droits annuels à être payés par le responsable d'une source de contamination qui a fait approuver un programme d'assainissement en application des articles 116.2 à 116.4 de cette loi.

Ministre responsable:	ministre de l'Environnement et de la Faune
Parrain:	M. David Cliche
Présentation du projet de loi:	1997-04-24
Adoption du principe:	1997-05-21
Étude détaillée en commission:	CET 1997-05-22
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-27
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-05-28
Adoption du projet de loi:	1997-06-03
Sanction:	1997-06-05
Entrée en vigueur:	1997-06-05

Loi modifiée: Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

Chapitre 22 (projet de loi n° 121)

Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse en ce qui concerne principalement la procédure d'élection des membres du conseil. Elle prévoit, à cette fin, l'abolition du collège électoral et établit dans la loi un nouveau mode d'élection des membres du conseil.

Cette loi prévoit également l'abolition d'un poste de vice-président au Conseil permanent de la jeunesse.

En outre, cette loi modifie la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, la Loi sur le Conseil des aînés et la Loi sur le Conseil des relations interculturelles afin de préciser que ces conseils doivent prendre en compte, dans leur fonction de conseiller auprès du ministre, les questions relatives à la solidarité entre les générations, l'ouverture au pluralisme et le rapprochement interculturel. Elle prévoit aussi que l'élection ou les nominations des membres de ces conseils doivent refléter la composition de la société québécoise.

Enfin, cette loi comporte une disposition de nature transitoire.

Ministre responsable: ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Parrain: M. André Boisclair

Présentation du projet de loi: 1997-05-08

Adoption du principe: 1997-05-30

Étude détaillée en commission: CP
1997-05-30

Dépôt du rapport de la commission: 1997-05-30 AM

Prise en considération du rapport de la commission: 1997-05-30

Adoption du projet de loi: 1997-06-05

Sanction: 1997-06-05

Entrée en vigueur: 1997-06-05

Lois modifiées: Loi sur le Conseil des aînés (L.R.Q., chapitre C-57.01)
Loi sur le Conseil des relations interculturelles (L.R.Q., chapitre C-57.2)
Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse (L.R.Q., chapitre C-59.01)

Chapitre 23 (projet de loi n° 126)

Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre afin de prévoir l'ajout au Conseil d'un nouveau membre choisi parmi les personnes recommandées par les associations de salariés les plus représentatives et d'un nouveau membre choisi parmi les personnes recommandées par les associations d'employeurs les plus représentatives. Elle fixe également le quorum du Conseil à neuf membres.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1997-05-13
Adoption du principe:	1997-05-28
Étude détaillée en commission:	CP 1997-05-28
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-28
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-05-28
Adoption du projet de loi:	1997-06-03
Sanction:	1997-06-05
Entrée en vigueur:	à la date fixée par le gouvernement
- 1997-11-26:	aa. 1, 2 Décret 1542-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 7499

Loi modifiée: Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre C-55)

Chapitre 24 (projet de loi n° 40)**Loi modifiant la Charte de la langue française**

Objet: Cette loi modifie la Charte de la langue française afin d'abord d'y instituer une Commission de protection de la langue française.

Cette Commission, composée de trois membres dont un président, sera chargée d'assurer le respect de la Charte. À cette fin, elle pourra effectuer des inspections et des enquêtes et, le cas échéant, déférer le dossier au Procureur général pour que celui-ci intente, s'il y a lieu, les poursuites pénales appropriées.

La loi vient aussi préciser l'application de la Charte sur le plan pénal en ce qui a trait notamment aux inscriptions sur les produits, à la présentation de menus, à certaines publications, à l'offre sur le marché de jouets ou de jeux et au montant des amendes.

La loi introduit de plus le principe que tout logiciel doit être disponible en français, à moins qu'il n'en existe aucune version française.

Enfin, la loi apporte certaines modifications concernant la fourniture en français de documents par les membres des ordres professionnels et concernant notamment les règles d'incompatibilité de fonctions pour le président de l'Office de la langue française, ainsi que pour le président et le secrétaire du Conseil de la langue française.

Ministre responsable:	ministre de la Culture et des Communications
Parrain:	Madame Louise Beaudoin
Présentation du projet de loi:	1996-06-10
Consultation générale:	CC 1996-08-28 et 29 et 1996-09-03, 04 et 05
Dépôt du rapport de consultation:	1996-10-22
Adoption du principe:	1997-03-13 MAJ
Étude détaillée en commission:	CC 1997-03-25, 26 et 27, 1997-04-15 et 1997-05-07, 08, 13, 14, 15, 27 et 28
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-29 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-03 Vote: P:64 C:37 A:0
Adoption du projet de loi:	1997-06-06 Vote: P:63 C:29 A:0

Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
– 1997-09-01:	aa. 1, 2, 7-21, 23-26 Décret 1011-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 5569
– 1998-01-01:	aa. 3-6, 22 Décret 1011-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 5569
Loi modifiée:	Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)

Chapitre 25 (projet de loi n° 57)

Loi modifiant la Loi sur les fabriques et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les fabriques sous divers aspects afin d'en faciliter l'application.

Ainsi, la loi autorise explicitement les évêques à instituer des régimes de retraite et d'assurances collectives au bénéfice des curés et des autres personnes rémunérées par les fabriques. Elle permet également aux évêques de déléguer certains de leurs pouvoirs, notamment en matière d'approbation des contrats que les fabriques s'approprient à conclure.

La loi apporte de plus des modifications à la régie interne des fabriques, notamment par la création d'un poste de vice-président d'assemblée et par un assouplissement des règles de convocation des assemblées de fabrique et de paroissiens. En outre, elle autorise explicitement les fabriques à maintenir des columbariums.

Enfin, la loi actualise certaines définitions ou règles contenues à la Loi sur les fabriques et apporte des modifications de concordance à la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains et à la Loi sur les évêques catholiques romains.

Ministre responsable: ministre des Finances

Parrain: M. Bernard Landry

Présentation du projet de loi: 1996-11-14

Adoption du principe: 1997-05-28

Étude détaillée en commission: CFP
1997-05-28

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-05-29 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-03

Adoption du projet de loi: 1997-06-10

Sanction: 1997-06-12

Entrée en vigueur: 1997-06-12

Lois modifiées: Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69)
Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)
Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)

Chapitre 26 (projet de loi n° 64)

Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et modifiant d'autres dispositions législatives

Objet : Cette loi modifie la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma afin principalement de prévoir la reconnaissance des associations de producteurs. L'actuelle Commission de reconnaissance des associations d'artistes devient la « Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs » et a pour fonctions de décider d'une telle reconnaissance.

La reconnaissance d'une association de producteurs est demandée en fonction d'un champ d'activités. A droit à la reconnaissance, l'association de producteurs qui est une association ayant pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts de ses membres et qui est la plus représentative en ce qui a trait à l'importance des activités économiques des producteurs et au nombre de membres qu'elle rassemble oeuvrant dans un champ d'activités défini par la Commission.

Une association reconnue d'artistes pourra négocier et agréer une entente collective avec une association reconnue de producteurs. Cette entente liera chaque producteur membre de l'association reconnue de même que tout autre producteur oeuvrant dans le champ d'activités de l'association reconnue. Les producteurs et les associations non reconnues de producteurs pourront continuer de négocier et d'agréer des ententes collectives ayant toutefois une portée moins grande que celles conclues avec des associations reconnues de producteurs.

Cette loi apporte, par ailleurs, diverses modifications afin notamment de faciliter la médiation et l'arbitrage de différends et de griefs. Elle prescrit aussi un délai pour la présentation d'une demande de reconnaissance concurrente, elle allonge la durée d'une reconnaissance à cinq ans, fixe à trois ans la durée maximale d'une première entente collective et à deux ans celle qui résulte d'une décision arbitrale, mais ne prévoit plus de durée maximale pour les ententes subséquentes. Elle oblige le dépôt de l'entente collective auprès de la Commission pour que celle-ci prenne effet et permet la retenue à la source par les producteurs des cotisations des artistes en accordant un délai d'un an, à compter de la transmission de l'avis de négociation d'une entente collective, pour permettre aux parties de s'entendre sur cette retenue avant de recourir à l'arbitrage.

Cette loi prévoit aussi une disposition visant à protéger, en cas d'aliénation de l'entreprise d'un producteur, les contrats de production d'un artiste.

Enfin, cette loi contient une mesure transitoire concernant le recours à l'arbitrage à l'égard de la retenue des cotisations d'artistes quand un avis de négociation d'entente collective a déjà été transmis au moment de l'entrée en vigueur de la loi. La loi contient également certaines modifications d'harmonisation avec le Code civil du Québec.

Ministre responsable :	ministre de la Culture et des Communications
Parrain :	Madame Louise Beaudoin
Présentation du projet de loi :	1996-11-13

Adoption du principe: 1996-11-26

Étude détaillée en commission: CC
1997-06-04

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-06-06 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-10

Adoption du projet de loi: 1997-06-11 Vote: P:106 C:0 A:1

Sanction: 1997-06-12

Entrée en vigueur: 1997-06-12

Lois modifiées: Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01)
Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1)

Chapitre 27 (projet de loi n° 79)

Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de réformer l'ensemble du processus de contestation des décisions rendues en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Cette loi modifie, en premier lieu, la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles afin d'instituer la Commission des lésions professionnelles qui a pour fonction d'entendre et de décider des contestations des décisions rendues par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, à la suite d'une révision administrative. Elle prévoit que la Commission des lésions professionnelles comporte deux divisions, soit celle du financement et celle de la prévention et de l'indemnisation des lésions professionnelles.

Cette loi comprend des dispositions applicables aux membres du tribunal, notamment quant aux fonctions, devoirs et pouvoirs de ceux-ci. Elle traite aussi du fonctionnement du tribunal, particulièrement des fonctions du président et des vice-présidents, des séances du tribunal et de ses règles de preuve et de procédure.

Cette loi modifie également le processus d'évaluation médicale du travailleur victime d'une lésion professionnelle en permettant au médecin qui a charge du travailleur de produire un rapport médical complémentaire lorsqu'il y a divergence d'opinion entre ce dernier et le professionnel de la santé ayant examiné le travailleur à la demande de l'employeur ou de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Cette loi abolit la conciliation dans le cadre du processus de reconsidération à la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Elle abolit également les bureaux de révision créés en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et établit, en lieu et place, une révision administrative faite, sur dossier, par un fonctionnaire de la Commission.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires ainsi que des dispositions de concordance et de nature technique.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1996-11-14
Adoption du principe:	1996-12-03 Vote: P:38 C:6 A:0
Consultation générale:	CET 1997-01-29 et 30 et 1997-02-04, 12, 13 et 18
Dépôt du rapport de consultation:	1997-03-11

Étude détaillée en commission:	CET 1997-05-01, 07, 08, 13, 14, 15, 20, 21, 27 et 29 et 1997-06-03
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-04 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-05
Adoption du projet de loi:	1997-06-06
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
- 1997-10-29:	aa. 24 (édicte aa. 429.1, 429.5 (1 ^{er} al.), 429.12 de L.R.Q., chapitre A-3.001), 30 (édicte a. 590 de L.R.Q., chapitre A-3.001) [à la seule fin de déclarer le ministre du Travail responsable des dispositions de la loi relatives à la Commission des lésions professionnelles], 62 Décret 1416-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 6961
Lois modifiées:	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)

Chapitre 28 (projet de loi n° 95)

Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Objet: Cette loi a pour objet la constitution du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Ce fonds est affecté au financement de mesures visant à lutter contre la pauvreté en favorisant l'intégration au travail des personnes démunies.

Cette loi donne suite à la déclaration ministérielle du ministre des Finances du 26 novembre 1996 concernant la constitution du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Ministre responsable:	Premier ministre
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-03-13
Adoption du principe:	1997-04-15
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-05-28
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-29 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-03
Adoption du projet de loi:	1997-06-10
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	1997-06-12
Loi modifiée:	Aucune

Chapitre 29 (projet de loi n° 97)

Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec

Objet: Cette loi a pour objet de permettre au Centre de recherche industrielle du Québec de continuer son existence comme personne morale de droit public dotée d'un fonds social.

Le Centre aura principalement pour mission de concevoir, développer, mettre à l'essai des équipements, produits et procédés et d'exploiter, seul ou avec des partenaires, les équipements, produits et procédés qu'il a développés ou dont il détient les droits.

Cette loi modifie la composition du conseil d'administration du Centre qui sera désormais formé de neuf membres nommés par le gouvernement dont un président-directeur général. Elle contient des règles relatives aux conflits d'intérêts et à la protection des administrateurs en cas de poursuite.

Cette loi contient, de plus, des dispositions financières précisant notamment le fonds social autorisé du Centre ainsi que les modalités d'exercice des engagements financiers qu'il est autorisé à prendre. Elle comporte, enfin, des dispositions de nature transitoire.

Ministre responsable:	ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Parrain:	Madame Rita Dionne-Marsolais
Présentation du projet de loi:	1997-03-18
Adoption du principe:	1997-05-13 MAJ
Étude détaillée en commission:	CET 1997-05-15, 21 et 30
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-03 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-05
Adoption du projet de loi:	1997-06-06 MAJ
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	à la date fixée par le gouvernement
- 1997-06-30:	aa. 1-42 Décret 843-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 4543

Loi remplacée: Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8)

Chapitre 30 (projet de loi n° 106)

Loi modifiant la Loi sur la presse

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la presse afin de rendre applicable à des journaux distribués gratuitement, notamment les divers hebdomadaires régionaux ou locaux, le processus de rétractation prévu à cette loi qui est actuellement réservé à des journaux publiés à des fins de vente.

Ministre responsable: ministre de la Justice

Parrain: M. Paul Bégin

Présentation du projet de loi: 1997-04-24

Adoption du principe: 1997-05-28

Étude détaillée en commission: CI
1997-05-29

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-05-30

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-04

Adoption du projet de loi: 1997-06-05

Sanction: 1997-06-12

Entrée en vigueur: 1997-06-12

Loi modifiée: Loi sur la presse (L.R.Q., chapitre P-19)

Chapitre 31 (projet de loi n° 108)

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

Objet: Cette loi a pour objet principal d'harmoniser la législation fiscale du Québec avec celle du Canada. À cet effet, elle donne suite principalement aux mesures d'harmonisation prévues dans le Discours sur le budget du ministre des Finances du 9 mai 1995.

De manière accessoire, elle donne suite à certaines mesures d'harmonisation prévues dans les bulletins d'information 95-5, 96-1 et 96-2 émis par le ministère des Finances respectivement le 8 septembre 1995, le 26 janvier 1996 et le 24 avril 1996.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi sur la fiscalité municipale afin d'y apporter une modification de concordance découlant des changements apportés dans la Loi sur les impôts à l'égard de la notion d'exercice financier.

Elle modifie en deuxième lieu la Loi sur les impôts principalement afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada par les projets de loi fédéraux C-11 (L.C., 1996, chapitre 11) sanctionné le 29 mai 1996, C-36 (L.C., 1996, chapitre 21) et C-12 (L.C., 1996, chapitre 23) sanctionnés le 20 juin 1996 et C-70 (L.C., 1997, chapitre 10) sanctionné le 20 mars 1997. Ces modifications concernent notamment :

1° l'élimination de la possibilité accordée aux particuliers et à certaines entités qui exploitent une entreprise de différer l'imposition du revenu provenant de cette entreprise en choisissant un exercice financier qui ne correspond pas à l'année civile;

2° l'élimination, à compter du 1^{er} janvier 1999, du mécanisme permettant à une fiducie familiale de différer l'application de la règle concernant l'aliénation réputée de ses biens à tous les 21 ans;

3° l'élimination des règles portant sur l'attribution du revenu d'une fiducie à un bénéficiaire privilégié, sauf dans les cas où un tel bénéficiaire est atteint d'une déficience mentale ou physique grave et prolongée;

4° l'obligation faite à une société exonérée d'impôt constituée exclusivement pour la réalisation de recherches scientifiques et de développement expérimental (R & D) de produire un formulaire dans lequel elle doit notamment faire état de ses travaux et de ses dépenses de R & D;

5° les règles applicables à l'égard de la production de la déclaration fiscale d'un particulier en affaires et de son conjoint pour une année d'imposition afin de prolonger le délai de production du 30 avril de l'année suivante au 15 juin de cette année suivante.

Elle modifie en troisième lieu la Loi sur le ministère du Revenu, d'une part, pour tenir compte de l'abrogation de la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux et, d'autre part, afin d'étendre les règles relatives à la responsabilité solidaire en matière de retenues à la source à toute personne qui a une influence sur les biens ou les affaires d'une autre personne et qui consent ou fait en sorte qu'un paiement d'un montant sujet aux retenues à la source soit effectué par cette autre personne ou pour son compte.

Elle modifie également d'autres lois afin d'y apporter diverses modifications à caractère technique, de concordance et de terminologie.

Ministre responsable : ministre du Revenu

Parrain : M. Roger Bertrand

Présentation du projet de loi : 1997-05-08

Adoption du principe : 1997-05-21

Étude détaillée en commission : CFP
1997-05-22 et 30

**Dépôt du rapport
de la commission :** 1997-06-03 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission :** 1997-06-05

Adoption du projet de loi : 1997-06-06

Sanction : 1997-06-12

Entrée en vigueur : 1997-06-12

Lois modifiées : Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et
d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 1)
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et
d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 63)
Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions
législatives d'ordre fiscal (1997, chapitre 3)

Chapitre 32 (projet de loi n° 110)**Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser un détenteur de permis de brasseur à vendre, sur les lieux de leur fabrication, les boissons alcooliques qu'il fabrique, pour consommation sur place ou pour consommation dans un autre endroit.

Elle précise à cette fin les conditions régissant cette vente de façon à soumettre alors le brasseur aux mêmes obligations que celles applicables aux détenteurs de permis d'alcool.

Ministre responsable:	ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-04-29
Adoption du principe:	1997-05-13
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-05-29
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-03 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-05
Adoption du projet de loi:	1997-06-06
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	1997-06-12

Lois modifiées: Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
 Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)

Chapitre 33 (projet de loi n° 111)

Loi modifiant la Loi sur les forêts

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur les forêts afin de permettre au ministre des Ressources naturelles d'établir prospectivement, pour chacun des bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier, les droits payables par chacun d'eux, notamment sur la base des données contenues dans les plans annuels d'intervention soumis par les bénéficiaires et ajustées en tenant compte des activités d'aménagement forestier réalisées par ceux-ci au cours des années antérieures. Cette loi précise les modalités suivant lesquelles le ministre procède à l'ajustement des montants payés par les bénéficiaires en fonction des droits payables par ces derniers en vertu de la Loi sur les forêts et prévoit des dispositions relatives au paiement des intérêts sur des soldes impayés ou sur des montants encaissés en trop. De plus, cette loi prévoit que le ministre pourra réviser le montant et les modalités de versement des droits qu'il aura prescrits s'il constate qu'un écart important risque de survenir entre les droits prescrits et ceux payables en vertu de la Loi sur les forêts.

Cette loi a également pour objet d'apporter certaines modifications concernant le Fonds forestier. Premièrement, elle prévoit que le gouvernement pourra autoriser le versement au Fonds forestier d'une partie des redevances perçues des bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier afin que ces sommes puissent être affectées au financement d'activités d'aménagement forestier visant à maintenir et à améliorer la protection ou la mise en valeur des ressources du milieu forestier. Deuxièmement, cette loi spécifie que le Fonds forestier sera également constitué des sommes perçues pour les biens et services qu'il aura servi à financer et prévoit que le ministre des Finances pourra verser au fonds des sommes empruntées sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur l'administration financière.

De plus, cette loi prévoit que la mesure de réduction des volumes de bois attribués aux contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier prise pour favoriser l'utilisation des surplus disponibles dans les sources d'approvisionnement autres que la forêt publique pourra être appliquée différemment selon les diverses catégories d'usine de transformation du bois. À cet égard, le pourcentage de réduction pourra varier entre les bénéficiaires de contrats en fonction de certains critères permettant d'évaluer la performance de ces bénéficiaires dans l'utilisation de la matière ligneuse par l'usine mentionnée au contrat.

Par ailleurs, cette loi prévoit que la vente de bois sur pied dans les réserves forestières pourra être faite par voie d'enchères publiques.

Enfin, cette loi précise que le taux de la contribution que doit verser le titulaire d'un permis d'exploitation d'usine de transformation du bois à une agence régionale de mise en valeur des forêts privées pourra varier selon les essences ou les groupes d'essences et selon la qualité du bois.

Ministre responsable :	ministre des Ressources naturelles
Parrain :	M. Guy Chevrette
Présentation du projet de loi :	1997-05-06
Adoption du principe :	1997-05-21

Étude détaillée en commission:	CET 1997-06-03
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-04 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-05
Adoption du projet de loi:	1997-06-10
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	1997-06-12
Loi modifiée: Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)	

Chapitre 34 (projet de loi n° 112)

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités afin de l'alléger de certaines procédures et d'accorder de nouveaux pouvoirs visant à faciliter le processus de division du territoire en districts électoraux et la procédure de révision de la liste électorale.

En ce qui concerne le processus de division du territoire en districts électoraux, cette loi supprime certains envois de copies d'avis, de projet de règlement ou de règlement au ministre des Affaires municipales ou à la Commission de la représentation. Elle modifie également le contenu obligatoire de certains avis exigés dans le cadre du processus de division en districts électoraux et lors de la procédure électorale et référendaire.

En matière de révision de la liste électorale, la loi abolit les bureaux de dépôt et prévoit qu'une demande d'inscription, de radiation ou de correction doit être présentée directement devant une commission de révision. Enfin, elle apporte plusieurs modifications de concordance avec la Loi électorale concernant la révision de la liste électorale.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi:	1997-05-01
Adoption du principe:	1997-05-13
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-06-03
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-04 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-05 AM
Adoption du projet de loi:	1997-06-10
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	le 12 juin 1997. Toutefois: 1° les articles 14, 15, 18 et 19, le paragraphe 1° de l'article 20, les articles 21, 25, 31, 32 et 34, l'article 37, lorsqu'il édicte le premier alinéa de l'article 546.1 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, et les articles 38, 39 et 41 à 45 entreront en vigueur le 1 ^{er} septembre 1997;

2° le paragraphe 2° de l'article 20 et l'article 37, lorsqu'il édicte le deuxième alinéa de l'article 546.1 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, entreront en vigueur à la date la plus tardive entre le 1^{er} septembre 1997 et celle fixée pour l'entrée en vigueur du paragraphe 4° de l'article 10 du chapitre 8 des lois de 1997.

Loi modifiée: Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)

Chapitre 35 (projet de loi n° 120)

Loi modifiant la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et d'autres dispositions législatives

Objet: La présente loi a pour objet de remplacer les postes de surintendants auprès de l'inspecteur général des institutions financières par un poste d'adjoint à l'inspecteur général et d'étendre le bénéfice d'immunité contre les poursuites à cet adjoint.

Ministre responsable: ministre des Finances

Parrain: M. Bernard Landry

Présentation du projet de loi: 1997-05-08

Adoption du principe: 1997-05-28

Étude détaillée en commission: CFP
1997-05-28

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-05-29 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-03

Adoption du projet de loi: 1997-06-10

Sanction: 1997-06-12

Entrée en vigueur: 1997-06-12

Lois modifiées: Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)
Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

Chapitre 36 (projet de loi n° 139)

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Objet: Cette loi a pour objet de convertir la Commission des valeurs mobilières du Québec en un organisme autonome à financement extrabudgétaire. À cette fin, la Commission est dotée de la personnalité morale et devient un mandataire du gouvernement.

Cette loi prévoit le financement de la Commission sur la base d'un équilibre entre ses dépenses et ses revenus et accorde à la Commission le pouvoir d'accomplir les actes nécessaires à sa gestion financière. Elle étend l'obligation de participer au financement de la Commission aux organismes d'autoréglementation, ainsi qu'aux fonds de travailleurs dont la Commission assure l'inspection. De plus, elle met à la charge de la Commission les frais engagés par le gouvernement pour l'application de la Loi sur les valeurs mobilières.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur le Protecteur du citoyen de manière à maintenir l'application de cette loi à la Commission et contient des dispositions transitoires.

Ministre responsable: ministre des Finances

Parrain: M. Bernard Landry

Présentation du projet de loi: 1997-05-15

Adoption du principe: 1997-05-28

Étude détaillée en commission: CFP
1997-05-29

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-05-30 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-03 AM

Adoption du projet de loi: 1997-06-10

Sanction: 1997-06-12

Entrée en vigueur: 1997-06-12

Lois modifiées: Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

Chapitre 37 (projet de loi n° 140)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'y insérer un nouveau chapitre portant sur la sécurité en matière de plongée subaquatique récréative.

La loi oblige toute personne, qui fait de la plongée subaquatique récréative à l'aide de gaz comprimé ou qui dispense des services d'enseignement de ce type de plongée, à être titulaire d'un certificat attestant son niveau de qualification.

De plus, la loi autorise le ministre des Affaires municipales à habilitier un organisme à but non lucratif, oeuvrant dans le domaine de la plongée subaquatique, à exercer divers pouvoirs et responsabilités reliés à la qualification des moniteurs et adeptes de cette activité.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi:	1997-05-15
Adoption du principe:	1997-05-28
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-06-03
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-04
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-05
Adoption du projet de loi:	1997-06-10
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	1997-06-12 à l'exception des articles 46.17 et 46.18 de la Loi sur la sécurité dans les sports, édictés par l'article 2, qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement
Loi modifiée:	Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)

Chapitre 38 (projet de loi n° 142)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie le régime général d'assurance-médicaments afin de prévoir, à l'égard des personnes dont la Régie de l'assurance-maladie du Québec assume la couverture, que la franchise et la contribution maximale exigibles de ces personnes seront désormais réparties sur une base mensuelle plutôt que trimestrielle.

Ministre responsable: ministre de la Santé et des Services sociaux

Parrain: M. Jean Rochon

Présentation du projet de loi: 1997-06-06

Adoption du principe: 1997-06-11

Étude détaillée en commission: CP
1997-06-11

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-06-11

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-11

Adoption du projet de loi: 1997-06-11

Sanction: 1997-06-12

Entrée en vigueur: 1997-07-01

Loi modifiée: Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives
(1996, chapitre 32)

Chapitre 39 (projet de loi n° 147)**Loi concernant certains travaux de pose ou de montage de verre plat**

Objet: Cette loi pourvoit à l'établissement, à certaines conditions et pour une période de six mois, de taux de salaire particuliers pour l'exécution de travaux de pose ou de montage du verre plat qui, dans l'éventualité de l'abrogation du Décret sur l'industrie du verre plat, deviendraient assujettis à l'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Elle détermine aussi les pouvoirs et droits de la Commission de la construction du Québec pour l'application de ces taux de salaire.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1997-05-15
Adoption du principe:	1997-05-28
Étude détaillée en commission:	CP 1997-05-28
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-28
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-05-28
Adoption du projet de loi:	1997-06-10
Sanction:	1997-06-12
Entrée en vigueur:	à la date fixée par le gouvernement
– 1997-07-09:	aa. 1-3 Décret 933-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 4689

Loi modifiée: Aucune

Chapitre 40 (projet de loi n° 55)

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et le Code de la sécurité routière

Objet: Cette loi vise à permettre au gouvernement de confier au ministre des Transports la gestion de certains chemins qui ne sont pas assujettis à la Loi sur la voirie pour qu'il y effectue des travaux ou délègue à une municipalité locale ou à un conseil de bande le pouvoir d'effectuer ces travaux.

Elle prévoit aussi que le gouvernement pourra déterminer que toutes ou certaines dispositions du Code de la sécurité routière ne s'appliqueront pas sur ces chemins.

Enfin, cette loi étend les pouvoirs de subvention du ministre des Transports en matière de voirie aux conseils de bande.

Ministre responsable: ministre des Transports

Parrain: M. Jacques Brassard

Présentation du projet de loi: 1996-11-07

Adoption du principe: 1996-11-19

Étude détaillée en commission: CTE
1997-06-12

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-06-13 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-16

Adoption du projet de loi: 1997-06-17

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-06-19

Lois modifiées: Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)

Chapitre 41 (projet de loi n° 63)

Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal

Objet: Cette loi vise à permettre aux municipalités locales, aux municipalités régionales de comté, aux communautés urbaines et à l'Administration régionale Kativik de constituer des sociétés d'économie mixte. Les activités d'une société portent sur l'exercice de la compétence que précise l'organisme municipal ou les organismes municipaux qui en sont les fondateurs. Elles ne peuvent, toutefois, porter sur l'exercice de compétences en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement des eaux, de police et de sécurité-incendie. Une compétence déléguée temporairement à un organisme municipal, autrement que dans le cadre d'une expérience-pilote, ne peut non plus faire l'objet d'une telle société.

Tout organisme municipal qui adopte une résolution visant l'exercice d'une compétence relative à la fourniture de biens ou de services effectuée par des salariés à son emploi doit, préalablement à la transmission de cette résolution au ministre des Affaires municipales, tenir une assemblée publique sur celle-ci.

Le ministre des Affaires municipales peut, en outre, ordonner la consultation des personnes habiles à voter d'une municipalité lorsque cette municipalité a, par résolution, pris la décision d'être l'un des fondateurs d'une société d'économie mixte.

Cette loi prévoit que la société d'économie mixte est constituée conformément à la partie IA de la Loi sur les compagnies. Les fondateurs de cette société doivent comprendre, en plus du fondateur municipal, une entreprise du secteur privé ou une compagnie à fonds social mandataire du gouvernement. Le choix du cofondateur provenant du secteur privé doit se faire à la suite d'un appel de candidatures. En ce qui concerne les règles de fonctionnement de la société, la loi prescrit notamment que le fondateur municipal doit détenir la majorité des actions votantes de la compagnie. De plus, le conseil d'administration d'une société d'économie mixte doit être majoritairement formé de personnes qu'élit le fondateur municipal.

Cette loi prévoit également les règles particulières reliées à la décision d'une municipalité ou d'une communauté urbaine de constituer une société d'économie mixte. Elle détermine les règles de fonctionnement applicables à une telle société.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin de préciser qu'une société d'économie mixte est assujettie aux dispositions de cette loi.

Ministre responsable :	ministre des Affaires municipales
Parrain :	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi :	1996-11-13
Adoption du principe :	1996-12-10 MAJ
Consultations particulières :	CAE 1997-02-04, 11 et 18

Dépôt du rapport de consultations:	1997-03-11
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-06-10 et 11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-13
Adoption du projet de loi:	1997-06-16 MAJ
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19
Lois modifiées: Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)	

Chapitre 42 (projet de loi n° 65)

Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code

Objet: Cette loi introduit au Code de procédure civile des mesures visant principalement à favoriser la médiation dans les procédures en matière familiale.

Ainsi, cette loi instaure, sous réserve de certaines exceptions propres, entre autres, à la situation particulière des parties, l'exigence d'une participation à une séance d'information sur la médiation préalablement à l'audition de toute demande mettant en jeu les intérêts de parents et d'un ou plusieurs de leurs enfants, dès lors que la demande est contestée sur des questions relatives à la garde des enfants, aux aliments dus à un parent ou aux enfants ou au patrimoine familial et aux autres droits patrimoniaux résultant du mariage.

Cette loi introduit d'ailleurs, à cet égard, deux formes de séances d'information s'offrant aux parties: l'une mettant en présence les seules parties et un médiateur, l'autre pouvant se dérouler en groupe, c'est-à-dire en présence de plusieurs couples ou parties et de deux médiateurs de disciplines différentes. Elle précise le contenu des séances d'information et prévoit des règles pour favoriser l'expression libre et éclairée du consentement des parties quant à leur décision de poursuivre ou non le processus après la séance d'information et, le cas échéant, quant à la possibilité de le faire auprès d'un médiateur de leur choix. Elle prévoit également des règles sur le déroulement des séances de médiation proprement dite, de même que sur les droits et obligations de chacun au cours de ces séances.

Cette loi précise, de plus, le pouvoir réglementaire du gouvernement en matière de médiation, notamment pour permettre l'établissement de normes applicables aux médiateurs accrédités dans l'exercice de leurs fonctions, et elle substitue un nouveau tarif au tarif réglementaire actuel, de manière à tenir compte des nouvelles mesures instaurées.

Par ailleurs, cette loi prévoit que les demandes relatives à la garde d'enfants ou à des obligations alimentaires, lorsque ces demandes sont introduites par voie de requête et que les parties s'entendent sur ces questions, pourront être traitées directement par le greffier spécial, sans audition.

Enfin, cette loi rétablit la compétence du greffier d'une cour municipale en matière civile. Elle autorise, sous certaines conditions, un huissier à utiliser d'autres modes de signification que ceux normalement requis, sans être tenu de se rendre au greffe pour obtenir une permission préalable. Elle modifie également, en matière de petites créances, la manière dont le greffier doit faire rapport d'une signification postale.

Ministre responsable:	ministre de la Justice
Parrain:	M. Paul Bégin
Présentation du projet de loi:	1996-11-14
Adoption du principe:	1996-12-09 MAJ
Consultations particulières:	CI 1997-01-29 et 30 et 1997-02-04 et 11

Dépôt du rapport de consultations:	1997-03-11
Étude détaillée en commission:	CI 1997-06-10 et 11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-13
Adoption du projet de loi:	1997-06-13
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-09-01

De même, les articles 1 à 3 de la Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la médiation familiale (1993, chapitre 1), ainsi que l'article 827.4 du Code de procédure civile édicté par l'article 4 de cette loi, entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Loi modifiée: Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Chapitre 43 (projet de loi n° 89)

Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative

Objet: Cette loi a pour objet d'assurer la mise en oeuvre, dans les lois particulières, des principes établis dans la Loi sur la justice administrative.

Certaines dispositions visent la déjudiciarisation des processus de l'Administration publique menant à la prise de décisions individuelles dans l'exercice d'une fonction administrative et effectuent les modifications pertinentes dans des matières procédurales. Des dispositions prévoient également, en certains cas, un mécanisme de révision administrative.

D'autres règles découlent de l'intégration dans le Tribunal administratif du Québec des organismes existants que sont la Commission des affaires sociales, le Bureau de révision en immigration, la Commission d'examen des troubles mentaux, le Bureau de révision de l'évaluation foncière et le Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole et visent à assurer l'harmonisation de leurs règles de procédure.

De plus, certaines dispositions visent à confier au Tribunal administratif du Québec la compétence, qui est actuellement confiée à certains organismes gouvernementaux comme la Commission municipale et la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec de même qu'à la Cour du Québec dans des matières administratives et d'évaluation des indemnités à la suite d'une expropriation. D'autres dispositions octroient un recours devant le Tribunal administratif du Québec.

En outre, certaines dispositions visent à introduire dans la Loi sur la Régie du logement, pour les rendre applicables aux régisseurs, les règles sur le recrutement, la sélection et la nomination, le renouvellement et la fin prématurée de mandat, et la déontologie prévues dans la Loi sur la justice administrative et applicables aux membres du Tribunal administratif du Québec.

Enfin, la loi pose comme principe de transition l'application immédiate de la loi nouvelle, établit les règles de transition applicables aux membres des organismes intégrés au Tribunal ainsi qu'aux membres de la Régie du logement et de la Commission des lésions professionnelles et prévoit également diverses règles liées à la procédure, aux délais, au transfert du personnel et des dossiers, de même qu'au financement.

Ministre responsable:	ministre de la Justice
Parrain:	M. Paul Bégin
Présentation du projet de loi:	1996-12-19
Adoption du principe:	1997-04-10
Étude détaillée en commission:	CI 1997-04-15, 1997-05-06, 08, 13, 14, 15, 20 et 22
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-19 (ÉTUDE NON TERMINÉE)

**Prise en considération
du rapport de la commission:**

1997-06-19 MAJ AM MAJ

Adoption du projet de loi:

1997-06-19 Vote: P :52 C:23 A:0

Sanction:

1997-06-19

Entrée en vigueur:le 1^{er} décembre 1997.

Cependant, le gouvernement peut, par décret pris avant cette date, excepter les dispositions qu'il indique de l'entrée en vigueur à cette date; ces dispositions entreront en vigueur à la date ou aux dates qui seront fixées dans le décret ou dans un décret ultérieur.

– 1997-09-24:

aa. 845 (2^e al.), 848-850 (à l'égard des personnes visées à a. 853), 853 (sauf les mots « jusqu'au 1^{er} décembre 1997 »)
Décret 1253-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438

– 1997-09-24:

a. 14 (1^{er} al.) [à seule fin de l'application des articles précédents]
Décret 1253-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438

– 1997-10-29:

a. 866 (a. 58.1 de la Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives (1997, chapitre 27))
Décret 1416-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6961

– 1998-04-01:

aa. 1-10, 14-105, 111 (par. 1^o), 116, (par. 1^o), 121 (par. 1^o), 124-184, 186-211, 216-337, 340-360, 362, 364-404, 410-565, 567 (par. 3^o), 568, 576 (par. 1^o), 577 (par. 1^o, 3^o, 4^o), 578-759, 761-824, 826-832, 833 (à l'exception des dispositions du 2^e alinéa concernant les recours déjà introduits devant la Commission municipale du Québec en matière d'exemption d'impôts fonciers ou de taxes d'affaires), 835-844, 845 (1^{er} al.), 846, 847, 848-850 (à l'égard des personnes visées à a. 841), 851, 852, 855-864
Décret 1524-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7361

Lois modifiées: Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1)
 Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)
 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)
 Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1)
 Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité (L.R.Q., chapitre A-8)
 Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10)
 Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)
 Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17)
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
 Loi sur les appareils sous pression (L.R.Q., chapitre A-20.01)
 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (L.R.Q., chapitre A-23.001)
 Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
 Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., chapitre A-30)
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)
 Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)
 Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)
 Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1)
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1)
 Loi sur le camionnage (L.R.Q., chapitre C-5.1)
 Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)
 Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., chapitre C-20)
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la commercialisation des produits marins (L.R.Q., chapitre C-32.1)
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)
 Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
 Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1)
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
 Loi sur les courses (L.R.Q., chapitre C-72.1)
 Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73.1)
 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)
 Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., chapitre D-10)
 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)
 Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1)
 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01)
 Loi sur les établissements touristiques (L.R.Q., chapitre E-15.1)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22)

Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)
 Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1)
 Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., chapitre I-0.2)
 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre I-6)
 Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (L.R.Q., chapitre I-7)
 Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., chapitre I-12.1)
 Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
 Loi sur les intermédiaires de marché (L.R.Q., chapitre I-15.1)
 Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1)
 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)
 Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5)
 Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., chapitre M-6)
 Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12.1)
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)
 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)
 Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., chapitre M-17)
 Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)
 Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., chapitre M-35.1)
 Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (L.R.Q., chapitre P-9.01)
 Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
 Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses (L.R.Q., chapitre P-9.2)
 Loi sur les pesticides (L.R.Q., chapitre P-9.3)
 Loi sur la prévention des maladies de la pomme de terre (L.R.Q., chapitre P-23.1)
 Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)
 Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)
 Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30)
 Loi sur la programmation éducative (L.R.Q., chapitre P-30.1)
 Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
 Loi sur la protection des plantes (L.R.Q., chapitre P-39.01)
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
 Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)
 Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1)
 Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)
 Loi sur la publicité le long des routes (L.R.Q., chapitre P-44)
 Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
 Loi sur le recours collectif (L.R.Q., chapitre R-2.1)
 Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., chapitre R-2.2)
 Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., chapitre R-6.1)
 Loi sur la Régie des télécommunications (L.R.Q., chapitre R-8.01)
 Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)
 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)
 Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre R-13.1)
 Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)
 Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)
 Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26.1)
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)
 Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3)
 Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
 Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)
 Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2)
 Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., chapitre S-4.01)
 Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)
 Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones crs (L.R.Q., chapitre S-5)
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
 Loi sur la Société québécoise d'information juridique (L.R.Q., chapitre S-20)
 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)
 Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
 Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1)
 Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01)
 Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)
 Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (L.R.Q., chapitre U-1.1)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-9)
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)
 Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie (1993, chapitre 71)
 Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives (1996, chapitre 32)
 Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)
 Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives (1997, chapitre 27)
 Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (1997, chapitre 60)

Loi abrogée: Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)

Chapitre 44 (projet de loi n° 92)

Loi sur la Commission de développement de la métropole

Objet: Cette loi a pour objet de créer la Commission de développement de la métropole dont la mission principale est de soutenir le développement de la région métropolitaine. À cette fin, la loi prévoit que la Commission soutient, développe et coordonne l'essor économique, culturel et social de la métropole en assurant la concertation et la cohérence des actions des autorités locales et régionales en fonction d'orientations métropolitaines. La Commission favorise aussi la collaboration et le partenariat entre les autorités locales, régionales et gouvernementales.

La Commission exerce ses fonctions sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et des municipalités environnantes indiquées en annexe à la loi.

Les affaires de la Commission sont administrées par un conseil composé d'un président, de membres issus, pour les deux tiers, du milieu municipal et pour l'autre tiers, de membres nommés par le gouvernement pour représenter les groupes socio-économiques. Le conseil désigne, parmi les membres issus du milieu municipal, deux vice-présidents dont l'un représentant l'île de Montréal et l'autre les municipalités environnantes faisant partie du territoire de la Commission. Cette loi prévoit également la composition d'un comité exécutif, lequel sera formé en outre du président, des deux vice-présidents ainsi que de cinq autres membres désignés par le conseil, dont trois parmi les membres issus du milieu municipal. Le ministre d'État à la Métropole sera le président du conseil de la Commission et de son comité exécutif.

La Commission a principalement pour fonctions, en collaboration avec les ministres concernés ou l'Agence métropolitaine de transport, d'élaborer des orientations et des priorités d'actions stratégiques en matière de développement économique et d'adopter un cadre d'aménagement métropolitain et un plan de transport intégré des personnes et des biens pour son territoire. Ce cadre et ce plan sont soumis à l'approbation du gouvernement.

La Commission agit également comme conseil auprès du ministre sur toute question d'intérêt métropolitain. Elle formule aussi au gouvernement, dans des délais fixés par la loi, des recommandations sur les structures administratives de son territoire, sur les infrastructures et équipements récréatifs, touristiques ou culturels ou les événements socio-culturels et sportifs d'intérêt métropolitain, sur la qualité de l'environnement sur son territoire et sur l'Agence métropolitaine de transport. Elle peut aussi formuler des recommandations sur d'autres sujets.

La Commission peut exécuter ou faire exécuter tout autre mandat connexe que peut lui confier le gouvernement. Elle peut aussi conclure des ententes ou participer à des projets communs avec toute personne ou organisme.

Enfin, cette loi introduit des mesures relatives au financement de la Commission et contient des dispositions modificatives ainsi que des dispositions transitoires et des modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre d'État à la Métropole
Parrain:	M. Serge Ménard
Présentation du projet de loi:	1996-12-19

Consultations particulières:	CAE 1997-03-04, 05, 06, 11, 13, 18, 19 et 20
Dépôt du rapport de consultations:	1997-03-25
Adoption du principe:	1997-05-29 Vote: P:53 C:40 A:0
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-06-05 et 06
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-10 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-12 AM
Adoption du projet de loi:	1997-06-13 MAJ
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19, à l'exception des articles 93 et 94 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} janvier 1998 et de l'article 103 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 3 ^o de l'article 38 du chapitre 26 des lois de 1996
- 1997-06-20:	a. 103 Décret 739-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 3479
Lois modifiées:	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., chapitre A-7.02) Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3) Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Chapitre 45 (projet de loi n° 96)

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail concernant la durée de la semaine normale de travail

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les normes du travail afin de réduire progressivement la durée de la semaine normale de travail de 44 à 40 heures, à raison d'une heure au 1^{er} octobre de chacune des années 1997 à 2000.

Cette loi prévoit des mesures transitoires qui ont pour objet de régir l'application temporaire de toute disposition relative à la durée de la semaine normale de travail contenue dans une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu ou dans un décret de convention collective en vigueur ou expiré à la date de la sanction de la loi.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1997-03-13
Adoption du principe:	1997-04-10
Étude détaillée en commission:	CET 1997-06-04 et 05
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-06
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-10 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-06-12 MAJ
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19
Loi modifiée:	Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Chapitre 46 (projet de loi n° 107)

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur le ministère des Transports afin de permettre au ministre des Transports de céder, à titre gratuit et dans le cadre d'une opération de rénovation cadastrale, un immeuble qui n'est plus requis et dont la valeur est inférieure à 5 000 \$ au profit du propriétaire d'un immeuble contigu.

Cette loi permet aussi au gouvernement d'interdire par règlement les services de dépannage sur certaines voies de circulation entretenues par le ministre des Transports, y compris certains ponts et autres infrastructures.

Enfin, cette loi contient une mesure d'harmonisation avec le Code civil du Québec.

Ministre responsable: ministre des Transports

Parrain: M. Jacques Brassard

Présentation du projet de loi: 1997-04-24

Adoption du principe: 1997-06-10

Étude détaillée en commission: CP
1997-06-10

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-06-10

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-10

Adoption du projet de loi: 1997-06-12

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-06-19

Loi modifiée: Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)

Chapitre 47 (projet de loi n° 109)

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'instruction publique afin d'assurer la mise en place des commissions scolaires francophones et des commissions scolaires anglophones.

À cette fin, la loi vient modifier les règles du régime d'implantation de ces commissions, notamment celles relatives à la formation, à la composition et au fonctionnement des conseils provisoires chargés de prendre les mesures préparatoires requises pour le fonctionnement des commissions scolaires francophones et des commissions scolaires anglophones à compter du 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de la publication du décret de division territoriale instituant ces commissions.

La loi vient également introduire, dans ce régime d'implantation, des règles nouvelles relativement au transfert, à l'intégration et à la représentation syndicale du personnel des commissions scolaires existantes dans les nouvelles commissions scolaires francophones et anglophones.

Par ailleurs, la loi institue un régime provisoire des droits confessionnels. Ce régime s'appliquera durant la période débutant le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de la publication du décret de division territoriale instituant les commissions scolaires francophones et anglophones et se terminant le 30 juin de l'année qui suit celle de la publication de la proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada décrétant que les paragraphes 1 à 4 de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 ne s'appliquent pas au Québec.

Ce régime provisoire met fin à l'existence des commissions scolaires confessionnelles et prévoit qu'il sera institué, dans chaque commission scolaire francophone ou anglophone dont le territoire recoupe celui de la Ville de Montréal ou de la Ville de Québec, un conseil confessionnel catholique et un conseil confessionnel protestant qui exerceront un droit de regard sur les aspects confessionnels à l'intérieur de cette commission scolaire.

La loi met fin à l'existence des cinq commissions scolaires dissidentes existantes, mais maintient, pour les minorités catholiques et protestantes, le droit d'exercer la dissidence de façon concomitante à l'implantation des commissions scolaires francophones et des commissions scolaires anglophones, ou d'exercer ultérieurement ce droit. Elle simplifie les règles relatives à l'exercice de ce droit et prévoit qu'une commission scolaire dissidente, catholique ou protestante, sera soit francophone, soit anglophone. Elle accorde au gouvernement le pouvoir de fusionner des commissions scolaires dissidentes d'une même confession religieuse, catholique ou protestante, et d'une même catégorie, francophone ou anglophone, même si leurs territoires ne sont pas limitrophes, ainsi que le droit de mettre fin à l'existence d'une commission scolaire dissidente qui ne dispense elle-même aucun service éducatif.

La loi abroge de plus les dispositions concernant les commissions scolaires régionales.

En ce qui a trait à la Loi sur les élections scolaires, la loi établit de nouvelles règles relatives à la participation à l'élection des commissaires et à la confection des listes électorales des commissions scolaires francophones et anglophones.

La loi contient également une annexe prévoyant des modifications supplémentaires à la Loi sur l'instruction publique dans le cas d'un amendement constitutionnel survenant avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la publication du décret de division territoriale instituant les commissions scolaires francophones et anglophones.

Enfin, la loi apporte des modifications de concordance et prévoit des dispositions transitoires et finales.

Ministre responsable :	ministre de l'Éducation
Parrain :	Madame Pauline Marois
Présentation du projet de loi :	1997-04-24
Consultations particulières :	CE 1997-05-20, 21, 22, 27, 28 et 29
Dépôt du rapport de consultations :	1997-05-30
Adoption du principe :	1997-06-13 Vote: P:59 C:36 A:0
Étude détaillée en commission :	CE 1997-06-13, 16 et 18
Dépôt du rapport de la commission :	1997-06-19 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	1997-06-19
Adoption du projet de loi :	1997-06-19 Vote: P:100 C:0 A:0
Sanction :	1997-06-19
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
– 1997-08-13 :	aa. 2, 3, 16, 17, 25, 29-50, 52, 54-59, 61-63, 67-71 Décret 1013-97 G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569-5570
– 1998-07-01 :	aa. 1, 4-15, 18-24, 26, 27, 28 (sous réserve de a. 68), 51, 53, 60, 64-66 Décret 1013-97 G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569-5570

Lois modifiées : Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60)
Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3)
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)

Chapitre 48 (projet de loi n° 114)**Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la prévention des incendies afin de prévoir que le gouvernement peut édicter un règlement prévoyant les exigences de formation ainsi que les autres qualités requises des membres des services d'incendie.

Ministre responsable: ministre de la Sécurité publique

Parrain: M. Robert Perreault

Présentation du projet de loi: 1997-05-30

Adoption du principe: 1997-06-06

Étude détaillée en commission: CI
1997-06-17

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-06-17

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-18

Adoption du projet de loi: 1997-06-19

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-06-19

Loi modifiée: Loi sur la prévention des incendies (L.R.Q., chapitre P-23)

Chapitre 49 (projet de loi n° 122)**Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec afin de confier à la Société l'application du programme visant l'adaptation de véhicules qui était administré jusqu'à maintenant par l'Office des personnes handicapées du Québec.

De plus, elle unifie les deux programmes qui permettent l'accès aux espaces de stationnement réservés aux personnes handicapées et en confie la gestion à la Société.

Enfin, cette loi contient des dispositions de nature transitoire et des modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre des Transports
Parrain:	M. Jacques Brassard
Présentation du projet de loi:	1997-05-13
Adoption du principe:	1997-06-10
Étude détaillée en commission:	CTE 1997-06-16
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-17
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-17
Adoption du projet de loi:	1997-06-17
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-07-01 à l'exception des dispositions des articles 4 à 7 et de celles de l'article 9 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.011) Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)

Chapitre 50 (projet de loi n° 123)

Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic

Objet: Cette loi a pour objet de modifier les principaux régimes de retraite des secteurs public et parapublic afin d'y apporter certaines précisions découlant notamment des règles fiscales applicables aux régimes de retraite et afin de donner suite à l'entente de principe entre le gouvernement et les principaux syndicats relativement aux mesures temporaires de retraite édictées par la Loi sur la diminution des coûts de la main-d'oeuvre dans le secteur public et donnant suite aux ententes intervenues à cette fin.

Ainsi, la loi modifie la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires pour prévoir qu'un participant n'est plus visé par son régime de retraite au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 69 ans. Toutefois, la prestation de la personne qui continue d'occuper une fonction visée par l'un de ces régimes à cette date est payée le jour qui suit celui où elle cesse d'occuper sa fonction.

La loi modifie également ces lois de même que la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels afin d'y prévoir que l'intérêt de financement du coût du rachat d'une période de congé sans traitement est calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances plutôt qu'à compter de la date de réception par la Commission de la demande de rachat.

La loi modifie aussi la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires afin de permettre à un participant de l'un de ces régimes de continuer à y participer même s'il occupe, durant une période de congé sans traitement, une fonction visée par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

La loi suspend également jusqu'au 31 décembre 1997 l'application des dispositions relatives au retour au travail d'un pensionné qui avait bénéficié de mesures temporaires de retraite afin d'éviter la perte de certaines bonifications à la pension qui lui avaient été accordées en vertu du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou du régime de retraite des fonctionnaires.

Par ailleurs, la loi prévoit des mesures temporaires de retraite notamment pour les personnes qui participent au régime de retraite de certains enseignants ainsi que pour les employés de niveau non syndicable qui participent au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Elle apporte également certaines précisions aux dispositions des régimes de retraite relatives aux mesures temporaires de retraite qui donnent suite à l'entente de principe entre le gouvernement et les principaux syndicats. Elle prévoit aussi certains assouplissements qui visent à favoriser l'accès aux mesures temporaires de retraite mentionnées précédemment pour les personnes qui peuvent s'en prévaloir.

Enfin, cette loi comporte d'autres modifications de nature technique ou de concordance afin de faciliter l'administration des principaux régimes de retraite administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Ministre responsable:	ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
Parrain:	M. Jacques Léonard
Présentation du projet de loi:	1997-05-08
Adoption du principe:	1997-05-21 MAJ
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-06-10, 11 et 12
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-13 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-16 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-06-18 Vote: P:67 C:38 A:0
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19 à l'exception des articles 1 à 4, 6 à 8, 10, 12 à 31, 43, 44, 47, 55, 56, 59 à 74, 78 à 92, 97, 98 et 116 à 119 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} juillet 1997 et des articles 32, 33, 48 à 51, 93, 102 et 120 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} janvier 1998
- 1997-03-22:	aa. 52, 53 (prise d'effet) Décret 1227-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 6437
Lois modifiées:	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

Chapitre 51 (projet de loi n° 125)**Loi modifiant diverses lois dans le but de prévenir la criminalité et d'assurer la sécurité publique**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Charte de la Ville de Montréal et la Charte de la Ville de Québec afin d'accorder au conseil municipal plus de pouvoirs en matière de constructions comportant des éléments de fortification ou de protection et, notamment, de lui permettre, à l'égard de constructions déjà existantes, d'exiger des correctifs dans un délai imparti dans la mesure où ces constructions comportent des éléments de fortification ou de protection qui ne sont pas justifiés eu égard aux usages permis.

La loi modifie également la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec de manière à permettre au conseil municipal de prendre des mesures à l'égard d'immeubles accessibles au public où des activités ou usages sont exercés de manière à troubler la tranquillité publique ou lorsque l'exercice d'une activité ou d'un usage est susceptible de mettre en danger la vie ou la santé des personnes ou de causer un dommage sérieux ou irréparable aux biens.

La loi modifie en outre la Loi sur les explosifs et la Loi sur les permis d'alcool de manière à hausser les exigences d'obtention des permis et autorisations accordés en vertu de ces lois. Elle modifie également les motifs de suspension ou de révocation de tels permis et autorisations.

La loi modifie de plus la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques principalement afin de hausser certaines amendes.

La loi modifie enfin la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux pour permettre à la Régie d'intervenir plus rapidement lorsque, à son avis, l'exercice d'activités, dans les matières qui relèvent de sa compétence, est susceptible de mettre en danger la vie ou la santé des personnes ou de causer un dommage sérieux ou irréparable aux biens.

Ministre responsable:	ministre de la Sécurité publique
Parrain:	M. Robert Perreault
Présentation du projet de loi:	1997-05-08
Adoption du principe:	1997-05-20
Étude détaillée en commission:	CI 1997-05-21, 22, 27 et 28
Dépôt du rapport de la commission:	1997-05-30 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-06 MAJ AM
Adoption du projet de loi:	1997-06-12 MAJ

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-06-19

Lois modifiées: Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22)
 Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
 Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
 Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., chapitre R-6.1)
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
 Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)
 Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Chapitre 52 (projet de loi n° 136)

Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière

Objet: Cette loi modifie les dispositions de la Loi sur l'organisation policière régissant les mécanismes et le fonctionnement du système de déontologie policière au Québec.

Cette loi prévoit que le citoyen qui veut porter une plainte en déontologie à l'encontre d'un policier peut le faire auprès de tout corps de police ou au commissaire à la déontologie policière. Les membres du personnel du commissaire à la déontologie policière ont l'obligation de porter assistance au plaignant, de l'aider à identifier les éléments de preuve qu'il doit apporter à l'appui de sa plainte. Les membres du personnel du commissaire ou du corps de police, selon le cas, assurent la conservation des éléments de preuve recueillis par le plaignant et remettent à celui-ci une copie de la plainte ainsi qu'une liste des documents et des éléments de preuve recueillis. Le commissaire à la déontologie policière doit, après avoir procédé à une analyse préliminaire de la plainte, décider s'il s'agit d'un cas qu'il doit réserver à sa juridiction, notamment les plaintes qu'il juge d'intérêt public et celles impliquant la mort ou des blessures graves infligées à une personne, ainsi que les plaintes manifestement frivoles ou futiles. Dans les autres cas, le commissaire désigne un conciliateur. En cas d'échec de la conciliation, la plainte est retournée à la juridiction du commissaire, lequel doit décider du rejet de la plainte ou ordonner la tenue d'une enquête.

Cette loi prévoit de plus que lorsqu'une enquête est opportune, le commissaire désigne un enquêteur, lequel dispose de trois mois pour la mener à terme. Un enquêteur ne peut être assigné à un dossier impliquant un corps de police auquel il appartient ou a déjà appartenu. À la suite de l'enquête, le commissaire peut décider du rejet de la plainte ou citer le policier visé devant le Comité de déontologie policière.

Cette loi prévoit que le Comité de déontologie policière siège dorénavant à un membre qui est également avocat. Elle prévoit que les membres à temps partiel du Comité sont membres d'une communauté autochtone pour traiter d'une plainte qui vise un policier autochtone.

Elle prévoit aussi qu'une requête peut être faite à la Cour du Québec pour obtenir le rejet sommaire d'un appel abusif ou dilatoire d'une décision du Comité de déontologie policière.

Enfin, la loi contient d'autres modifications d'ordre plus technique ou de concordance ainsi que des dispositions transitoires.

Ministre responsable :	ministre de la Sécurité publique
Parrain :	M. Robert Perreault
Présentation du projet de loi :	1997-05-13
Adoption du principe :	1997-05-20 MAJ
Consultations particulières :	CI 1997-06-04 et 13

Dépôt du rapport de consultations:	1997-06-17
Étude détaillée en commission:	CI 1997-06-16 et 17
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-17 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-18 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-06-19 MAJ
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-10-01
Lois modifiées:	Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chapitre O-8.1) Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)

Chapitre 53 (projet de loi n° 137)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

Objet : Cette loi modifie les règles d'adjudication de certains contrats de construction, d'approvisionnement et de services pour donner suite aux dispositions de l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et de l'Ontario.

La loi apporte également des modifications à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux afin de permettre aux municipalités et aux organismes municipaux d'émettre des obligations selon un mode différent de celui prévu par une loi ou un règlement à l'égard d'obligations municipales.

Par ailleurs, la loi habilite les régies intermunicipales à conclure une entente avec une autre régie, une municipalité, une commission scolaire, un établissement d'enseignement, un organisme à but non lucratif et certains établissements publics dans le but d'acheter conjointement du matériel ou des matériaux. Elle leur permet également de procéder à des demandes communes de soumissions publiques pour l'octroi d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services et de conclure une entente avec une union municipale pour l'achat de matériel ou de matériaux, l'exécution de travaux ou l'octroi d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services par l'union au nom de la régie.

La loi prévoit en outre qu'une municipalité régionale de comté, une communauté urbaine et une municipalité dont le territoire n'est compris ni dans celui d'une municipalité régionale de comté, ni dans celui d'une communauté urbaine devront soutenir financièrement un organisme à but non lucratif ayant pour but la promotion et le développement économiques.

Enfin, la loi précise notamment le pouvoir des municipalités de subventionner des titulaires de permis de transport par autobus et accorde aux municipalités régies par le Code municipal du Québec le pouvoir de réglementer, à des fins de sécurité, les plages publiques et les piscines publiques ou privées.

Ministre responsable :	ministre des Affaires municipales
Parrain :	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi :	1997-05-15
Adoption du principe :	1997-05-28
Étude détaillée en commission :	CAT 1997-06-12
Dépôt du rapport de la commission :	1997-06-13 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	1997-06-13
Adoption du projet de loi :	1997-06-16 MAJ AM
Sanction :	1997-06-19

Entrée en vigueur:

le 19 juin 1997.

Toutefois, les articles 7 à 10, 18 à 25, 27 à 30, 32 à 34, 36, 37, 41 à 44, 46 à 49, 52 et 53 entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1997, à l'exception du paragraphe 3^o de l'article 7, du paragraphe 3^o de l'article 18, du paragraphe 2^o de l'article 24, du paragraphe 2^o de l'article 29, du paragraphe 2^o de l'article 33, du paragraphe 3^o de l'article 36, du paragraphe 2^o de l'article 42, du paragraphe 2^o de l'article 47 et du paragraphe 4^o de l'article 52, lesquels entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)
 Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)
 Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)
 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 27)
 Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 52)

Chapitre 54 (projet de loi n° 138)**Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement afin de préciser les pouvoirs réglementaires de la Régie des alcools, des courses et des jeux et ceux du gouvernement en ce qui concerne les licences de bingo et d'exploitants de salles de bingo.

Cette loi attribue à la Régie le pouvoir de diviser le Québec en territoires pour les fins de la délivrance de ces licences et lui confère le pouvoir de cesser de délivrer des licences pour une période qui ne peut excéder un an et ensuite de déterminer un nombre maximum de licences qui peuvent être délivrées dans les territoires. Elle prévoit également les critères dont la Régie tient compte lors de la délivrance des licences de bingo.

Enfin, cette loi confère au gouvernement le pouvoir de modifier le nombre maximum d'appareils de loterie vidéo pour certaines pistes de courses et contient des dispositions de nature transitoire.

Ministre responsable :	ministre de la Sécurité publique
Parrain :	M. Robert Perreault
Présentation du projet de loi :	1997-05-14 Vote: P:59 C:36 A:0
Consultations particulières :	CI 1997-06-03
Dépôt du rapport de consultations :	1997-06-06
Adoption du principe :	1997-06-04 MAJ
Étude détaillée en commission :	CI 1997-06-05
Dépôt du rapport de la commission :	1997-06-06 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	1997-06-10 MAJ
Adoption du projet de loi :	1997-06-12 MAJ
Sanction :	1997-06-19

Entrée en vigueur:

à la date ou aux dates fixées par le
gouvernement

– 1997-09-24:

aa. 1-9

Décret 1268-97

G.O., 1997, Partie 2, p. 6438

Loi modifiée: Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q.,
chapitre L-6)

Chapitre 55 (projet de loi n° 141)

Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique

Objet: Cette loi institue l'Agence de l'efficacité énergétique. Les affaires de l'Agence seront administrées par un conseil d'administration composé d'au moins sept membres et d'au plus dix membres nommés par le gouvernement, représentant les milieux intéressés, et du directeur général de l'Agence.

Cette loi prévoit que l'Agence a notamment pour mission d'informer et de sensibiliser les consommateurs d'énergie aux avantages de l'efficacité énergétique par tous les moyens appropriés, de fournir un soutien technique à la recherche et au développement dans le domaine de l'efficacité énergétique et de concevoir et administrer des programmes d'efficacité énergétique. Elle peut donner des avis en matière d'efficacité énergétique au gouvernement et à la Régie de l'énergie et sera responsable du suivi des engagements du gouvernement en cette matière.

Cette loi prévoit également que, dans la poursuite de sa mission, l'Agence peut s'associer un partenaire qui oeuvre dans le domaine de l'efficacité énergétique dans le secteur industriel, institutionnel, commercial ou résidentiel. De plus, l'Agence pourra consentir un prêt ou donner une subvention dans le cadre d'un programme d'efficacité énergétique, ou fournir un soutien financier à la recherche et au développement dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Cette loi prévoit que le gouvernement peut exiger des distributeurs d'énergie de payer une contribution dans le cadre d'un programme spécial d'efficacité énergétique.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur la Régie de l'énergie (1996, chapitre 61), notamment afin de permettre au gouvernement d'autoriser le ministre des Finances à avancer des fonds à la Régie de l'énergie.

Ministre responsable:	ministre des Ressources naturelles
Parrain:	M. Guy Chevrette
Présentation du projet de loi:	1997-05-14
Adoption du principe:	1997-05-21
Étude détaillée en commission:	CET 1997-06-03
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-05 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-10
Adoption du projet de loi:	1997-06-12
Sanction:	1997-06-19

Entrée en vigueur:

à la date ou aux dates fixées par le
gouvernement, sauf les articles 32, 33 et 36
qui entrent en vigueur le 19 juin 1997

– 1997-10-22:

aa. 1-11, 14, 15, 35
Décret 1380-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6783

– 1997-12-03:

aa. 12, 13, 16-31, 34
Décret 1580-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7563

Loi modifiée: Loi sur la Régie de l'énergie (1996, chapitre 61)

Chapitre 56 (projet de loi n° 143)**Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune afin d'accorder au gouvernement le pouvoir de conclure avec les communautés autochtones des ententes destinées notamment à faciliter davantage le développement et la gestion des ressources fauniques par ces mêmes communautés.

Cette loi habilite en outre le gouvernement à apporter, par voie réglementaire, des adaptations à certains règlements pris en vertu de cette loi permettant de mieux concilier les nécessités de la conservation et de la gestion de la faune avec les activités qu'exercent les communautés autochtones à des fins alimentaires, rituelles ou sociales.

Ministre responsable:	ministre de l'Environnement et de la Faune
Parrain:	M. David Cliche
Présentation du projet de loi:	1997-05-15
Adoption du principe:	1997-05-28
Étude détaillée en commission:	CTE 1997-06-11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-12
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-16 MAJ AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-06-17 AM
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19

Loi modifiée: Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)

Chapitre 57 (projet de loi n° 144)

Loi sur les prestations familiales

Objet: Cette loi institue, en remplacement de l'actuel régime d'allocations d'aide aux familles, un régime de prestations familiales. Ce régime prévoit l'attribution d'une allocation familiale, variable selon le revenu et la composition de la famille. Elle prévoit également l'attribution d'une allocation pour enfant handicapé.

Sauf dans les cas prévus par règlement, la loi édicte que chaque enfant a droit au bénéfice des prestations familiales jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans et précise que les prestations familiales sont versées à la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant et qui vit habituellement avec lui.

La loi prévoit que l'allocation familiale peut être majorée dans le cas de la personne qui assume seule la charge de l'enfant. Elle prévoit également que, aux fins du calcul du montant de l'allocation familiale, la personne qui désire recevoir l'allocation, ainsi que son conjoint, doit fournir une déclaration de revenus.

La loi confère l'administration du régime de prestations familiales à la Régie des rentes du Québec. Elle comporte de plus des dispositions pénales ainsi que des dispositions modificatives et transitoires dont certaines viennent donner suite à une mesure énoncée dans le Discours sur le budget 1997-1998 concernant la mise en oeuvre de l'allocation-logement unifiée.

Ministre responsable:	ministre de la Famille et de l'Enfance
Parrain:	Madame Pauline Marois
Présentation du projet de loi:	1997-05-15
Adoption du principe:	1997-05-28
Consultations particulières:	CAS 1997-06-05 et 06
Dépôt du rapport de consultations:	1997-06-17
Étude détaillée en commission:	CAS 1997-06-10, 11, 12 et 16
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-17 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-18
Adoption du projet de loi:	1997-06-19

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-09-01

Lois modifiées: Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
 Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
 Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)
 Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)

Loi remplacée: Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17)

Chapitre 58 (projet de loi n° 145)**Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance**

Objet: Cette loi prévoit la création du ministère de la Famille et de l'Enfance dirigé par un ministre désigné sous le titre de ministre de la Famille et de l'Enfance qui a pour mission de valoriser la famille et l'enfance et de favoriser leur plein épanouissement. Elle prévoit que le ministre facilite la participation de personnes ou groupes intéressés aux questions familiales et élabore et propose au gouvernement des orientations et politiques favorables au développement des familles et des enfants. De plus, il conseille le gouvernement sur toute matière concernant la famille.

La loi contient des dispositions relatives à l'organisation du ministère. Elle confie au ministre les responsabilités relatives aux services de garde à l'enfance.

Cette loi modifie d'autre part la Loi sur les services de garde à l'enfance afin d'introduire les centres de la petite enfance et établit les règles qui s'y rattachent en matière de délivrance de permis et de financement.

Cette loi précise que le centre de la petite enfance est un établissement offrant à la fois des services de garde éducatifs en installation et, sur un territoire donné, en milieu familial principalement aux enfants de 0 à 4 ans. Elle établit les conditions de délivrance d'un permis de centre et elle prévoit que la garde en milieu familial est coordonnée par les centres de la petite enfance en remplacement des agences de services de garde en milieu familial.

Cette loi remplace l'exonération et l'aide financière par une contribution exigée du parent. Elle prévoit que le gouvernement peut fixer cette contribution et déterminer des cas d'exemption de cette contribution.

En matière de financement, cette loi prévoit que des subventions peuvent être versées aux titulaires de permis de centre de la petite enfance et à certains titulaires de permis de garderie. Elle modifie le mode de fixation et de répartition des places donnant droit à des subventions. Des mesures de contrôle additionnelles sont prévues à la loi y compris des pouvoirs d'inspection accrus et d'administration provisoire.

Cette loi établit de nouvelles règles en matière de délivrance de permis de garderie, jardin d'enfants et haltes-garderies quant aux personnes qui peuvent obtenir ces permis et en matière de renouvellement et de reconnaissance. Elle prévoit, de plus, que pour une période de cinq ans aucun permis de garderie ne peut être délivré pour toute demande produite à compter du 11 juin 1997 sauf dans certains cas. Elle instaure la prestation de services de garde éducatifs en centre de la petite enfance, en garderie et en jardin d'enfants. En outre, elle prévoit que la garde en milieu scolaire est désormais régie par la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

Enfin, cette loi comporte des dispositions modificatives de concordance ainsi que des dispositions transitoires et finales.

Ministre responsable: ministre de la Famille et de l'Enfance

Parrain: Madame Pauline Marois

Présentation du projet de loi:	1997-05-15
Adoption du principe:	1997-05-28 Vote: P:63 C:38 A:0
Consultations particulières:	CAS 1997-06-05 et 06
Dépôt du rapport de consultations:	1997-06-17
Étude détaillée en commission:	CAS 1997-06-11, 12, 16 et 17
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-18 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-19 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-06-19 MAJ
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates déterminées par le gouvernement, à l'exception de l'article 180 qui entre en vigueur le 19 juin 1997, de l'article 20, des paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 21, des articles 22 et 23, des paragraphes 1° et 2° de l'article 24, des articles 42, 43, 45 à 51, 53 à 58, des paragraphes 1° à 3° et 5° à 7° de l'article 59, des articles 60 à 67, 69 à 97, 99 à 105, des paragraphes 2° et 3° de l'article 106, des articles 107 à 120, 122 à 132, des paragraphes 1° et 2° des articles 135 et 136, des articles 137 à 141 et 156 à 179 qui entreranno en vigueur le 1 ^{er} septembre 1997
- 1997-07-02:	aa. 1-19, 21 (par. 4°), 24 (par. 3°), 25-41, 44, 52, 59 (par. 4°), 68, 98, 106 (par. 1°), 121, 133, 134, 135 (par. 3°), 136 (par. 3°), 142-155 Décret 860-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 4689
Lois modifiées:	Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur le Conseil de la famille (L.R.Q., chapitre C-56.2) Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1) Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)
Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)
Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris
(L.R.Q., chapitre S-5)
Charte de la ville de Québec (1929, chapitre 95)
Charte de la ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)
Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance et d'autres dispositions
législatives (1996, chapitre 16)
Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et
modifiant d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 21)

Chapitre 59 (projet de loi n° 148)

Loi modifiant la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport

Objet: Cette loi habilite l'Agence métropolitaine de transport à recevoir mandat des autorités organisatrices de transport en commun afin d'implanter et d'exploiter un système intégré de vente de titres et de perception des recettes de transport en commun. Elle prévoit en conséquence l'application à certaines entreprises de certaines dispositions du Code du travail concernant le maintien de services essentiels. La loi permet au gouvernement, d'autre part, de décréter la réalisation d'un tel mandat selon les modalités qu'il détermine.

La loi accorde, par ailleurs, à l'Agence métropolitaine de transport le pouvoir d'intenter une poursuite pénale pour une infraction visée par sa loi constitutive. Elle prévoit enfin que le ministre d'État à la Métropole pourra autoriser généralement ou spécialement toute personne à agir comme inspecteur pour l'application de la loi.

Ministre responsable:	ministre d'État à la Métropole
Parrain:	M. Serge Ménard
Présentation du projet de loi:	1997-05-15
Adoption du principe:	1997-05-27
Étude détaillée en commission:	CTE 1997-06-10
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-11 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-12
Adoption du projet de loi:	1997-06-13
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19 à l'exception de l'article 21.2 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport, édicté par l'article 1, qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement et de l'article 3 qui entrera en vigueur le 1 ^{er} septembre 1997

Loi modifiée: Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., chapitre A-7.02)

Chapitre 60 (projet de loi n° 152)

Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean

Objet: Cette loi vise à permettre au ministre des Transports d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, pour le compte du gouvernement, les biens nécessaires à la reconstruction et au réaménagement des territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean. À cette fin, elle réduit certains délais reliés à la procédure d'expropriation tout en maintenant les règles usuelles d'indemnisation.

Les territoires visés par cette loi sont situés à l'intérieur de périmètres définis sur les cartes reproduites en annexe à la loi et, sous un plus grand format, dans un document déposé à l'Assemblée nationale à titre de document sessionnel.

Par ailleurs, cette loi prévoit, pour l'exécution des travaux, un droit de passage exprès sur les propriétés privées sous réserve des réparations pour les préjudices subis par les propriétaires. Elle permet aussi à une municipalité d'exécuter des travaux de reconstruction et de réaménagement pour le compte du gouvernement ou d'un de ses ministères.

Enfin, cette loi prévoit certaines exclusions quant à l'application de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de la Loi sur la protection du territoire agricole.

Ministre responsable:	ministre des Transports
Parrain:	M. Jacques Brassard
Présentation du projet de loi:	1997-06-17
Adoption du principe:	1997-06-17
Étude détaillée en commission:	CP 1997-06-17
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-17 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-17
Adoption du projet de loi:	1997-06-17
Sanction:	1997-06-19
Entrée en vigueur:	1997-06-19
Loi modifiée:	Aucune

Chapitre 61 (projet de loi n° 194)**Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales**

Objet: La loi a pour objet d'obliger toute personne morale qui est un émetteur assujéti au sens de la Loi sur les valeurs mobilières et qui est tenue d'établir une circulaire de sollicitation de procurations en vertu de cette loi à fournir, dans cette circulaire, un état de la rémunération de ses cinq dirigeants les mieux rémunérés.

L'obligation de fournir les mêmes renseignements dans son rapport annuel incombe aussi à une confédération régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

La loi prévoit aussi que le gouvernement peut, par règlement, prescrire que toute autre personne morale ou catégorie de personnes morales qu'il détermine doit inclure dans son rapport annuel un état de la rémunération de ses cinq dirigeants les mieux rémunérés.

L'état de la rémunération qu'une personne morale verse à ses cinq dirigeants les mieux rémunérés doit indiquer séparément pour chacun d'eux:

1 ° la rémunération annuelle, soit le traitement, les primes et toute autre forme de rémunération;

2 ° la rémunération à long terme, soit notamment un plan d'options ou des droits à la plus-value d'actions ainsi que tout autre avantage à long terme;

3 ° tout autre renseignement concernant la rémunération prévu par le Règlement sur les valeurs mobilières pris en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières.

La loi prévoit enfin que la Commission des valeurs mobilières et l'inspecteur général des institutions financières sont chargés de l'administration de la présente loi et que ces organismes peuvent ordonner à une personne morale de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente loi.

Ministre responsable:	ministre désigné par le gouvernement
Parrain:	M. Jean Garon
Présentation du projet de loi:	1996-12-18
Adoption du principe:	1997-06-10 MAJ
Étude détaillée en commission:	CP 1997-06-16
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-16 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-16
Adoption du projet de loi:	1997-06-17 Vote: P:67 C:37 A:0

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-06-19

Loi modifiée: Aucune

Chapitre 62 (projet de loi n° 196)**Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)**

Objet: Cette loi propose diverses modifications à la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) afin d'assouplir certaines normes de placement applicables à ce fonds.

Cette loi modifie également cette loi afin de donner plus de flexibilité au fonds dans l'organisation et la gestion de son capital-actions en lui permettant de créer des séries d'actions de catégorie « A » et de procéder à la conversion de ces actions.

Ministre responsable: ministre des Finances

Parrain: M. Gilles Baril

Présentation du projet de loi: 1997-06-13

Adoption du principe: 1997-06-18

Étude détaillée en commission: CP
1997-06-18

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-06-18 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-06-18

Adoption du projet de loi: 1997-06-18

Sanction: 1997-06-19

Entrée en vigueur: 1997-06-19

Loi modifiée: Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1)

Chapitre 63 (projet de loi n° 150)**Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail**

Objet: Cette loi prévoit la création du ministère de l'Emploi et de la Solidarité dirigé par un ministre désigné sous le titre de ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Elle détermine les domaines d'action du ministre ainsi que ses principaux pouvoirs et fonctions en matière de main-d'oeuvre, d'emploi, de sécurité du revenu et d'allocations sociales.

Cette loi a également pour objet d'instituer la Commission des partenaires du marché du travail qui a pour fonctions de participer à l'élaboration des politiques et mesures gouvernementales dans les domaines de la main-d'oeuvre et de l'emploi, ainsi qu'à la prise de décisions relatives à la mise en oeuvre et à la gestion des mesures et programmes relevant du ministre dans ces domaines. La Commission exerce, en outre, les attributions prévues par la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre.

La Commission est, notamment, composée de membres nommés par le gouvernement, représentant la main-d'oeuvre québécoise, les associations d'employeurs, les organismes communautaires oeuvrant dans les domaines de la main-d'oeuvre et de l'emploi et les milieux de l'enseignement secondaire et collégial. Cette loi prévoit la nomination par le gouvernement d'un président et d'un secrétaire général de la Commission.

Cette loi crée, au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, une unité autonome identifiée sous le nom d'Emploi-Québec, pour s'occuper de la mise en oeuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministre dans les domaines de la main-d'oeuvre et de l'emploi, ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Elle prévoit que l'entente de gestion relative à Emploi-Québec sera conclue entre le ministre et la Commission.

Elle prévoit que le secrétaire général de la Commission est aussi le sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec.

Par ailleurs, cette loi permet au gouvernement d'instituer un conseil régional des partenaires du marché du travail pour chaque région qu'il délimite. Un conseil régional a, entre autres, pour fonctions de définir la problématique du marché du travail dans sa région et d'identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'oeuvre et d'emploi.

Cette loi a, en outre, pour objet d'instituer le Fonds de développement du marché du travail affecté au financement de la mise en oeuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministre dans les domaines de la main-d'oeuvre et de l'emploi, ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Elle prévoit de plus les règles de fonctionnement de ce fonds.

Enfin, cette loi contient des dispositions relatives à l'organisation du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ainsi que des dispositions transitoires et de concordance.

Ministre responsable: ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Parrain: Madame Louise Harel

Présentation du projet de loi: 1997-05-15

Adoption du principe:	1997-05-29 MAJ
Étude détaillée en commission:	CET 1997-06-04, 05 et 06
Dépôt du rapport de la commission:	1997-06-10 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-06-11 MAJ AM
Adoption du projet de loi:	1997-06-12 MAJ AM
Sanction:	1997-06-25
Entrée en vigueur:	1997-06-25, à l'exception des dispositions des articles 16 à 46, 58 à 96, des paragraphes 2° et 3° de l'article 97, des articles 98 à 105, des paragraphes 1°, 2° et 4° de l'article 107, de l'article 108, des articles 110 à 123, 125, 127, 129 à 137, du paragraphe 4° de l'article 138, des articles 140 à 143 et 145 à 147 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
– 1997-09-10:	aa. 16, 17 (1 ^{er} al. (partie qui précède le par. 1° et par. 8°)), 21-29, 31, 32 Décret 1177-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 5945
– 1997-12-17:	aa. 37, 38 (partie qui précède par. 1°, par. 2°, 5°), 40-46 Décret 1676-97 G.O., 1997, Partie 2, p. 8113
– 1997-12-17:	aa. 58-68, 107 (par. 4°), 110, 119 (la partie qui précède par. 1°, par. 2°), 135, 145, 147 Décret 1677-97 G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114
– 1998-01-01:	aa. 17 (1 ^{er} al. (par. 1°-7°)), 18-20, 30, 33-36, 38 (par. 1°, 3°, 4°, 6°, 7°), 39, 120-123, 136, 137 Décret 1677-97 G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114
– 1998-04-01:	aa. 17 (2 ^e al.), 69-96, 97 (par. 2°, 3°), 98-105, 107 (par. 1°, 2°), 108, 111-118, 119 (par. 1°), 125, 127, 129-134, 138 (par. 4°), 140-143, 146 Décret 1677-97 G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114

- Lois modifiées:** Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)
 Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)
 Loi sur les allocations d'aide aux familles (L.R.Q., chapitre A-17)
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
 Loi sur le Conseil des aînés (L.R.Q., chapitre C-57.01)
 Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., chapitre C-59)
 Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)
 Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1)
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., chapitre P-2.2)
 Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)
 Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)
 Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)
 Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)
 Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)
 Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives (1997, chapitre 20)
- Loi abrogée:** Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre S-22.001)
- Lois remplacées:** Loi sur certaines fonctions relatives à la main-d'oeuvre et à l'emploi (L.R.Q., chapitre M-15.01)
 Loi sur le ministère de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.2.1)

Chapitre 64 (projet de loi n° 119)**Loi modifiant la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers et d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi apporte plusieurs modifications aux dispositions de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers relativement aux mesures prévues pour assurer la qualité et la sécurité des produits et des équipements pétroliers.

La loi introduit des modulations dans la teneur des normes imposées à l'égard des équipements pétroliers et la portée des contrôles exercés par le régime de permis afin d'assurer une meilleure correspondance avec le niveau de risques que présentent les divers types d'équipements pétroliers.

C'est ainsi notamment, que la loi supprime l'exigence d'être titulaire d'un certificat d'enregistrement et restreint l'obligation d'être titulaire d'un permis aux seuls équipements présentant un plus haut niveau de risque.

Par ailleurs, la loi accorde une plus large place et reconnaît la valeur des interventions privées qui permettent d'assurer la protection du public, des biens et de l'environnement, telles des mesures relatives aux vérifications d'équipements pétroliers effectuées par des personnes qualifiées, des mesures permettant de reconnaître la valeur équivalente ou supérieure d'autres normes, des mesures ou méthodes employées que celles précisées dans la réglementation et des mesures permettant de reconnaître des programmes originaux de vérification d'équipements pétroliers et de contrôle de qualité.

De plus, la loi prévoit la création d'un comité consultatif, dont les membres sont issus de milieux variés, chargé de conseiller le ministre en diverses matières relativement à l'application de la loi et en matière de qualité ou de sécurité des produits et des équipements pétroliers.

En outre, la loi vise à éviter les dédoublements des interventions de l'État, particulièrement en terme de qualifications professionnelles et en terme de réglementation du transport de produits pétroliers.

Enfin, la loi prévoit une augmentation des montants des pénalités qui peuvent être imposées aux contrevenants et elle prévoit des mesures pour assurer une transition avec le régime précédent, notamment quant à la délivrance des permis.

Ministre responsable:	ministre des Ressources naturelles
Parrain:	M. Guy Chevrette
Présentation du projet de loi:	1997-05-08
Adoption du principe:	1997-05-21
Étude détaillée en commission:	CET 1997-10-14
Dépôt du rapport de la commission:	1997-10-21 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-10-22 AM

Adoption du projet de loi: 1997-10-23

Sanction: 1997-11-11

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf l'article 16 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de a. 263 de c. B-1.1 qui modifie a. 12 (par. 15°) de c. M-25.2

Lois modifiées: Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)
 Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-25.2)
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
 Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (L.R.Q., chapitre U-1.1)
 Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)

Chapitre 65 (projet de loi n° 146)**Loi n° 5 sur les crédits, 1997-1998**

Objet : Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 416 100 000,00 \$ représentant les crédits supplémentaires n° 2 1997-1998 à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés en annexe.

Ministre responsable :	ministre des Finances
Parrain :	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi :	1997-11-11
Adoption du principe :	1997-11-11
Adoption du projet de loi :	1997-11-11
Sanction :	1997-11-11
Entrée en vigueur :	1997-11-11
Loi modifiée :	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 66 (projet de loi n° 153)

Loi modifiant la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec

Objet: Cette loi modifie les dispositions de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec concernant le financement des mandats que le gouvernement peut confier à la Société et fixe au 31 mars la fin de l'exercice financier de la Société.

Ministre responsable: ministre d'État des Ressources naturelles

Parrain: M. Guy Chevrette

Présentation du projet de loi: 1997-10-22

Adoption du principe: 1997-10-23

Étude détaillée en commission: CP
1997-10-23

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-10-23

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-10-23

Adoption du projet de loi: 1997-10-23

Sanction: 1997-11-11

Entrée en vigueur: 1997-11-11

Loi modifiée: Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.01)

Chapitre 67 (projet de loi n° 155)**Loi modifiant la Loi sur la division territoriale relativement à la Municipalité de Sainte-Paule**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la division territoriale en vue de transférer, en ce qui concerne la publicité des droits, une partie du territoire de la Municipalité de Sainte-Paule de la circonscription foncière de Matapédia à celle de Matane. De plus, elle propose diverses dispositions transitoires de nature à faciliter l'application de ces modifications.

Ministre responsable:	ministre de la Justice
Parrain:	M. Serge Ménard
Présentation du projet de loi:	1997-10-22
Adoption du principe:	1997-10-23 MAJ
Étude détaillée en commission:	CP 1997-10-28
Dépôt du rapport de la commission:	1997-10-28
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-10-28
Adoption du projet de loi:	1997-10-29
Sanction:	1997-11-11
Entrée en vigueur:	1997-11-11, à l'exception des articles 1 à 5 et 7 qui entreront en vigueur le 15 décembre 1997
Loi modifiée:	Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)

Chapitre 68 (projet de loi n° 156)**Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments afin de permettre au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation d'accorder au propriétaire ou au possesseur d'un produit saisi qui en fait la demande l'autorisation de soumettre ce produit à une opération ou à un traitement visant à en assurer l'innocuité. Le ministre établit les conditions d'autorisation ainsi que les mesures de contrôle et d'attestation de l'innocuité de ces produits.

Cette loi permet également au ministre d'autoriser une personne à déroger, à des fins scientifiques ou expérimentales, à l'obligation d'être titulaire d'un permis ou de respecter certaines dispositions réglementaires. Le titulaire d'une telle autorisation est assujéti aux conditions qui y sont déterminées par le ministre. En cas de défaut de se conformer aux conditions établies, le ministre peut révoquer l'autorisation du titulaire, lequel peut aussi être passible d'une amende.

Par ailleurs, cette loi modifie les sanctions applicables relativement à une infraction concernant un produit impropre à la consommation humaine et introduit la notion de risque pour la santé comme facteur aggravant dans la détermination de l'amende applicable.

Enfin, cette loi apporte diverses modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Parrain:	M. Guy Julien
Présentation du projet de loi:	1997-10-22
Adoption du principe:	1997-10-28
Étude détaillée en commission:	CP 1997-10-30
Dépôt du rapport de la commission:	1997-10-30
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-10-30 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-11-04 MAJ
Sanction:	1997-11-11
Entrée en vigueur:	1997-11-11
Loi modifiée:	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)

Chapitre 69 (projet de loi n° 174)**Loi modifiant la Loi sur les explosifs**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les explosifs afin d'accorder au membre autorisé de la Sûreté et au ministre de la Sécurité publique le pouvoir de refuser ou de retirer un permis, lorsque le demandeur ou le titulaire a été déclaré coupable de certaines infractions, en prenant en considération divers facteurs.

La loi modifie également la Loi sur les explosifs en augmentant le montant des amendes susceptibles d'être imposées en cas d'infraction à cette loi ou aux règlements pris pour son application.

Ministre responsable: ministre de la Sécurité publique

Parrain: M. Pierre Bélanger

Présentation du projet de loi: 1997-11-12

Adoption du principe: 1997-11-25

Étude détaillée en commission: CP
1997-11-27

Dépôt du rapport de la commission: 1997-11-27

Prise en considération du rapport de la commission: 1997-11-27

Adoption du projet de loi: 1997-11-28

Sanction: 1997-11-28

Entrée en vigueur: 1997-11-28

Loi modifiée: Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22)

Chapitre 70 (projet de loi n° 158)

Loi abrogeant certaines lois permettant la constitution de personnes morales en matière agricole et modifiant diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi abroge la Loi sur les sociétés d'agriculture et prévoit que les sociétés d'agriculture existantes devront, avant le 1^{er} avril 1999, obtenir des lettres patentes en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies. Elle prévoit la dissolution des sociétés d'agriculture qui ne se seront pas conformées à cette obligation dans le délai imparti et établit le régime de liquidation applicable aux sociétés ainsi dissoutes.

Cette loi abroge également certaines autres lois inopérantes qui permettaient la constitution de personnes morales oeuvrant dans le domaine agricole.

De plus, cette loi apporte à la Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative des modifications de nature technique et corrective et modifie la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche afin de permettre au président de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec de désigner, lorsqu'il prévoit être absent à une séance, un régisseur pour le remplacer.

Enfin, cette loi contient certaines modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Parrain:	M. Guy Julien
Présentation du projet de loi:	1997-10-22 Vote P:63 C:41 A:0
Adoption du principe:	1997-10-28 MAJ
Étude détaillée en commission:	CP RÉVOQUÉ LE 1997-10-30
Étude détaillée en commission:	CAPA 1997-11-11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-11-12
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-11-18 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-03 MAJ
Sanction:	1997-12-09
Entrée en vigueur:	1997-12-09

- Lois modifiées:** Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)
 Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., chapitre M-35.1)
 Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)
 Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., chapitre S-23)
 Loi sur les sociétés d'horticulture (L.R.Q., chapitre S-27)
 Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative (1997, chapitre 43)
- Lois abrogées:** Loi sur les cercles agricoles (L.R.Q., chapitre C-9)
 Loi sur les sociétés d'agriculture (L.R.Q., chapitre S-25)
 Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage (L.R.Q., chapitre S-29)
 Loi sur les syndicats d'élevage (L.R.Q., chapitre S-39)

Chapitre 71 (projet de loi n° 162)

Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite

Objet: Cette loi modifie diverses lois en matière de retraite afin de donner suite à certaines règles fiscales applicables aux régimes de retraite et qui prévoient qu'un participant doit cesser d'être visé par son régime de retraite avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 69 ans.

La loi apporte aussi certains assouplissements qui visent à favoriser l'accès aux mesures temporaires de retraite prévues par la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, par la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, par la Loi sur le régime de retraite des enseignants et par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires pour les personnes qui peuvent s'en prévaloir. Elle interdit toutefois, sous réserve de certaines exceptions, à un employeur visé par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics de permettre le retour au travail auprès de lui des personnes qui ont bénéficié de ces mesures temporaires, durant un délai de deux ans à compter de la date de leur prise de retraite.

La loi apporte enfin certaines précisions à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, notamment à l'égard du régime de retraite applicable aux employés du gouvernement fédéral qui sont intégrés à une fonction visée par le régime de retraite établi par cette loi.

Ministre responsable:	ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
Parrain:	M. Jacques Léonard
Présentation du projet de loi:	1997-10-30
Adoption du principe:	1997-11-13
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-11-27
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-02 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-03
Adoption du projet de loi:	1997-12-04
Sanction:	1997-12-09
Entrée en vigueur:	1997-12-09

Lois modifiées: Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)
Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)
Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)
Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic (1997, chapitre 50)

Chapitre 72 (projet de loi n° 172)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les normes du travail

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les normes du travail afin d'interdire, à l'égard des salariés âgés de moins de 16 ans, tout travail entre 23 heures et 6 heures, sauf dans le cas de la livraison de journaux ou dans tout autre cas déterminé par le gouvernement. Elle oblige, en outre, un employeur à aménager les heures de travail d'un tel salarié de façon à ce qu'il puisse être à la résidence familiale entre 23 heures et 6 heures, sauf exceptions déterminées par le gouvernement.

Par ailleurs, la loi prévoit la gratuité de la chambre et de la pension à l'égard d'un domestique qui loge ou prend ses repas à la résidence de son employeur.

Enfin, la loi retranche de la Loi sur les normes du travail les dispositions relatives à la publication des projets de règlement et des règlements de façon à rendre applicables celles de la Loi sur les règlements.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1997-11-13
Adoption du principe:	1997-11-25
Étude détaillée en commission:	CET 1997-11-26, 27
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-02 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-03 AM
Adoption du projet de loi:	1997-12-04
Sanction:	1997-12-09
Entrée en vigueur:	1997-12-09, à l'exception des dispositions de l'article 4 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} février 1998 et de celles des articles 5 et 6 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Chapitre 73 (projet de loi n° 149)**Loi portant réforme du régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec afin notamment d'établir de nouveaux taux de cotisation qui augmenteront progressivement jusqu'en 2003 et de maintenir le montant de l'exemption générale au montant qu'elle atteint pour l'année 1997.

Elle établit de nouvelles modalités de calcul de la rente de retraite du bénéficiaire d'une rente d'invalidité et prévoit l'ajustement des gains servant au calcul des prestations en tenant compte de la moyenne des gains admissibles pour les cinq dernières années de la période cotisable.

Par ailleurs, cette loi assujettit toute personne retraitée qui travaille au versement de la cotisation au régime de rentes.

Elle autorise la Régie des rentes du Québec à verser rétroactivement, pour une période maximale de cinq ans, la rente de retraite à laquelle avait droit une personne âgée de plus de 65 ans qui n'en avait pas fait la demande.

De plus, cette loi remplace la prestation de décès actuellement établie en fonction des gains du travailleur par une prestation uniforme et précise les modalités de versement de cette prestation.

Elle prévoit, en outre, l'évaluation au moins à tous les trois ans de l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec et la tenue, au moins à tous les six ans, d'une consultation publique en commission parlementaire portant notamment sur l'opportunité de modifier les prestations et le taux de cotisation qui y sont prévus.

Enfin, cette loi prévoit l'ouverture, pour les conjoints de fait, du droit au partage des gains et au partage de la rente de retraite et contient diverses autres modifications concernant l'administration du régime de rentes et le versement des prestations. Elle contient également des modifications de concordance et des dispositions de nature transitoire.

Ministre responsable:	ministre de l'Emploi et de la Solidarité
Parrain:	Madame Louise Harel
Présentation du projet de loi:	1997-06-05
Adoption du principe:	1997-06-12
Étude détaillée en commission:	CET 1997-10-22, 1997-11-04, 6, 13, 20, 25 et 1997-12-02
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-04 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-05 AM MAJ

Adoption du projet de loi:

1997-12-10 Vote P:68 C:41 A:0

Sanction:

1997-12-17

Entrée en vigueur:

1998-01-01, à l'exception:

1° des dispositions suivantes, qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1998: les dispositions du paragraphe 2° de l'article 40, du paragraphe 2° de l'article 57 et des articles 61, 62, 70, 88 et 89, sous réserve toutefois, en ce qui concerne l'article 62, des dispositions du paragraphe 2° et de celles de l'alinéa suivant;

2° des dispositions suivantes, qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1999: les dispositions du paragraphe 3° de l'article 1, du paragraphe 1° de l'article 22 et des articles 29, 30 et 35, celles de l'article 62 en tant qu'elles concernent le renvoi à l'article 102.10.3 dans le troisième alinéa de l'article 157.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, celles de l'article 65, du paragraphe 2° de l'article 66, des paragraphes 2° et 3° de l'article 67 et des articles 69, 74 et 75 et celles du paragraphe 1° de l'article 84.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 157.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec édicté par l'article 62, en tant qu'elles concernent la rente de retraite du cotisant âgé de moins de 65 ans dont la rémunération est réduite en raison d'une retraite progressive, s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1998.

Lois modifiées: Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Chapitre 74 (projet de loi n° 400)**Loi édictant diverses dispositions législatives relatives à la formation dans l'industrie de la construction**

Objet: Cette loi édicte des règles, particulières à l'année 1997, pour la prise en compte de certaines dépenses des employeurs de l'industrie de la construction aux fins de leur participation au développement de la formation de la main-d'oeuvre.

Elle prévoit aussi le transfert de sommes accumulées dans le fonds de formation établi en 1992 dans l'industrie de la construction à tout fonds de formation institué par une convention collective de travail applicable dans un secteur de cette industrie.

La loi habilite enfin la Commission de la construction du Québec à former tout comité requis pour donner suite aux dispositions d'une convention collective, notamment en matière de formation.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Matthias Rioux
Présentation du projet de loi:	1997-12-12
Adoption du principe:	1997-12-12
Étude détaillée en commission:	CP 1997-12-12
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-12
Adoption du projet de loi:	1997-12-12
Sanction:	1997-12-17
Entrée en vigueur:	1997-12-17

Lois modifiées: Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1)
Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

Chapitre 75 (projet de loi n° 39)**Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui**

Objet: Cette loi propose une réforme de la Loi sur la protection du malade mental.

Elle vient d'abord compléter les règles sur l'évaluation psychiatrique, prévues par le Code civil du Québec, en déterminant quels professionnels de la santé peuvent effectuer les examens requis pour déterminer si une personne présente un danger pour elle-même ou pour autrui. Elle énumère aussi les différents éléments que le rapport d'examen psychiatrique doit contenir.

Dans le respect des règles prévues au Code civil du Québec en cette matière, la loi prévoit également des règles applicables en matière de garde des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. Elle indique notamment le type d'établissement auprès duquel peuvent être dirigées ces personnes et établit les différentes règles à suivre lorsqu'une personne est mise sous garde par suite d'une décision d'un tribunal. Elle prévoit de plus, entre autres, des examens périodiques de la personne et les conditions de transfert de ces personnes auprès d'un autre établissement de santé.

La loi traite aussi des gardes provisoires ordonnées par le tribunal en vue d'une évaluation psychiatrique et prévoit, dans les cas d'urgence, la possibilité de garder de façon préventive une personne contre son gré et sans l'autorisation du tribunal, dans les cas où il existe un danger grave et immédiat pour la sécurité ou l'intégrité de la personne elle-même ou d'un tiers.

La loi impose de plus différentes règles de procédure, de façon à assurer, à la personne elle-même et à ses proches, une information complète et suivie des droits et recours de la personne sous garde. La loi accorde au Tribunal administratif du Québec le droit de réviser, sur demande ou d'office, toute décision prise à l'égard d'une personne mise sous garde dans un établissement de santé.

Par ailleurs, la loi modifie le Code civil du Québec afin que l'évaluation psychiatrique pouvant conduire à une garde comporte deux rapports d'examen psychiatrique concluant tous deux à la nécessité d'une mise sous garde. La loi encadre aussi, par des modifications aux lois relatives aux services de santé et aux services sociaux, l'utilisation par un établissement de mesures de contention.

La loi effectue enfin des modifications de concordance dans diverses lois.

Ministre responsable:	ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain:	M. Jean Rochon
Présentation du projet de loi:	1996-06-14
Consultations particulières:	CAS 1997-02-18, 19 et 20; 1997-04-08 et 1997-05-06
Dépôt du rapport de consultations:	1997-05-13

Adoption du principe:	1997-06-12 MAJ
Étude détaillée en commission:	CAS 1997-11-28 et 1997-12-05
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM DONT UN AU TITRE
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-16
Adoption du projet de loi:	1997-12-17
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Code civil du Québec (1991, chapitre 64) Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1) Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81) Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., chapitre M-19.2) Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2) Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2) Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., chapitre S-5) Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01) Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)
Loi remplacée :	Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)

Chapitre 76 (projet de loi n° 151)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de réduire à au plus 270 le nombre de postes de juges de la Cour du Québec. Cette réduction du nombre de postes de juges se fera progressivement, au fur et à mesure que des juges de la Cour du Québec seront admis à la retraite ou cesseront d'exercer leur charge de juge.

Par ailleurs, cette loi modifie le mode de nomination du secrétaire du Conseil de la magistrature.

Ministre responsable:	ministre de la Justice
Parrain:	M. Paul Bégin
Présentation du projet de loi:	1997-06-12
Adoption du principe:	1997-06-19 MAJ
Étude détaillée en commission:	CI 1997-11-27 RÉVOQUÉ LE 1997-12-12
Étude détaillée en commission:	CP 1997-12-12
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-12
Adoption du projet de loi:	1997-12-12
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	1997-12-18
Loi modifiée:	Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Chapitre 77 (projet de loi n° 154)

Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la protection de la santé publique afin de prévoir l'obligation d'être titulaire d'un permis pour exploiter un centre de conservation de gamètes ou d'embryons et afin de permettre à d'autres institutions d'enseignement que les seules universités de se voir offrir des cadavres non réclamés.

Ministre responsable: ministre de la Santé et des Services sociaux

Parrain: M. Jean Rochon

Présentation du projet de loi: 1997-11-13

Adoption du principe: 1997-12-09

Étude détaillée en commission: CP
1997-12-09

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-12-09 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-12-09

Adoption du projet de loi: 1997-12-09

Sanction: 1997-12-18

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le
gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique (1990, chapitre 55)
Loi sur la justice administrative (1996, chapitre 54)

Chapitre 78 (projet de loi n° 157)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé

Objet: Cette loi modifie diverses dispositions de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé régissant la sécurité des travaux pour les rendre applicables à toute l'emprise ferroviaire, pour s'assurer que tous les exploitants soient informés des travaux qui sont exécutés sur une voie et pour réviser les déclarations qui doivent être transmises au ministre des Transports avant la mise en service d'un ouvrage à la fin des travaux de construction.

Cette loi étend aux croisements d'une voie ferrée avec un sentier ou une piste destinés à l'usage du public les règles de sécurité applicables aux passages à niveau au regard de la signalisation, de l'entretien et de la circulation. Elle modifie les règles régissant l'usage de leur avertisseur sonore et de leur phare.

De plus, cette loi modifie le pouvoir réglementaire du gouvernement concernant la sécurité du transport ferroviaire. Elle permet au gouvernement de rendre applicables aux personnes qui demandent le transport certaines dispositions réglementaires concernant le transport de matières dangereuses. Elle permet également au ministre des Transports d'autoriser l'exploitant à appliquer une norme de sécurité équivalente à une norme réglementaire.

Enfin, cette loi comporte des modifications de nature technique et de concordance.

Ministre responsable:	ministre des Transports
Parrain:	M. Jacques Brassard
Présentation du projet de loi:	1997-10-22
Adoption du principe:	1997-10-23
Étude détaillée en commission:	CP 1997-10-28 AM et le 1997-10-29
Dépôt du rapport de la commission:	1997-10-29
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-10-29
Adoption du projet de loi:	1997-12-16 AM
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Loi modifiée:	Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (L.R.Q., chapitre S-3.3)

Chapitre 79 (projet de loi n° 160)**Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi abolit la Régie de la sécurité dans les sports du Québec et transfère ses pouvoirs et fonctions au ministre des Affaires municipales à l'exception de ceux concernant les sports de combat pratiqués par des professionnels qui sont confiés expressément à la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Cette loi supprime les dispositions concernant les permis d'exploitation des centres sportifs. Elle supprime également la durée limite de validité de l'approbation d'un règlement de sécurité adopté par une fédération d'organismes sportifs ou un organisme sportif non affilié à une fédération ainsi que le pouvoir d'étendre l'application d'un règlement de sécurité d'une fédération à un organisme sportif non affilié formé pour l'organisation ou la pratique d'un même sport.

Cette loi transfère de plus les pouvoirs réglementaires relatifs aux manifestations sportives de sports de combat à la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Par ailleurs, cette loi supprime les dispositions qui exigent qu'un permis soit détenu par une personne qui désire participer notamment à titre d'organisateur ou de concurrent lors de la tenue d'une manifestation sportive de sports de véhicules motorisés, de natation, de sports nautiques et de ski.

Enfin, cette loi accorde au ministre des Affaires municipales le pouvoir d'adopter des normes pour assurer la sécurité des participants et des spectateurs lors de la pratique d'un sport même si un règlement de sécurité d'une fédération d'organismes sportifs ou d'un organisme sportif non affilié à une fédération existe.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi:	1997-10-30
Adoption du principe:	1997-11-12
Consultations particulières:	CAT 1997-11-25
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-11-25, 27
Dépôt du rapport de la commission:	1997-11-28 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-16
Adoption du projet de loi:	1997-12-17

Sanction: 1997-12-18

Entrée en vigueur: 1998-04-01

Lois modifiées: Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., chapitre R-6.1)
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)

Chapitre 80 (projet de loi n° 163)

Loi modifiant la Loi sur le curateur public et d'autres dispositions législatives relativement aux biens soumis à l'administration provisoire du curateur public

Objet: Cette loi propose diverses mesures destinées principalement à favoriser la récupération et la gestion, par le curateur public, de biens non réclamés par des propriétaires ou autres ayants droit dont le dernier domicile connu est situé au Québec, et à faciliter l'exercice par ces derniers du droit de réclamer leurs biens ou la valeur de ceux-ci auprès du curateur public.

Ainsi, cette loi redéfinit extensivement, sur la base des dispositions actuelles de la Loi sur le curateur public, le domaine des biens susceptibles d'être considérés comme étant non réclamés au sens de cette loi et elle fixe clairement, pour chacun de ces biens, le délai à l'expiration duquel ils peuvent être ainsi considérés, de même que le point de départ de ce délai.

Cette loi précise également, en les développant, les obligations des débiteurs ou détenteurs des biens visés ainsi que leurs droits, notamment quant aux modalités de la remise de ces biens et de la transmission des renseignements relatifs à ceux-ci et à leurs ayants droit au curateur public, quant aux avis préalables à donner aux ayants droit, quant aux effets de la prescription libératoire sur l'obligation de remise et quant aux intérêts qui s'attachent à cette obligation. Elle prévoit aussi, à l'égard de ces débiteurs ou détenteurs, l'obligation de maintenir dans leur établissement une liste à jour des biens qu'ils doivent ou détiennent.

Par ailleurs, cette loi confère au curateur public et aux personnes qu'il autorise des pouvoirs d'inspection adaptés à la récupération des biens non réclamés et elle réaménage la gestion de ces biens par le curateur public, de manière à accélérer leur liquidation et la remise du reliquat de celle-ci au ministre des Finances tout en préservant le droit des intéressés de réclamer la valeur de leurs biens auprès du curateur public. Elle prévoit aussi la constitution d'un comité de vérification chargé de conseiller le curateur public relativement à la gestion et à l'utilisation efficaces de ses ressources financières et des biens qu'il administre.

Cette loi revoit en outre le mode actuel de financement des activités du curateur public, précise ses pouvoirs en ce qui a trait à la conclusion d'ententes destinées à favoriser l'application de la loi et introduit de nouvelles sanctions pénales.

Enfin, cette loi, en plus d'apporter dans la Loi sur le curateur public des modifications d'harmonisation avec le Code civil, modifie un certain nombre d'autres lois, afin d'assurer ou de rétablir la concordance entre les régimes particuliers qu'elles comportent relativement à des biens non réclamés et le régime général introduit dans la Loi sur le curateur public concernant ces biens. Elle prévoit aussi des dispositions transitoires.

Ministre responsable :	ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Parrain :	M. André Boisclair
Présentation du projet de loi :	1997-11-04
Adoption du principe :	1997-11-18 MAJ

Étude détaillée en commission:	CI 1997-11-19 et 20
Dépôt du rapport de la commission:	1997-11-25 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-03 AM
Adoption du projet de loi:	1997-12-09
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 28, 32, 38, 44, 79 et 80 qui entrent en vigueur le 18 décembre 1997
Lois modifiées:	Code civil du Québec (1991, chapitre 64) Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1) Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1) Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) Loi sur les courses (L.R.Q., chapitre C-72.1) Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81) Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2) Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5) Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01) Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4) Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (L.R.Q., chapitre P-9.01) Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30) Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1) Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01)

Chapitre 81 (projet de loi n° 164)**Loi modifiant la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires**

Objet: Cette loi modifie la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires afin de permettre au tribunal d'autoriser le paiement de la pension par le débiteur alimentaire directement à son créancier en attendant la prise en charge du dossier par le ministre du Revenu conformément à la Loi.

Cette loi prévoit également que la sûreté devant être fournie par le débiteur alimentaire lors d'une demande d'exemption doit garantir le paiement de la pension pendant un mois au lieu de trois mois tel que prévu actuellement et elle prolonge à trente jours le délai dans lequel le débiteur alimentaire doit fournir cette sûreté au ministre.

Ministre responsable:	ministre du Revenu
Parrain:	Madame Rita Dionne-Marsolais
Présentation du projet de loi:	1997-11-04
Adoption du principe:	1997-11-13
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-11-18
Dépôt du rapport de la commission:	1997-11-20
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-04
Adoption du projet de loi:	1997-12-09
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	1997-12-18

Loi modifiée: Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., chapitre P-2.2)

Chapitre 82 (projet de loi n° 177)

Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès afin de permettre au juge en chef de la Cour du Québec de désigner un juge de cette cour pour faire l'enquête et produire le rapport que prévoient les articles 14 et 15 de cette loi.

Ministre responsable: ministre de la Sécurité publique

Parrain: M. Pierre Bélanger

Présentation du projet de loi: 1997-11-13

Adoption du principe: 1997-12-03

Étude détaillée en commission: CP
1997-12-03

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-12-03

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-12-03

Adoption du projet de loi: 1997-12-10

Sanction: 1997-12-18

Entrée en vigueur: 1997-12-18

Loi modifiée: Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)

Chapitre 83 (projet de loi n° 178)**Loi sur l'abolition de certains organismes**

Objet: Cette loi a pour objet d'abroger les dispositions législatives instituant ou permettant d'instituer certains organismes.

Ces dispositions se rapportent à l'Office des autoroutes du Québec, au Comité d'études musicales, au Comité d'études dramatiques, au Bureau d'examineurs des mesureurs de bois, au Bureau des examinateurs en tuyauterie, au Bureau des examinateurs électriciens, à la Régie des télécommunications, à la Société de la Maison des sciences et des techniques, à la Société québécoise des transports et à toute personne morale dont elle contrôle le capital-actions et au Conseil de la recherche et du développement en transport.

Enfin, cette loi contient des modifications de concordance et des dispositions transitoires.

Ministre responsable:	ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor
Parrain:	M. Jacques Léonard
Présentation du projet de loi:	1997-11-13
Adoption du principe:	1997-12-02
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-12-04
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-09 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-10
Adoption du projet de loi:	1997-12-11
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	1997-12-18, à l'exception de l'article 27 et du paragraphe 4° de l'article 56 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} avril 1998, des articles 29 et 30 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates de l'entrée en vigueur des dispositions qu'ils modifient et à l'exception des articles 25, 31, 32, 33, du paragraphe 1° de l'article 38, des articles 41, 42, 43, 44, du paragraphe 3° de l'article 49, du paragraphe 3° de l'article 50 et du paragraphe 3° de l'article 56 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.

- Lois modifiées:** Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)
 Loi sur le Conservatoire (L.R.Q., chapitre C-62)
 Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)
 Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., chapitre I-12.1)
 Loi sur certaines installations d'utilité publique (L.R.Q., chapitre I-13)
 Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01)
 Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., chapitre M-3)
 Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4)
 Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12.1)
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)
 Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-9)
 Loi sur la Régie de l'énergie (1996, chapitre 61)
- Lois abrogées:** Loi sur les autoroutes (L.R.Q., chapitre A-34)
 Loi sur la Régie des télécommunications (L.R.Q., chapitre R-8.01)
 Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques (L.R.Q., chapitre S-11.02)
 Loi sur la Société québécoise des transports (L.R.Q., chapitre S-22.1)

Chapitre 84 (projet de loi n° 184)**Loi concernant la rémunération des juges**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires et la Loi sur les cours municipales afin d'établir un processus obligatoire préalable à la fixation de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales.

À cette fin, elle crée un comité qui aura notamment pour fonctions d'évaluer, à tous les trois ans, si le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux de ces juges sont adéquats.

Le comité sera formé de quatre membres nommés par le gouvernement suivant la procédure que la loi énonce. Il formulera ses recommandations au gouvernement, après avoir reçu les observations de la magistrature, du gouvernement et des autorités municipales concernées. La loi prévoit également que les recommandations du comité seront déposées devant l'Assemblée nationale. Celle-ci pourra, par une résolution motivée, approuver, modifier ou rejeter le rapport du comité et le gouvernement devra mettre en oeuvre cette résolution. À défaut par l'Assemblée nationale d'adopter la résolution dans le délai prévu par la loi, le gouvernement devra mettre en oeuvre les recommandations du comité de la rémunération. La loi précise enfin les règles financières applicables au comité.

Ministre responsable:	ministre de la Justice
Parrain:	M. Serge Ménard
Présentation du projet de loi:	1997-12-05
Adoption du principe:	1997-12-12
Étude détaillée en commission:	CP 1997-12-12
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-12
Adoption du projet de loi:	1997-12-12
Sanction:	1997-12-18
Entrée en vigueur:	1997-12-18
Lois modifiées:	Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01) Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Chapitre 85 (projet de loi n° 161)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie diverses lois afin de donner suite principalement au discours sur le budget du ministre des Finances du 25 mars 1997, à ses déclarations ministérielles du 28 novembre 1996, du 12 décembre 1996 et du 19 décembre 1996, ainsi qu'aux bulletins d'information 96-1, 96-2, 96-3, 96-5, 97-1, 97-2, 97-3, 97-4 et 97-5 émis par le ministère des Finances respectivement le 26 janvier 1996, le 24 avril 1996, le 14 juin 1996, le 22 novembre 1996, le 11 février 1997, le 16 mai 1997, le 22 mai 1997, le 3 juillet 1997 et le 16 octobre 1997.

De manière accessoire, elle donne suite à certaines mesures prévues dans les discours sur le budget du ministre des Finances des 9 mai 1995 et 1996.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi sur le bâtiment dans le cadre du resserrement des règles d'attribution des contrats publics de construction afin d'enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction au Québec de manière à permettre à la Régie du bâtiment du Québec de délivrer ou de renouveler une licence restreinte d'un entrepreneur aux fins de l'obtention d'un contrat public.

Elle modifie en deuxième lieu la Loi sur les biens culturels afin, d'une part, d'accorder explicitement à la Commission des biens culturels le pouvoir de fixer la juste valeur marchande d'un bien culturel au moment du don d'un tel bien en faveur d'un centre d'archives agréé ou d'une institution muséale accréditée, et, d'autre part, de prévoir un droit d'appel de la décision rendue par la Commission des biens culturels à cet égard.

Elle modifie en troisième lieu le Code de la sécurité routière pour y intégrer une mesure relative à l'imposition d'un droit d'immatriculation additionnel à l'égard des véhicules de luxe.

Elle modifie en quatrième lieu la Loi concernant les droits sur les mines pour y introduire une nouvelle allocation supplémentaire pour amortissement dans le calcul du profit annuel aux fins de déterminer les droits miniers qu'un exploitant minier québécois doit payer en vertu de cette loi.

Elle modifie en cinquième lieu la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de hausser le taux de la taxe sur les produits de tabac.

Elle modifie en sixième lieu la Loi sur les impôts afin d'y modifier ou d'y introduire plusieurs mesures fiscales propres au Québec. Une des principales mesures concerne la réforme de la fiscalité des particuliers dont le but est de simplifier l'application du régime fiscal et d'en améliorer l'équité. Les modifications découlant de cette réforme concernent notamment:

1° la réduction du nombre de paliers d'imposition du revenu imposable qui passe de cinq à trois, et l'abolition, en contrepartie, de la surtaxe de 5 % applicable à l'impôt qui excède 5 000 \$, de la surtaxe additionnelle de 5 % applicable à l'impôt qui excède 10 000 \$ et de la réduction d'impôt de 2 %;

2° la possibilité offerte aux particuliers de choisir entre le régime d'imposition général et le nouveau régime d'imposition simplifié, lequel permet aux particuliers de se prévaloir d'un nouveau montant forfaitaire de 2 350 \$ en remplacement de plusieurs des crédits d'impôt et déductions accordés dans le régime d'imposition général;

3° l'augmentation de 20 % à 23 % du taux des crédits d'impôt non remboursables ;
 4° la simplification du calcul des crédits d'impôt basés sur le revenu par l'adoption d'un seuil unique de réduction de 26 000 \$ et par l'harmonisation des notions de revenu servant à réduire ces crédits d'impôt ;

5° la majoration du barème du crédit d'impôt remboursable pour taxe de vente de 50 \$ pour un adulte et de 50 \$ pour une personne vivant seule, et l'amélioration du paiement du montant de ce crédit d'impôt afin qu'il soit dorénavant payable en deux versements égaux en août et en décembre de chaque année ;

6° la transformation de la déduction pour frais de scolarité et de celle pour frais d'examen en un crédit d'impôt non remboursable reportable.

Les autres mesures modifiant la Loi sur les impôts concernent notamment :

1° l'obligation pour les employés oeuvrant dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de déclarer à leur employeur, à la fin de chaque période de paie, le montant des pourboires qu'ils auront reçus au cours de cette période ;

2° la mise en vigueur, à compter de la première période de paie qui débute après le 31 décembre 1997, d'un mécanisme d'attribution des pourboires, lorsque les pourboires déclarés par un employé à son employeur sont inférieurs à 8 % du montant des ventes pouvant donner lieu à la perception d'un pourboire qui est attribuable à l'employé ;

3° la bonification de la déduction pour amortissement accéléré en accordant une déduction supplémentaire qui porte ainsi la déduction totale à 125 % du coût en capital de certains biens utilisés au Québec ;

4° le resserrement des règles relatives au transfert d'un bien sans incidence fiscale immédiate afin de prévenir les opérations d'évitement basées sur l'application, de façon différente pour la Loi sur les impôts et la Loi de l'impôt sur le revenu fédérale, de règles semblables prévues par ces lois ;

5° la prise en considération des modifications apportées à la Loi sur les biens culturels et à la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels ;

6° l'introduction d'une déduction dans le calcul du revenu imposable d'un formateur étranger à l'emploi d'une société exploitant son entreprise dans un édifice abritant un centre de développement des technologies de l'information (CDTI) ;

7° la bonification de l'exonération d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital des nouvelles sociétés notamment en portant la durée de cette exonération à l'équivalent de cinq années complètes, et l'introduction d'une exonération semblable à l'égard de l'ensemble de cet impôt et de cette taxe payables par une société qui exploite son entreprise dans un édifice abritant un CDTI ;

8° l'assouplissement des règles relatives au régime d'épargne-actions à l'égard des titres convertibles admissibles et des sociétés à capital de risque à vocation régionale et de celles prohibant les achats et les rachats d'actions par une société admissible ;

9° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable temporaire pour l'utilisation d'une technologie de nettoyage à sec moins polluante ;

10° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable temporaire à l'égard des charges fiscales additionnelles qu'un employeur doit assumer en raison des nouvelles mesures relatives aux pourboires au cours d'une période de paie qui se terminera au plus tard le 31 décembre 2000 ;

11° l'instauration, pour les entreprises créatrices d'emplois qui remplissent certaines conditions, d'un crédit d'impôt remboursable égal à 1 200 \$ pour chaque emploi à plein temps créé au cours d'une année, jusqu'à concurrence de 36 000 \$;

12° certains ajustements apportés au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, dont la réduction de 40 % à 33 1/3 % du taux de ce crédit pour certaines productions et la bonification de 40 % à 45 % de ce taux pour certaines autres productions;

13° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard de salaires versés, et du matériel spécialisé acquis, au cours des trois premières années d'imposition d'une société qui exploite son entreprise dans un édifice abritant un CDTI;

14° la mise en place d'un congé de taxe sur le capital temporaire à l'égard de nouveaux investissements dans certains secteurs dont le tourisme;

15° l'introduction de modifications corollaires à la nouvelle allocation unifiée pour enfants concernant notamment la réduction d'impôt à l'égard des familles et le crédit d'impôt remboursable pour taxe de vente attribuable à un enfant.

Elle modifie en septième lieu la Loi sur les licences afin d'intégrer une réduction au droit spécifique applicable au vin, au cidre et à toute autre boisson alcoolique vendus par un producteur artisanal et afin de hausser le droit *ad valorem* imposé sur les boissons alcooliques, en concordance avec l'augmentation du taux de la taxe de vente du Québec au 1^{er} janvier 1998.

Elle modifie en huitième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin notamment d'y introduire les dispositions concernant les oppositions et les appels qui se trouvaient auparavant dans la Loi sur les impôts. Des modifications de concordance sont également apportées à certaines dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale, de la Loi concernant les droits sur les mines, de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec et de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Elle modifie en neuvième lieu la Loi sur la protection du consommateur afin d'y intégrer une mesure relative à la publicité concernant les taxes.

Elle modifie en dixième lieu la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec afin notamment :

1° de bonifier l'exonération des cotisations d'employeur au Fonds des services de santé accordée aux nouvelles sociétés notamment en portant la durée de cette exonération à l'équivalent de cinq années complètes;

2° d'y introduire une exonération semblable pour les sociétés qui réalisent la totalité de leurs activités dans un édifice abritant un CDTI;

3° de modifier les modalités de calcul de la prime exigible d'un bénéficiaire du régime public d'assurance-médicaments de manière que notamment le revenu familial considéré soit le même que celui utilisé dans le régime fiscal aux fins de calculer les crédits d'impôt remboursables, et les montants des déductions prises en considération dans le calcul de cette prime soient remplacés.

Elle modifie en onzième lieu la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction de manière à introduire des règles qui permettent au gouvernement de déterminer, par règlement, les infractions qui conduiront à la délivrance ou au renouvellement d'une licence restreinte d'un entrepreneur aux fins de l'obtention d'un contrat public.

Elle modifie en douzième lieu la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers de concordance avec les modifications apportées à la Loi sur les impôts dans le cadre de la réforme de la fiscalité des particuliers.

Elle modifie en treizième lieu la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise de manière que la Société de développement industriel du Québec puisse refuser la validation d'un placement effectué par une société de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ) dans le cadre d'un montage financier qui prévoit l'octroi d'une option de vente ou toute autre forme de garantie de rendement à un actionnaire de la SPEQ.

Elle modifie en quatorzième lieu la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y insérer des mesures propres au régime fiscal du Québec ainsi que pour y apporter des modifications visant l'harmonisation du régime de la taxe de vente du Québec à celui de la taxe sur les produits et services et à tenir compte de l'instauration par le gouvernement fédéral du régime de taxe de vente harmonisée.

Les modifications concernent notamment :

- 1° l'augmentation du taux de la taxe de vente du Québec à 7,5 % à compter du 1^{er} janvier 1998;
- 2° l'instauration d'un droit spécifique sur le perchloroéthylène;
- 3° le report de la suppression des restrictions à l'obtention d'un remboursement de la taxe sur les intrants à l'endroit des grandes entreprises, sauf à l'endroit du mazout et des véhicules routiers dont le poids égale ou excède 3 000 kilogrammes;
- 4° l'exemption de TVQ lors du transfert de véhicules routiers entre particuliers en règlement des droits découlant de leur mariage;
- 5° la réduction de la taxe spécifique applicable au vin, au cidre et à toute autre boisson alcoolique vendus par un producteur artisanal;
- 6° l'abolition du remboursement partiel de la taxe de vente du Québec accordé aux municipalités et à certains organismes exerçant des activités de nature municipale;
- 7° l'harmonisation aux modifications apportées par le gouvernement fédéral au régime de la taxe sur les produits et services par le projet de loi C-70 (L.C., 1997, chapitre 10) sanctionné le 20 mars 1997;
- 8° les ajustements de concordance à l'implantation du régime de taxe de vente harmonisée par le gouvernement fédéral;
- 9° diverses modifications à caractère technique ainsi que des modifications de concordance et de terminologie propres au régime de la taxe de vente du Québec.

Elle modifie en quinzième lieu la Loi concernant la taxe sur les carburants afin d'y introduire plusieurs mesures fiscales.

Ces mesures concernent notamment :

- 1° l'exemption de la taxe sur les carburants à l'égard du gaz propane;
- 2° la réduction de la taxe sur les carburants à l'égard de l'éthanol;
- 3° les modifications au taux de la taxe sur les carburants applicable au mazout;
- 4° la réduction de la taxe spécifique sur l'essence dans les régions frontalières.

Elle modifie également plusieurs lois afin d'y apporter diverses modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie.

Ministre responsable :

ministre du Revenu

Parrain :

Madame Rita Dionne-Marsolais

Présentation du projet de loi:	1997-11-12 Vote P:62 C:40 A:0
Adoption du principe:	1997-12-02 Vote P:64 C:42 A:0
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-12-02, 03, 04, 05, 09
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 AM (ÉTUDE NON COMPLÉTÉE)
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19, sauf les articles 5 à 9 et 395 à 399 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1) Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) Loi sur la fête nationale (L.R.Q., chapitre F-1.1) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4) Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1) Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.002)

Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)

Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)

Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives (1993, chapitre 72)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 1)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 63)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1997, chapitre 14)

Loi sur les prestations familiales (1997, chapitre 57)

Chapitre 86 (projet de loi n° 165)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur le ministère du Revenu, la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires et la Loi sur le régime de rentes du Québec

Objet: Cette loi modifie diverses lois dont l'application est confiée au ministre du Revenu.

Ainsi, cette loi modifie la Loi sur les impôts afin notamment d'y introduire un délai de cotisation qui tient compte du jour où une déclaration de revenus est produite et d'octroyer au ministre le pouvoir de cotiser de nouveau une fiducie de fonds commun de placements ou une société dans l'année qui suit l'émission d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation par le gouvernement fédéral.

Cette loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu pour octroyer à une personne dûment autorisée par le ministre le pouvoir de prendre des copies ou des photocopies de documents dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de vérification et d'examen que lui confère cette loi. Elle introduit certains assouplissements au délai d'opposition et aux circonstances permettant d'obtenir une prorogation de ce délai et permet, dans le cadre de la lutte contre les produits de la criminalité, la communication de renseignements fiscaux aux policiers munis d'une autorisation judiciaire.

Cette loi modifie également la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires afin de permettre au ministre du Revenu de communiquer à la Régie des rentes du Québec les renseignements d'identification qui lui sont nécessaires pour procéder au partage des gains admissibles des ex-conjoints.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'introduire un délai de cotisation qui tient compte du jour où une déclaration est produite.

Ministre responsable:	ministre du Revenu
Parrain:	Madame Rita Dionne-Marsolais
Présentation du projet de loi:	1997-11-04
Adoption du principe:	1997-11-13 MAJ
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-11-18 et 25
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-02
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-09 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-16 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19

Lois modifiées: Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., chapitre P-2.2)
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Chapitre 87 (projet de loi n° 166)**Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi accorde au gouvernement le pouvoir d'instituer, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, après consultation du Conseil supérieur de l'éducation, des collèges régionaux d'enseignement général et professionnel formés d'un ou de plusieurs collèges constituants. Le collège régional aura pour mission d'organiser l'enseignement dispensé par ses collèges constituants tandis que ceux-ci seront chargés de mettre en œuvre les programmes d'études collégiales que le collège régional leur aura confiés.

Cette loi prévoit par ailleurs que les collèges pourront, sauf dans les cas et dans la mesure prévus aux règles budgétaires, exiger des droits de scolarité pour les programmes conduisant à une attestation d'études collégiales.

Enfin, la loi prévoit des modifications à plusieurs dispositions afin de faciliter la gestion d'un collège et l'administration générale de la loi, notamment en conférant au gouvernement certains pouvoirs à l'égard des lettres patentes constitutives des collèges.

Ministre responsable:	ministre de l'Éducation
Parrain:	Madame Pauline Marois
Présentation du projet de loi:	1997-11-11
Adoption du principe:	1997-11-19 MAJ
Consultations particulières:	CE 1997-11-26
Dépôt du rapport de consultations:	1997-12-12
Étude détaillée en commission:	CE 1997-11-28, 1997-12-03, 05, 10 et 11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-16 AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées : Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01)
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)
 Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1)

Chapitre 88 (projet de loi n° 168)

Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin de modifier les restrictions qui limitent son pouvoir d'acquisition en actions ordinaires et en unités de fonds indexés et ses pouvoirs d'investissement en immeubles et en hypothèques et de permettre le dépassement, dans certains cas, de la limite en actions ordinaires ou autres titres qu'elle peut détenir dans une même personne morale.

Cette loi vise également à permettre la création de filiales pour l'exercice de nouvelles activités reliées à l'immobilier, à la gestion de fonds, à l'offre et la fourniture de services relatifs aux activités de placement et pour la réalisation d'investissements dans certaines personnes morales ou entités.

Cette loi vise, de plus, à permettre à deux administrateurs de la Caisse d'être résidents de l'extérieur du Québec.

Enfin, cette loi contient diverses dispositions visant à faciliter la gestion par la Caisse de ses investissements.

Ministre responsable:	ministre des Finances
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-11-11
Adoption du principe:	1997-12-05 Vote P:61 C:38 A:0
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-12-11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-16
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19

Loi modifiée: Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)

Chapitre 89 (projet de loi n° 169)

Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales

Objet: Cette loi vise à faciliter l'implantation d'un numéro unique d'entreprise au Québec. À cette fin, elle permet à l'inspecteur général des institutions financières d'immatriculer, en plus des personnes morales, les personnes physiques, les sociétés et les groupements.

Elle permet également à l'inspecteur général de conclure des ententes avec des ministères ou organismes du gouvernement pour leur déléguer, aux conditions et selon les limites prévues dans l'entente, le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société, un groupement ou une personne morale. Elle habilite, par ailleurs, tout ministère ou organisme du gouvernement à conclure une telle entente.

Enfin, cette loi retire des dispositions de la loi celles relatives aux pouvoirs du greffier de la Cour supérieure en matière d'immatriculation.

Ministre responsable:	ministre des Finances
Parrain:	M. Bernard Landry
Présentation du projet de loi:	1997-11-13
Adoption du principe:	1997-12-04
Étude détaillée en commission:	CFP 1997-12-11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-16
Adoption du projet de loi:	1997-12-19
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1998-01-01, à l'exception de l'article 8 qui entre en vigueur le 19 décembre 1997
Loi modifiée:	Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45)

Chapitre 90 (projet de loi n° 170)

Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants

Objet: Cette loi apporte plusieurs modifications au programme de prêts et bourses institué par la Loi sur l'aide financière aux étudiants.

Elle prévoit notamment de nouvelles règles pour le calcul du prêt de même que l'obligation, pour l'emprunteur, d'assumer les intérêts sur le solde des prêts autorisés dès le moment où il cesse d'être étudiant à temps plein.

Cette loi prévoit par ailleurs le remboursement, par le ministre de l'Éducation, dans certains cas et à certaines conditions, de la partie de l'emprunt déterminée par règlement, si l'emprunteur termine ses études dans les délais prescrits et en obtient la sanction.

Enfin, cette loi permet au gouvernement de déterminer par règlement les obligations d'un emprunteur qui sont assumées par le ministre lorsque l'emprunteur est dans une situation financière précaire.

Ministre responsable:	ministre de l'Éducation
Parrain:	Madame Pauline Marois
Présentation du projet de loi:	1997-11-12
Adoption du principe:	1997-12-04 Vote P:60 C:44 A:0
Étude détaillée en commission:	CE 1997-12-16
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 AM (ÉTUDE NON COMPLÉTÉE)
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Loi modifiée:	Loi sur l'aide financière aux étudiants (L.R.Q., chapitre A-13.3)

Chapitre 91 (projet de loi n° 171)**Loi sur le ministère des Régions**

Objet: Cette loi prévoit la création du ministère des Régions dirigé par un ministre désigné sous le titre de ministre des Régions.

Elle détermine les domaines d'action du ministre ainsi que ses principaux pouvoirs et fonctions en matière de développement local et régional.

Cette loi permet de reconnaître des centres locaux de développement et des conseils régionaux de développement. Elle précise qu'un centre local de développement a notamment pour mandat d'élaborer un plan d'action local et une stratégie en matière de développement de l'entrepreneuriat, y compris celui de l'économie sociale. Elle prévoit, par ailleurs, qu'un conseil régional de développement a principalement pour mandat de favoriser la concertation entre les partenaires régionaux et établit, à cette fin, un plan stratégique régional.

Cette loi a, en outre, pour objet d'instituer le fonds de développement régional affecté au financement des mesures prévues dans le cadre d'ententes et de toute autre activité exercée par les conseils régionaux de développement.

Enfin, cette loi contient des dispositions relatives à l'organisation du ministère des Régions ainsi que des dispositions transitoires et de concordance.

Ministre responsable:	ministre responsable du Développement des régions
Parrain:	M. Guy Chevrette
Présentation du projet de loi:	1997-11-13
Adoption du principe:	1997-12-02 MAJ
Consultations particulières:	CAT 1997-12-09, 10, 12 et 16
Dépôt du rapport de consultations:	1997-12-18
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-12-16 et 17
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19
Adoption du projet de loi:	1997-12-19
Sanction:	1997-12-19

Entrée en vigueur:

à la date ou aux dates fixées par le gouvernement à l'exception de la section I du chapitre II comprenant les articles 8 à 15 et de l'article 67 lesquels entrent en vigueur le 19 décembre 1997

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)
 Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
 Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (L.R.Q., chapitre S-16.01)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (1997, chapitre 53)
 Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (1997, chapitre 63)

Chapitre 92 (projet de loi n° 173)**Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale**

Objet: Cette loi institue, au ministère des Affaires municipales, le fonds spécial de financement des activités locales.

Ce fonds est principalement constitué des contributions que doivent y verser, pour chacune des années 1998 et 1999, les municipalités locales et des sommes puisées sur les recettes provenant de la taxation spéciale à laquelle sont soumis les réseaux de télécommunication, de distribution de gaz et d'électricité.

La loi prévoit que le gouvernement peut rendre exigibles pour l'année 2000 ces versements.

La loi prescrit que le fonds débute ses activités le 1^{er} janvier 1998.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi:	1997-11-12 Vote P:63 C:41 A:0
Adoption du principe:	1997-11-28 Vote P:65 C:34 A:0
Consultations particulières:	CAT 1997-12-02
Dépôt du rapport de consultations:	1997-12-05
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-12-08
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 (ÉTUDE NON COMPLÉTÉE)
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19
Loi modifiée:	Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Chapitre 93 (projet de loi n° 175)**Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal**

Objet: Cette loi modifie diverses lois municipales. En matière d'aménagement et d'urbanisme, elle met en place un système de révision quinquennale des plans et des règlements d'urbanisme municipaux, laquelle est soumise à une procédure allégée en ce qui concerne la consultation des personnes habiles à voter. La Loi élargit également les règles actuelles concernant les informations devant être fournies lorsqu'un permis de construction est demandé. Elle donne aussi aux municipalités régionales de comté et aux municipalités locales le pouvoir d'adopter des dispositions réglementaires touchant la plantation et l'abattage d'arbres en forêt privée, modifie la Loi sur les forêts de façon à ce que ces municipalités soient considérées dans la même catégorie de bénéficiaires de conventions d'aménagement forestiers et précise qu'une municipalité régionale de comté doit en tout temps examiner si un règlement de zonage est conforme aux orientations gouvernementales concernant la protection des activités agricoles en zone agricole.

Par ailleurs, la loi change les règles encadrant le processus décisionnel au sein du conseil de la municipalité régionale de comté. Elle introduit de plus une disposition accordant à la Ville de Québec un droit de veto au sein du conseil de la Communauté urbaine de Québec.

La loi prévoit aussi de nouvelles règles de dissolution des sociétés de développement commercial et une composition différente de leurs conseils d'administration. Elle apporte par ailleurs des modifications aux règles de financement, par les municipalités et les communautés urbaines, des organismes de promotion et de développement économique désignés par le gouvernement.

D'autre part, la loi impose au trésorier d'une municipalité l'obligation d'émettre un certificat de disponibilité de crédit lors de l'engagement d'un employé par un fonctionnaire autorisé. Elle oblige par ailleurs le maire à faire état, chaque année, de tous les contrats de plus de 5 000 \$ conclus par une municipalité de moins de 50 000 habitants et des contrats de plus de 10 000 \$ conclus par une municipalité de 50 000 habitants ou plus.

En ce qui a trait aux pouvoirs des municipalités, la loi apporte des modifications précisant leur pouvoir de construire des conduites privées d'eau et d'égout et leur permettant de conclure des ententes pour établir des bibliothèques avec les commissions scolaires ou les établissements d'enseignement et de créer des réserves financières à des fins spécifiques. Elle a également pour effet de leur accorder certains pouvoirs quant à la gestion des terres du domaine public. Elle accorde en outre le pouvoir à un comité exécutif créé par une loi particulière et ayant le pouvoir d'autoriser une dépense de permettre à un fonctionnaire de l'effectuer et de passer un contrat en conséquence. Elle donne de plus aux municipalités locales le pouvoir de créer des sociétés en commandite avec Hydro-Québec et permet aux commissions scolaires de placer des sommes dans un fonds commun de placement auquel contribuent les municipalités. Finalement, la loi modifie la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités de façon à permettre aux municipalités de faire l'essai de nouveaux mécanismes de votation lors d'élections partielles et de scrutins référendaires.

La loi prévoit, d'autre part, la possibilité pour les régies intermunicipales de conclure certains types d'ententes intermunicipales. Elle donne de plus à la Communauté urbaine de Québec des pouvoirs déjà dévolus aux municipalités

relativement à la cession de certains biens et au mode de financement de son fonds de roulement. Les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik se voient de leur côté soumis aux mêmes règles que l'ensemble des municipalités du Québec relativement à l'aliénation des biens meubles et immeubles, à l'adjudication des contrats municipaux et aux poursuites pénales pouvant être intentées en cas d'infraction à la loi, à un règlement ou à une ordonnance. La loi accorde également aux villages nordiques les mêmes pouvoirs que ceux des municipalités en matière de location de biens. De façon générale, de nouvelles dispositions permettront aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik d'accepter la délégation de pouvoirs du gouvernement et de sous-déléguer ces pouvoirs.

Par ailleurs, la loi apporte plusieurs ajustements à des dispositions existantes. Elle allonge, notamment, le délai accordé au greffier d'une municipalité régie par la Loi sur les cités et villes pour publier un avis de vente d'un immeuble pour défaut de paiement de taxes et élargit les possibilités de publication des appels d'offres relatifs aux contrats de construction, d'approvisionnement et de services de plus de 100 000 \$. La loi précise également les règles permettant à une personne d'être exemptée d'une taxe spéciale imposée pour le remboursement d'un emprunt en effectuant un seul versement.

En matière de fiscalité municipale, la loi élargit l'exonération applicable aux fiducies quant aux droits de mutations immobilières, établit clairement le caractère public de la matrice graphique, change la règle établissant au nom de qui sont inscrites au rôle d'évaluation les roulottes appartenant à un autre propriétaire que celui du terrain sur lequel elles se trouvent et précise la possibilité de payer par chèque ou autre effet négociable le tarif applicable lors du dépôt d'une demande de révision en matière d'évaluation foncière. La loi prolonge également jusqu'en 2000 une disposition temporaire concernant l'application de la taxe de vente aux espaces de stationnement situés sur le territoire de la Ville de Montréal. Elle permet de plus, pour l'année 1998 seulement, l'envoi d'un compte de taxes qui tient lieu d'avis d'évaluation dans le cas des municipalités dont les rôles expirent en 1998. Finalement, la Loi exclut les réseaux de distribution de gaz du régime fiscal spécial qui leur est applicable lorsque le lien entre les constructions qui en font partie et les consommateurs est assuré essentiellement au moyen d'un transport par véhicules.

Par ailleurs, la loi apporte des précisions à certaines règles relatives à la constitution, à l'annexion ou au regroupement de municipalités. Elle modifie également la Loi sur le traitement des élus municipaux de façon à éliminer, à partir de 1998, l'indexation automatique de la rémunération minimale des élus ainsi que la formule d'indexation imposée aux municipalités qui accordent, dans un règlement de rémunération, l'indexation. Cette loi est également modifiée afin de permettre le remboursement de certaines dépenses assumées par les élus dans le cadre de leurs fonctions. La Loi sur la Société d'habitation du Québec est d'autre part modifiée afin de permettre la fusion d'offices municipaux d'habitation.

Enfin, en plus d'apporter quelques modifications de concordance de façon à assurer une cohérence avec d'autres dispositions existantes, la loi prévoit la désynchronisation des rôles d'évaluation et de la valeur locative des municipalités dont le territoire est compris dans celui de la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska, valide, à certaines conditions, les programmes de revitalisation des vieux quartiers complémentaires au Programme de la Société d'habitation du Québec et contient une disposition aux fins de la fixation ou du réajustement par la Régie du logement des loyers exigibles pour la location des logements situés dans le Village olympique. Elle apporte également une modification à la Loi sur la

Régie de l'énergie de façon à permettre aux clients des réseaux municipaux d'électricité de porter plainte devant la Régie au sujet des tarifs d'électricité.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi:	1997-11-13 Vote P:60 C:33 A:0
Adoption du principe:	1997-11-27 Vote P:67 C:38 A:0
Consultations particulières:	CAT 1997-12-02
Dépôt du rapport de consultations:	1997-12-05
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-12-02, 03, 04 et 11
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-12 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-16 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-18 Vote P:68 C:45 A:0
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19. Toutefois, les articles 157 à 161 et 166 à 170 entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement pour l'entrée en vigueur du paragraphe 3° de l'article 18 du chapitre 53 des lois de 1997
Lois modifiées:	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1) Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)
 Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-25.2)
 Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)
 Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)
 Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)
 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles (1996, chapitre 26)
 Loi sur la Régie de l'énergie (1996, chapitre 61)
 Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 67)
 Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (1997, chapitre 41)
 Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative (1997, chapitre 43)

Chapitre 94 (projet de loi n° 176)

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux afin que le gouvernement puisse autoriser le ministre à déléguer, par entente, à un organisme l'exercice de fonctions qui lui sont attribuées par cette loi ou par une autre loi dont il est chargé de l'application.

La loi modifie également la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec afin de permettre à la Régie d'exercer toute fonction qui lui est déléguée aux termes d'une entente conclue avec un ministre.

Ministre responsable:	ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain:	M. Jean Rochon
Présentation du projet de loi:	1997-11-13
Adoption du principe:	1997-12-12 MAJ
Étude détaillée en commission:	CAS 1997-12-15
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-16 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19

Lois modifiées: Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., chapitre M-19.2)
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Chapitre 95 (projet de loi n° 179)**Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune**

Objet: Cette loi modifie de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune afin principalement de permettre au ministre de reconnaître une personne morale sans but lucratif pour agir à titre de représentante de l'ensemble des organismes gestionnaires de zones d'exploitation contrôlée ou de l'ensemble de ceux d'entre eux qui gèrent une zone d'exploitation contrôlée appartenant à une ou plusieurs catégories de zones définies par règlement.

Cette loi prévoit également que tout organisme gestionnaire d'une zone d'exploitation contrôlée, pour lequel cette personne morale agit à titre de représentante, doit lui verser, pour contribuer à son financement, une partie des droits qui lui sont dévolus en vertu de cette loi. Cette obligation est applicable pour une période de trois ans et peut être prolongée par le gouvernement. Les conditions et les modalités de versement des droits sont déterminées par règlement du gouvernement.

De plus, cette loi permet au ministre, à des fins scientifiques, éducatives ou de gestion de la faune, de délivrer un permis autorisant une personne à passer outre à une disposition d'un règlement concernant l'aquaculture et le zonage piscicole. Elle modifie aussi le pouvoir réglementaire du gouvernement à l'égard des zones d'exploitation contrôlée, des réserves fauniques et des refuges fauniques afin de permettre la variation des droits exigibles pour y circuler ou pour y pratiquer une activité selon la période ou selon la catégorie de permis.

Ministre responsable:	ministre de l'Environnement et de la Faune
Parrain:	M. Paul Bégin
Présentation du projet de loi:	1997-11-28
Adoption du principe:	1997-12-10
Étude détaillée en commission:	CTE 1997-12-16
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-17 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19
Adoption du projet de loi:	1997-12-19
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19
Lois modifiées:	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) Loi sur les véhicules hors route (1996, chapitre 60)

Chapitre 96 (projet de loi n° 180)

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi propose une restructuration des pouvoirs, responsabilités et rapports entre les établissements d'enseignement, la commission scolaire, le ministre de l'Éducation et le gouvernement.

C'est ainsi que la loi accorde à chaque établissement d'enseignement des fonctions et pouvoirs actuellement dévolus à la commission scolaire, que ce soit en matière de services éducatifs, de services extra scolaires ou de gestion des ressources humaines, matérielles et financières.

Ces fonctions et pouvoirs seront exercés par un conseil d'établissement qui, dans le cas de l'école, viendra remplacer le conseil d'orientation et le comité d'école.

Par ailleurs, la loi institue un nouveau type d'établissement d'enseignement, à savoir le centre de formation professionnelle. Celui-ci sera chargé d'assurer la formation professionnelle, tant auprès des jeunes que des adultes, dans le cadre d'un nouveau régime pédagogique particulier.

En concordance avec ces changements, la loi modifie les fonctions et pouvoirs du directeur d'un établissement d'enseignement, de la commission scolaire, du ministre et du gouvernement ainsi que du comité de parents de la commission scolaire. Dans le cas de ce dernier, il est prévu qu'il sera désormais formé de parents provenant des conseils d'établissement des écoles et d'un parent provenant du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

En outre, la loi transfère au ministre de l'Éducation certains pouvoirs et certaines fonctions en matière de transport des élèves.

La loi prévoit aussi l'institution d'une Commission des programmes d'études, d'un Comité d'évaluation des ressources didactiques, d'un Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement et d'un Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant chargés de conseiller le ministre sur les matières relevant de leur compétence.

Enfin, la loi contient des modifications de concordance et prévoit des dispositions transitoires et finales.

Ministre responsable:	ministre de l'Éducation
Parrain:	Madame Pauline Marois
Présentation du projet de loi:	1997-11-13
Adoption du principe:	1997-11-25 MAJ
Consultations particulières:	CE 1997-12-04 et 05
Dépôt du rapport de consultations:	1997-12-18

Étude détaillée en commission:	CE 1997-12-08, 09, 12 et 15
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 AM (ÉTUDE NON COMPLÉTÉE)
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1998-07-01 sauf: 1° les dispositions des articles 9, 10, des paragraphes 1° et 2° de l'article 11, des articles 12, 14, 16, 19, 21 à 23, 27, 30, 38 à 41, 46, du paragraphe 2° de l'article 94, des articles 97, 101, 102, 112 à 115, 120, 123, 130, 132, 145, 146, 156, 160, 161, 184 à 186 et 194 à 197 qui entrent en vigueur le 19 décembre 1997; 2° celles des articles 1 à 7, 47, 48, 51, des paragraphes 1° et 2° de l'article 52, des articles 53, 58, 75, 76, du paragraphe 1° de l'article 94, des articles 95, 96, 98, 99, 103, 136, 140, 141, 143, 144, 157 à 159, 162, 167, 168, 171, 176, 177 et 179 qui entrent en vigueur le 19 décembre 1997 mais qui ne s'appliquent qu'aux fins de l'année scolaire 1998-1999 et des années scolaires subséquentes; 3° celles des articles 107, 109 à 111, du paragraphe 2° de l'article 126, des articles 131, 163, 178, 180 à 183 et 187 à 191 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.
Lois modifiées:	Loi sur l'aide financière aux étudiants (L.R.Q., chapitre A-13.3) Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1) Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3) Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)

Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics (L.R.Q., chapitre P-38.01)

Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives (1997, chapitre 47)

Chapitre 97 (projet de loi n° 183)

Loi concernant le budget de la Ville de Montréal

Objet: Cette loi vise à autoriser la Ville de Montréal à adopter, pour l'exercice financier de 1998, un budget dans lequel l'équilibre entre les revenus et les dépenses probables tient compte d'une augmentation anticipée des revenus et d'une diminution anticipée des dépenses, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 125 000 000 \$.

Si, au cours de cet exercice financier, l'équilibre ne se réalise pas de la manière prévue au budget ainsi adopté, la Ville le modifie afin que cet équilibre soit réalisé.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Rémy Trudel
Présentation du projet de loi:	1997-11-28
Adoption du principe:	1997-12-05 MAJ
Étude détaillée en commission:	CAT 1997-12-15
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-17
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 AM MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19
Loi modifiée:	Aucune

Chapitre 98 (projet de loi n° 185)**Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives**

Objet: Cette loi établit des règles particulières pour l'élection des premiers commissaires des nouvelles commissions scolaires francophones et des nouvelles commissions scolaires anglophones.

C'est ainsi que la loi habilite le gouvernement à fixer, par décret, la date du scrutin et les dates des étapes requises pour la tenue du scrutin.

La loi habilite la Commission de la représentation à diviser le territoire de toute commission scolaire nouvelle en circonscriptions électorales à défaut par le conseil provisoire de faire cette division conformément aux règles édictées par la loi ou sur demande d'au moins trois membres d'un conseil provisoire qui sont en désaccord avec la division adoptée par le conseil provisoire dont ils font partie.

La loi habilite le directeur général des élections à nommer les présidents d'élection et à établir les règles applicables à l'établissement et à la révision de la première liste électorale des commissions scolaires nouvelles ainsi qu'à l'établissement des bureaux de vote et au choix du matériel nécessaire au vote.

Plus spécifiquement, la loi fait obligation au directeur général des élections de prendre les mesures requises pour informer les électeurs des modalités d'exercice du droit de vote. Le directeur général des élections doit notamment expédier à chaque adresse un avis informant les électeurs qui ont le droit de choisir de voter à l'élection des commissaires d'une commission scolaire anglophone des modalités d'exercice de ce droit.

Enfin, la loi apporte les modifications de concordance nécessaires.

Ministre responsable:	ministre responsable de la Réforme électorale et parlementaire
Parrain:	M. Jean-Pierre Jolivet
Présentation du projet de loi:	1997-12-04
Consultations particulières:	1997-12-15
Dépôt du rapport de consultations:	1997-12-16
Adoption du principe:	1997-12-18
Étude détaillée en commission:	CP 1997-12-18
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 MAJ

Adoption du projet de loi: 1997-12-19 MAJ

Sanction: 1997-12-19

Entrée en vigueur: 1997-12-19

Lois modifiées: Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et
d'autres dispositions législatives (1997, chapitre 47)

Chapitre 99 (projet de loi n° 407)

Loi concernant le remplacement temporaire du directeur général des élections

Objet: Cette loi prévoit que la personne qui, le 18 décembre 1997, remplit les fonctions du directeur général des élections peut être désignée de nouveau, de la même façon que celle prévue à l'article 483 de la Loi électorale, pour une seule période n'excédant pas six mois.

Ministre responsable:	ministre responsable de la Réforme électorale et parlementaire
Parrain:	M. Guy Chevrette
Présentation du projet de loi:	1997-12-18 MAJ
Adoption du principe:	1997-12-18 Vote P:62 C:1 A:0
Étude détaillée en commission:	CP 1997-12-18
Dépôt du rapport de la commission:	1997-12-18 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	1997-12-19 MAJ
Adoption du projet de loi:	1997-12-19 MAJ
Sanction:	1997-12-19
Entrée en vigueur:	1997-12-19
Loi modifiée:	Aucune

Chapitre 100 (projet de loi n° 197)**Loi sur l'Agence de développement Station Mont-Tremblant**

Objet: Cette loi institue l'Agence de développement Station Mont-Tremblant. Les affaires de l'Agence seront administrées par un conseil d'administration composé de cinq membres, dont deux nommés par la Municipalité de Mont-Tremblant, deux nommés par Station Mont-Tremblant, société en commandite, et un nommé conjointement par la municipalité et la société.

Cette loi prévoit que l'Agence a pour objet de réaliser et financer la construction d'infrastructures municipales et qu'à cette fin, elle peut notamment contracter avec toute personne pour la réalisation de ses objets, acquérir des biens meubles et immeubles pour la réalisation de ses objets, aliéner un bien meuble ou immeuble, à titre gratuit, en faveur de la Municipalité de Mont-Tremblant, aliéner un bien meuble ou immeuble, à titre onéreux, avec l'autorisation de la Municipalité de Mont-Tremblant et solliciter et recevoir des dons, legs, subventions ou autres contributions.

Enfin, la loi prévoit que l'Agence peut emprunter des sommes pour financer la réalisation de travaux d'infrastructures municipales.

Parrain :	Madame Lucie Papineau, députée de Prévost
Présentation du projet de loi :	1997-11-13
Adoption du principe :	1997-12-09
Étude détaillée en commission :	CAT 1997-12-17
Dépôt du rapport de la commission :	1997-12-18 AM DONT UN AU TITRE
Prise en considération du rapport de la commission :	1997-12-19
Adoption du projet de loi :	1997-12-19
Sanction :	1997-12-19
Entrée en vigueur :	1997-12-19
Loi modifiée :	Aucune

Chapitre 101 (projet de loi n° 198)

Loi concernant la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine

Objet: Cette loi donne le pouvoir à la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine d'accorder un crédit de taxes réparti sur trois ans à la compagnie Ressources Orléans inc.

Parrain: M. Benoît Laprise, député de Roberval

Présentation du projet de loi: 1997-11-19

Adoption du principe: 1997-12-03

Étude détaillée en commission: CAT
1997-12-17

**Dépôt du rapport
de la commission:** 1997-12-18 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 1997-12-19

Adoption du projet de loi: 1997-12-19

Sanction: 1997-12-19

Entrée en vigueur: 1997-12-19

Loi modifiée: Aucune



LISTE DES LOIS PUBLIQUES DU GOUVERNEMENT PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

Affaires municipales :

c. 25	Loi modifiant la Loi sur les fabriques et d'autres dispositions législatives	n° 57
c. 34	Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	n° 112
c. 37	Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports	n° 140
c. 41	Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal	n° 63
c. 53	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 137
c. 67	Loi modifiant la Loi sur la division territoriale relativement à la Municipalité de Sainte-Paule	n° 155
c. 79	Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives	n° 160
c. 92	Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale	n° 173
c. 93	Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 175
c. 97	Loi concernant le budget de la Ville de Montréal	n° 183

Agriculture, Pêcheries et Alimentation :

c. 68	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	n° 156
c. 70	Loi abrogeant certaines lois permettant la constitution de personnes morales en matière agricole et modifiant diverses dispositions législatives	n° 158

Assemblée nationale :

c. 13	Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale	n° 127
-------	--	--------

Conseil du trésor :

c. 7	Loi sur la diminution des coûts de la main-d'oeuvre dans le secteur public et donnant suite aux ententes intervenues à cette fin	n° 104
c. 50	Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic	n° 123
c. 71	Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite	n° 162
c. 83	Loi sur l'abolition de certains organismes	n° 178

Culture et Communications :

c. 24	Loi modifiant la Charte de la langue française	n° 40
c. 26	Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et modifiant d'autres dispositions législatives	n° 64

Éducation:

- c. 47 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives n° 109
- c. 87 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives n° 166
- c. 90 Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants n° 170
- c. 96 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives n° 180
- c. 98 Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives n° 185

Emploi et Solidarité:

- c. 63 Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail n° 150

Environnement et Faune:

- c. 11 Loi modifiant la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables n° 56
- c. 16 Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent n° 86
- c. 21 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement n° 105
- c. 56 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune n° 143
- c. 66 Loi modifiant la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec n° 153
- c. 95 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune n° 179

Famille et Enfance:

- c. 57 Loi sur les prestations familiales n° 144
- c. 58 Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance n° 145

Finances:

- c. 1 Loi n° 1 sur les crédits, 1997-1998 n° 93
- c. 5 Loi n° 2 sur les crédits, 1997-1998 n° 99
- c. 9 Loi concernant la mise en oeuvre de l'Accord sur le commerce intérieur n° 15
- c. 12 Loi n° 3 sur les crédits, 1997-1998 n° 101
- c. 15 Loi n° 4 sur les crédits, 1997-1998 n° 134
- c. 35 Loi modifiant la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et d'autres dispositions législatives n° 120
- c. 36 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières n° 139
- c. 65 Loi n° 5 sur les crédits, 1997-1998 n° 146
- c. 88 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec n° 168
- c. 89 Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales n° 169

Industrie, Commerce, Science et Technologie :

- c. 17 Loi modifiant la Loi sur les coopératives afin de permettre la constitution de coopératives de solidarité n° 90
- c. 18 Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives n° 94
- c. 29 Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec n° 97

Justice :

- c. 3 Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal n° 42
- c. 4 Loi modifiant la Loi sur le paiement de certaines amendes n° 47
- c. 6 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et d'autres dispositions législatives concernant l'éthique et la déontologie (*titre modifié*) n° 131
- c. 30 Loi modifiant la Loi sur la presse n° 106
- c. 42 Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code n° 65
- c. 43 Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative n° 89
- c. 76 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires n° 151
- c. 80 Loi modifiant la Loi sur le curateur public et d'autres dispositions législatives relativement aux biens soumis à l'administration provisoire du curateur public n° 163
- c. 84 Loi concernant la rémunération des juges n° 184

Métropole :

- c. 44 Loi sur la Commission de développement de la métropole n° 92

Réforme électorale et parlementaire :

- c. 8 Loi modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives concernant la liste électorale permanente n° 100
- c. 99 Loi concernant le remplacement temporaire du directeur général des élections (*titre modifié*) n° 407

Régions :

- c. 91 Loi sur le ministère des Régions n° 171

Relations avec les citoyens et Immigration :

- c. 22 Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse et d'autres dispositions législatives n° 121

Ressources naturelles :

- c. 33 Loi modifiant la Loi sur les forêts n° 111
- c. 55 Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique n° 141
- c. 64 Loi modifiant la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers et d'autres dispositions législatives n° 119

Revenu:

- c. 14 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives n° 81
- c. 31 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal n° 108
- c. 81 Loi modifiant la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires n° 164
- c. 85 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives n° 161
- c. 86 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur le ministère du Revenu, la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires et la Loi sur le régime de rentes du Québec n° 165

Santé et services sociaux:

- c. 38 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives n° 142
- c. 75 Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (*titre modifié*) n° 39
- c. 77 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique n° 154
- c. 94 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec n° 176

Sécurité du revenu:

- c. 19 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée n° 102
- c. 20 Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives n° 103
- c. 28 Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail n° 95
- c. 73 Loi portant réforme du régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives n° 149

Sécurité publique:

- c. 32 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives n° 110
- c. 48 Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies n° 114
- c. 51 Loi modifiant diverses lois dans le but de prévenir la criminalité et d'assurer la sécurité publique n° 125
- c. 52 Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière n° 136
- c. 54 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement n° 138
- c. 69 Loi modifiant la Loi sur les explosifs n° 174
- c. 82 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès n° 177

Transports:

- c. 40 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et le Code de la sécurité routière n° 55
- c. 46 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports n° 107
- c. 49 Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives n° 122
- c. 59 Loi modifiant la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport n° 148
- c. 60 Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean n° 152
- c. 78 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé n° 157

Travail:

- c. 2 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail n° 31
- c. 10 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail en matière de congé annuel et de congé parental n° 88
- c. 23 Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre n° 126
- c. 27 Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives n° 79
- c. 39 Loi concernant certains travaux de pose ou de montage de verre plat n° 147
- c. 45 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail concernant la durée de la semaine normale de travail n° 96
- c. 72 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les normes du travail n° 172
- c. 74 Loi édictant diverses dispositions législatives relatives à la formation dans l'industrie de la construction n° 400



LISTE DES PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1997

Projets de loi du gouvernement

- n° 115 Loi modifiant la Loi sur la voirie et d'autres dispositions législatives
- n° 159 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'instituer le Fonds de gestion de l'équipement roulant
- n° 167 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit
- n° 181 Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives relativement à la publicité des droits personnels et réels mobiliers et à la constitution d'hypothèques mobilières sans dépossession
- n° 182 Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine public
- n° 186 Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale
- n° 187 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les valeurs mobilières
- n° 188 Loi sur la distribution de produits et services financiers
- n° 401 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur concernant le commerce itinérant
- n° 403 Loi sur la Grande bibliothèque du Québec
- n° 404 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
- n° 405 Loi favorisant la protection des eaux souterraines
- n° 406 Loi modifiant le Code des professions

Projets de loi de député

- n° 195 Loi modifiant le Code du travail en matière de cession d'entreprise
- n° 199 Loi modifiant la Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales
- n° 390 Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire

Projets de loi d'intérêt privé

- n° 206 Loi concernant la Municipalité de Chertsey et la Municipalité de Saint-Calixte
- n° 218 Loi concernant la Régie intermunicipale Argenteuil — Deux-Montagnes
- n° 221 Loi concernant la Société de fiducie TD et Compagnie Trust Central Guaranty
- n° 247 Loi concernant la Société de Fiducie Banque de Nouvelle-Écosse, Compagnie Montréal Trust du Canada et Compagnie Montréal Trust
- n° 258 Loi concernant la Ville de Brossard
- n° 262 Loi concernant la Ville de Montréal-Est
- n° 264 Loi concernant la Municipalité de Saint-Lin

**LISTE DES LOIS DE 1997 ET ANTÉRIEURES À 1997
ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION OU DÉCRET EN 1997**

- | | |
|-------------|---|
| 1985, c. 34 | Loi sur le bâtiment |
| | – 1997-01-15: aa. 160 (par. 1°), 165 (par. 1°)
Décret 3-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 229, 230 |
| 1988, c. 84 | Loi sur l’instruction publique |
| | – 1997-08-13: aa. 111, 112, 205, 207, 516-521, 523, 524, 526, 527,
530-535, 537-540
Décret 1013-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569, 5570

– 1998-01-01: aa. 262, 263, 402
Décret 1013-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569, 5570 |
| 1990, c. 78 | Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique et la Loi sur l’enseignement privé |
| | – 1997-08-13: a. 18
Décret 1013-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569, 5570 |
| 1991, c. 74 | Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d’autres dispositions législatives |
| | – 1997-01-15: aa. 72 (par. 2°), 73 (par. 2°)
Décret 3-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 229, 230 |
| 1991, c. 80 | Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement |
| | – 1997-12-01: aa. 1 (par. 1°, 2°, 3°), 2-5,
6 (en ce qui concerne aa. 70.1-70.18 de L.R.Q.,
chapitre Q-2), 7-16
Décret 1309-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6609 |
| 1993, c. 1 | Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la médiation familiale |
| | – 1997-05-01: a. 4 (dans la mesure où il édicte la 1 ^{re} phrase de
a. 827.2 du Code de procédure civile)
Décret 408-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1841 |

- 1993, c. 3 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives
- 1997-04-16: a. 31 (par. 3°)
Décret 450-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 2227
- 1993, c. 77 Loi modifiant la Loi sur les pesticides
- 1997-04-23: aa. 1-8, 10 (relativement à l'abrogation de a. 108 de L.R.Q., chapitre P-9.3), 12, 13
Décret 304-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1573
- 1995, c. 18 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires
- 1997-04-01: aa. 80, 85, 87, 88, 100
Décret 363-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1573
- 1995, c. 23 Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives
- 1997-05-31: aa. 12 (lorsqu'il édicte les articles 40.1, 40.4 (dans la 3^e ligne du 1^{er} alinéa, les mots « par les électeurs de même qu'à partir de ceux transmis », 40.5, 40.6)), 51, et la modification apparaissant à l'annexe au regard de l'article 570
Décret 667-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 2951, 2952
- 1997-06-01: aa. 12 (lorsqu'il édicte les articles 40.04 (dans la 3^e ligne du 2^e alinéa, les mots « ou le responsable d'un scrutin municipal ») et 40.10), 57-76, 84-90
Décret 667-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 2951, 2952
- 1997-10-15: aa. 77, 78, 79 (lorsqu'il édicte a. 39), 80-83
Décret 1349-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6679
- 1995, c. 38 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur
- 1997-08-20: aa. 3 (par. 1°), 9 (2^e phrase de a. 302 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) édicté par a. 9)
Décret 992-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 5509

- 1995, c. 51 Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives
- 1997-10-01: aa. 6 (a. 62.1 (1^{er} al.) du C.p.p.), 18, 21, 32
Décret 1209-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6437
- 1995, c. 67 Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
- 1997-02-14: aa. 1-149, 151-201
Décret 13-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 745
- 1996, c. 26 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles
- 1997-06-20: aa. 1-89
Décret 739-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 3479
- 1996, c. 51 Loi sur les appellations réservées et modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
- 1997-10-15: aa. 1-27
Décret 1199-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6331
- 1996, c. 54 Loi sur la justice administrative
- 1997-09-24: aa. 16, 17, 61, 63, 64, 68, 69, 70, 79, 80, 86 (1^{er} al.), 98, 199
Décret 1253-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438
- 1997-09-24: a. 14 (1^{er} al.) [à seule fin de l'application des articles précédents]
Décret 1253-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438
- 1998-04-01: aa. 1-13, 14 (à tous autres égards), 15, 18-60, 62, 65-67, 71-78, 81-85, 86 (2^e al.), 87-92, 99-164, 177, 178, 182-198, annexes
Décret 1524-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7361

- 1996, c. 56 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- 1997-12-01: aa. 46, 51, 156
Décret 1421-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 6961, 6962
- 1996, c. 60 Loi sur les véhicules hors route
- 1997-10-02: aa. 1-10, 11 (1^{er}, 2^e al. (par. 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o), 3^e al.),
12-17, 18 (1^{er}, 3^e al.), 19-26, 28-82, 84-87
Décret 1155-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 5869
- 1996, c. 61 Loi sur la Régie de l'énergie
- 1997-02-05: aa. 8, 165
Décret 144-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1017
- 1997-05-01: a. 134 (sauf a. 16 (1^{er} al.) de L.R.Q., chapitre S-41)
Décret 275-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1245
- 1997-05-13: aa. 6, 7, 9, 10, 12, 60-62, 122, 135, 148, 171
Décret 657-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 2951
- 1997-06-02: aa. 4, 13-15, 19-22
Décret 657-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 2951
- 1997-06-02: aa. 2, 3, 5, 11, 16, 17, 18 (1^{er} al.), 23, 26-30, 31 (2^e al.),
33, 34, 37-41, 63-71, 77-79, 81-85, 104-109, 113,
115, 128, 129, 132, 142-144, 146, 157-159, 161, 162,
166, 170;
et, selon qu'ils se rapportent au gaz naturel,
aa. 1, 25, 31 (1^{er} al. (par. 1^o, 2^o, 4^o, 5^o)), 32, 35, 36,
42-54, 73-75, 80, 86-103, 110-112, 114 (par. 1^o - 6^o),
116, 117, 147
Décret 714-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 3329

- 1997-10-15: aa. 24, 127, 130, 131, 149-156, 168 et, selon qu'ils ne se rapportent pas au gaz naturel, aa. 1, 25 (1^{er} al. (par. 3^o), 2^e al.), 35, 36, 42-47, 75, 87-89, 110-112, 116 (2^e al. (par. 4^o)), 117
Décret 1351-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 6679, 6680
- 1997-11-01: aa. 137, 138, 140, 141 et, selon qu'ils se rapportent aux produits pétroliers, aa. 55-58, 116
Décret 1351-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 6679, 6680
- 1998-01-01: selon qu'ils ne se rapportent pas au gaz naturel, aa. 102, 103
Décret 1351-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 6679, 6680
- 1998-02-11: aa. 18 (2^e al.), 59, 118, 139 (a. 45.1, par. 1^o (d) de L.R.Q., chapitre U-1.1), 160, 167 (1^{er} al.), 169, et, selon qu'ils ne se rapportent pas au gaz naturel, aa. 25 (1^{er} al. (par. 2^o)), 31 (1^{er} al. (par. 4^o)), 86, 90-101, 147
Décret 1351-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 6679, 6680

1996, c. 68 Loi modifiant le Code civil du Québec et le Code de procédure civile relativement à la fixation des pensions alimentaires pour enfants

- 1997-05-01: aa. 1-4
Décret 483-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 2115

1996, c. 69 Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit

- 1997-02-15: aa. 1-3, 7-13, 14 (par. 1^o), 15, 16 (par. 1^o), 17 (par. 1^o, 3^o), 18, 19, 20 (par. 1^o), 21-165, 167-182, 184
Décret 133-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 939, 940

[sous réserve des dispositions suivantes, qui entrent également en vigueur à cette date:

LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA STRUCTURE DES CAISSES ET DES FÉDÉRATIONS

1. Les dispositions nouvelles relatives à la structure des caisses et des fédérations dont l'exercice financier s'est terminé avant le 1^{er} février 1997, et qui de ce fait bénéficient d'un délai de huit mois pour la tenue de leur assemblée annuelle, leur seront applicables à compter de la tenue de leur assemblée annuelle respective.

Ces mêmes caisses et fédérations peuvent préalablement tenir une assemblée extraordinaire en vue de déterminer l'intérêt payable sur les parts permanentes par suite de la répartition des trop-perçus annuels. Dans ce cas, les dispositions nouvelles relatives à la structure ne leur seront applicables qu'à compter de la tenue de l'assemblée annuelle.

Celles d'entre elles qui ne se prévaudront pas de cette extension de délai pourront reporter l'élection des membres du conseil d'administration et des membres du conseil de vérification et de déontologie à une assemblée extraordinaire ultérieure tenue avant le 1^{er} octobre 1997, auquel cas les dispositions nouvelles relatives à la structure ne leur seront applicables qu'à compter de la tenue de cette assemblée.

2. En ce qui concerne les caisses et les fédérations dont l'exercice financier se termine entre le 1^{er} février 1997 et le 31 mai 1997, et qui de ce fait doivent tenir leur assemblée annuelle avant le 1^{er} octobre 1997, ces mêmes dispositions leur seront applicables à compter de la tenue de leur assemblée annuelle respective.

3. En ce qui concerne les caisses et les fédérations dont l'exercice financier se termine entre le 1^{er} juin 1997 et le 31 août 1997, et qui de ce fait n'ont pas à tenir une assemblée annuelle avant le 1^{er} octobre 1997, ces mêmes dispositions leur seront applicables à compter de cette dernière date, à moins qu'elles ne tiennent préalablement une assemblée extraordinaire, auquel cas elles leur seront applicables dès la tenue de cette assemblée.

4. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, en ce qui concerne les caisses qui, au 15 février 1997, sont engagées dans un processus de fusion, les dispositions nouvelles relatives à la structure leur seront applicables à compter de la

prise d'effet de la fusion si la convention de fusion est conforme à ces dispositions.

En cas de non-conformité, les caisses fusionnantes ont jusqu'au 30 septembre 1997 pour remédier à la situation, dans le cadre d'une assemblée extraordinaire unique de tous les membres des caisses appelées à être fusionnées.

LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION

5. Les décisions rendues par les commissions de crédit avant leur abolition pourront être révisées par tout employé désigné à cette fin et dont la fonction lui permet de consentir du crédit.

6. Les représentants de personnes morales membres d'une caisse qui agissaient à titre d'administrateurs ou de membres du conseil de surveillance demeureront en fonction jusqu'à la fin de leur mandat.

7. Les dispositions de l'article 54 de la Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit sont immédiatement applicables aux dirigeants qui, en date du 15 février 1997, sont sous le coup d'une suspension de fonctions.

8. Les caisses, les fédérations et les confédérations ont 18 mois à compter de l'entrée en vigueur du paragraphe 4° de l'article 36 de cette loi pour souscrire une assurance responsabilité des administrateurs et des dirigeants.

9. Les rapports d'activités que les commissions de crédit et les comités de déontologie auraient produits, n'eût été leur abolition, seront faits par les conseils de vérification et de déontologie.]

1996, c. 70 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur la santé et la sécurité du travail

– 1997-10-01: aa. 9 (dans la mesure où il édicte a. 284.2 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)), 39 (dans la mesure où il édicte le 2° al. de a. 357.1 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)), 40, 44 (par. 2°, dans la mesure où il édicte le par. 4.2° du 1° al. de a. 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001))
Décret 1295-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6553

- 1998-01-01: aa. 8, 10-18, 19 (par. 2°), 20 (par. 1°), 24, 25, 28, 30, 34 (par. 1°), 38, 44 (par. 2°, dans la mesure où il édicte le par. 4.3° du 1^{er} al. de a. 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)), 44 (par. 3°-5°)
Décret 1541-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7499
- 1996, c. 74 Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'industrie de la construction
 - 1997-01-15: aa. 2, 10 (par. 4°), 15-27
Décret 2-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 229
 - 1997-01-15: aa. 7, 8
Décret 3-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 229, 230
- 1996, c. 78 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu
 - 1997-04-01: aa. 2-5, 6 (par. 2°, 3°, 4°)
Décret 282-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1245
 - 1997-10-01: aa. 1, 6 (par. 1°)
Décret 282-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1245
- 1996, c. 79 Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants et la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel
 - 1997-02-06: aa. 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 17
Décret 123-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1017
 - 1997-04-01: aa. 6, 16
Décret 123-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1017
 - 1997-05-01: aa. 7, 11
Décret 123-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1017
 - 1997-07-01: a. 5
Décret 123-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 1017

- 1997, c. 20 Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives
- 1998-04-01: a. 8 (a. 23.1 de L.R.Q., chapitre D-7.1)
Décret 1677-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114
- 1997, c. 23 Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- 1997-11-26: aa. 1, 2
Décret 1542-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7499
- 1997, c. 24 Loi modifiant la Charte de la langue française
- 1997-09-01: aa. 1, 2, 7-21, 23-26
Décret 1011-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 5569
- 1998-01-01: aa. 3-6, 22
Décret 1011-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 5569
- 1997, c. 27 Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives
- 1997-10-29: aa. 24 (édicte aa. 429.1, 429.5 (1^{er} al.), 429.12 de L.R.Q., chapitre A-3.001), 30 (édicte a. 590 de L.R.Q., chapitre A-3.001)[à la seule fin de déclarer le ministre du Travail responsable des dispositions de la loi relatives à la Commission des lésions professionnelles], 62
Décret 1416-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6961
- 1997, c. 29 Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec
- 1997-06-30: aa. 1-42
Décret 843-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 4543
- 1997, c. 39 Loi concernant certains travaux de pose ou de montage de verre plat
- 1997-07-09: aa. 1-3
Décret 933-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 4689

- 1997, c. 43 Loi sur l'application de la justice administrative
- 1997-09-24: aa. 845 (2^e al.), 848-850 (à l'égard des personnes visées à a. 853), 853 (sauf les mots « jusqu'au 1^{er} décembre 1997 »)
Décret 1253-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438
 - 1997-09-24: a. 14 (1^{er} al.) [à seule fin de l'application des articles précédents]
Décret 1253-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438
 - 1997-10-29: a. 866 (a. 58.1 de la Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives (1997, chapitre 27))
Décret 1416-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6961
 - 1998-04-01: aa. 1-10, 14-105, 111 (par. 1^o), 116 (par. 1^o), 121 (par. 1^o), 124-184, 186-211, 216-337, 340-360, 362, 364-404, 410-565, 567 (par. 3^o), 568, 576 (par. 1^o), 577 (par. 1^o, 3^o, 4^o), 578-759, 761-824, 826-832, 833 (à l'exception des dispositions du 2^e alinéa concernant les recours déjà introduits devant la Commission municipale du Québec en matière d'exemption d'impôts fonciers ou de taxes d'affaires), 835-844, 845 (1^{er} al.), 846, 847, 848-850 (à l'égard des personnes visées à a. 841), 851, 852, 855-864
Décret 1524-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7361
- 1997, c. 44 Loi sur la Commission de développement de la métropole
- 1997-06-20: a. 103
Décret 739-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 3479
- 1997, c. 47 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives
- 1997-08-13: aa. 2, 3, 16, 17, 25, 29-50, 52, 54-59, 61-63, 67-71
Décret 1013-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569, 5570
 - 1998-07-01: aa. 1, 4-15, 18-24, 26, 27, 28 (sous réserve de a. 68), 51, 53, 60, 64-66
Décret 1013-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 5569, 5570

- 1997, c. 50 Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic
- 1997-03-22: aa. 52, 53 (prise d'effet)
Décret 1227-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6437
- 1997, c. 54 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
- 1997-09-24: aa. 1-9
Décret 1268-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6438
- 1997, c. 55 Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique
- 1997-10-22: aa. 1-11, 14, 15, 35
Décret 1380-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 6783
- 1997-12-03: aa. 12, 13, 16-31, 34
Décret 1580-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 7563
- 1997, c. 58 Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance
- 1997-07-02: aa. 1-19, 21 (par. 4°), 24 (par. 3°), 25-41, 44, 52, 59
(par. 4°), 68, 98, 106 (par. 1°), 121, 133, 134, 135
(par. 3°), 136 (par. 3°), 142-155
Décret 860-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 4689
- 1997, c. 63 Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail
- 1997-09-10: aa. 16, 17 (1^{er} al. (partie qui précède le par. 1°, par. 8°)), 21-29, 31, 32
Décret 1177-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 5945
- 1997-12-17: aa. 37, 38 (partie qui précède par. 1°, par. 2°, 5°),
40-46
Décret 1676-97
G.O., 1997, Partie 2, p. 8113

- 1997-12-17: aa. 58-68, 107 (par. 4°), 110, 119 (la partie qui précède par. 1°, par. 2°), 135, 145, 147
Décret 1677-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114

- 1998-01-01: aa. 17 (1^{er} al. (par. 1°-7°), 18-20, 30, 33-36, 38 (par. 1°, 3°, 4°, 6°, 7°), 39, 120-123, 136, 137
Décret 1677-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114

- 1998-04-01: aa. 17 (2^e al.), 69-96, 97 (par. 2°, 3°), 98-105, 107 (par. 1°, 2°), 108, 111-118, 119 (par. 1°), 125, 127, 129-134, 138 (par. 4°), 140-143, 146
Décret 1677-97
G.O., 1997, Partie 2, pp. 8113, 8114

TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

Les mentions ci-dessous font référence à des dispositions législatives adoptées en 1997 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans préciser un article particulier.

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal	1997, c. 3, aa. 145, 146 (P.L. 42)
Loi modifiant la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et modifiant d'autres dispositions législatives	1997, c. 26, a. 39 (P.L. 64)
Loi modifiant la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et d'autres dispositions législatives	1997, c. 35, a. 17 (P.L. 120)
Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative	1997, c. 43, aa. 851, 875 (P.L. 89)
Loi sur les prestations familiales	1997, c. 57, a. 68 (P.L. 144)
Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail	1997, c. 63, a. 138 (P.L. 150)
Loi modifiant la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers et d'autres dispositions législatives	1997, c. 64, a. 22 (P.L. 119)
Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (<i>titre modifié</i>)	1997, c. 75, a. 26 (P.L. 39)
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives	1997, c. 79, a. 59 (P.L. 160)
Loi sur l'abolition de certains organismes	1997, c. 83, a. 55 (P.L. 178)
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives	1997, c. 87, a. 34 (P.L. 166)
Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants	1997, c. 90, a. 14 (P.L. 170)
Loi sur le ministère des Régions	1997, c. 91, a. 60 (P.L. 171)

**TABLEAU DES MODIFICATIONS
APPORTÉES AUX
LOIS PUBLIQUES EN 1997**

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements de ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.

Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et le Code civil du Québec sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.

Abréviations

a. = article
Ab. = Abrogé
Ann. = Annexe
App. = Appendice

c. = chapitre
Céd. = Cédule
Form. = Formule
Remp. = Remplacé

Référence	TITRE	Modifications
1- LOIS REFONDUES DU QUÉBEC		
c. A-1	Loi sur les abeilles	
	7.1 , 1997, c. 43, a. 1	
c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	
	5 , 1997, c. 41, a. 64; 1997, c. 44, a. 92	
c. A-3	Loi sur les accidents du travail	
	14 , 1997, c. 43, a. 2	
	38 , 1997, c. 43, a. 3	
	46 , 1997, c. 85, a. 1	
	53 , 1997, c. 43, a. 4	
	55 , 1997, c. 43, a. 5	
	63 , 1997, c. 43, a. 6	
	64 , 1997, c. 43, a. 7	
	65 , 1997, c. 43, a. 8	
	65.1 , 1997, c. 43, a. 9	
	119.2 , 1997, c. 43, a. 10	
c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	
	2 , 1997, c. 27, a. 1	
	42.1 , 1997, c. 73, a. 87	
	43 , 1997, c. 27, a. 2	
	62 , 1997, c. 85, a. 2	
	63 , 1997, c. 85, a. 3	
	67 , 1997, c. 85, a. 4	
	144 , 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 73, a. 88	
	205.1 , 1997, c. 27, a. 3	
	212 , 1997, c. 27, a. 4	
	212.1 , 1997, c. 27, a. 5	
	217 , 1997, c. 27, a. 6	
	218 , 1997, c. 27, a. 7	

Référence	TITRE	Modifications
c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — <i>Suite</i>	
	241, 1997, c. 27, a. 8	
	252, 1997, c. 27, a. 9	
	262, 1997, c. 27, a. 10	
	349, 1997, c. 27, a. 12	
	351, 1997, c. 27, a. 13	
	358, 1997, c. 27, a. 14	
	358.1, 1997, c. 27, a. 15	
	358.2, 1997, c. 27, a. 15	
	358.3, 1997, c. 27, a. 15	
	358.4, 1997, c. 27, a. 15	
	358.5, 1997, c. 27, a. 15	
	359, 1997, c. 27, a. 16	
	359.1, 1997, c. 27, a. 17	
	362, 1997, c. 27, a. 18	
	363, 1997, c. 27, a. 19	
	364, 1997, c. 27, a. 20	
	365, 1997, c. 27, a. 21	
	365.1, Ab. 1997, c. 27, a. 22	
	365.2, Ab. 1997, c. 27, a. 22	
	366, 1997, c. 27, a. 23	
	367, 1997, c. 27, a. 24	
	368, 1997, c. 27, a. 24	
	369, 1997, c. 27, a. 24	
	370, 1997, c. 27, a. 24	
	371, 1997, c. 27, a. 24	
	372, 1997, c. 27, a. 24	
	373, 1997, c. 27, a. 24	
	374, 1997, c. 27, a. 24	
	375, 1997, c. 27, a. 24	
	376, 1997, c. 27, a. 24	
	377, 1997, c. 27, a. 24	
	378, 1997, c. 27, a. 24	
	379, 1997, c. 27, a. 24	
	380, 1997, c. 27, a. 24	
	381, 1997, c. 27, a. 24	
	382, 1997, c. 27, a. 24	
	383, 1997, c. 27, a. 24	
	384, 1997, c. 27, a. 24	
	385, 1997, c. 27, a. 24	
	386, 1997, c. 27, a. 24	
	387, 1997, c. 27, a. 24	
	388, 1997, c. 27, a. 24	
	389, 1997, c. 27, a. 24	
	390, 1997, c. 27, a. 24	
	391, 1997, c. 27, a. 24	
	392, 1997, c. 27, a. 24	
	393, 1997, c. 27, a. 24	
	394, 1997, c. 27, a. 24	
	395, 1997, c. 27, a. 24	
	396, 1997, c. 27, a. 24	
	397, 1997, c. 27, a. 24	
	398, 1997, c. 27, a. 24	
	399, 1997, c. 27, a. 24; 1997, c. 43, a. 11	
	400, 1997, c. 27, a. 24; 1997, c. 43, a. 12	
	401, 1997, c. 27, a. 24	
	402, 1997, c. 27, a. 24	
	403, 1997, c. 27, a. 24	
	404, 1997, c. 27, a. 24	
	405, 1997, c. 27, a. 24	
	406, 1997, c. 27, a. 24	
	407, 1997, c. 27, a. 24	
	408, 1997, c. 27, a. 24	
	409, 1997, c. 27, a. 24	
	410, 1997, c. 27, a. 24	

Référence	TITRE	Modifications
c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — <i>Suite</i>	
	411, 1997, c. 27, a. 24; 1997, c. 43, a. 13	
	412, 1997, c. 27, a. 24	
	413, 1997, c. 27, a. 24	
	414, 1997, c. 27, a. 24	
	415, 1997, c. 27, a. 24	
	416, 1997, c. 27, a. 24	
	417, 1997, c. 27, a. 24	
	418, 1997, c. 27, a. 24	
	419, 1997, c. 27, a. 24	
	420, 1997, c. 27, a. 24	
	421, 1997, c. 27, a. 24	
	422, 1997, c. 27, a. 24	
	423, 1997, c. 27, a. 24	
	424, 1997, c. 27, a. 24	
	425, 1997, c. 27, a. 24	
	426, 1997, c. 27, a. 24	
	427, 1997, c. 27, a. 24	
	428, 1997, c. 27, a. 24	
	429, 1997, c. 27, a. 24	
	429.1, 1997, c. 27, a. 24	
	429.2, 1997, c. 27, a. 24	
	429.3, 1997, c. 27, a. 24	
	429.4, 1997, c. 27, a. 24	
	429.5, 1997, c. 27, a. 24	
	429.6, 1997, c. 27, a. 24	
	429.7, 1997, c. 27, a. 24	
	429.8, 1997, c. 27, a. 24	
	429.9, 1997, c. 27, a. 24	
	429.10, 1997, c. 27, a. 24	
	429.11, 1997, c. 27, a. 24	
	429.12, 1997, c. 27, a. 24	
	429.13, 1997, c. 27, a. 24	
	429.14, 1997, c. 27, a. 24	
	429.15, 1997, c. 27, a. 24	
	429.16, 1997, c. 27, a. 24	
	429.17, 1997, c. 27, a. 24	
	429.18, 1997, c. 27, a. 24	
	429.19, 1997, c. 27, a. 24	
	429.20, 1997, c. 27, a. 24	
	429.21, 1997, c. 27, a. 24	
	429.22, 1997, c. 27, a. 24	
	429.23, 1997, c. 27, a. 24	
	429.24, 1997, c. 27, a. 24	
	429.25, 1997, c. 27, a. 24	
	429.26, 1997, c. 27, a. 24	
	429.27, 1997, c. 27, a. 24	
	429.28, 1997, c. 27, a. 24	
	429.29, 1997, c. 27, a. 24	
	429.30, 1997, c. 27, a. 24	
	429.31, 1997, c. 27, a. 24	
	429.32, 1997, c. 27, a. 24	
	429.33, 1997, c. 27, a. 24	
	429.34, 1997, c. 27, a. 24	
	429.35, 1997, c. 27, a. 24	
	429.36, 1997, c. 27, a. 24	
	429.37, 1997, c. 27, a. 24	
	429.38, 1997, c. 27, a. 24	
	429.39, 1997, c. 27, a. 24	
	429.40, 1997, c. 27, a. 24	
	429.41, 1997, c. 27, a. 24	
	429.42, 1997, c. 27, a. 24	
	429.43, 1997, c. 27, a. 24	
	429.44, 1997, c. 27, a. 24	
	429.45, 1997, c. 27, a. 24	

Référence	TITRE	Modifications
c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — <i>Suite</i>	<p> 429.46, 1997, c. 27, a. 24 429.47, 1997, c. 27, a. 24 429.48, 1997, c. 27, a. 24 429.49, 1997, c. 27, a. 24 429.50, 1997, c. 27, a. 24 429.51, 1997, c. 27, a. 24 429.52, 1997, c. 27, a. 24 429.53, 1997, c. 27, a. 24 429.54, 1997, c. 27, a. 24 429.55, 1997, c. 27, a. 24 429.56, 1997, c. 27, a. 24 429.57, 1997, c. 27, a. 24 429.58, 1997, c. 27, a. 24 429.59, 1997, c. 27, a. 24 433, 1997, c. 27, a. 25 436, 1997, c. 27, a. 26 450, 1997, c. 27, a. 27 451, 1997, c. 27, a. 28 570.1, 1997, c. 27, a. 29 590, 1997, c. 27, a. 30 Ann. VI, Ab. 1997, c. 27, a. 31 Ann. VII, Ab. 1997, c. 27, a. 31 </p>
c. A-3.01	Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants	<p> 2, 1997, c. 87, a. 28 </p>
c. A-4.1	Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents	<p> 14, 1997, c. 43, a. 14 18, 1997, c. 43, a. 15 19, 1997, c. 43, a. 16 20, 1997, c. 43, a. 17 34, 1997, c. 43, a. 18 </p>
c. A-7.02	Loi sur l'Agence métropolitaine de transport	<p> 21.1, 1997, c. 59, a. 1 21.2, 1997, c. 59, a. 1 21.3, 1997, c. 59, a. 1 76, 1997, c. 44, a. 93 86, 1997, c. 44, a. 94 93, 1997, c. 59, a. 2 99.1, 1997, c. 59, a. 3 99.2, 1997, c. 59, a. 3 99.3, 1997, c. 59, a. 3 172, 1997, c. 44, a. 95 </p>
c. A-8	Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité	<p> 14, 1997, c. 43, a. 19 </p>
c. A-10	Loi sur les agents de voyages	<p> 1, 1997, c. 9, a. 10 4, 1997, c. 43, a. 875 5, 1997, c. 9, a. 11 6, 1997, c. 9, a. 12 8, 1997, c. 9, a. 13 13, 1997, c. 43, a. 21 13.1, 1997, c. 9, a. 14 15, 1997, c. 43, a. 22 17, 1997, c. 9, a. 15; 1997, c. 43, a. 23 18, 1997, c. 9, a. 16; Ab. 1997, c. 43, a. 24 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. A-10	Loi sur les agents de voyages — <i>Suite</i>	<p> 19, Ab. 1997, c. 43, a. 24 20, Ab. 1997, c. 43, a. 24 21, Ab. 1997, c. 43, a. 24 22, Ab. 1997, c. 43, a. 24 23, Ab. 1997, c. 43, a. 24 24, Ab. 1997, c. 43, a. 24 25, Ab. 1997, c. 43, a. 24 26, Ab. 1997, c. 43, a. 24 27, Ab. 1997, c. 43, a. 24 28, Ab. 1997, c. 43, a. 24 29, Ab. 1997, c. 43, a. 24 30, Ab. 1997, c. 43, a. 24 31, 1997, c. 9, a. 17 32, 1997, c. 9, a. 18 33, 1997, c. 9, a. 19 35, 1997, c. 9, a. 20 36, 1997, c. 9, a. 21 </p>
c. A-12.1	Loi sur l'aide au développement des coopératives (<i>Loi sur l'aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif</i>)	<p> Titre, 1997, c. 18, a. 1 1, 1997, c. 18, a. 2 2, 1997, c. 18, a. 3 3, 1997, c. 18, a. 4 4, 1997, c. 18, a. 5 7, 1997, c. 18, a. 6 8, 1997, c. 18, a. 7 9, Ab. 1997, c. 18, a. 8 10, 1997, c. 18, a. 9 11, 1997, c. 18, a. 10 </p>
c. A-13.3	Loi sur l'aide financière aux étudiants (<i>Loi sur l'aide financière aux études</i>)	<p> Titre, 1997, c. 90, a. 1 4, 1997, c. 90, a. 2 14, 1997, c. 90, a. 3 23, 1997, c. 90, a. 4 24, 1997, c. 90, a. 5; 1997, c. 96, a. 165 24.1, 1997, c. 90, a. 6 25.1, 1997, c. 90, a. 7 40, 1997, c. 90, a. 8 42, 1997, c. 90, a. 9 42.1, 1997, c. 90, a. 10 43, 1997, c. 90, a. 11 57, 1997, c. 90, a. 12 </p>
c. A-14	Loi sur l'aide juridique	<p> 12, 1997, c. 63, a. 128 75, 1997, c. 43, a. 25 77, 1997, c. 43, a. 26 78, 1997, c. 43, a. 27 </p>
c. A-17	Loi sur les allocations d'aide aux familles	<p> 18, 1997, c. 43, a. 29 19, 1997, c. 43, a. 30 20, 1997, c. 43, a. 31 22, 1997, c. 63, a. 128 23, 1997, c. 63, a. 128 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. A-17	Loi sur les allocations d'aide aux familles — <i>Suite</i>	
	28 , 1997, c. 43, a. 32	
	30 , 1997, c. 63, a. 128	
	32 , 1997, c. 63, a. 128	
	Remp. , 1997, c. 57, a. 61	
c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	
	6 , 1997, c. 93, a. 1	
	48 , 1997, c. 93, a. 2	
	53.5 , 1997, c. 93, a. 3	
	56.3 , 1997, c. 93, a. 4	
	56.6 , 1997, c. 93, a. 5	
	56.13 , 1997, c. 93, a. 6	
	56.15 , 1997, c. 93, a. 7	
	62 , 1997, c. 93, a. 8	
	64 , 1997, c. 93, a. 9	
	110.3.1 , 1997, c. 93, a. 10	
	110.4 , 1997, c. 93, a. 13	
	110.5 , 1997, c. 93, a. 14	
	110.6 , 1997, c. 93, a. 15	
	110.8 , 1997, c. 93, a. 16	
	110.10 , 1997, c. 93, a. 18	
	110.10.1 , 1997, c. 93, a. 19	
	111 , 1997, c. 93, a. 20	
	112.6 , 1997, c. 93, a. 21	
	112.7 , 1997, c. 93, a. 22	
	113 , 1997, c. 93, a. 23	
	114 , 1997, c. 93, a. 24	
	117 , 1997, c. 93, a. 25	
	117.7 , 1997, c. 43, a. 33	
	117.8 , 1997, c. 43, a. 34	
	117.11 , 1997, c. 43, a. 34	
	117.13 , 1997, c. 43, a. 34	
	117.14 , 1997, c. 43, a. 34	
	118 , 1997, c. 51, a. 1	
	119 , 1997, c. 93, a. 26	
	120 , 1997, c. 93, a. 27	
	120.1 , 1997, c. 93, a. 28	
	120.2 , 1997, c. 93, a. 28	
	120.3 , 1997, c. 93, a. 28	
	123 , 1997, c. 93, a. 29	
	126 , 1997, c. 93, a. 30	
	130 , 1997, c. 93, a. 31	
	136.0.1 , 1997, c. 93, a. 32	
	137.2 , 1997, c. 93, a. 33	
	137.3 , 1997, c. 93, a. 34	
	137.4.1 , 1997, c. 93, a. 35	
	137.5 , 1997, c. 93, a. 36	
	137.9 , 1997, c. 93, a. 37	
	137.12 , 1997, c. 93, a. 38	
	137.16 , 1997, c. 93, a. 39	
	145.14 , 1997, c. 93, a. 40	
	201 , 1997, c. 93, a. 41	
	203 , 1997, c. 93, a. 42	
	234.1 , 1997, c. 93, a. 43	
	237.2 , 1997, c. 93, a. 44	
	264.1 , 1997, c. 44, a. 96	
	267.2 , 1997, c. 44, a. 97; 1997, c. 93, a. 45	
c. A-20.01	Loi sur les appareils sous pression	
	24.1 , 1997, c. 43, a. 35	

Référence	TITRE	Modifications
c. A-23.001	Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	40 , 1997, c. 43, a. 36 45 , 1997, c. 43, a. 37
c. A-23.1	Loi sur l'Assemblée nationale	17 , 1997, c. 8, a. 21 68 , 1997, c. 43, a. 38 104 , 1997, c. 13, a. 1
c. A-25	Loi sur l'assurance automobile	83.26 , 1997, c. 43, a. 39 83.28 , 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 73, a. 89 83.31 , 1997, c. 43, a. 40 83.32 , 1997, c. 43, a. 41 83.41 , 1997, c. 43, a. 43 83.42 , 1997, c. 43, a. 44 83.43 , 1997, c. 43, a. 45 83.44.1 , 1997, c. 43, a. 46 83.45 , 1997, c. 43, a. 48 83.47 , 1997, c. 43, a. 49 83.48 , 1997, c. 43, a. 50 83.49 , 1997, c. 43, a. 51 83.50 , 1997, c. 43, a. 52 83.51 , 1997, c. 43, a. 53 83.55 , 1997, c. 43, a. 54 83.56 , 1997, c. 43, a. 55 83.67 , 1997, c. 43, a. 56 195 , 1997, c. 43, a. 57
c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	6 , 1997, c. 35, a. 9 7 , 1997, c. 35, a. 10 8 , 1997, c. 35, a. 11 8.3 , 1997, c. 35, a. 12 10 , 1997, c. 35, a. 13
c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	18.3 , 1997, c. 43, a. 59 18.4 , 1997, c. 43, a. 60 38 , 1997, c. 43, a. 61 47 , 1997, c. 43, a. 62 50 , 1997, c. 43, a. 63 51 , 1997, c. 43, a. 64 52 , 1997, c. 43, a. 65 65 , 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 73, a. 90 65.0.1 , 1997, c. 98, a. 19 67 , 1997, c. 63, a. 128 70 , 1997, c. 63, a. 128 71 , 1997, c. 63, a. 128 71.1 , 1997, c. 63, a. 128
c. A-30	Loi sur l'assurance-récolte	12 , 1997, c. 43, a. 66 29 , 1997, c. 43, a. 67 65 , 1997, c. 43, a. 69 66 , Ab. 1997, c. 43, a. 70 67 , Ab. 1997, c. 43, a. 70 67.1 , Ab. 1997, c. 43, a. 70 67.2 , Ab. 1997, c. 43, a. 70 67.3 , Ab. 1997, c. 43, a. 70 67.4 , Ab. 1997, c. 43, a. 70 74 , 1997, c. 43, a. 71

Référence	TITRE	Modifications
c. A-32	Loi sur les assurances	32 , 1997, c. 43, a. 72 48 , 1997, c. 43, a. 73 93.27 , 1997, c. 43, a. 74 93.27.1 , 1997, c. 43, a. 75 93.27.4 , 1997, c. 43, a. 76 174.17 , 1997, c. 43, a. 77 219.1 , 1997, c. 43, a. 78 285.19 , 1997, c. 43, a. 79 325.1 , 1997, c. 43, a. 80 325.3 , 1997, c. 43, a. 81 361 , 1997, c. 43, a. 82 366 , 1997, c. 43, a. 83 367 , 1997, c. 43, a. 83 368 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 369 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 370 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 371 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 372 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 373 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 374 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 375 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 376 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 377 , Ab. 1997, c. 43, a. 83 382 , 1997, c. 43, a. 84 383 , 1997, c. 43, a. 85
c. A-34	Loi sur les autoroutes	Ab. , 1997, c. 83, a. 1
c. B-1	Loi sur le Barreau	128 , 1997, c. 27, a. 32; 1997, c. 43, a. 86; 1997, c. 63, a. 128
c. B-1.1	Loi sur le bâtiment	65.1 , 1997, c. 85, a. 5 65.2 , 1997, c. 85, a. 5 65.3 , 1997, c. 85, a. 5 65.4 , 1997, c. 85, a. 5 66 , 1997, c. 85, a. 6 70.2 , 1997, c. 85, a. 7 71 , 1997, c. 85, a. 8 75 , 1997, c. 43, a. 87 128.5 , 1997, c. 43, a. 88 160 , 1997, c. 43, a. 90 162 , 1997, c. 43, a. 91 165 , 1997, c. 43, a. 93 166 , 1997, c. 43, a. 94 167 , 1997, c. 43, a. 95 170 , 1997, c. 43, a. 96 172 , 1997, c. 43, a. 97 185 , 1997, c. 64, a. 15 197 , 1997, c. 85, a. 9 230 , 1997, c. 83, a. 29 245 , 1997, c. 83, a. 30 263 , 1997, c. 64, a. 16 297.3 , 1997, c. 64, a. 17
c. B-4	Loi sur les biens culturels	2.1 , 1997, c. 85, a. 11 7.12 , 1997, c. 85, a. 12 7.13 , 1997, c. 85, a. 12 7.14 , 1997, c. 85, a. 12 7.15 , 1997, c. 85, a. 12

Référence	TITRE	Modifications
c. B-4	Loi sur les biens culturels — <i>Suite</i>	<p> 7.16, 1997, c. 85, a. 12 7.17, 1997, c. 85, a. 12 7.18, 1997, c. 85, a. 12 7.19, 1997, c. 85, a. 12 7.20, 1997, c. 85, a. 12 7.21, 1997, c. 85, a. 12 7.22, 1997, c. 85, a. 12 7.23, 1997, c. 85, a. 12 7.24, 1997, c. 85, a. 12 7.25, 1997, c. 85, a. 12 31.2, Ab. 1997, c. 43, a. 98 43, 1997, c. 43, a. 99 50.2, Ab. 1997, c. 43, a. 100 57.2, 1997, c. 43, a. 101 </p>
c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	<p> 5, 1997, c. 88, a. 1 11, Ab. 1997, c. 88, a. 2 23, 1997, c. 88, a. 3 29, 1997, c. 88, a. 4 31, 1997, c. 88, a. 5 31.1, 1997, c. 88, a. 6 32, 1997, c. 88, a. 7 33, 1997, c. 88, a. 8 35, 1997, c. 88, a. 9 36, 1997, c. 88, a. 10 36.1, 1997, c. 88, a. 11 36.2, 1997, c. 88, a. 11 37.1, 1997, c. 88, a. 12 44, 1997, c. 88, a. 13 46, 1997, c. 88, a. 14 </p>
c. C-3.1	Loi concernant certaines caisses d'entraide économique	<p> 89, 1997, c. 43, a. 102 </p>
c. C-4	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	<p> 103, 1997, c. 43, a. 103 110, 1997, c. 43, a. 104 111, 1997, c. 43, a. 105 </p>
c. C-4.1	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	<p> 72, 1997, c. 80, a. 49 97, 1997, c. 43, a. 106 179, 1997, c. 43, a. 107 204, 1997, c. 43, a. 108 218, 1997, c. 43, a. 109 227, 1997, c. 43, a. 110 231, 1997, c. 43, a. 111 238, 1997, c. 43, a. 112 243, Ab. 1997, c. 80, a. 50 244, Ab. 1997, c. 80, a. 50 245, Ab. 1997, c. 80, a. 50 246, Ab. 1997, c. 80, a. 50 247, Ab. 1997, c. 80, a. 50 264, 1997, c. 43, a. 113 314, 1997, c. 80, a. 51 323, 1997, c. 43, a. 114 325, 1997, c. 80, a. 52 389, 1997, c. 43, a. 115 395, 1997, c. 43, a. 116 398, 1997, c. 43, a. 117 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-4.1	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit — <i>Suite</i>	<p>429, 1997, c. 43, a. 118 450, 1997, c. 43, a. 119 485, 1997, c. 43, a. 120 500, 1997, c. 43, a. 121 501, 1997, c. 43, a. 122 505, 1997, c. 43, a. 123 580, Ab. 1997, c. 80, a. 53</p>
c. C-5.1	Loi sur le camionnage	<p>10, 1997, c. 43, a. 124 11, 1997, c. 43, a. 125 12, 1997, c. 43, a. 126 13, 1997, c. 43, a. 127 15, 1997, c. 43, a. 128 16, 1997, c. 43, a. 129 22, 1997, c. 43, a. 130 38, 1997, c. 43, a. 131 43, 1997, c. 43, a. 132 47, 1997, c. 43, a. 134 49, 1997, c. 43, a. 135 50, 1997, c. 43, a. 136 51, 1997, c. 43, a. 137 52, Ab. 1997, c. 43, a. 138 53, Ab. 1997, c. 43, a. 138 54, Ab. 1997, c. 43, a. 138 55, Ab. 1997, c. 43, a. 138 56, Ab. 1997, c. 43, a. 138 57, 1997, c. 43, a. 139 60, 1997, c. 43, a. 140 61, 1997, c. 43, a. 140 65, Ab. 1997, c. 43, a. 141 74, 1997, c. 43, a. 143 75, 1997, c. 43, a. 143 76, 1997, c. 43, a. 143 77, Ab. 1997, c. 43, a. 143 78, Ab. 1997, c. 43, a. 143 79, Ab. 1997, c. 43, a. 143 81, 1997, c. 43, a. 144 96, 1997, c. 43, a. 145</p>
c. C-8	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	<p>Remp., 1997, c. 29, a. 41</p>
c. C-9	Loi sur les cercles agricoles	<p>Ab., 1997, c. 70, a.1</p>
c. C-11	Charte de la langue française	<p>30.1, 1997, c. 24, a. 1 45, 1997, c. 24, a. 2 51, 1997, c. 24, a. 24 52.1, 1997, c. 24, a. 3 53, Ab. 1997, c. 24, a. 4 54, 1997, c. 24, a. 5 54.1, 1997, c. 24, a. 6 82, 1997, c. 43, a. 146 83, 1997, c. 24, a. 7; 1997, c. 43, a. 147 83.1, Ab. 1997, c. 43, a. 148 83.2, Ab. 1997, c. 43, a. 148 83.3, 1997, c. 43, a. 149 83.4, 1997, c. 43, a. 150</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-11	Charte de la langue française — <i>Suite</i>	
	85.1, 1997, c. 43, a. 151	
	100, 1997, c. 24, a. 8	
	101, 1997, c. 24, a. 9	
	105, Ab. 1997, c. 24, a. 10	
	106.1, 1997, c. 24, a. 11	
	112, 1997, c. 24, a. 12	
	114, 1997, c. 24, a. 13	
	116, 1997, c. 24, a. 14	
	117, Ab. 1997, c. 24, a. 14	
	118.1, Ab. 1997, c. 24, a. 15	
	118.2, Ab. 1997, c. 24, a. 15	
	118.3, Ab. 1997, c. 24, a. 15	
	118.4, Ab. 1997, c. 24, a. 15	
	118.5, Ab. 1997, c. 24, a. 15	
	132, 1997, c. 43, a. 152	
	151.1, 1997, c. 24, a. 16	
	157, 1997, c. 24, a. 17	
	158, 1997, c. 24, a. 17	
	159, 1997, c. 24, a. 17	
	160, 1997, c. 24, a. 17	
	161, 1997, c. 24, a. 17	
	162, 1997, c. 24, a. 17	
	163, 1997, c. 24, a. 17	
	164, 1997, c. 24, a. 17	
	165, 1997, c. 24, a. 17	
	166, 1997, c. 24, a. 17	
	167, 1997, c. 24, a. 17	
	168, 1997, c. 24, a. 17	
	169, 1997, c. 24, a. 17	
	170, 1997, c. 24, a. 17	
	171, 1997, c. 24, a. 17	
	172, 1997, c. 24, a. 17	
	173, 1997, c. 24, a. 17	
	174, 1997, c. 24, a. 17	
	175, 1997, c. 24, a. 17	
	176, 1997, c. 24, a. 17	
	177, 1997, c. 24, a. 17	
	178, 1997, c. 24, a. 17	
	179, 1997, c. 24, a. 17	
	190, 1997, c. 24, a. 18	
	194, Ab. 1997, c. 24, a. 19	
	197.1, 1997, c. 24, a. 20	
	205, 1997, c. 24, a. 21	
	205.1, 1997, c. 24, a. 22	
	212, 1997, c. 24, a. 23	
	Ann., 1997, c. 44, a. 98	
c. C-18.1	Loi sur le cinéma	
	85, 1997, c. 43, a. 153	
	101, 1997, c. 43, a. 154	
	110, 1997, c. 43, a. 155	
	119.1, 1997, c. 43, a. 156	
	122.5, 1997, c. 43, a. 157	
	122.7, 1997, c. 43, a. 158	
	151, 1997, c. 43, a. 160	
	153, Ab. 1997, c. 43, a. 161	
	154, 1997, c. 43, a. 162	
	155, Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	156, Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	157, Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	158, Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	159, Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	160, Ab. 1997, c. 43, a. 162	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-18.1	Loi sur le cinéma — <i>Suite</i>	
	161 , Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	162 , Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	163 , Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	164 , Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	165 , Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	166 , Ab. 1997, c. 43, a. 162	
	167 , 1997, c. 43, a. 163	
	182 , 1997, c. 43, a. 164	
c. C-19	Loi sur les cités et villes	
	29 , 1997, c. 58, a. 20	
	29.14 , 1997, c. 93, a. 46	
	29.14.1 , 1997, c. 93, a. 47	
	29.14.2 , 1997, c. 93, a. 47	
	73.2 , 1997, c. 93, a. 48	
	99 , 1997, c. 41, a. 65; 1997, c. 93, a. 49	
	348.1 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.2 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.3 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.4 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.5 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.6 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.7 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.8 , 1997, c. 51, a. 2	
	348.9 , 1997, c. 51, a. 2	
	412 , 1997, c. 58, a. 21	
	413 , 1997, c. 93, a. 50	
	413.1 , 1997, c. 93, a. 51	
	414 , 1997, c. 53, a. 1	
	415 , 1997, c. 83, a. 43	
	454.1 , 1997, c. 93, a. 52	
	454.2 , 1997, c. 93, a. 52	
	458.17.1 , 1997, c. 93, a. 53	
	458.17.2 , 1997, c. 93, a. 53	
	458.19 , 1997, c. 93, a. 54	
	458.24 , 1997, c. 93, a. 55	
	465.13 , 1997, c. 43, a. 165	
	466.2 , 1997, c. 53, a. 4; 1997, c. 91, aa. 48, 49	
	466.3 , 1997, c. 53, a. 4; 1997, c. 91, a. 50; 1997, c. 93, a. 56	
	467.3.1 , 1997, c. 43, a. 166	
	467.10.5 , 1997, c. 53, a. 5	
	468.51 , 1997, c. 53, a. 6	
	468.52 , 1997, c. 93, a. 57	
	468.52.1 , 1997, c. 93, a. 58	
	469 , 1997, c. 43, a. 167	
	471.0.2.1 , 1997, c. 93, a. 59	
	474.1 , 1997, c. 93, a. 60	
	474.8 , 1997, c. 93, a. 61	
	477.2 , 1997, c. 93, a. 62	
	513 , 1997, c. 93, a. 63	
	547.1 , 1997, c. 93, a. 64	
	569.1 , 1997, c. 93, a. 65	
	569.2 , 1997, c. 93, a. 65	
	569.3 , 1997, c. 93, a. 65	
	569.4 , 1997, c. 93, a. 65	
	569.5 , 1997, c. 93, a. 65	
	569.6 , 1997, c. 93, a. 65	
	573 , 1997, c. 53, a. 7; 1997, c. 93, a. 66	
	573.1 , 1997, c. 53, a. 8	
	573.1.0.1 , 1997, c. 53, a. 9	
	573.1.0.2 , 1997, c. 53, a. 9	
	573.1.0.3 , 1997, c. 53, a. 9	
	573.1.0.4 , 1997, c. 53, a. 9	
	573.3.1 , 1997, c. 53, a. 10	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-20	Loi visant à favoriser le civisme	1 , 1997, c. 43, a. 168 4 , 1997, c. 43, a. 169 7 , 1997, c. 43, a. 170 19 , 1997, c. 43, a. 171
c. C-24.2	Code de la sécurité routière	4 , 1997, c. 40, a. 3 5.1 , 1997, c. 40, a. 4 10.1 , 1997, c. 49, a. 4 11 , 1997, c. 49, a. 5 21 , 1997, c. 85, a. 13 31 , 1997, c. 49, a. 6 31.1 , 1997, c. 85, a. 14 209.21 , 1997, c. 80, a. 54 388 , 1997, c. 49, a. 7 422 , 1997, c. 79, a. 44 550 , 1997, c. 43, a. 172 553 , 1997, c. 43, a. 173 554 , 1997, c. 43, a. 174 557 , 1997, c. 43, a. 176 560 , 1997, c. 43, a. 177 561 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 562 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 563 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 564 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 565 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 566 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 567 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 568 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 569 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 570 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 571 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 572 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 573 , Ab. 1997, c. 43, a. 178 618 , 1997, c. 49, a. 8; 1997, c. 85, a. 15 619.4 , 1997, c. 85, a. 16
c. C-25	Code de procédure civile	4 , 1997, c. 42, a. 1 26 , 1997, c. 75, a. 34 36.2 , 1997, c. 75, a. 35 44.1 , 1997, c. 42, a. 2 45 , 1997, c. 42, a. 3 138 , 1997, c. 42, a. 4 778 , 1997, c. 75, a. 37 779 , 1997, c. 75, a. 38 780 , 1997, c. 75, a. 39 781 , 1997, c. 75, a. 40 782 , 1997, c. 43, a. 179 783 , 1997, c. 75, a. 41 813.8 , 1997, c. 42, a. 5 814.1 , 1997, c. 42, a. 6 814.3 , 1997, c. 42, a. 7 814.4 , 1997, c. 42, a. 7 814.5 , 1997, c. 42, a. 7 814.6 , 1997, c. 42, a. 7 814.7 , 1997, c. 42, a. 7 814.8 , 1997, c. 42, a. 7 814.9 , 1997, c. 42, a. 7 814.10 , 1997, c. 42, a. 7 814.11 , 1997, c. 42, a. 7 814.12 , 1997, c. 42, a. 7 814.13 , 1997, c. 42, a. 7

Référence	TITRE	Modifications
c. C-25	Code de procédure civile — <i>Suite</i>	<p> 814.14, 1997, c. 42, a. 7 815.2.1, 1997, c. 42, a. 8 815.2.2, 1997, c. 42, a. 9 815.2.3, Ab. 1997, c. 42, a. 10 815.5, 1997, c. 42, a. 11 825.10, 1997, c. 42, a. 12 827.2, 1997, c. 42, a. 13 827.3, 1997, c. 42, a. 14 827.3.1, 1997, c. 42, a. 15 827.4, 1997, c. 42, a. 16 827.5, 1997, c. 42, a. 17 961, 1997, c. 42, a. 18 </p>
c. C-25.1	Code de procédure pénale	<p> 139, 1997, c. 80, a. 55 214, 1997, c. 75, a. 42 </p>
c. C-26	Code des professions	<p> 89, 1997, c. 80, a. 56 </p>
c. C-27	Code du travail	<p> 11, 1997, c. 47, a. 64 </p>
c. C-27.1	Code municipal du Québec	<p> 7, 1997, c. 58, a. 22 10, 1997, c. 93, a. 67 14.12, 1997, c. 93, a. 68 14.12.1, 1997, c. 93, a. 69 14.12.2, 1997, c. 93, a. 69 124, 1997, c. 93, a. 70 125, 1997, c. 93, a. 71 144, 1997, c. 93, a. 72 165.1, 1997, c. 93, a. 73 203, 1997, c. 41, a. 66; 1997, c. 93, a. 74 437.1, 1997, c. 53, a. 11 437.3, 1997, c. 51, a. 3 437.4, 1997, c. 51, a. 3 437.5, 1997, c. 51, a. 3 437.6, 1997, c. 51, a. 3 437.7, 1997, c. 51, a. 3 437.8, 1997, c. 51, a. 3 437.9, 1997, c. 51, a. 3 437.10, 1997, c. 51, a. 3 524.3.1, 1997, c. 93, a. 75 528.1, 1997, c. 43, a. 180 535.5, 1997, c. 53, a. 12 544, 1997, c. 53, a. 13 552, 1997, c. 58, a. 24 557, 1997, c. 83, a. 43 557.1, 1997, c. 93, a. 76 557.2, 1997, c. 93, a. 76 563, 1997, c. 93, a. 77 563.0.1, 1997, c. 93, a. 78 620, 1997, c. 53, a. 14 621, 1997, c. 93, a. 79 621.1, 1997, c. 93, a. 80 623, 1997, c. 43, a. 181 627.2, 1997, c. 53, a. 15; 1997, c. 91, aa. 48, 49 627.3, 1997, c. 53, a. 15; 1997, c. 91, a. 50; 1997, c. 93, a. 81 650.1, 1997, c. 93, a. 82 650.2, 1997, c. 93, a. 82 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-27.1	Code municipal du Québec — <i>Suite</i>	
	652 , 1997, c. 93, a. 83 657 , 1997, c. 93, a. 84 678.0.1 , 1997, c. 93, a. 85 678.1 , 1997, c. 93, a. 86 688 , 1997, c. 93, a. 87 688.6 , Ab. 1997, c. 93, a. 88 688.10 , 1997, c. 53, a. 17; 1997, c. 91, a. 48 688.11 , 1997, c. 53, a. 17; 1997, c. 91, a. 50; 1997, c. 93, a. 89 688.12 , 1997, c. 53, a. 17 711.14 , 1997, c. 43, a. 182 935 , 1997, c. 53, a. 18; 1997, c. 93, a. 90 936 , 1997, c. 53, a. 19 936.0.1 , 1997, c. 53, a. 20 936.0.2 , 1997, c. 53, a. 20 936.0.3 , 1997, c. 53, a. 20 936.0.4 , 1997, c. 53, a. 20 938.1 , 1997, c. 53, a. 21 955 , 1997, c. 93, a. 91 975 , 1997, c. 93, a. 92 1072.1 , 1997, c. 93, a. 93 1094.1 , 1997, c. 93, a. 94 1094.2 , 1997, c. 93, a. 94 1094.3 , 1997, c. 93, a. 94 1094.4 , 1997, c. 93, a. 94 1094.5 , 1997, c. 93, a. 94 1094.6 , 1997, c. 93, a. 94 1131 , 1997, c. 53, a. 22	
c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	
	1 , Ab. 1997, c. 87, a. 2 2 , 1997, c. 87, a. 3 3 , 1997, c. 87, a. 4 4 , 1997, c. 87, a. 5 6 , 1997, c. 87, a. 6 6.0.1 , 1997, c. 87, a. 7 8 , 1997, c. 87, aa. 8, 27 8.1 , 1997, c. 87, a. 9 10 , 1997, c. 87, a. 10 12 , 1997, c. 87, aa. 11, 27 16 , 1997, c. 87, a. 27 18.0.1 , 1997, c. 87, a. 12 18.0.2 , 1997, c. 87, a. 13 19 , 1997, c. 87, a. 14 19.1 , 1997, c. 87, a. 15 20 , 1997, c. 87, a. 27 20.1 , 1997, c. 87, a. 27 20.2 , 1997, c. 87, a. 27 24 , 1997, c. 87, a. 16 24.1 , 1997, c. 87, a. 17 24.2 , 1997, c. 87, a. 18 24.4 , 1997, c. 87, a. 19 24.5 , 1997, c. 87, a. 20 26 , 1997, c. 87, a. 21 26.0.1 , 1997, c. 87, a. 22 30 , 1997, c. 87, a. 23 30.0.1 , 1997, c. 87, a. 23 30.0.2 , 1997, c. 87, a. 23 30.1 , 1997, c. 87, a. 24 30.7 , 1997, c. 87, a. 25 31 , 1997, c. 87, a. 26 32 , 1997, c. 87, a. 26 33 , 1997, c. 87, a. 26 34 , 1997, c. 87, a. 26 35 , 1997, c. 87, a. 26	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel — <i>Suite</i>	<p> 36, 1997, c. 87, a. 26 37, 1997, c. 87, a. 26 38, 1997, c. 87, a. 26 39, 1997, c. 87, a. 26 40, 1997, c. 87, a. 26 41, 1997, c. 87, a. 26 42, 1997, c. 87, a. 26 43, 1997, c. 87, a. 26 44, 1997, c. 87, a. 26 45, 1997, c. 87, a. 26 46, 1997, c. 87, a. 26 47, 1997, c. 87, a. 26 48, 1997, c. 87, a. 26 49, 1997, c. 87, a. 26 50, 1997, c. 87, a. 26 51, 1997, c. 87, a. 26 52, 1997, c. 87, a. 26 53, 1997, c. 87, a. 26 54, 1997, c. 87, a. 26 55, 1997, c. 87, a. 26 56, 1997, c. 87, a. 26 57, 1997, c. 87, a. 26 58, 1997, c. 87, a. 26 59, 1997, c. 87, a. 26 60, 1997, c. 87, a. 26 61, 1997, c. 87, a. 26 62, 1997, c. 87, a. 26 63, 1997, c. 87, a. 26 64, 1997, c. 87, a. 26 65, 1997, c. 87, a. 26 66, 1997, c. 87, a. 26 67, 1997, c. 87, a. 26 68, 1997, c. 87, a. 26 69, 1997, c. 87, a. 26 70, 1997, c. 87, a. 26 71, 1997, c. 87, a. 26 72, 1997, c. 87, a. 26 </p>
c. C-32.1	Loi sur la commercialisation des produits marins	<p>48, 1997, c. 43, a. 183</p>
c. C-34	Loi sur la Commission des affaires sociales	<p> 21, 1997, c. 57, a. 41 25.1, 1997, c. 75, a. 43 38, 1997, c. 63, a. 128 Ab., 1997, c. 43, a. 184 </p>
c. C-35	Loi sur la Commission municipale	<p> 7, 1997, c. 43, a. 185 16, 1997, c. 43, a. 186 16.1, 1997, c. 43, a. 187 22, 1997, c. 43, a. 188 23, 1997, c. 43, a. 189 63, 1997, c. 93, a. 95 87, 1997, c. 43, a. 190 </p>
c. C-37.1	Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais	<p> 36.3.2, 1997, c. 93, a. 96 82.1, 1997, c. 53, a. 23 83, 1997, c. 53, a. 24; 1997, c. 93, a. 97 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-37.1	Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais — <i>Suite</i>	<p>83.0.0.1, 1997, c. 53, a. 25 83.0.0.2, 1997, c. 53, a. 25 83.0.0.3, 1997, c. 53, a. 25 83.0.0.4, 1997, c. 53, a. 25 84.5.1, 1997, c. 53, a. 26; 1997, c. 91, aa. 48, 49 84.5.2, 1997, c. 53, a. 26; 1997, c. 91, a. 50; 1997, c. 93, a. 98 169.0.9, 1997, c. 93, a. 99 171, 1997, c. 53, a. 27 173, 1997, c. 43, a. 191 176, 1997, c. 43, a. 192 198, 1997, c. 43, a. 193</p>
c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	<p>20, 1997, c. 44, a. 99 25.1, 1997, c. 93, a. 100 118, 1997, c. 43, a. 194 120.0.1, 1997, c. 53, a. 28 120.0.3, 1997, c. 53, a. 29; 1997, c. 93, a. 101 120.0.3.0.1, 1997, c. 53, a. 30 120.0.3.0.2, 1997, c. 53, a. 30 120.0.3.0.3, 1997, c. 53, a. 30 120.0.3.0.4, 1997, c. 53, a. 30 121.5, 1997, c. 53, a. 31; 1997, c. 91, aa. 48, 49 121.6, 1997, c. 53, a. 31; 1997, c. 91, a. 50; 1997, c. 93, a. 102 133.2, 1997, c. 43, a. 195 151.2.8, 1997, c. 43, a. 196 267.1, 1997, c. 93, a. 103 306.53, 1997, c. 43, a. 197</p>
c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec	<p>39.1, 1997, c. 93, a. 104 70.8.1, 1997, c. 93, a. 105 84, 1997, c. 93, a. 106 85, 1997, c. 93, a. 107 92, 1997, c. 53, a. 32 92.0.2, 1997, c. 53, a. 33; 1997, c. 93, a. 108 92.0.2.0.1, 1997, c. 53, a. 34 92.0.2.0.2, 1997, c. 53, a. 34 92.0.2.0.3, 1997, c. 53, a. 34 92.0.2.0.4, 1997, c. 53, a. 34 96.0.1.1, 1997, c. 53, a. 35; 1997, c. 91, aa. 48, 49 96.0.1.2, 1997, c. 53, a. 35; 1997, c. 91, a. 50; 1997, c. 93, a. 109 136.10, 1997, c. 43, a. 198 187.15.1, 1997, c. 93, a. 110 218, 1997, c. 43, a. 199</p>
c. C-38	Loi sur les compagnies	<p>123.27.2, 1997, c. 43, a. 200 123.27.3, 1997, c. 43, a. 201 123.27.4, 1997, c. 43, a. 202 123.27.7, Ab. 1997, c. 43, a. 203 123.145, 1997, c. 43, a. 205 123.146, 1997, c. 43, a. 206 123.147, 1997, c. 43, a. 206 123.148, 1997, c. 43, a. 206 123.149, Ab. 1997, c. 43, a. 206 123.155, Ab. 1997, c. 43, a. 206 123.156, Ab. 1997, c. 43, a. 206 123.157, Ab. 1997, c. 43, a. 206 134, 1997, c. 35, a. 14</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-45	Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone	
	9 , 1997, c. 83, a. 31	
c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	
	21 , 1997, c. 71, a. 1	
	32 , 1997, c. 71, a. 2	
	36 , 1997, c. 71, a. 3	
	49 , 1997, c. 71, a. 4	
c. C-55	Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	
	4 , 1997, c. 23, a. 1	
	11 , 1997, c. 23, a. 2	
c. C-56.2	Loi sur le Conseil de la famille (<i>Loi sur le Conseil de la famille et de l'enfance</i>)	
	Titre , 1997, c. 58, a. 25	
	Préambule , 1997, c. 58, a. 26	
	1 , 1997, c. 58, a. 27	
	3 , 1997, c. 58, a. 28	
	4 , 1997, c. 58, a. 29	
	7 , 1997, c. 58, a. 30	
	9 , 1997, c. 58, a. 31	
	10 , 1997, c. 58, a. 32	
	12 , 1997, c. 58, a. 33	
	14 , 1997, c. 58, a. 34	
	15 , 1997, c. 58, a. 35	
	16 , 1997, c. 58, a. 36	
	18 , 1997, c. 58, a. 37	
	21 , 1997, c. 58, a. 38	
	22 , 1997, c. 58, a. 39	
	27 , 1997, c. 58, a. 40	
	28 , 1997, c. 58, a. 41	
c. C-57.01	Loi sur le Conseil des aînés	
	3 , 1997, c. 22, a. 16; 1997, c. 63, a. 128	
	13 , 1997, c. 22, a. 17	
c. C-57.2	Loi sur le Conseil des relations interculturelles	
	3 , 1997, c. 22, a. 18	
	13 , 1997, c. 22, a. 19	
c. C-59	Loi sur le Conseil du statut de la femme	
	7 , 1997, c. 63, a. 128	
c. C-59.01	Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse	
	2 , 1997, c. 22, a. 1	
	4 , 1997, c. 22, a. 2	
	7 , 1997, c. 22, a. 3	
	8 , 1997, c. 22, a. 4	
	9 , 1997, c. 22, a. 5	
	10 , 1997, c. 22, a. 6	
	11 , 1997, c. 22, a. 7	
	17 , Ab. 1997, c. 22, a. 8	
	18 , 1997, c. 22, a. 9	
	19 , 1997, c. 22, a. 10	
	20 , 1997, c. 22, a. 11	
	21 , 1997, c. 22, a. 11	
	22 , 1997, c. 22, a. 11	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-59.01	Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse — <i>Suite</i>	22.1 , 1997, c. 22, a. 11 23 , Ab. 1997, c. 22, a. 12 24 , 1997, c. 22, a. 13 24.1 , 1997, c. 22, a. 14 24.2 , 1997, c. 22, a. 14 24.3 , 1997, c. 22, a. 14 24.4 , 1997, c. 22, a. 14 24.5 , 1997, c. 22, a. 14 24.6 , 1997, c. 22, a. 14 24.7 , 1997, c. 22, a. 14 24.8 , 1997, c. 22, a. 14 24.9 , 1997, c. 22, a. 14 25 , 1997, c. 22, a. 15
c. C-60	Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation	22 , 1997, c. 47, a. 65
c. C-60.1	Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal	12.3 , 1997, c. 43, a. 207
c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	2.1 , Ab. 1997, c. 56, a. 1 4 , 1997, c. 95, a. 1 5 , 1997, c. 16, a. 26 24.1 , 1997, c. 56, a. 2 24.2 , 1997, c. 56, a. 2 47 , 1997, c. 95, a. 2 75 , 1997, c. 43, a. 208 106.1 , 1997, c. 95, a. 3 106.3 , 1997, c. 95, a. 4 106.4 , 1997, c. 95, a. 4 106.5 , 1997, c. 95, a. 4 106.6 , 1997, c. 95, a. 4 106.7 , 1997, c. 95, a. 4 106.8 , 1997, c. 95, a. 4 106.9 , 1997, c. 95, a. 4 106.10 , 1997, c. 95, a. 4 110 , 1997, c. 95, a. 5 121 , 1997, c. 95, a. 6 125 , 1997, c. 95, a. 7 128.14 , 1997, c. 43, a. 209 128.15 , 1997, c. 43, a. 210 177 , 1997, c. 43, a. 211
c. C-62	Loi sur le Conservatoire	9 , Ab. 1997, c. 83, a. 2 10 , Ab. 1997, c. 83, a. 2 11 , Ab. 1997, c. 83, a. 2 12 , 1997, c. 83, a. 3 17 , 1997, c. 83, a. 4
c. C-64.1	Loi sur la consultation populaire	App. 2 , 1997, c. 8, a. 22
c. C-67.2	Loi sur les coopératives	38.1 , 1997, c. 80, a. 57 81 , 1997, c. 17, a. 1 185 , 1997, c. 80, a. 58

Référence	TITRE	Modifications
c. C-67.2	Loi sur les coopératives — <i>Suite</i>	191 , 1997, c. 80, a. 59 226.1 , 1997, c. 17, a. 2 226.2 , 1997, c. 17, a. 2 226.3 , 1997, c. 17, a. 2 226.4 , 1997, c. 17, a. 2 226.5 , 1997, c. 17, a. 2 226.6 , 1997, c. 17, a. 2 226.7 , 1997, c. 17, a. 2 226.8 , 1997, c. 17, a. 2 226.9 , 1997, c. 17, a. 2 226.10 , 1997, c. 17, a. 2 226.11 , 1997, c. 17, a. 2 226.12 , 1997, c. 17, a. 2 226.13 , 1997, c. 17, a. 2 226.14 , 1997, c. 17, a. 2
c. C-69	Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains	1 , 1997, c. 25, a. 17
c. C-70	Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport	40 , 1997, c. 53, a. 36; 1997, c. 93, a. 111 41.0.1 , 1997, c. 53, a. 37 41.0.2 , 1997, c. 53, a. 37 41.0.3 , 1997, c. 53, a. 37 41.0.4 , 1997, c. 53, a. 37
c. C-72.01	Loi sur les cours municipales	49 , 1997, c. 84, a. 7 50 , 1997, c. 84, a. 8
c. C-72.1	Loi sur les courses	49 , 1997, c. 43, a. 212 50 , 1997, c. 43, a. 213 51 , 1997, c. 43, a. 214 68 , 1997, c. 43, a. 215 99 , 1997, c. 80, a. 60 100 , 1997, c. 80, a. 61
c. C-73.1	Loi sur le courtage immobilier	136 , 1997, c. 43, a. 216 148 , 1997, c. 43, a. 217 149 , 1997, c. 43, a. 218 152 , 1997, c. 43, a. 219
c. C-81	Loi sur le curateur public	8 , 1997, c. 80, a. 1 12 , 1997, c. 80, a. 2 13 , 1997, c. 80, a. 3 14 , 1997, c. 75, a. 44; 1997, c. 80, a. 4 18 , 1997, c. 80, a. 5 20 , 1997, c. 80, a. 6 24 , 1997, c. 80, a. 8 24.1 , 1997, c. 80, a. 9 24.2 , 1997, c. 80, a. 9 24.3 , 1997, c. 80, a. 9 25 , Ab. 1997, c. 80, a. 10 26 , 1997, c. 80, a. 11 26.1 , 1997, c. 80, a. 11 26.2 , 1997, c. 80, a. 11

Référence	TITRE	Modifications
c. C-81	Loi sur le curateur public — <i>Suite</i>	
	26.3, 1997, c. 80, a. 11	
	26.4, 1997, c. 80, a. 11	
	26.5, 1997, c. 80, a. 11	
	26.6, 1997, c. 80, a. 11	
	26.7, 1997, c. 80, a. 11	
	26.8, 1997, c. 80, a. 11	
	26.9, 1997, c. 80, a. 11	
	27, 1997, c. 80, a. 13	
	27.1, 1997, c. 80, a. 14	
	28, 1997, c. 80, a. 15	
	28.1, 1997, c. 80, a. 16	
	28.2, 1997, c. 80, a. 17	
	29, 1997, c. 80, a. 18	
	30, 1997, c. 80, a. 19	
	31, 1997, c. 80, a. 20	
	32, 1997, c. 80, a. 21	
	37, 1997, c. 80, a. 22	
	40, 1997, c. 80, a. 23	
	41, 1997, c. 80, a. 24	
	41.1, 1997, c. 80, a. 25	
	42, 1997, c. 80, a. 26	
	42.1, 1997, c. 80, a. 27	
	46, 1997, c. 80, a. 28	
	54, 1997, c. 80, a. 29	
	55, 1997, c. 80, a. 30	
	58, 1997, c. 80, a. 31	
	58.1, 1997, c. 80, a. 31	
	59, 1997, c. 80, a. 32	
	59.1, 1997, c. 80, a. 32	
	60, Ab. 1997, c. 80, a. 33	
	61, 1997, c. 80, a. 34	
	62, Ab. 1997, c. 80, a. 35	
	64, 1997, c. 80, a. 36	
	67, 1997, c. 80, a. 37	
	67.1, 1997, c. 80, a. 38	
	67.2, 1997, c. 80, a. 38	
	67.3, 1997, c. 80, a. 38	
	67.4, 1997, c. 80, a. 38	
	68, 1997, c. 80, a. 39	
	69, 1997, c. 80, a. 40	
	69.1, 1997, c. 80, a. 41	
	75.1, 1997, c. 80, a. 42	
	76, 1997, c. 80, a. 43	
	204, 1997, c. 80, a. 44	
	205, Ab. 1997, c. 80, a. 45	
	206, Ab. 1997, c. 80, a. 45	
c. D-2	Loi sur les décrets de convention collective	
	12.1, 1997, c. 20, a. 13	
	22, 1997, c. 80, a. 62	
	46, 1997, c. 63, a. 128	
c. D-5	Loi sur les dépôts et consignations	
	27, 1997, c. 80, a. 63	
	27.1, 1997, c. 80, a. 64	
c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux	
	13, Ab. 1997, c. 53, a. 38	
	22.1, 1997, c. 53, a. 39	
	22.2, 1997, c. 53, a. 39	

Référence	TITRE	Modifications
c. D-7.1	Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre	<p>4, 1997, c. 63, a. 69 5, 1997, c. 63, a. 70 6, 1997, c. 63, a. 71 7, 1997, c. 96, a. 166 8, 1997, c. 20, a. 1; 1997, c. 63, a. 72 10, 1997, c. 63, a. 73 11, 1997, c. 20, a. 2 12, 1997, c. 63, a. 74 17, 1997, c. 63, a. 75 18, 1997, c. 63, a. 76 20, 1997, c. 20, a. 3; 1997, c. 63, a. 77 21, 1997, c. 20, a. 4; 1997, c. 63, a. 78 21.1, 1997, c. 20, a. 5 22, 1997, c. 20, a. 6; 1997, c. 63, a. 79 22.1, 1997, c. 20, a. 7; Ab. 1997, c. 63, a. 80 23, 1997, c. 63, a. 81 23.1, 1997, c. 20, a. 8 23.2, 1997, c. 20, a. 8; Ab. 1997, c. 63, a. 83 24, 1997, c. 63, a. 84 25, Ab. 1997, c. 63, a. 85 27, 1997, c. 63, a. 86 28, 1997, c. 20, a. 9; 1997, c. 63, a. 87 29, 1997, c. 63, a. 88 30, 1997, c. 63, a. 89 31, 1997, c. 63, a. 90 32, 1997, c. 63, a. 91 33, 1997, c. 63, a. 92 34, 1997, c. 63, a. 93 35, 1997, c. 63, a. 94 36, 1997, c. 63, a. 95 39, Ab. 1997, c. 63, a. 96 40, 1997, c. 20, a. 10 41, 1997, c. 63, a. 97 43, 1997, c. 63, a. 98 44.1, 1997, c. 20, a. 11; 1997, c. 63, a. 99 44.2, 1997, c. 20, a. 11; 1997, c. 63, a. 100 44.3, 1997, c. 20, a. 11; 1997, c. 63, a. 101 44.4, 1997, c. 20, a. 11; 1997, c. 63, a. 102 44.5, 1997, c. 20, a. 11; 1997, c. 63, a. 103 44.6, 1997, c. 20, a. 11; 1997, c. 63, a. 104 64.2, 1997, c. 74, a. 1 66, 1997, c. 20, a. 12; 1997, c. 63, a. 105 67, 1997, c. 63, a. 106 Ann., 1997, c. 85, a. 17</p>
c. D-8	Loi sur le développement de la région de la Baie James	<p>42, 1997, c. 83, a. 44</p>
c. D-8.1	Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre	<p>23, 1997, c. 43, a. 220 24, 1997, c. 43, a. 221 26, 1997, c. 43, a. 223 27, Ab. 1997, c. 43, a. 224 28, Ab. 1997, c. 43, a. 224 29, Ab. 1997, c. 43, a. 224 30, Ab. 1997, c. 43, a. 224</p>
c. D-9	Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux	<p>2, 1997, c. 3, a. 1 Ab., 1997, c. 14, a. 1</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. D-10	Loi sur la distribution du gaz	
	11 , 1997, c. 43, a. 225	
c. D-11	Loi sur la division territoriale	
	11 , 1997, c. 67, a. 1	
c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines	
	1 , 1997, c. 85, a. 18	
	8 , 1997, c. 85, a. 19	
	8.0.1 , 1997, c. 85, a. 20	
	8.6 , 1997, c. 85, a. 21	
	19 , 1997, c. 85, a. 22	
	19.3 , 1997, c. 85, a. 23	
	21 , 1997, c. 85, a. 24	
	26.0.1 , 1997, c. 85, a. 25	
	26.0.2 , 1997, c. 85, a. 25	
	26.0.3 , 1997, c. 85, a. 25	
	35.3 , 1997, c. 85, a. 26	
	35.4 , 1997, c. 85, a. 27	
	70 , 1997, c. 85, a. 28	
c. D-15.1	Loi concernant les droits sur les mutations immobilières	
	20 , 1997, c. 93, a. 112	
c. D-17	Loi concernant les droits sur les transferts de terrains	
	1 , 1997, c. 3, a. 2	
	1.2 , 1997, c. 3, a. 3	
	2 , 1997, c. 3, a. 6	
	24 , 1997, c. 3, a. 6	
	25 , 1997, c. 3, a. 6	
	26 , 1997, c. 3, a. 6	
	29 , 1997, c. 3, a. 6	
	40 , 1997, c. 3, a. 4	
	41 , 1997, c. 3, a. 6	
	42 , 1997, c. 3, a. 6; 1997, c. 14, a. 2	
	43 , 1997, c. 3, a. 6	
	44 , 1997, c. 3, a. 6	
	45 , 1997, c. 3, a. 6	
	48 , 1997, c. 3, a. 5	
	49.1 , 1997, c. 14, a. 3	
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	
	5 , 1997, c. 34, a. 1	
	7 , 1997, c. 34, a. 2	
	10 , 1997, c. 34, a. 3	
	14 , 1997, c. 34, a. 4	
	16 , 1997, c. 34, a. 5	
	19 , 1997, c. 34, a. 6	
	22 , 1997, c. 34, a. 7	
	26 , 1997, c. 34, a. 8	
	28 , Ab. 1997, c. 34, a. 9	
	29 , Ab. 1997, c. 34, a. 9	
	30 , 1997, c. 34, a. 10	
	31 , 1997, c. 34, a. 11	
	33 , 1997, c. 34, a. 12	
	41 , 1997, c. 34, a. 13	
	52 , 1997, c. 34, a. 14	
	55 , 1997, c. 34, a. 15	
	56 , 1997, c. 34, a. 16	
	62 , 1997, c. 43, a. 226	

Référence	TITRE	Modifications
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités — <i>Suite</i>	
	66, 1997, c. 34, a. 17	
	68, 1997, c. 34, a. 18	
	72, 1997, c. 34, a. 46	
	78, 1997, c. 34, a. 19	
	87, 1997, c. 34, a. 46	
	100.1, 1997, c. 8, a. 23; 1997, c. 34, a. 20	
	110, 1997, c. 34, a. 21	
	111, 1997, c. 34, a. 21	
	112, 1997, c. 34, a. 21	
	113, 1997, c. 34, a. 21	
	114, 1997, c. 34, a. 21	
	115, 1997, c. 34, a. 21	
	116, 1997, c. 34, a. 21	
	117, 1997, c. 34, a. 21	
	118, 1997, c. 34, a. 21	
	119, 1997, c. 34, a. 21	
	120, 1997, c. 34, a. 21	
	121, 1997, c. 34, a. 21	
	122, 1997, c. 34, a. 21	
	123, 1997, c. 34, a. 21	
	124, 1997, c. 34, a. 21	
	125, 1997, c. 34, a. 21	
	126, 1997, c. 34, a. 21	
	127, 1997, c. 34, a. 21	
	128, 1997, c. 34, a. 21	
	129, 1997, c. 34, a. 21	
	130, 1997, c. 34, a. 21	
	131, 1997, c. 34, a. 21	
	132, 1997, c. 34, a. 21	
	133, 1997, c. 34, a. 21	
	134, 1997, c. 34, a. 21	
	135, 1997, c. 34, a. 21	
	136, 1997, c. 34, a. 21	
	137, 1997, c. 34, a. 21	
	138, 1997, c. 34, a. 21	
	139, 1997, c. 34, a. 21	
	140, 1997, c. 34, a. 21	
	141, 1997, c. 34, a. 21	
	142, Ab. 1997, c. 34, a. 21	
	142.1, Ab. 1997, c. 34, a. 21	
	143, Ab. 1997, c. 34, a. 21	
	146, 1997, c. 34, a. 22	
	160, 1997, c. 34, a. 23	
	181, 1997, c. 34, a. 24	
	212, 1997, c. 34, a. 46	
	219, 1997, c. 34, a. 25	
	247, 1997, c. 34, a. 26	
	318, 1997, c. 34, a. 27	
	340, 1997, c. 34, a. 28	
	343, 1997, c. 34, a. 29	
	344, 1997, c. 34, a. 30	
	359, 1997, c. 34, a. 46	
	408, 1997, c. 34, a. 46	
	413, 1997, c. 34, a. 46	
	440, 1997, c. 34, a. 46	
	523, 1997, c. 34, a. 31	
	526, 1997, c. 34, a. 32	
	527, 1997, c. 34, a. 33	
	528, 1997, c. 34, a. 34	
	529, 1997, c. 34, a. 35	
	538, 1997, c. 34, a. 46	
	539, 1997, c. 34, a. 36	
	546.1, 1997, c. 34, a. 37	
	563, 1997, c. 34, a. 38	
	565, 1997, c. 34, a. 39	

Référence	TITRE	Modifications
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités — <i>Suite</i>	<p> 572, 1997, c. 34, a. 40 580, 1997, c. 34, a. 41 586, 1997, c. 34, a. 42 608, 1997, c. 34, a. 46 614, 1997, c. 34, a. 46 631, 1997, c. 34, a. 43 659, 1997, c. 34, a. 44 659.2, 1997, c. 93, a. 113 659.3, 1997, c. 93, a. 114 888, 1997, c. 34, a. 45 </p>
c. E-2.3	Loi sur les élections scolaires	<p> 1, 1997, c. 47, a. 53 1.1, 1997, c. 47, a. 54 8, Ab. 1997, c. 47, a. 55 15, 1997, c. 47, a. 56 16, Ab. 1997, c. 47, a. 57 17, 1997, c. 47, a. 58 18, 1997, c. 47, a. 59 21, 1997, c. 47, a. 60 38, 1997, c. 47, a. 61 39.1, 1997, c. 47, a. 62 40, 1997, c. 47, a. 63 </p>
c. E-3.3	Loi électorale	<p> 1, 1997, c. 8, a. 1 16, 1997, c. 8, a. 2 40.3.1, 1997, c. 8, a. 4 40.4, 1997, c. 8, a. 5 40.6.1, 1997, c. 8, a. 6 40.6.2, 1997, c. 8, a. 6 40.7, 1997, c. 8, a. 7 40.7.1, 1997, c. 8, a. 8 40.10.1, 1997, c. 8, a. 9 40.10.2, 1997, c. 8, a. 9 145, 1997, c. 8, a. 10 146, 1997, c. 8, a. 11 194, 1997, c. 8, a. 12 198.1, 1997, c. 8, a. 13 198.2, 1997, c. 8, a. 13 200, 1997, c. 8, a. 14 209, 1997, c. 8, a. 15 218, 1997, c. 8, a. 16 235, 1997, c. 8, a. 17 551, 1997, c. 8, a. 18 551.1.1, 1997, c. 8, a. 19 551.4, 1997, c. 8, a. 20 </p>
c. E-9.1	Loi sur l'enseignement privé	<p> 1, 1997, c. 96, a. 167 23, 1997, c. 96, a. 168 25, 1997, c. 96, a. 169 30, 1997, c. 96, a. 170 31, 1997, c. 96, a. 171 35, 1997, c. 96, a. 172 40, 1997, c. 96, a. 173 40.1, 1997, c. 96, a. 174 41, 1997, c. 96, a. 175 49, 1997, c. 96, a. 176 50, 1997, c. 96, a. 177 62, 1997, c. 96, a. 178 62.1, 1997, c. 58, a. 42; 1997, c. 96, a. 179 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. E-9.1	Loi sur l'enseignement privé — <i>Suite</i>	<p> 84.1, 1997, c. 87, a. 29 90, 1997, c. 87, a. 30 91, 1997, c. 96, a. 180 92, 1997, c. 96, a. 181 93, 1997, c. 87, a. 31 111, 1997, c. 58, a. 43; 1997, c. 87, a. 32 112, 1997, c. 87, a. 33 121, 1997, c. 43, a. 227 121.1, 1997, c. 43, a. 228 124, 1997, c. 43, a. 229 127, 1997, c. 96, a. 182 174, 1997, c. 96, a. 183 </p>
c. E-12.01	Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	<p> 24, 1997, c. 43, a. 230 25, 1997, c. 43, a. 231 34, 1997, c. 11, a. 1 34.1, 1997, c. 11, a. 2 35, 1997, c. 11, a. 3 36, 1997, c. 80, a. 65 38.1, 1997, c. 11, a. 4 39, 1997, c. 11, a. 5; 1997, c. 80, a. 66 </p>
c. E-15.1	Loi sur les établissements touristiques	<p> 12, 1997, c. 43, a. 232 15, 1997, c. 43, a. 234 16, Ab. 1997, c. 43, a. 235 17, Ab. 1997, c. 43, a. 235 18, Ab. 1997, c. 43, a. 235 19, Ab. 1997, c. 43, a. 235 20, Ab. 1997, c. 43, a. 235 21, Ab. 1997, c. 43, a. 235 27, 1997, c. 43, a. 236 </p>
c. E-17	Loi sur les évêques catholiques romains	<p> 1, 1997, c. 25, a. 18 </p>
c. E-18	Loi sur l'exécutif	<p> 4, 1997, c. 58, a. 44; 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 91, a. 51 </p>
c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	<p> 1, 1997, c. 43, a. 237 7, 1997, c. 63, a. 128 20, 1997, c. 43, a. 238 30, 1997, c. 43, a. 239 30.1, Ab. 1997, c. 49, a. 9 42, 1997, c. 43, a. 240 43, 1997, c. 43, a. 241 44, 1997, c. 43, a. 242 48, 1997, c. 43, a. 243 58, 1997, c. 43, a. 244 59, 1997, c. 43, a. 245 68, Ab. 1997, c. 83, a. 32 72, 1997, c. 83, a. 33 </p>
c. E-22	Loi sur les explosifs	<p> 11.1, 1997, c. 51, a. 4 12, 1997, c. 51, a. 5 13, 1997, c. 51, a. 5; 1997, c. 69, a. 1 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. E-22	Loi sur les explosifs — <i>Suite</i>	
	13.1 , 1997, c. 51, a. 5; 1997, c. 69, a. 2	
	13.2 , 1997, c. 51, a. 5	
	14 , 1997, c. 51, a. 6	
	15 , 1997, c. 43, a. 246; 1997, c. 51, a. 7	
	15.1 , 1997, c. 69, a. 3	
	16 , 1997, c. 51, a. 8	
	20 , 1997, c. 51, a. 9	
	21 , 1997, c. 69, a. 4	
	22 , 1997, c. 51, a. 10	
c. E-24	Loi sur l'expropriation	
	1 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.1 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.2 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.3 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.4 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.5 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.6 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.7 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.8 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.9 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.10 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	1.11 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	2 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	3 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	4 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	5 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	6 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	7 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	8 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	9 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	10 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	11 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	12 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	13 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	14 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	15 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	16 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	17 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	18 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	19 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	20 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	21 , Ab. 1997, c. 43, a. 247	
	39 , 1997, c. 43, a. 248	
	40 , 1997, c. 43, a. 249	
	40.1 , 1997, c. 43, a. 249	
	41 , 1997, c. 43, a. 249	
	42.1 , 1997, c. 43, a. 249	
	43 , 1997, c. 43, a. 249	
	44 , 1997, c. 43, a. 249	
	45 , 1997, c. 43, a. 249	
	47 , Ab. 1997, c. 43, a. 250	
	48 , 1997, c. 43, a. 251	
	52 , Ab. 1997, c. 43, a. 252	
	52.1 , 1997, c. 43, a. 249	
	53 , 1997, c. 43, a. 249	
	53.5.1 , 1997, c. 43, a. 249	
	53.13 , 1997, c. 43, a. 249	
	55 , 1997, c. 43, a. 249	
	60 , 1997, c. 43, a. 249	
	60.1 , 1997, c. 43, a. 249	
	60.2 , 1997, c. 43, a. 249	
	61 , 1997, c. 43, a. 249	
	62 , 1997, c. 43, a. 249	

Référence	TITRE	Modifications
c. E-24	Loi sur l'expropriation — <i>Suite</i>	
	63 , 1997, c. 43, a. 249	
	65 , 1997, c. 43, a. 249	
	68 , 1997, c. 43, a. 253	
	85 , 1997, c. 43, a. 249	
	86 , 1997, c. 43, a. 249	
	87 , 1997, c. 43, a. 254	
	89 , 1997, c. 43, a. 249	
	89.1 , 1997, c. 43, a. 255	
	89.2 , 1997, c. 43, a. 255	
	90 , 1997, c. 43, a. 256	
c. F-1	Loi sur les fabriques	
	1 , 1997, c. 25, aa. 1, 15	
	4 , 1997, c. 25, a. 2	
	5 , 1997, c. 25, a. 3	
	10 , 1997, c. 25, a. 15	
	11 , 1997, c. 25, a. 15	
	15 , 1997, c. 25, a. 16	
	16 , 1997, c. 25, a. 16	
	17 , 1997, c. 25, aa. 4, 16	
	18 , 1997, c. 25, a. 5	
	19 , 1997, c. 25, a. 6	
	21 , 1997, c. 25, a. 7	
	21.1 , 1997, c. 25, a. 15	
	22 , 1997, c. 25, a. 15	
	25 , 1997, c. 25, aa. 8, 16	
	30 , 1997, c. 25, a. 16	
	41 , 1997, c. 25, a. 16	
	42 , 1997, c. 25, a. 9	
	43 , 1997, c. 25, a. 10	
	44 , 1997, c. 25, a. 11	
	45 , 1997, c. 25, a. 12	
	51 , 1997, c. 25, a. 13	
	52 , 1997, c. 25, a. 14	
	Ann. , 1997, c. 25, aa. 15, 16	
c. F-1.1	Loi sur la fête nationale	
	4 , 1997, c. 85, a. 29	
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	
	1 , 1997, c. 43, a. 257	
	25 , 1997, c. 43, a. 258	
	40 , 1997, c. 93, a. 115	
	59 , Ab. 1997, c. 96, a. 184	
	66 , 1997, c. 93, a. 116	
	67 , 1997, c. 92, a. 20	
	68 , 1997, c. 14, a. 4	
	76 , 1997, c. 43, a. 259	
	79 , 1997, c. 43, a. 260; 1997, c. 93, a. 117	
	80.1 , 1997, c. 43, a. 261; 1997, c. 93, a. 118	
	84 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	85 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	87 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	88 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	89 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	90 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	91 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	94 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	95 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	96 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	97 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	100 , Ab. 1997, c. 43, a. 262	

Référence	TITRE	Modifications
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale — <i>Suite</i>	
	101, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	103, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	104, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	105, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	106, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	107, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	108, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	109, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	110, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	111, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	112, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	113, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	114, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	115, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	116, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	117, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	118, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	119, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	120, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	121, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	122, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	123, Ab. 1997, c. 43, a. 262	
	138.4, 1997, c. 43, a. 264	
	138.5, 1997, c. 43, a. 266	
	138.6, Ab. 1997, c. 43, a. 267	
	138.7, Ab. 1997, c. 43, a. 267	
	138.8, Ab. 1997, c. 43, a. 267	
	138.9, 1997, c. 43, a. 268	
	138.10, 1997, c. 43, a. 269	
	139, Ab. 1997, c. 43, a. 270	
	140, 1997, c. 43, a. 271	
	141, 1997, c. 43, a. 272	
	142, 1997, c. 43, a. 273	
	142.1, 1997, c. 43, a. 274	
	143, 1997, c. 43, a. 275	
	144, 1997, c. 43, a. 276	
	147, 1997, c. 43, a. 277	
	147.1, 1997, c. 43, a. 278	
	148, 1997, c. 43, a. 279	
	148.1, 1997, c. 43, a. 279	
	148.2, 1997, c. 43, a. 279	
	148.3, 1997, c. 43, a. 279	
	149, 1997, c. 43, a. 280	
	156, 1997, c. 43, a. 281	
	157, 1997, c. 43, a. 282	
	158, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	160, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	160.1, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	161, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	162, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	163, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	164, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	165, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	166, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	167, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	168, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	169, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	170, Ab. 1997, c. 43, a. 283	
	173, 1997, c. 43, a. 284	
	174, 1997, c. 43, a. 285; 1997, c. 96, a. 185	
	174.2, 1997, c. 43, a. 286; 1997, c. 93, a. 119	
	177, 1997, c. 93, a. 120; 1997, c. 96, a. 186	
	182, 1997, c. 43, a. 287	
	183, 1997, c. 43, a. 288	

Référence	TITRE	Modifications
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale — <i>Suite</i>	<p> 204, 1997, c. 44, a. 100; 1997, c. 58, a. 45 220.3, 1997, c. 3, a. 7; 1997, c. 31, a. 1 220.10, 1997, c. 85, a. 30 228, 1997, c. 14, a. 5 236, 1997, c. 44, a. 101; 1997, c. 58, a. 46; 1997, c. 93, a. 121 248, 1997, c. 43, a. 289 249, 1997, c. 43, a. 290 252.1, 1997, c. 43, a. 291 262, 1997, c. 43, a. 292 263, 1997, c. 43, a. 293 263.2, 1997, c. 43, a. 294; 1997, c. 93, a. 122 495.1, 1997, c. 93, a. 123 </p>
c. F-3.2.1	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	<p> 7, 1997, c. 62, a. 1 10, 1997, c. 14, a. 6 10.1, 1997, c. 14, a. 7 11, 1997, c. 14, a. 8 13, 1997, c. 62, a. 2 14.1, 1997, c. 62, a. 3 15, 1997, c. 62, a. 4 </p>
c. F-4.1	Loi sur les forêts	<p> 6.1, 1997, c. 33, a. 1 17.3, 1997, c. 43, a. 295 46.1, 1997, c. 33, a. 2 46.2, 1997, c. 33, a. 3 71, 1997, c. 33, a. 4 73, Ab. 1997, c. 33, a. 5 73.1, 1997, c. 33, a. 6 73.3, 1997, c. 33, a. 7 73.3.1, 1997, c. 33, a. 8 73.3.2, 1997, c. 33, a. 8 73.3.3, 1997, c. 33, a. 8 73.3.4, 1997, c. 33, a. 8 92.0.1, 1997, c. 33, a. 9 97, 1997, c. 33, a. 10 104, 1997, c. 93, a. 124 106, 1997, c. 93, a. 125 169.1, 1997, c. 33, a. 11 169.2, 1997, c. 33, a. 11 170, 1997, c. 43, a. 296 170.1, 1997, c. 33, a. 12 170.4, 1997, c. 33, a. 13 170.5.1, 1997, c. 33, a. 14 170.5.2, 1997, c. 33, a. 14 170.7, 1997, c. 33, a. 15 172, 1997, c. 33, a. 16 196, 1997, c. 80, a. 67 </p>
c. F-5	Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre	<p> 1, 1997, c. 63, a. 107 45, 1997, c. 63, a. 108 53, 1997, c. 63, a. 109 </p>
c. G-1.1	Loi sur les grains	<p> 27, 1997, c. 43, a. 297 28, 1997, c. 43, a. 298 29, 1997, c. 43, a. 299 40, 1997, c. 43, a. 300 49.1, 1997, c. 43, a. 301 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. H-5	Loi sur Hydro-Québec	
	39.8 , 1997, c. 83, a. 44	
	48.1 , 1997, c. 83, a. 44	
c. I-0.2	Loi sur l'immigration au Québec	
	17 , 1997, c. 43, a. 302	
	18 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	19 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	20 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	21 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	22 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	23 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	24 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	25 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	26 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	27 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	28 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	29 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	30 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	31 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	32 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	33 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	34 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	35 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	36 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	37 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	38 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
	39 , Ab. 1997, c. 43, a. 302	
c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac	
	2 , 1997, c. 3, a. 8	
	2.0.1 , 1997, c. 3, a. 9	
	4 , 1997, c. 3, a. 12	
	6.1 , 1997, c. 3, a. 12	
	6.6 , 1997, c. 3, a. 10	
	8 , 1997, c. 85, a. 31	
	17.2 , 1997, c. 14, a. 9	
	17.7 , 1997, c. 3, a. 12	
	17.8 , 1997, c. 3, a. 12	
	17.9 , 1997, c. 3, a. 11	
c. I-3	Loi sur les impôts	
	1 , 1997, c. 3, a. 13; 1997, c. 14, a. 10; 1997, c. 31, a. 2; 1997, c. 85, a. 32	
	1.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	1.7 , 1997, c. 3, a. 14	
	2 , 1997, c. 85, a. 33	
	4 , 1997, c. 14, a. 11	
	5.1 , 1997, c. 3, a. 15	
	5.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	6.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	6.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	7 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 3	
	7.0.1 , 1997, c. 31, a. 4	
	7.0.2 , 1997, c. 31, a. 4	
	7.0.3 , 1997, c. 31, a. 4	
	7.0.4 , 1997, c. 31, a. 4	
	7.0.5 , 1997, c. 31, a. 4	
	7.0.6 , 1997, c. 31, a. 4	
	7.8 , 1997, c. 3, a. 71	
	7.11.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	7.16 , 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	7.18, 1997, c. 14, a. 12	
	7.19, 1997, c. 31, a. 5	
	11, 1997, c. 3, a. 71	
	11.1, 1997, c. 3, a. 71	
	11.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	11.3, 1997, c. 3, a. 71	
	12, 1997, c. 3, a. 71	
	14, 1997, c. 3, a. 71	
	16, 1997, c. 3, a. 71	
	16.1, 1997, c. 3, a. 71	
	19, 1997, c. 3, a. 71	
	20, 1997, c. 3, a. 71	
	21.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.2, 1997, c. 3, a. 71	
	21.3, 1997, c. 3, a. 71	
	21.4, 1997, c. 3, a. 71	
	21.4.2, 1997, c. 3, a. 71	
	21.4.3, 1997, c. 3, a. 71	
	21.5, 1997, c. 3, a. 71	
	21.5.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.5.2, 1997, c. 3, a. 71	
	21.5.3, 1997, c. 3, a. 71	
	21.5.4, 1997, c. 3, a. 71	
	21.5.5, 1997, c. 3, a. 71	
	21.6, 1997, c. 3, a. 71	
	21.6.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.7.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.9.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.9.2, 1997, c. 3, a. 71	
	21.9.3, 1997, c. 3, a. 71	
	21.9.4, 1997, c. 3, a. 71	
	21.9.4.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.10, 1997, c. 3, a. 71	
	21.10.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.11.11, 1997, c. 3, a. 71	
	21.11.12, 1997, c. 3, a. 71	
	21.11.13, 1997, c. 3, a. 71	
	21.11.14, 1997, c. 3, a. 71	
	21.11.16, 1997, c. 3, a. 71	
	21.11.20, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 13	
	21.12, 1997, c. 3, a. 71	
	21.15, 1997, c. 3, a. 71	
	21.17, 1997, c. 3, a. 71	
	21.18, 1997, c. 3, a. 71	
	21.19, 1997, c. 3, a. 17	
	21.20, 1997, c. 3, a. 71	
	21.20.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.20.2, 1997, c. 3, a. 71	
	21.20.3, 1997, c. 3, a. 71	
	21.20.4, 1997, c. 3, a. 71	
	21.20.5, 1997, c. 3, a. 71	
	21.20.6, 1997, c. 3, a. 71	
	21.21, 1997, c. 3, a. 17; 1997, c. 14, a. 14	
	21.21.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.22, 1997, c. 3, a. 71	
	21.23, 1997, c. 3, a. 71	
	21.24, 1997, c. 3, a. 71	
	21.25, 1997, c. 3, a. 71	
	21.28, 1997, c. 3, a. 71	
	21.32, 1997, c. 3, a. 71	
	21.33.1, 1997, c. 3, a. 71	
	21.35.1, 1997, c. 14, a. 15	
	21.38, 1997, c. 14, a. 16	
	21.39, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. 1-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	22, 1997, c. 3, a. 71	
	25, 1997, c. 14, a. 17; 1997, c. 85, a. 34	
	26.1, 1997, c. 3, a. 71	
	27, 1997, c. 3, a. 71	
	29, 1997, c. 85, a. 35	
	30, Ab. 1997, c. 31, a. 6	
	31, 1997, c. 85, a. 36	
	36.1, Ab. 1997, c. 85, a. 37	
	38, 1997, c. 31, a. 7	
	39, 1997, c. 85, a. 38	
	39.1, 1997, c. 85, a. 39	
	39.2, 1997, c. 14, a. 18	
	39.3, 1997, c. 14, a. 18	
	39.4, 1997, c. 14, a. 18; 1997, c. 85, a. 40	
	39.5, 1997, c. 14, a. 18; 1997, c. 85, a. 40	
	40, 1997, c. 85, a. 41	
	41.2, Ab. 1997, c. 31, a. 8	
	41.2.1, 1997, c. 14, a. 19; Ab. 1997, c. 31, a. 8	
	41.3, 1997, c. 31, a. 9	
	42.0.1, 1997, c. 85, a. 42	
	42.1, Ab. 1997, c. 85, a. 43	
	42.2, Ab. 1997, c. 85, a. 43	
	42.3, Ab. 1997, c. 85, a. 43	
	42.4, Ab. 1997, c. 85, a. 43	
	42.5, Ab. 1997, c. 85, a. 43	
	42.6, 1997, c. 85, a. 44	
	42.7, 1997, c. 85, a. 44	
	42.8, 1997, c. 85, a. 44	
	42.9, 1997, c. 85, a. 44	
	42.10, 1997, c. 85, a. 44	
	42.11, 1997, c. 85, a. 44	
	42.12, 1997, c. 85, a. 44	
	42.13, 1997, c. 85, a. 44	
	42.14, 1997, c. 85, a. 44	
	42.15, 1997, c. 85, a. 44	
	47.13, 1997, c. 14, a. 20	
	47.16, 1997, c. 3, a. 71	
	48, 1997, c. 3, a. 71	
	49, 1997, c. 3, a. 71	
	49.2, 1997, c. 3, a. 18	
	49.4, 1997, c. 3, a. 71	
	49.5, 1997, c. 3, a. 71	
	51, 1997, c. 3, a. 71	
	55, 1997, c. 3, a. 71	
	58, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 21	
	58.3, 1997, c. 14, a. 22	
	59.1, 1997, c. 14, a. 23	
	62, 1997, c. 85, a. 46	
	63, 1997, c. 85, a. 47	
	68, Ab. 1997, c. 14, a. 24	
	69, Ab. 1997, c. 14, a. 24	
	70.2, 1997, c. 14, a. 25	
	75, 1997, c. 14, a. 290	
	75.1, 1997, c. 14, a. 26	
	77.1, 1997, c. 3, a. 71	
	78.5, 1997, c. 14, a. 27	
	78.7, 1997, c. 85, a. 48	
	83.1, 1997, c. 3, a. 71	
	85.3, 1997, c. 14, a. 28	
	86, 1997, c. 31, a. 10	
	87, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 29; 1997, c. 31, a. 11; 1997, c. 85, a. 49	
	87.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 30	
	87.3, 1997, c. 3, a. 71	
	87.4, 1997, c. 31, a. 12	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	90, 1997, c. 3, a. 71	
	92, 1997, c. 3, a. 71	
	93.4, 1997, c. 3, a. 71	
	93.5, 1997, c. 3, a. 71	
	93.6, 1997, c. 14, a. 31	
	93.7, 1997, c. 3, a. 71	
	93.10, 1997, c. 3, a. 71	
	93.11, 1997, c. 3, a. 71	
	97.4, 1997, c. 3, a. 71	
	97.5, 1997, c. 14, a. 32	
	98, 1997, c. 14, a. 33	
	99, 1997, c. 3, a. 71	
	101.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 13	
	101.4, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 34	
	101.5, 1997, c. 3, a. 71	
	101.6, 1997, c. 31, a. 14	
	104.1, 1997, c. 3, a. 71	
	104.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	105, 1997, c. 3, a. 71	
	106, 1997, c. 3, a. 71	
	106.1, 1997, c. 3, a. 71	
	106.3, 1997, c. 3, a. 71	
	107.1, 1997, c. 3, a. 71	
	111, 1997, c. 3, a. 71	
	112, 1997, c. 3, a. 71	
	112.1, 1997, c. 3, a. 71	
	112.2, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 31, a. 15	
	112.2.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 35; Ab. 1997, c. 31, a. 15	
	112.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 16	
	113, 1997, c. 3, a. 71	
	114, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	116, 1997, c. 3, a. 71	
	117, 1997, c. 3, a. 71	
	118, 1997, c. 3, a. 71	
	119, 1997, c. 3, a. 71	
	119.1, 1997, c. 3, a. 71	
	119.2, 1997, c. 3, a. 19	
	119.3, 1997, c. 3, a. 71	
	119.4, 1997, c. 3, a. 71	
	119.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 50	
	119.8, 1997, c. 3, a. 71	
	119.9, 1997, c. 3, a. 71	
	119.11, 1997, c. 3, a. 71	
	119.15, 1997, c. 3, a. 71	
	119.16, 1997, c. 3, a. 71	
	119.17, 1997, c. 3, a. 71	
	119.18, 1997, c. 3, a. 71	
	119.20, 1997, c. 3, a. 71	
	119.21, 1997, c. 3, a. 71	
	119.22, 1997, c. 3, a. 71	
	122, 1997, c. 14, a. 36	
	125.4, 1997, c. 3, a. 71	
	126, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 38	
	127, 1997, c. 3, a. 71	
	128, 1997, c. 85, a. 330	
	133, 1997, c. 85, a. 51	
	134.1, 1997, c. 14, a. 39	
	134.2, 1997, c. 14, a. 39	
	134.3, 1997, c. 14, a. 39	
	135.2, 1997, c. 3, a. 20; 1997, c. 14, a. 40	
	135.3.1, 1997, c. 14, a. 41	
	135.3.2, 1997, c. 85, a. 52	
	135.4, 1997, c. 3, a. 71	
	135.5, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	135.6, 1997, c. 3, a. 71	
	135.8, 1997, c. 3, a. 71	
	135.9, 1997, c. 3, a. 21; 1997, c. 31, a. 17	
	146.1, 1997, c. 3, a. 71	
	147, 1997, c. 3, a. 71	
	147.2, 1997, c. 3, a. 71	
	148, 1997, c. 3, a. 71	
	150, 1997, c. 14, a. 43	
	150.1, 1997, c. 3, a. 71	
	151, 1997, c. 14, a. 44	
	152, 1997, c. 14, a. 45	
	156.1, 1997, c. 3, a. 71	
	156.2, 1997, c. 85, a. 53	
	156.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 54	
	156.5, 1997, c. 85, a. 55	
	156.6, 1997, c. 85, a. 55	
	156.7, 1997, c. 85, a. 55	
	157, 1997, c. 3, a. 71	
	157.2, 1997, c. 3, a. 71	
	157.4.1, 1997, c. 3, a. 71	
	157.11, 1997, c. 31, a. 18	
	158, 1997, c. 3, a. 71	
	159, 1997, c. 31, a. 19	
	164, 1997, c. 3, a. 71	
	165, 1997, c. 3, a. 71	
	165.1, 1997, c. 3, a. 71	
	165.2, 1997, c. 3, a. 71	
	165.3, 1997, c. 3, a. 71	
	165.4, 1997, c. 3, a. 71	
	165.5, 1997, c. 3, a. 71	
	166, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 46	
	169, 1997, c. 3, a. 71	
	170, 1997, c. 3, a. 71	
	171, 1997, c. 3, a. 71	
	172, 1997, c. 3, a. 71	
	173, 1997, c. 3, a. 71	
	173.1, 1997, c. 3, a. 71	
	174, 1997, c. 3, a. 71	
	175.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 20	
	175.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	175.1.2, 1997, c. 3, a. 71	
	175.1.4, 1997, c. 3, a. 71	
	175.1.6, 1997, c. 3, a. 71	
	175.1.8, 1997, c. 3, a. 71	
	175.2, 1997, c. 14, a. 47	
	175.2.6, 1997, c. 3, a. 71	
	175.4, 1997, c. 14, a. 48; 1997, c. 31, a. 21	
	175.5, 1997, c. 14, a. 49; 1997, c. 31, a. 22	
	175.6, 1997, c. 14, a. 49; 1997, c. 31, a. 22	
	175.7, 1997, c. 3, a. 71	
	176.2, 1997, c. 3, a. 71	
	176.3, 1997, c. 3, a. 71	
	176.5, 1997, c. 3, a. 71	
	189, 1997, c. 3, a. 71	
	189.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	189.1, Ab. 1997, c. 31, a. 23	
	190, 1997, c. 31, a. 24	
	191, Ab. 1997, c. 31, a. 25	
	191.4, 1997, c. 31, a. 26	
	192, 1997, c. 3, a. 22	
	193, 1997, c. 3, a. 22	
	202, 1997, c. 14, a. 290	
	215, 1997, c. 14, a. 50	
	217.2, 1997, c. 31, a. 27	

Référence	TITRE	Modifications
c. 1-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	217.3 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.4 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.5 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.6 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.7 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.8 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.9 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.10 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.11 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.12 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.13 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.14 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.15 , 1997, c. 31, a. 27	
	217.16 , 1997, c. 31, a. 27	
	218 , 1997, c. 3, a. 71	
	220 , 1997, c. 3, a. 71	
	222 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 28	
	222.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 29	
	225 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 30	
	225.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	225.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	226.1 , 1997, c. 31, a. 31	
	230.0.0.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.0.0.3 , 1997, c. 85, a. 56	
	230.0.0.4 , 1997, c. 31, a. 32	
	230.0.0.4.1 , 1997, c. 31, a. 33	
	230.0.0.5 , 1997, c. 31, a. 34	
	230.0.0.6 , 1997, c. 31, a. 35	
	230.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.0.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.0.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 36	
	230.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.5 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.6 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 51	
	230.7 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.8 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.9 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.10 , 1997, c. 3, a. 71	
	230.11 , 1997, c. 3, a. 71	
	232.1 , 1997, c. 3, a. 23	
	232.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	232.1.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	234 , 1997, c. 14, a. 52; 1997, c. 85, a. 57	
	234.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 53	
	235 , 1997, c. 3, a. 71	
	236.1 , 1997, c. 31, a. 37	
	236.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	236.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	237 , 1997, c. 3, a. 71	
	239 , 1997, c. 3, a. 71	
	241.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	247.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	247.3 , 1997, c. 31, a. 38	
	248 , 1997, c. 3, a. 71	
	250.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	250.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	250.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	250.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	250.5 , 1997, c. 3, a. 71	
	251.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	251.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	251.4 , 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	251.5, 1997, c. 3, a. 71	
	255, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 54; 1997, c. 85, a. 58	
	256, 1997, c. 3, a. 71	
	257, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 55; 1997, c. 31, a. 39	
	257.2, 1997, c. 31, a. 40	
	257.3, 1997, c. 31, a. 41	
	259.1, 1997, c. 3, a. 71	
	259.2, 1997, c. 3, a. 71	
	259.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 56	
	261.1, 1997, c. 3, a. 71	
	261.2, 1997, c. 3, a. 71	
	261.3, 1997, c. 3, a. 71	
	261.4, 1997, c. 3, a. 71	
	261.5, 1997, c. 3, a. 71	
	261.6, 1997, c. 3, a. 71	
	261.7, 1997, c. 3, a. 71	
	261.8, 1997, c. 3, a. 71	
	264, 1997, c. 3, a. 71	
	264.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	264.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	264.2, 1997, c. 3, a. 71	
	274, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	274.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	277.1, 1997, c. 3, a. 71	
	279, 1997, c. 85, a. 330	
	280, 1997, c. 3, a. 71	
	286.1, 1997, c. 31, a. 42	
	287, 1997, c. 3, a. 71	
	292, 1997, c. 3, a. 71	
	294, 1997, c. 3, a. 71	
	295, 1997, c. 3, a. 71	
	297, 1997, c. 31, a. 43	
	299, 1997, c. 3, a. 71	
	299.1, 1997, c. 3, a. 71	
	301, 1997, c. 3, a. 71	
	301.1, 1997, c. 3, a. 71	
	304, 1997, c. 3, a. 71	
	305, 1997, c. 3, a. 71	
	306.1, 1997, c. 3, a. 71	
	306.2, 1997, c. 3, a. 71	
	308.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	308.1, 1997, c. 3, a. 71	
	308.2, 1997, c. 3, a. 71	
	308.3, 1997, c. 3, a. 71	
	308.3.1, 1997, c. 3, a. 71	
	308.3.2, 1997, c. 3, a. 71	
	308.5, 1997, c. 3, a. 71	
	308.6, 1997, c. 3, a. 71	
	309.1, 1997, c. 14, a. 58; Ab. 1997, c. 85, a. 59	
	311, 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 60	
	311.1, 1997, c. 85, a. 61	
	312, 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 44; 1997, c. 85, a. 62	
	313.6, 1997, c. 14, a. 290	
	317, 1997, c. 14, a. 59	
	317.2, 1997, c. 14, a. 60	
	318, 1997, c. 3, a. 71	
	322, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 61	
	332.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 62	
	332.3, 1997, c. 3, a. 24	
	332.4, 1997, c. 3, a. 71	
	334.1, Ab. 1997, c. 85, a. 63	
	335, 1997, c. 85, a. 64	
	336, 1997, c. 14, a. 63; 1997, c. 31, a. 45; 1997, c. 63, a. 110; 1997, c. 85, a. 65	
	337, Ab. 1997, c. 85, a. 66	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	337.1, Ab. 1997, c. 85, a. 66	
	338, Ab. 1997, c. 85, a. 66	
	345, 1997, c. 3, a. 71	
	346.1, 1997, c. 3, a. 71	
	346.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 64	
	346.3, 1997, c. 3, a. 71	
	346.4, 1997, c. 3, a. 71	
	349, 1997, c. 14, a. 65	
	350, 1997, c. 85, a. 67	
	358.0.1, 1997, c. 14, a. 66; 1997, c. 31, a. 46	
	359.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.2, 1997, c. 3, a. 71	
	359.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.2.2, 1997, c. 3, a. 71	
	359.3, 1997, c. 3, a. 71	
	359.4, 1997, c. 3, a. 71	
	359.5, 1997, c. 3, a. 71	
	359.6, 1997, c. 3, a. 71	
	359.7, 1997, c. 3, a. 71	
	359.8, 1997, c. 3, a. 71	
	359.9, 1997, c. 3, a. 71	
	359.9.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.10, 1997, c. 3, a. 71	
	359.11, 1997, c. 3, a. 71	
	359.11.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.12, 1997, c. 3, a. 71	
	359.12.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.12.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.12.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	359.13, 1997, c. 3, a. 71	
	359.14, 1997, c. 3, a. 71	
	359.15, 1997, c. 3, a. 71	
	359.16, 1997, c. 3, a. 71	
	359.17, 1997, c. 3, a. 71	
	359.18, 1997, c. 3, a. 71	
	359.19, 1997, c. 3, a. 71	
	362, 1997, c. 3, a. 71	
	363, 1997, c. 3, a. 71	
	364, 1997, c. 3, a. 71	
	367, 1997, c. 3, a. 71	
	368, 1997, c. 3, a. 71	
	375, 1997, c. 3, a. 71	
	381, 1997, c. 3, a. 71	
	382, 1997, c. 3, a. 71	
	383, 1997, c. 3, a. 71	
	384, 1997, c. 3, a. 71	
	384.3, 1997, c. 3, a. 71	
	384.4, 1997, c. 3, a. 71	
	384.5, 1997, c. 3, a. 71	
	392.2, 1997, c. 3, a. 71	
	392.3, 1997, c. 3, a. 71	
	395, 1997, c. 3, a. 71	
	399, 1997, c. 31, a. 47	
	399.1, 1997, c. 31, a. 48	
	399.2, 1997, c. 3, a. 71	
	399.3, 1997, c. 3, a. 71	
	399.6, 1997, c. 3, a. 71	
	400, 1997, c. 3, a. 71	
	406, 1997, c. 3, a. 71	
	407, 1997, c. 3, a. 71	
	408, 1997, c. 3, a. 71	
	412, 1997, c. 3, a. 71	
	413, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 67	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	414, 1997, c. 3, a. 71	
	417, 1997, c. 3, a. 71	
	418, 1997, c. 3, a. 71	
	418.2, 1997, c. 3, a. 71	
	418.5, 1997, c. 14, a. 68	
	418.7, 1997, c. 14, a. 69	
	418.13, 1997, c. 3, a. 71	
	418.14, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 70	
	418.15, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 71	
	418.16, 1997, c. 3, a. 71	
	418.17, 1997, c. 3, a. 71	
	418.18, 1997, c. 3, a. 71	
	418.19, 1997, c. 3, a. 71	
	418.20, 1997, c. 3, a. 71	
	418.21, 1997, c. 3, a. 71	
	418.22, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 72	
	418.23, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	418.24, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	418.25, 1997, c. 3, a. 71	
	418.26, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 73	
	418.30, 1997, c. 3, a. 71	
	418.31, 1997, c. 3, a. 71	
	418.32, 1997, c. 3, a. 71	
	418.33, 1997, c. 3, a. 71	
	418.34, 1997, c. 3, a. 71	
	418.37, 1997, c. 3, a. 71	
	418.38, 1997, c. 3, a. 71	
	418.39, 1997, c. 3, a. 71	
	419, 1997, c. 3, a. 71	
	419.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	419.1, 1997, c. 3, a. 71	
	419.2, 1997, c. 3, a. 71	
	419.3, 1997, c. 3, a. 71	
	419.4, 1997, c. 3, a. 71	
	419.5, 1997, c. 3, a. 71	
	419.7, 1997, c. 3, a. 71	
	419.8, 1997, c. 3, a. 71	
	420, 1997, c. 85, a. 330	
	421.1, 1997, c. 14, a. 290	
	421.2, 1997, c. 14, a. 74; 1997, c. 85, a. 68	
	423, 1997, c. 14, a. 75	
	424, 1997, c. 3, a. 71	
	427.4, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	427.5, 1997, c. 3, a. 25	
	429, 1997, c. 14, a. 76	
	440, 1997, c. 3, a. 71	
	442, 1997, c. 85, a. 69	
	444, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 70	
	445, 1997, c. 85, a. 71	
	446, 1997, c. 85, a. 72	
	450, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 73	
	450.2, 1997, c. 3, a. 71	
	450.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 74	
	450.6, 1997, c. 85, a. 75	
	450.9, 1997, c. 3, a. 71	
	451, 1997, c. 3, a. 71	
	453, 1997, c. 14, a. 77	
	454, 1997, c. 85, a. 76	
	455.0.1, 1997, c. 85, a. 77	
	459, 1997, c. 3, a. 71	
	460, 1997, c. 3, a. 71	
	462.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 78	
	462.11, 1997, c. 3, a. 71	
	462.12, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	462.12.1, 1997, c. 3, a. 71	
	462.14, 1997, c. 3, a. 71	
	462.15, 1997, c. 85, a. 79	
	462.18, 1997, c. 3, a. 71	
	462.25, 1997, c. 3, a. 71	
	481, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 78; 1997, c. 31, a. 49	
	484, 1997, c. 3, a. 71	
	485, 1997, c. 3, a. 71	
	485.1, 1997, c. 3, a. 71	
	485.2, 1997, c. 3, a. 71	
	485.3, 1997, c. 3, a. 71	
	485.8, 1997, c. 3, a. 71	
	485.9, 1997, c. 3, a. 71	
	485.10, 1997, c. 3, a. 71	
	485.11, 1997, c. 3, a. 71	
	485.12, 1997, c. 3, a. 71	
	485.13, 1997, c. 3, a. 71	
	485.14, 1997, c. 3, a. 71	
	485.15, 1997, c. 3, a. 71	
	485.17, 1997, c. 3, a. 71	
	485.18, 1997, c. 3, a. 71	
	485.19, 1997, c. 3, a. 71	
	485.20, 1997, c. 3, a. 71	
	485.21, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 50	
	485.22, 1997, c. 3, a. 71	
	485.23, 1997, c. 3, a. 71	
	485.24, 1997, c. 3, a. 71	
	485.27, 1997, c. 3, a. 71	
	485.30, 1997, c. 3, a. 71	
	485.31, 1997, c. 3, a. 71	
	485.32, 1997, c. 3, a. 71	
	485.33, 1997, c. 3, a. 71	
	485.35, 1997, c. 3, a. 71	
	485.36, 1997, c. 3, a. 71	
	485.37, 1997, c. 3, a. 71	
	485.41, 1997, c. 3, a. 71	
	485.42, 1997, c. 3, a. 71	
	485.45, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 51	
	485.46, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 52	
	485.47, 1997, c. 3, a. 71	
	485.49, 1997, c. 3, a. 71	
	485.51, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 80	
	485.52, 1997, c. 3, a. 71	
	487.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 79	
	487.2, 1997, c. 3, a. 71	
	487.3, 1997, c. 3, a. 71	
	487.5, 1997, c. 3, a. 71	
	487.5.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 81	
	487.5.4, 1997, c. 3, a. 71	
	489, 1997, c. 3, a. 71	
	490, 1997, c. 3, a. 71	
	492, Ab. 1997, c. 14, a. 80	
	492.1, Ab. 1997, c. 14, a. 80	
	493, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 80	
	493.0.1, Ab. 1997, c. 14, a. 80	
	493.1, Ab. 1997, c. 14, a. 80	
	497, 1997, c. 3, a. 71	
	499, 1997, c. 3, a. 71	
	500, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 53	
	501, 1997, c. 3, a. 71	
	501.1, 1997, c. 3, a. 71	
	501.2, 1997, c. 3, a. 71	
	501.3, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	502, 1997, c. 3, a. 71	
	502.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	502.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	502.0.3, 1997, c. 3, a. 71	
	502.0.4, 1997, c. 3, a. 71	
	503.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	503.1, 1997, c. 3, a. 71	
	503.2, 1997, c. 3, a. 71	
	504, 1997, c. 3, a. 71	
	504.1, 1997, c. 3, a. 71	
	504.2, 1997, c. 3, a. 71	
	505, 1997, c. 3, a. 71	
	506, 1997, c. 3, a. 71	
	506.1, 1997, c. 3, a. 71	
	507, 1997, c. 3, a. 71	
	508, 1997, c. 3, a. 71	
	508.1, 1997, c. 3, a. 71	
	509, 1997, c. 3, a. 71	
	509.1, 1997, c. 14, a. 81	
	510, 1997, c. 3, a. 71	
	510.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	510.1, 1997, c. 3, a. 71	
	511, 1997, c. 3, a. 71	
	517.1, 1997, c. 3, a. 71	
	517.4, 1997, c. 3, a. 71	
	517.4.2, 1997, c. 3, a. 71	
	517.4.3, 1997, c. 3, a. 71	
	517.5, 1997, c. 3, a. 71	
	517.5.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	517.5.1, 1997, c. 3, a. 71	
	518, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 54; 1997, c. 85, a. 82	
	518.2, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 85, a. 83	
	519, Ab. 1997, c. 85, a. 83	
	519.1, Ab. 1997, c. 85, a. 83	
	519.2, Ab. 1997, c. 85, a. 83	
	520, Ab. 1997, c. 85, a. 83	
	520.1, 1997, c. 85, a. 84	
	520.2, 1997, c. 85, a. 84	
	521.2, 1997, c. 85, a. 85	
	522, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 86	
	523, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 87	
	524, 1997, c. 85, a. 88	
	524.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 89	
	524.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 90	
	525, 1997, c. 85, a. 91	
	525.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 92	
	526, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 92	
	526.1, 1997, c. 3, a. 71	
	527, 1997, c. 3, a. 71	
	527.1, 1997, c. 3, a. 71	
	527.2, 1997, c. 3, a. 71	
	528, 1997, c. 3, a. 71	
	529, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 93	
	529.1, 1997, c. 85, a. 94	
	530, 1997, c. 3, a. 71	
	531, 1997, c. 3, a. 71	
	532, 1997, c. 3, a. 71	
	533, 1997, c. 3, a. 71	
	534, 1997, c. 3, a. 71	
	535, 1997, c. 3, a. 71	
	536, 1997, c. 3, a. 71	
	539, 1997, c. 3, a. 71	
	540, 1997, c. 3, a. 71	
	541, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	542, 1997, c. 3, a. 71	
	543.1, 1997, c. 3, a. 71	
	544, 1997, c. 3, a. 71	
	545, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 83	
	546, 1997, c. 3, a. 71	
	546.1, 1997, c. 3, a. 71	
	547.1, 1997, c. 3, a. 71	
	547.2, 1997, c. 3, a. 71	
	547.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 84	
	548, 1997, c. 3, a. 71	
	549, 1997, c. 3, a. 71	
	550, 1997, c. 3, a. 71	
	550.1, 1997, c. 3, a. 71	
	550.2, 1997, c. 3, a. 71	
	550.3, 1997, c. 3, a. 71	
	550.4, 1997, c. 3, a. 71	
	550.5, 1997, c. 3, a. 71	
	550.6, 1997, c. 3, a. 71	
	550.7, 1997, c. 3, a. 71	
	551, 1997, c. 3, a. 71	
	553, 1997, c. 3, a. 71	
	553.1, 1997, c. 3, a. 71	
	555, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 95	
	555.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	555.1, 1997, c. 3, a. 71	
	555.2, 1997, c. 3, a. 71	
	555.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	555.2.2, 1997, c. 3, a. 71	
	555.2.3, 1997, c. 3, a. 71	
	555.3, 1997, c. 3, a. 71	
	555.4, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 85	
	556, 1997, c. 3, a. 71	
	557, 1997, c. 3, a. 71	
	558, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 86	
	559, 1997, c. 3, a. 71	
	560, 1997, c. 3, a. 71	
	560.1, 1997, c. 3, a. 71	
	560.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	560.2, 1997, c. 3, a. 71	
	560.3, 1997, c. 3, a. 71	
	562, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 87	
	563, 1997, c. 3, a. 71	
	564, 1997, c. 3, a. 71	
	564.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	564.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	564.1, 1997, c. 3, a. 71	
	564.2, 1997, c. 3, a. 71	
	564.4, 1997, c. 3, a. 71	
	564.4.1, 1997, c. 3, a. 71	
	564.4.2, 1997, c. 3, a. 71	
	564.4.3, 1997, c. 3, a. 71	
	564.4.4, 1997, c. 3, a. 71	
	564.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 88	
	564.6, 1997, c. 3, a. 26	
	564.7, 1997, c. 3, a. 71	
	564.8, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 89	
	564.9, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 89	
	565, 1997, c. 3, a. 71	
	565.1, 1997, c. 3, a. 71	
	565.2, 1997, c. 3, a. 71	
	566, 1997, c. 3, a. 71	
	566.1, 1997, c. 3, a. 71	
	567, 1997, c. 3, a. 71	
	568, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	570, 1997, c. 3, a. 27	
	570.1, 1997, c. 3, a. 28	
	571, 1997, c. 3, a. 71	
	573, 1997, c. 3, a. 71	
	574, 1997, c. 3, a. 71	
	576, 1997, c. 3, a. 71	
	577, 1997, c. 3, a. 71	
	577.1, 1997, c. 3, a. 71	
	578, 1997, c. 3, a. 71	
	581, 1997, c. 14, a. 90	
	582, 1997, c. 14, a. 91	
	584, 1997, c. 3, a. 71	
	584.1, 1997, c. 3, a. 71	
	585, 1997, c. 3, a. 71	
	588, 1997, c. 3, a. 71	
	589, 1997, c. 3, a. 71	
	589.1, 1997, c. 3, a. 71	
	591, 1997, c. 3, a. 71	
	592, 1997, c. 3, a. 71	
	593, 1997, c. 3, a. 71	
	594, 1997, c. 3, a. 71	
	595, 1997, c. 3, a. 71	
	596, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 92	
	597.1, 1997, c. 3, a. 71	
	597.2, 1997, c. 3, a. 71	
	597.4, 1997, c. 3, a. 71	
	598, 1997, c. 3, a. 71	
	599, 1997, c. 3, a. 71	
	600, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 55	
	600.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	600.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	600.0.3, 1997, c. 3, a. 71	
	600.1, 1997, c. 3, a. 71	
	600.2, 1997, c. 3, a. 71	
	601, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 56	
	602, 1997, c. 3, a. 71	
	603, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 57; 1997, c. 85, a. 96	
	604, Ab. 1997, c. 85, a. 97	
	605, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 93; Ab. 1997, c. 85, a. 97	
	605.1, 1997, c. 3, a. 71	
	605.2, 1997, c. 3, a. 71	
	606, 1997, c. 3, a. 71	
	607, 1997, c. 3, a. 71	
	608, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 58	
	609, 1997, c. 3, a. 71	
	610, 1997, c. 3, a. 71	
	611, 1997, c. 3, a. 71	
	612, 1997, c. 3, a. 71	
	612.1, 1997, c. 3, a. 71	
	613, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 59	
	613.1, 1997, c. 3, a. 71	
	613.2, 1997, c. 3, a. 71	
	613.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 60	
	613.4, 1997, c. 3, a. 71	
	613.5, 1997, c. 3, a. 71	
	613.6, 1997, c. 3, a. 71	
	613.7, 1997, c. 3, a. 71	
	613.8, 1997, c. 3, a. 71	
	613.10, 1997, c. 3, a. 71	
	614, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 98	
	614.1, 1997, c. 85, a. 99	
	615, 1997, c. 3, a. 71	
	616, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	617, 1997, c. 3, a. 71	
	618, 1997, c. 3, a. 71	
	619, 1997, c. 3, a. 71	
	620, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 100	
	620.1, 1997, c. 85, a. 101	
	621, 1997, c. 3, a. 71	
	622, 1997, c. 3, a. 71	
	623, 1997, c. 3, a. 71	
	624, 1997, c. 3, a. 71	
	624.1, 1997, c. 3, a. 71	
	625, 1997, c. 3, a. 71	
	626, 1997, c. 3, a. 71	
	627, 1997, c. 3, a. 71	
	628, 1997, c. 3, a. 71	
	629, 1997, c. 3, a. 71	
	630, 1997, c. 3, a. 71	
	630.1, 1997, c. 3, a. 71	
	631, 1997, c. 3, a. 71	
	632, 1997, c. 3, a. 71	
	633, 1997, c. 3, a. 71	
	634, 1997, c. 3, a. 71	
	635, 1997, c. 3, a. 71	
	636, 1997, c. 3, a. 71	
	637, 1997, c. 3, a. 71	
	638, 1997, c. 3, a. 71	
	638.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	638.1, 1997, c. 3, a. 71	
	639, 1997, c. 3, a. 71	
	640, 1997, c. 3, a. 71	
	641, 1997, c. 3, a. 71	
	642, 1997, c. 3, a. 71	
	643, 1997, c. 3, a. 71	
	644, 1997, c. 3, a. 71	
	645, 1997, c. 3, a. 71	
	647, 1997, c. 14, a. 94	
	649, 1997, c. 3, a. 71	
	652.1, 1997, c. 3, a. 71	
	652.2, 1997, c. 14, a. 95	
	653, 1997, c. 31, a. 61	
	656.4, 1997, c. 31, a. 62	
	656.4.1, 1997, c. 31, a. 63	
	656.7, 1997, c. 3, a. 71	
	656.8, 1997, c. 3, a. 71	
	657, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 64	
	658, 1997, c. 31, a. 65	
	659, 1997, c. 31, a. 65	
	660, 1997, c. 31, a. 66	
	664, 1997, c. 31, a. 67	
	666, 1997, c. 3, a. 71	
	667, 1997, c. 3, a. 71	
	668.1, 1997, c. 3, a. 71	
	668.2, 1997, c. 3, a. 71	
	668.4, 1997, c. 3, a. 71	
	669.1, 1997, c. 85, a. 102	
	669.4, 1997, c. 3, a. 71	
	678, 1997, c. 31, a. 68	
	681, 1997, c. 14, a. 290	
	686, 1997, c. 3, a. 71	
	690.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	692, 1997, c. 3, a. 71	
	693, 1997, c. 14, a. 96; 1997, c. 85, a. 103	
	694.0.1, 1997, c. 85, a. 104	
	694.0.2, 1997, c. 85, a. 104	
	710, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 97	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	710.1, 1997, c. 85, a. 105	
	710.2, 1997, c. 85, a. 105	
	710.3, 1997, c. 85, a. 106	
	711, 1997, c. 3, a. 71	
	712.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	712.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	713.1, 1997, c. 3, a. 71	
	714, 1997, c. 3, a. 71	
	714.1, 1997, c. 3, a. 71	
	714.2, 1997, c. 3, a. 71	
	716, 1997, c. 3, a. 71	
	716.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 69	
	725, 1997, c. 14, a. 98; 1997, c. 85, a. 107	
	725.0.1, 1997, c. 85, a. 108	
	725.0.2, 1997, c. 85, a. 108	
	725.1.2, 1997, c. 85, a. 109	
	725.2, 1997, c. 3, a. 71	
	725.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	725.8, 1997, c. 3, a. 71	
	725.9, 1997, c. 3, a. 71	
	726.1, 1997, c. 3, a. 31	
	726.4.3, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.7, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.7.1, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.7.2, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.7.4, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.8.1, 1997, c. 3, a. 29; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.2, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.3, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.4, Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.5, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.6, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.7, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.7.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.8, Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.9, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.10, Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.11, Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.12, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.13, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.14, Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.15, 1997, c. 3, a. 30; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.16, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.8.17, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 99	
	726.4.10, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 100; 1997, c. 85, a. 330	
	726.4.10.1, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.12, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 330	
	726.4.13, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.14, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	726.4.15, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	726.4.17, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.1, 1997, c. 14, a. 290	
	726.4.17.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 102; 1997, c. 85, a. 330	
	726.4.17.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.3, 1997, c. 14, a. 290	
	726.4.17.4, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 330	
	726.4.17.5, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	726.4.17.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	726.4.17.9, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.11, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 103	
	726.4.17.12, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.13, 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.14, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	726.4.17.15 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.16 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.4.17.17 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.6 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 104	
	726.6.1 , 1997, c. 3, a. 31	
	726.6.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.7.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.9.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.9.6 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.9.7 , 1997, c. 31, a. 70	
	726.11 , 1997, c. 31, a. 71	
	726.13 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.15 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.17 , 1997, c. 3, a. 32	
	726.19 , 1997, c. 3, a. 71	
	726.20.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 110	
	726.22 , 1997, c. 85, a. 111	
	726.22.1 , 1997, c. 85, a. 112	
	728.0.1 , 1997, c. 85, a. 113	
	728.0.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	728.0.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	728.0.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	730 , 1997, c. 3, a. 71	
	733.0.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	733.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	733.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	734 , 1997, c. 3, a. 71	
	735 , 1997, c. 3, a. 71	
	735.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	736 , 1997, c. 3, a. 71	
	736.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	736.0.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	736.0.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	736.0.3.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 72	
	736.0.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	736.0.5 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.8 , 1997, c. 31, a. 73	
	737.12.1 , 1997, c. 31, a. 74	
	737.13 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.13.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.14 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.15 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 105	
	737.16 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.16.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 106	
	737.17 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.18 , 1997, c. 85, a. 114	
	737.19 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 107; 1997, c. 31, a. 75	
	737.20 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 76	
	737.22 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 115	
	737.22.0.1 , 1997, c. 85, a. 116	
	737.22.0.2 , 1997, c. 85, a. 116	
	737.22.0.3 , 1997, c. 85, a. 116	
	737.22.0.4 , 1997, c. 85, a. 116	
	737.23 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.24 , 1997, c. 3, a. 71	
	737.27 , 1997, c. 14, a. 108	
	737.28 , 1997, c. 14, a. 108	
	738 , 1997, c. 3, a. 71	
	739 , 1997, c. 3, a. 71	
	740 , 1997, c. 3, a. 71	
	740.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	740.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	740.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	740.4.1 , 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	740.5, 1997, c. 3, a. 71	
	740.6, 1997, c. 3, a. 71	
	740.7, 1997, c. 3, a. 71	
	740.8, 1997, c. 3, a. 71	
	740.10, 1997, c. 3, a. 71	
	741, 1997, c. 3, a. 71	
	742, 1997, c. 3, a. 71	
	743, 1997, c. 3, a. 71	
	744, 1997, c. 3, a. 71	
	744.1, 1997, c. 3, a. 71	
	744.3, 1997, c. 3, a. 71	
	744.6, 1997, c. 3, a. 71	
	745, 1997, c. 3, a. 71	
	746, 1997, c. 3, a. 71	
	749, 1997, c. 3, a. 71	
	749.1, 1997, c. 85, a. 117	
	750, 1997, c. 85, a. 118	
	752.0.1, 1997, c. 14, a. 109; 1997, c. 31, a. 77; 1997, c. 85, a. 119	
	752.0.2, 1997, c. 85, a. 120	
	752.0.3, 1997, c. 85, a. 121	
	752.0.7.1, 1997, c. 85, a. 123	
	752.0.7.2, 1997, c. 85, a. 123	
	752.0.7.3, 1997, c. 85, a. 123	
	752.0.7.4, 1997, c. 85, a. 123	
	752.0.7.5, 1997, c. 85, a. 123	
	752.0.7.6, 1997, c. 85, a. 123	
	752.0.8, 1997, c. 14, a. 110; 1997, c. 85, a. 124	
	752.0.9, 1997, c. 14, a. 111; 1997, c. 85, a. 125	
	752.0.10, 1997, c. 31, a. 78	
	752.0.10.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	752.0.10.2, 1997, c. 14, a. 112	
	752.0.10.4, 1997, c. 85, a. 126	
	752.0.10.4.1, 1997, c. 85, a. 127	
	752.0.10.6, 1997, c. 85, a. 128	
	752.0.10.11, 1997, c. 3, a. 71	
	752.0.10.15, 1997, c. 31, a. 79; 1997, c. 85, a. 129	
	752.0.11, 1997, c. 14, a. 113; 1997, c. 85, a. 130	
	752.0.11.0.1, 1997, c. 85, a. 131	
	752.0.11.1, 1997, c. 14, a. 114; 1997, c. 85, a. 132	
	752.0.11.1.1, 1997, c. 85, a. 133	
	752.0.11.1.2, 1997, c. 85, a. 133	
	752.0.11.3, 1997, c. 14, a. 115	
	752.0.12.1, 1997, c. 14, a. 116	
	752.0.13.0.1, 1997, c. 14, a. 117	
	752.0.13.1, 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.13.1.1, 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.13.4, 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.14, 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.15, 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.18, 1997, c. 14, a. 290	
	752.0.18.1, 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.18.2, 1997, c. 14, a. 118; 1997, c. 85, a. 134	
	752.0.18.3, 1997, c. 14, a. 118; 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.18.4, 1997, c. 14, a. 118	
	752.0.18.5, 1997, c. 14, a. 118	
	752.0.18.6, 1997, c. 14, a. 118	
	752.0.18.7, 1997, c. 14, a. 118; 1997, c. 85, a. 135	
	752.0.18.8, 1997, c. 14, a. 118; 1997, c. 85, a. 330	
	752.0.18.9, 1997, c. 14, a. 118	
	752.0.18.10, 1997, c. 85, a. 136	
	752.0.18.11, 1997, c. 85, a. 136	
	752.0.18.12, 1997, c. 85, a. 136	
	752.0.18.13, 1997, c. 85, a. 136	
	752.0.18.14, 1997, c. 85, a. 136	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	752.0.19 , 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 138	
	752.0.22 , 1997, c. 14, a. 119; 1997, c. 85, a. 139	
	752.0.24 , 1997, c. 14, a. 120; 1997, c. 85, a. 140	
	752.0.25 , 1997, c. 14, a. 121; 1997, c. 85, a. 141	
	752.0.26 , 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 142	
	752.0.27 , 1997, c. 14, a. 122; 1997, c. 85, a. 143	
	752.2 , 1997, c. 31, a. 80	
	752.5 , 1997, c. 31, a. 81	
	752.12 , 1997, c. 14, a. 123	
	752.14 , 1997, c. 85, a. 144	
	752.15.1 , 1997, c. 85, a. 145	
	766 , 1997, c. 14, a. 124	
	766.2 , 1997, c. 14, a. 125; 1997, c. 85, a. 146	
	766.4 , 1997, c. 85, a. 147	
	767 , 1997, c. 85, a. 148	
	768 , 1997, c. 85, a. 330	
	770 , 1997, c. 85, a. 330	
	771 , 1997, c. 3, a. 33; 1997, c. 85, a. 149	
	771.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.1.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.2.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 150	
	771.0.2.2 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 151	
	771.0.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.3.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.5 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.6 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.0.7 , 1997, c. 85, a. 152	
	771.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 153	
	771.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.1.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.1.3 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 154	
	771.1.4 , 1997, c. 3, a. 34; 1997, c. 85, a. 155	
	771.1.4.1 , 1997, c. 85, a. 156	
	771.1.5 , 1997, c. 3, a. 35; 1997, c. 85, a. 157	
	771.1.5.1 , 1997, c. 3, a. 36	
	771.1.5.2 , 1997, c. 3, a. 37; 1997, c. 14, a. 126	
	771.1.5.3 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 127	
	771.1.6 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.1.7 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.1.8 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 128	
	771.1.9 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.1.10 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 82	
	771.1.11 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.2.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.2.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.2.2 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 158	
	771.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.4 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	771.5 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 83; 1997, c. 85, a. 159	
	771.5.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 84; 1997, c. 85, a. 160	
	771.5.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.6 , 1997, c. 3, a. 38; 1997, c. 85, a. 161	
	771.7 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.8 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.8.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.8.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	771.8.3 , 1997, c. 85, a. 162	
	771.8.4 , 1997, c. 85, a. 162	
	771.8.5 , 1997, c. 85, a. 162	
	771.8.6 , 1997, c. 85, a. 162	
	771.9 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 163	
	771.10 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	771.11, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 85, a. 164	
	771.12, 1997, c. 85, a. 165	
	771.13, 1997, c. 85, a. 165	
	772.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 129; 1997, c. 85, a. 166	
	772.6, 1997, c. 3, a. 71	
	772.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 130; 1997, c. 85, a. 167	
	772.9, 1997, c. 14, a. 131; 1997, c. 85, a. 168	
	772.10, 1997, c. 85, a. 169	
	772.11, 1997, c. 14, a. 132; 1997, c. 85, a. 170	
	772.12, 1997, c. 3, a. 71	
	772.13, 1997, c. 3, a. 71	
	775.1, 1997, c. 3, a. 71	
	776.1.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 133	
	776.1.3, 1997, c. 14, a. 134	
	776.1.4, 1997, c. 14, a. 135; 1997, c. 85, a. 171	
	776.1.4.1, 1997, c. 14, a. 136	
	776.1.5, 1997, c. 3, a. 71	
	776.1.5.1, 1997, c. 3, a. 39	
	776.1.5.2, 1997, c. 3, a. 71	
	776.1.5.3, 1997, c. 3, a. 71	
	776.1.5.4, 1997, c. 3, a. 71	
	776.1.5.5, 1997, c. 3, a. 71	
	776.1.5.6, 1997, c. 3, a. 71	
	776.5.1, Ab. 1997, c. 85, a. 172	
	776.6, 1997, c. 3, a. 71	
	776.8, 1997, c. 3, a. 71	
	776.9, 1997, c. 3, a. 71	
	776.9.1, 1997, c. 3, a. 71	
	776.9.2, 1997, c. 3, a. 71	
	776.10, 1997, c. 3, a. 71	
	776.11, 1997, c. 3, a. 71	
	776.12, 1997, c. 3, a. 71	
	776.13, 1997, c. 3, a. 71	
	776.14, 1997, c. 3, a. 71	
	776.18, 1997, c. 3, a. 71	
	776.19, 1997, c. 3, a. 71	
	776.29, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 137; 1997, c. 85, a. 173	
	776.30, 1997, c. 85, a. 174	
	776.30.1, 1997, c. 85, a. 175	
	776.31, 1997, c. 85, a. 330	
	776.32, 1997, c. 85, a. 176	
	776.32.1, 1997, c. 85, a. 177	
	776.32.2, 1997, c. 85, a. 177	
	776.33, 1997, c. 85, a. 178	
	776.34, 1997, c. 85, a. 179	
	776.35, Ab. 1997, c. 85, a. 180	
	776.36, 1997, c. 14, a. 138; Ab. 1997, c. 85, a. 180	
	776.37, 1997, c. 85, a. 181	
	776.38, 1997, c. 85, a. 330	
	776.40, 1997, c. 85, a. 182	
	776.42, 1997, c. 85, a. 183	
	776.43, 1997, c. 85, a. 184	
	776.45, 1997, c. 85, a. 185	
	776.46, 1997, c. 85, a. 330	
	776.47, 1997, c. 14, a. 290	
	776.48, 1997, c. 14, a. 290	
	776.49, 1997, c. 14, a. 290	
	776.52, 1997, c. 14, a. 139	
	776.53, 1997, c. 3, a. 71	
	776.54, 1997, c. 3, a. 71	
	776.55, 1997, c. 3, a. 71	
	776.60, 1997, c. 14, a. 140	
	776.61, 1997, c. 3, a. 71	
	776.64, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	776.65, 1997, c. 14, a. 141; 1997, c. 85, a. 186	
	776.66, Ab. 1997, c. 85, a. 187	
	776.67, 1997, c. 85, a. 188	
	776.68, 1997, c. 85, a. 188	
	776.69, 1997, c. 85, a. 188	
	776.70, 1997, c. 85, a. 188	
	776.71, 1997, c. 85, a. 188	
	776.72, 1997, c. 85, a. 188	
	776.73, 1997, c. 85, a. 188	
	776.74, 1997, c. 85, a. 188	
	776.75, 1997, c. 85, a. 188	
	776.76, 1997, c. 85, a. 188	
	776.77, 1997, c. 85, a. 188	
	776.78, 1997, c. 85, a. 188	
	776.79, 1997, c. 85, a. 188	
	776.80, 1997, c. 85, a. 188	
	776.81, 1997, c. 85, a. 188	
	776.82, 1997, c. 85, a. 188	
	776.83, 1997, c. 85, a. 188	
	776.84, 1997, c. 85, a. 188	
	776.85, 1997, c. 85, a. 188	
	776.86, 1997, c. 85, a. 188	
	776.87, 1997, c. 85, a. 188	
	776.88, 1997, c. 85, a. 188	
	776.89, 1997, c. 85, a. 188	
	776.90, 1997, c. 85, a. 188	
	776.91, 1997, c. 85, a. 188	
	776.92, 1997, c. 85, a. 188	
	776.93, 1997, c. 85, a. 188	
	776.94, 1997, c. 85, a. 188	
	776.95, 1997, c. 85, a. 188	
	776.96, 1997, c. 85, a. 188	
	779, 1997, c. 14, a. 142; 1997, c. 85, a. 189	
	780, 1997, c. 85, a. 190	
	781, 1997, c. 3, a. 71	
	781.1, 1997, c. 3, a. 71	
	782, 1997, c. 85, a. 191	
	784, 1997, c. 85, a. 192	
	785.1, 1997, c. 3, a. 71	
	785.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 85	
	785.3, 1997, c. 3, a. 71	
	785.4, 1997, c. 85, a. 193	
	785.5, 1997, c. 85, a. 194	
	785.6, 1997, c. 85, a. 195	
	785.26, 1997, c. 14, a. 290	
	788, 1997, c. 3, a. 71	
	791, 1997, c. 3, a. 71	
	792, 1997, c. 3, a. 71	
	796, 1997, c. 3, a. 71	
	797, 1997, c. 3, a. 40	
	803.1, 1997, c. 3, a. 71	
	804, 1997, c. 3, a. 71	
	805, 1997, c. 3, a. 71	
	806, 1997, c. 3, a. 71	
	806.1, 1997, c. 3, a. 71	
	807, 1997, c. 3, a. 71	
	808, 1997, c. 3, a. 71	
	809, 1997, c. 3, a. 71	
	810, 1997, c. 3, a. 71	
	813, 1997, c. 3, a. 71	
	814, 1997, c. 3, a. 71	
	815, 1997, c. 3, a. 71	
	815.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 86	
	816, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	817, 1997, c. 3, a. 71	
	818.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 143	
	825, 1997, c. 3, a. 71	
	832.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	832.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 85, a. 196	
	832.4, 1997, c. 3, a. 71	
	832.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 144	
	832.6, 1997, c. 14, a. 145; 1997, c. 31, a. 143	
	832.9, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 85, a. 197	
	832.10, 1997, c. 3, a. 71	
	833, 1997, c. 3, a. 71	
	844.4, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	845, 1997, c. 3, a. 71	
	849, 1997, c. 14, a. 146	
	850, 1997, c. 14, a. 147	
	851.5, 1997, c. 14, a. 148	
	851.22.1, 1997, c. 3, a. 71	
	851.22.2, 1997, c. 3, a. 71	
	851.22.3, 1997, c. 3, a. 71	
	851.22.13, 1997, c. 3, a. 71	
	851.22.27, 1997, c. 3, a. 71	
	851.23, 1997, c. 3, a. 71	
	851.25, 1997, c. 3, a. 71	
	851.27.1, 1997, c. 3, a. 71	
	851.29, 1997, c. 31, a. 87	
	852, 1997, c. 3, a. 71	
	857, 1997, c. 3, a. 71	
	859, 1997, c. 3, a. 71	
	863, 1997, c. 3, a. 71	
	886, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 198	
	888, 1997, c. 85, a. 199	
	888.1, 1997, c. 85, a. 200	
	889, 1997, c. 3, a. 71	
	890.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 149	
	890.3, 1997, c. 3, a. 71	
	890.4, 1997, c. 3, a. 71	
	890.6, 1997, c. 3, a. 71	
	890.13, 1997, c. 14, a. 150	
	894, 1997, c. 3, a. 41	
	905, 1997, c. 14, a. 151	
	913, 1997, c. 14, a. 290	
	935.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	935.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 330	
	935.3, 1997, c. 31, a. 88	
	937, 1997, c. 3, a. 71	
	939, 1997, c. 3, a. 71	
	941, 1997, c. 3, a. 71	
	941.1, 1997, c. 14, a. 152	
	943, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 201	
	943.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 85, a. 202	
	943.2, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 85, a. 202	
	944.5, 1997, c. 14, a. 153	
	944.6, 1997, c. 14, a. 154	
	944.7, 1997, c. 14, a. 154	
	944.8, 1997, c. 14, a. 154	
	946, 1997, c. 14, a. 155	
	946.1, 1997, c. 14, a. 156	
	953, 1997, c. 3, a. 71	
	955, 1997, c. 14, a. 157	
	959, 1997, c. 14, a. 158	
	961.1, 1997, c. 14, a. 159	
	961.17, 1997, c. 14, a. 290	
	961.23, 1997, c. 3, a. 42	
	961.24.2, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	961.24.3, 1997, c. 3, a. 71	
	961.24.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.0.9, 1997, c. 14, a. 290	
	965.1, 1997, c. 3, a. 43; 1997, c. 85, a. 203	
	965.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.3.1, 1997, c. 3, a. 44	
	965.3.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.1.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.4.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.5, 1997, c. 3, a. 71	
	965.4.6, 1997, c. 3, a. 71	
	965.5, 1997, c. 3, a. 71	
	965.5.1, 1997, c. 85, a. 204	
	965.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 205	
	965.6.0.2.0.1, 1997, c. 85, a. 206	
	965.6.0.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.0.3, 1997, c. 85, a. 207	
	965.6.0.4, 1997, c. 3, a. 45; 1997, c. 85, a. 208	
	965.6.0.5, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.8, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.9, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.10, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.10.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.11, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.16, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.19, 1997, c. 3, a. 71	
	965.6.23, 1997, c. 85, a. 209	
	965.6.23.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 210	
	965.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 160	
	965.9, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.1.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.1.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.1.0.3, 1997, c. 85, a. 211	
	965.9.1.0.4, 1997, c. 85, a. 211	
	965.9.1.0.5, 1997, c. 85, a. 211	
	965.9.1.0.6, 1997, c. 85, a. 211	
	965.9.1.0.7, 1997, c. 85, a. 211	
	965.9.1.0.8, 1997, c. 85, a. 211	
	965.9.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.4, 1997, c. 3, a. 46	
	965.9.5.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 161	
	965.9.7, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.0.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.0.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.0.5, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.0.6, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.7.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.8.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 162; 1997, c. 85, a. 212	
	965.9.8.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.8.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.8.5, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	965.9.8.7, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.8.9, 1997, c. 3, a. 71	
	965.9.8.10, 1997, c. 3, a. 71	
	965.10, 1997, c. 3, a. 71	
	965.10.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.10.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.10.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.10.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.10.3.1, 1997, c. 14, a. 163	
	965.10.3.2, 1997, c. 14, a. 163	
	965.11, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 164	
	965.11.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.5, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.6, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.7, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.7.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 89; 1997, c. 85, a. 213	
	965.11.8, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.9, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.9.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.11, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 214	
	965.11.12, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.13, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 215	
	965.11.14, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.16, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.17, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 216	
	965.11.18, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.19, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.19.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 217	
	965.11.19.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 218	
	965.11.19.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.11.20, 1997, c. 3, a. 71	
	965.13, 1997, c. 3, a. 71	
	965.14, 1997, c. 3, a. 71	
	965.15, 1997, c. 3, a. 71	
	965.16, 1997, c. 3, a. 71	
	965.16.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.16.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.16.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.17, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 165	
	965.17.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.17.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.17.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.17.4, 1997, c. 3, a. 71	
	965.17.4.1, 1997, c. 14, a. 166	
	965.17.5, 1997, c. 3, a. 71	
	965.17.5.1, 1997, c. 14, a. 167	
	965.19.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.20.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.20.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.22, 1997, c. 14, a. 168; 1997, c. 85, a. 219	
	965.23.0.1, 1997, c. 85, a. 220	
	965.23.1, 1997, c. 85, a. 221	
	965.23.1.0.1, 1997, c. 85, a. 222	
	965.23.1.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 85, a. 223	
	965.23.1.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.23.1.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.24.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.24.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.24.1.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.24.1.2.1, 1997, c. 85, a. 224	
	965.24.1.3, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	965.24.1.4, 1997, c. 85, a. 225	
	965.24.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.24.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.26, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 226	
	965.28, 1997, c. 3, a. 71	
	965.28.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.28.2, 1997, c. 3, a. 71	
	965.29, 1997, c. 3, a. 47; 1997, c. 14, a. 169	
	965.30, 1997, c. 14, a. 290	
	965.31, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	965.31.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.31.3, 1997, c. 3, a. 71	
	965.33, 1997, c. 3, a. 71	
	965.34, 1997, c. 3, a. 71	
	965.34.4, 1997, c. 14, a. 170	
	965.35, 1997, c. 3, a. 71	
	965.36, 1997, c. 3, a. 71	
	965.36.1, 1997, c. 14, a. 171	
	965.37.1, 1997, c. 3, a. 71	
	965.39, 1997, c. 3, a. 71	
	971, 1997, c. 3, a. 71	
	971.2, 1997, c. 85, a. 227	
	971.3, 1997, c. 85, a. 228	
	979.15, 1997, c. 31, a. 90	
	982, 1997, c. 14, a. 172	
	985, 1997, c. 3, a. 71	
	985.1, 1997, c. 3, a. 71	
	985.1.1, 1997, c. 3, a. 48	
	985.1.2, 1997, c. 3, a. 49	
	985.2, 1997, c. 14, a. 173	
	985.2.3, 1997, c. 3, a. 71	
	985.5, 1997, c. 3, a. 50	
	985.7, 1997, c. 3, a. 71	
	985.9, 1997, c. 14, a. 290	
	985.9.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	985.16, 1997, c. 14, a. 290	
	985.25, 1997, c. 14, a. 174; 1997, c. 85, a. 229	
	985.26, 1997, c. 14, a. 290	
	985.27, 1997, c. 14, a. 175	
	985.28, 1997, c. 14, a. 175	
	985.29, 1997, c. 14, a. 175	
	985.30, 1997, c. 14, a. 175	
	985.31, 1997, c. 14, a. 175	
	985.32, 1997, c. 14, a. 175	
	985.33, 1997, c. 14, a. 175	
	985.34, 1997, c. 14, a. 175	
	985.35, 1997, c. 14, a. 175; 1997, c. 85, a. 230	
	986, 1997, c. 3, a. 71	
	991, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 91	
	991.1, 1997, c. 31, a. 92	
	991.2, 1997, c. 31, a. 92	
	992, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 93	
	994, 1997, c. 3, a. 71	
	995, 1997, c. 3, a. 71	
	996, 1997, c. 3, a. 71	
	997, 1997, c. 3, a. 51	
	998, 1997, c. 3, a. 52; 1997, c. 14, a. 176	
	998.1, 1997, c. 3, a. 71	
	999, 1997, c. 3, a. 53	
	999.0.3, 1997, c. 3, a. 71	
	999.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1000, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 177; 1997, c. 31, a. 94; 1997, c. 85, a. 232	
	1000.1, 1997, c. 85, a. 233	
	1001, 1997, c. 14, a. 290	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1003, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1005, 1997, c. 85, a. 234	
	1006, 1997, c. 3, a. 71	
	1007, 1997, c. 85, a. 235	
	1010, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 86, a. 1	
	1010.0.1, 1997, c. 85, a. 236	
	1010.0.2, 1997, c. 86, a. 2	
	1010.1, 1997, c. 3, a. 54	
	1012, 1997, c. 31, a. 95	
	1014, 1997, c. 85, a. 237	
	1015, 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 96	
	1015.1, Ab. 1997, c. 31, a. 97	
	1015.2, Ab. 1997, c. 85, a. 239	
	1015.3, 1997, c. 85, a. 240	
	1016, 1997, c. 85, a. 241	
	1019.3, 1997, c. 85, a. 242	
	1019.4, 1997, c. 85, a. 242	
	1019.5, 1997, c. 85, a. 242	
	1019.6, 1997, c. 85, a. 242	
	1019.7, 1997, c. 85, a. 242	
	1026.0.1, 1997, c. 31, a. 98	
	1026.0.2, 1997, c. 85, a. 243	
	1027, 1997, c. 3, a. 71	
	1028, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 244	
	1029.0.1, 1997, c. 14, a. 178; 1997, c. 85, a. 245	
	1029.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 179	
	1029.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 180; 1997, c. 31, a. 99	
	1029.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.5, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 246	
	1029.6.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 182; 1997, c. 85, a. 247	
	1029.6.0.2, 1997, c. 14, a. 183	
	1029.6.0.3, 1997, c. 14, a. 183	
	1029.6.0.4, 1997, c. 14, a. 183	
	1029.6.0.5, 1997, c. 14, a. 183	
	1029.6.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 184; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.7.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 185; 1997, c. 31, a. 100	
	1029.7.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 186	
	1029.7.4, 1997, c. 3, a. 55	
	1029.7.5, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 187	
	1029.7.5.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 188	
	1029.7.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 189	
	1029.7.7, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.7.8, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.7.9, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.7.10, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 190; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.0.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 191; 1997, c. 31, a. 101	
	1029.8.1, 1997, c. 3, a. 56; 1997, c. 14, a. 192; 1997, c. 31, a. 102; 1997, c. 85, a. 330	
	1029.8.1.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.1.1.1, 1997, c. 14, a. 193	
	1029.8.1.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.1.3, 1997, c. 14, a. 194	
	1029.8.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.5.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.5.3, 1997, c. 3, a. 57	
	1029.8.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.9, 1997, c. 14, a. 195; 1997, c. 85, a. 248	
	1029.8.9.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.9.0.1.1, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.9.0.2, 1997, c. 3, a. 58; 1997, c. 14, a. 196	
	1029.8.9.0.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 197; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.9.0.4, 1997, c. 14, a. 198; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.9.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 103; 1997, c. 85, a. 330	
	1029.8.9.1.1, 1997, c. 85, a. 330	
	1029.8.9.1.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.10, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 199; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.11, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 200; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 85, a. 249	
	1029.8.15.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.16, 1997, c. 31, a. 104	
	1029.8.16.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.17, 1997, c. 31, a. 105	
	1029.8.17.0.1, 1997, c. 31, a. 106	
	1029.8.17.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 201	
	1029.8.18, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 202; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.18.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.18.1, 1997, c. 14, a. 203	
	1029.8.18.1.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 204	
	1029.8.18.1.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 205	
	1029.8.18.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.19, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 107	
	1029.8.19.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.19.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 206	
	1029.8.19.3, 1997, c. 14, a. 207	
	1029.8.19.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 208	
	1029.8.19.6, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.19.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 209	
	1029.8.21, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.21.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.21.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1029.8.21.3, 1997, c. 14, a. 210; 1997, c. 31, a. 108	
	1029.8.21.4, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.5, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.6, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.7, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.8, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.9, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.10, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.11, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.12, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.13, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.14, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.15, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.21.16, 1997, c. 85, a. 250	
	1029.8.22, 1997, c. 3, a. 59; 1997, c. 14, a. 211; 1997, c. 31, a. 109; 1997, c. 63, a. 111	
	1029.8.22.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 212; 1997, c. 63, a. 112	
	1029.8.22.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.23, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 213; 1997, c. 63, a. 113	
	1029.8.23.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.23.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.23.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.23.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.24, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.25, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 214; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 63, a. 114	
	1029.8.25.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 215; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 63, a. 115	
	1029.8.26, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.27, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.28, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.29, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.29.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.30, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.31, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.32, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.32.1, 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.33, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.33.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 63, a. 116	
	1029.8.33.1.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 110	
	1029.8.33.2, 1997, c. 3, a. 60; 1997, c. 14, a. 216; 1997, c. 63, a. 117; 1997, c. 85, a. 251	
	1029.8.33.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.33.2.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.33.2.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.33.3, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 111	
	1029.8.33.5.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 217	
	1029.8.33.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.33.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.33.7.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 112	
	1029.8.33.7.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.33.8, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 113	
	1029.8.33.10, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 218; 1997, c. 63, a. 118; 1997, c. 85, a. 252	
	1029.8.33.11, 1997, c. 31, a. 114	
	1029.8.33.12, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.13, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.14, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.15, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.16, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.17, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.18, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.33.19, 1997, c. 85, a. 253	
	1029.8.34, 1997, c. 3, a. 61; 1997, c. 14, a. 219; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 85, a. 254	
	1029.8.35, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 220; 1997, c. 31, a. 115; 1997, c. 85, a. 255	
	1029.8.35.1, 1997, c. 85, a. 256	
	1029.8.35.2, 1997, c. 85, a. 256	
	1029.8.36, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.0.1, 1997, c. 14, a. 221; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.0.2, 1997, c. 14, a. 221; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.0.3, 1997, c. 14, a. 221	
	1029.8.36.0.4, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.5, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.6, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.7, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.8, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.9, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.10, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.11, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.12, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.13, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.14, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.15, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.0.16, 1997, c. 85, a. 257	
	1029.8.36.4, 1997, c. 3, a. 62; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.4.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 222	
	1029.8.36.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 223; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 224; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.7, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 225; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.8, 1997, c. 14, a. 226	
	1029.8.36.9, 1997, c. 14, a. 227	
	1029.8.36.10, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 228	
	1029.8.36.11, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 229	
	1029.8.36.12, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.13, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 230	
	1029.8.36.14, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 230	
	1029.8.36.15, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 231	
	1029.8.36.16, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 232	
	1029.8.36.18, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.20, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.21, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.22, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.23, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 258	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.36.24, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.25, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.26, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.27, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 116	
	1029.8.36.28, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.29, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 117	
	1029.8.36.30, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.31, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.32, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.33, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.34, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.35, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.36, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.37, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.38, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.39, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.40, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.41, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.42, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.43, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.44, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.45, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.46, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.47, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.49, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.50, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.51, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 233	
	1029.8.36.52, 1997, c. 3, a. 71	
	1029.8.36.53, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.54, 1997, c. 14, a. 234; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 85, a. 259	
	1029.8.36.55, 1997, c. 14, a. 234; 1997, c. 31, a. 143; 1997, c. 85, a. 260	
	1029.8.36.56, 1997, c. 14, a. 234	
	1029.8.36.57, 1997, c. 14, a. 234	
	1029.8.36.58, 1997, c. 14, a. 234; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.36.59, 1997, c. 14, a. 234	
	1029.8.36.60, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.61, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.62, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.63, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.64, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.65, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.66, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.67, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.68, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.69, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.70, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.71, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.36.72, 1997, c. 85, a. 261	
	1029.8.37, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.38, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.39, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.40, 1997, c. 31, a. 143; Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.41, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.42, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.43, 1997, c. 14, a. 235; Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.44, 1997, c. 14, a. 236; Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.45, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.46, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.47, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.48, Ab. 1997, c. 85, a. 262	
	1029.8.50, 1997, c. 14, a. 290; 1997, c. 31, a. 118; 1997, c. 85, a. 263	
	1029.8.57, 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.62, 1997, c. 85, a. 264	
	1029.8.63, 1997, c. 31, a. 143	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.67 , 1997, c. 31, a. 119; 1997, c. 85, a. 265	
	1029.8.68 , 1997, c. 14, a. 237	
	1029.8.69 , 1997, c. 14, a. 238	
	1029.8.70 , 1997, c. 14, a. 239	
	1029.8.71 , 1997, c. 14, a. 240	
	1029.8.76 , 1997, c. 85, a. 266	
	1029.8.77 , 1997, c. 85, a. 267	
	1029.8.77.1 , 1997, c. 85, a. 268	
	1029.8.78 , Ab. 1997, c. 85, a. 269	
	1029.8.79 , 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.80 , 1997, c. 85, a. 270	
	1029.8.80.1 , 1997, c. 85, a. 271	
	1029.8.82 , Ab. 1997, c. 14, a. 241	
	1029.8.89 , 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.94 , 1997, c. 14, a. 242; 1997, c. 31, a. 143	
	1029.8.95 , Ab. 1997, c. 14, a. 243	
	1029.8.99 , 1997, c. 14, a. 244	
	1029.8.101 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.102 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.103 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.104 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.105 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.106 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.107 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.108 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.8.109 , 1997, c. 85, a. 272	
	1029.14 , 1997, c. 14, a. 245	
	1031 , 1997, c. 31, a. 120	
	1033.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1034.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1034.4 , 1997, c. 85, a. 273	
	1034.5 , 1997, c. 85, a. 273	
	1035 , 1997, c. 85, a. 274	
	1036 , 1997, c. 85, a. 275	
	1036.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1037 , 1997, c. 31, a. 121	
	1037.1 , 1997, c. 31, a. 122	
	1038 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 246	
	1038.1 , 1997, c. 31, a. 123	
	1039 , 1997, c. 14, a. 247	
	1040.1 , 1997, c. 31, a. 124	
	1042.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1044 , 1997, c. 31, a. 125	
	1044.0.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1045 , 1997, c. 14, a. 248	
	1045.0.1 , 1997, c. 31, a. 126	
	1045.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.0.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.0.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 276	
	1049.1.0.2 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 276	
	1049.1.0.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.0.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.0.5 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.1.4 , 1997, c. 85, a. 277	
	1049.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.0.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.0.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2 , 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1049.2.2.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.5, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.5.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 278	
	1049.2.2.5.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.5.3, 1997, c. 85, a. 279	
	1049.2.2.5.4, 1997, c. 85, a. 279	
	1049.2.2.6, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.7, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.8, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.9, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.2.10, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 280	
	1049.2.2.11, 1997, c. 85, a. 281	
	1049.2.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.4.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.4.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.6, 1997, c. 85, a. 282	
	1049.2.7.1, 1997, c. 85, a. 283	
	1049.2.7.1.1, 1997, c. 85, a. 284	
	1049.2.7.2, 1997, c. 85, a. 285	
	1049.2.7.3, 1997, c. 85, a. 286	
	1049.2.7.6, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 287	
	1049.2.8, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.9, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.10, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.2.11, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.6, 1997, c. 3, a. 63; 1997, c. 14, a. 249	
	1049.8, 1997, c. 85, a. 288	
	1049.9, 1997, c. 3, a. 64; 1997, c. 14, a. 250	
	1049.10, 1997, c. 14, a. 251	
	1049.10.1, 1997, c. 3, a. 64; 1997, c. 14, a. 252	
	1049.11.1.1, 1997, c. 14, a. 253	
	1049.11.1.2, 1997, c. 14, a. 253	
	1049.15, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 254	
	1049.29, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 255	
	1049.30, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 255	
	1049.31, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 255	
	1049.32, 1997, c. 3, a. 71	
	1049.33, 1997, c. 85, a. 289	
	1050, 1997, c. 85, a. 290	
	1051, 1997, c. 3, a. 71	
	1052, 1997, c. 31, a. 127; 1997, c. 85, a. 291	
	1053, 1997, c. 31, a. 128	
	1053.0.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 143	
	1053.0.2, 1997, c. 85, a. 292	
	1053.0.3, 1997, c. 85, a. 292	
	1053.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1056.1, Ab. 1997, c. 85, a. 293	
	1056.2, Ab. 1997, c. 85, a. 293	
	1056.3, Ab. 1997, c. 85, a. 293	
	1056.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1056.5, 1997, c. 3, a. 71	
	1056.6, 1997, c. 3, a. 71	
	1057, 1997, c. 31, a. 129; Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1057.0.1, 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1057.1, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1057.2, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1057.3, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1058, Ab. 1997, c. 85, a. 294	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1059, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1060, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1060.1, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1061, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1062, Ab. 1997, c. 85, a. 294	
	1063, 1997, c. 14, a. 256	
	1064, 1997, c. 14, a. 257	
	1065, 1997, c. 85, a. 295	
	1066, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 258; Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1066.1, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1066.2, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1067, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1068, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1069, 1997, c. 14, a. 259; Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1070, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1071, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1072, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1073, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1074, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1075, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1076, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1077, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1078, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1079, Ab. 1997, c. 85, a. 296	
	1086.1, 1997, c. 14, a. 290; Ab. 1997, c. 85, a. 297	
	1086.2, Ab. 1997, c. 85, a. 297	
	1086.3, Ab. 1997, c. 85, a. 297	
	1086.4, 1997, c. 14, a. 260; Ab. 1997, c. 85, a. 297	
	1086.5, 1997, c. 14, a. 290	
	1086.8, 1997, c. 31, a. 130	
	1089, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 298	
	1090, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 299	
	1090.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 261	
	1091, 1997, c. 85, a. 300	
	1094, 1997, c. 3, a. 71	
	1096, 1997, c. 3, a. 71	
	1096.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1097, 1997, c. 3, a. 71	
	1099, 1997, c. 14, a. 290	
	1101, 1997, c. 14, a. 290	
	1103, 1997, c. 3, a. 71	
	1104, 1997, c. 3, a. 71	
	1104.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1104.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1105, 1997, c. 3, a. 71	
	1106, 1997, c. 3, a. 71	
	1106.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1107, 1997, c. 3, a. 71	
	1108, 1997, c. 3, a. 65	
	1109, 1997, c. 3, a. 71	
	1110, 1997, c. 3, a. 71	
	1111, 1997, c. 3, a. 71	
	1112, 1997, c. 3, a. 71	
	1113, 1997, c. 3, a. 71	
	1114, 1997, c. 3, a. 71	
	1115, 1997, c. 3, a. 71	
	1116, 1997, c. 3, a. 71	
	1117, 1997, c. 3, a. 71	
	1117.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1118, 1997, c. 3, a. 71	
	1119, 1997, c. 3, a. 71	
	1120, 1997, c. 31, a. 131	
	1121.2, 1997, c. 31, a. 132	
	1122, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 262	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1123, 1997, c. 3, a. 71	
	1124, 1997, c. 3, a. 71	
	1125, 1997, c. 3, a. 71	
	1126, 1997, c. 3, a. 71	
	1127, 1997, c. 3, a. 71	
	1128, 1997, c. 3, a. 71	
	1129, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.2, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 263; 1997, c. 31, a. 133; 1997, c. 85, a. 301	
	1129.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.4.1, 1997, c. 14, a. 264	
	1129.4.2, 1997, c. 14, a. 264; 1997, c. 31, a. 134	
	1129.4.3, 1997, c. 14, a. 264	
	1129.4.4, 1997, c. 85, a. 302	
	1129.4.5, 1997, c. 85, a. 302	
	1129.4.6, 1997, c. 85, a. 302	
	1129.5, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.6, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.7, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.11, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.12.1, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.12.2, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.12.3, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.12.4, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.12.5, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.12.6, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.12.7, 1997, c. 85, a. 303	
	1129.13, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.14, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.14.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.19, 1997, c. 85, a. 304	
	1129.20, 1997, c. 14, a. 265	
	1129.23, 1997, c. 85, a. 305	
	1129.23.1, 1997, c. 14, a. 266	
	1129.23.2, 1997, c. 14, a. 266	
	1129.23.3, 1997, c. 14, a. 266	
	1129.23.4, 1997, c. 14, a. 266	
	1129.24, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.28, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.29, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.32, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.33, 1997, c. 85, a. 306	
	1129.33.1, 1997, c. 85, a. 307	
	1129.33.2, 1997, c. 85, a. 307	
	1129.33.3, 1997, c. 85, a. 307	
	1129.33.4, 1997, c. 85, a. 307	
	1129.33.5, 1997, c. 85, a. 307	
	1129.34, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.35, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.36, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.38, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.39, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.40, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.41, 1997, c. 31, a. 135	
	1129.41.1, 1997, c. 85, a. 308	
	1129.41.2, 1997, c. 85, a. 308	
	1129.41.3, 1997, c. 85, a. 308	
	1129.41.4, 1997, c. 85, a. 308	
	1129.41.5, 1997, c. 85, a. 308	
	1129.42, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.43, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.44, 1997, c. 3, a. 71	
	1129.45.1, 1997, c. 14, a. 267	
	1129.45.2, 1997, c. 14, a. 267	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1129.45.3 , 1997, c. 14, a. 267	
	1129.46 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 290	
	1129.47 , 1997, c. 3, a. 71	
	1129.48 , 1997, c. 3, a. 71	
	1129.49 , 1997, c. 3, a. 71	
	1129.55 , 1997, c. 14, a. 268	
	1129.56 , 1997, c. 14, a. 268	
	1129.57 , 1997, c. 14, a. 268	
	1129.58 , 1997, c. 14, a. 268; 1997, c. 85, a. 309	
	1130 , 1997, c. 3, a. 66; 1997, c. 14, a. 269; 1997, c. 31, a. 136; 1997, c. 85, a. 310	
	1131 , 1997, c. 3, a. 71	
	1132 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 270	
	1132.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1132.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1132.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	1133 , 1997, c. 3, a. 71	
	1134 , 1997, c. 3, a. 71	
	1135 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 271	
	1136 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 273	
	1137 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 274; 1997, c. 31, a. 137; 1997, c. 85, a. 311	
	1137.1 , 1997, c. 14, a. 275	
	1137.2 , 1997, c. 85, a. 312	
	1137.3 , 1997, c. 85, a. 312	
	1137.4 , 1997, c. 85, a. 312	
	1137.5 , 1997, c. 85, a. 312	
	1137.6 , 1997, c. 85, a. 312	
	1137.7 , 1997, c. 85, a. 312	
	1138 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 276; 1997, c. 85, a. 313	
	1138.0.0.1 , 1997, c. 85, a. 314	
	1138.0.0.2 , 1997, c. 85, a. 314	
	1138.0.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 315	
	1138.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1138.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1138.2.1 , 1997, c. 85, a. 316	
	1138.3 , 1997, c. 3, a. 71; Ab. 1997, c. 14, a. 277	
	1138.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	1141 , 1997, c. 3, a. 71	
	1141.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1141.1.1 , 1997, c. 3, a. 71	
	1141.2 , 1997, c. 3, a. 71	
	1141.2.1 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 279	
	1141.2.2 , 1997, c. 14, a. 280	
	1141.2.3 , 1997, c. 14, a. 280	
	1141.2.4 , 1997, c. 14, a. 280	
	1141.3 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 317	
	1142 , 1997, c. 3, a. 71	
	1143 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 281	
	1143.1 , 1997, c. 85, a. 318	
	1143.2 , 1997, c. 85, a. 318	
	1144 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 138	
	1145 , 1997, c. 14, a. 282	
	1159.1 , 1997, c. 3, a. 67; 1997, c. 14, a. 290	
	1159.1.1 , 1997, c. 14, a. 284	
	1159.3 , 1997, c. 3, a. 71	
	1159.4 , 1997, c. 3, a. 71	
	1159.7 , 1997, c. 3, a. 71	
	1159.8 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 139	
	1159.10 , 1997, c. 3, a. 71	
	1166 , 1997, c. 3, a. 68; 1997, c. 14, a. 285; 1997, c. 85, a. 319	
	1167 , 1997, c. 3, a. 69; 1997, c. 85, a. 320	
	1168 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 140	
	1170 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 321	
	1171 , 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 85, a. 322	
	1173.1 , 1997, c. 3, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. 1-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1173.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1173.3, 1997, c. 3, a. 71	
	1173.4, 1997, c. 3, a. 71	
	1174, 1997, c. 3, a. 71	
	1174.0.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1174.0.2, 1997, c. 3, a. 71	
	1174.1, 1997, c. 3, a. 71	
	1175.1, 1997, c. 14, a. 286; 1997, c. 31, a. 141	
	1175.2, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.3, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.4, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.5, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.6, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.7, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.8, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.9, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.10, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.11, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.12, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.13, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.14, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.15, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.16, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.17, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.18, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.19, 1997, c. 14, a. 286	
	1175.20, 1997, c. 85, a. 323	
	1175.21, 1997, c. 85, a. 323	
	1175.22, 1997, c. 85, a. 323	
	1176, 1997, c. 3, a. 70; 1997, c. 14, a. 290	
	1178, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 14, a. 287	
	1179, 1997, c. 3, a. 71	
	1180, 1997, c. 3, a. 71	
	1182, 1997, c. 3, a. 71	
	1183, 1997, c. 85, a. 324	
	1184, 1997, c. 85, a. 325	
	1184.1, 1997, c. 85, a. 326	
	1185.1, 1997, c. 3, a. 71; 1997, c. 31, a. 142	
	1186, Ab. 1997, c. 14, a. 288	
	1186.1, 1997, c. 14, a. 289	
	1186.2, 1997, c. 14, a. 289; 1997, c. 85, a. 327	
	1186.3, 1997, c. 14, a. 289	
	1186.4, 1997, c. 14, a. 289; 1997, c. 85, a. 328	
	1186.5, 1997, c. 14, a. 289; 1997, c. 85, a. 329	
c. I-4	Loi sur l'application de la Loi sur les impôts	
	1.1, 1997, c. 3, a. 72	
	5.2, 1997, c. 3, a. 73	
	10, 1997, c. 3, a. 75	
	11, 1997, c. 3, a. 75	
	12, 1997, c. 3, a. 75	
	13, 1997, c. 3, a. 75	
	14, 1997, c. 3, a. 75	
	19, 1997, c. 3, a. 75	
	21, 1997, c. 3, a. 75	
	22, 1997, c. 3, a. 75	
	23, 1997, c. 3, a. 75	
	24, 1997, c. 3, a. 75	
	25, 1997, c. 3, a. 75	
	26, 1997, c. 3, a. 75	
	28, 1997, c. 3, a. 75	
	29, 1997, c. 3, a. 75	
	30, 1997, c. 3, a. 75	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-4	Loi sur l'application de la Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	31 , 1997, c. 3, a. 75	
	32 , 1997, c. 3, a. 75	
	34 , 1997, c. 3, a. 75	
	41 , 1997, c. 85, a. 331	
	43 , 1997, c. 3, a. 75	
	44 , 1997, c. 3, a. 75	
	45 , 1997, c. 3, a. 75	
	48 , 1997, c. 3, a. 75	
	55 , 1997, c. 3, a. 75	
	67 , 1997, c. 3, a. 75	
	69 , 1997, c. 14, a. 291	
	70 , 1997, c. 3, a. 75	
	75 , 1997, c. 3, a. 75	
	75.1 , 1997, c. 3, a. 75	
	76 , 1997, c. 3, a. 75	
	77 , 1997, c. 3, a. 75	
	78 , 1997, c. 3, a. 75	
	79 , 1997, c. 3, a. 75	
	80 , 1997, c. 3, a. 75	
	81 , 1997, c. 3, a. 75	
	82 , 1997, c. 3, a. 75	
	83 , 1997, c. 3, a. 75	
	84 , 1997, c. 3, a. 75	
	85 , 1997, c. 3, a. 75	
	86 , 1997, c. 3, a. 75	
	88 , 1997, c. 3, a. 75	
	90 , 1997, c. 3, a. 75	
	92 , 1997, c. 3, a. 75	
c. I-6	Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels	
	12 , 1997, c. 43, a. 303	
	17 , 1997, c. 43, a. 304	
c. I-7	Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières	
	12 , 1997, c. 43, a. 305	
c. I-8.1	Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	
	2 , 1997, c. 51, a. 11	
	88 , 1997, c. 32, a. 8	
	91.1 , 1997, c. 32, a. 9	
	92 , 1997, c. 32, a. 10	
	93 , 1997, c. 32, a. 11	
	103.1 , 1997, c. 32, a. 12	
	108 , 1997, c. 57, a. 42	
	109 , 1997, c. 32, a. 13	
	111 , 1997, c. 51, a. 12	
	112 , 1997, c. 32, a. 14; 1997, c. 51, a. 13	
	113 , 1997, c. 51, a. 14	
	113.1 , 1997, c. 51, a. 15	
	114 , 1997, c. 32, a. 15	
	116 , 1997, c. 32, a. 16	
	117 , 1997, c. 51, a. 16	
	117.2 , 1997, c. 51, a. 17	
	126 , 1997, c. 51, a. 19	
	132.1 , 1997, c. 32, a. 17	
c. I-11.1	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières	
	5 , 1997, c. 35, a. 1	
	20 , 1997, c. 35, a. 2	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-11.1	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières — <i>Suite</i>	<p>23, 1997, c. 35, a. 3 26, 1997, c. 35, a. 4 27, 1997, c. 35, a. 5 28, 1997, c. 35, a. 6 29, 1997, c. 35, a. 7 41, 1997, c. 35, a. 8</p>
c. I-12.1	Loi sur les installations de tuyauterie	<p>2, 1997, c. 83, aa. 5, 11 3, Ab. 1997, c. 83, a. 7 4, 1997, c. 83, a. 8 12, 1997, c. 83, a. 9 13, 1997, c. 83, a. 11 20, 1997, c. 83, a. 11 20.1, 1997, c. 83, a. 11 20.2, 1997, c. 83, a. 11 21, 1997, c. 83, a. 11 21.1, 1997, c. 43, a. 306 22, 1997, c. 83, a. 10 24, 1997, c. 83, a. 11</p>
c. I-13	Loi sur certaines installations d'utilité publique	<p>2, 1997, c. 83, a. 43</p>
c. I-13.01	Loi sur les installations électriques	<p>2, 1997, c. 83, a. 12 3, 1997, c. 83, a. 20 4, 1997, c. 83, a. 20 5, 1997, c. 83, a. 20 6, 1997, c. 83, a. 20 7, 1997, c. 83, a. 20 9, 1997, c. 43, a. 307; 1997, c. 83, a. 20 10.1, 1997, c. 83, a. 20 13, 1997, c. 83, a. 20 14, 1997, c. 83, a. 20 15, 1997, c. 83, a. 13 14, 1997, c. 43, a. 308 16, 1997, c. 83, a. 14 17, 1997, c. 83, a. 15 18, Ab. 1997, c. 83, a. 17 19, 1997, c. 83, a. 18 24, 1997, c. 83, a. 20 27, 1997, c. 83, a. 20 29, 1997, c. 83, a. 20 30, 1997, c. 83, a. 20 34, 1997, c. 43, a. 309; 1997, c. 83, a. 20 35, 1997, c. 43, a. 310; 1997, c. 83, a. 19 35.1, 1997, c. 43, a. 311; 1997, c. 83, a. 20 35.2, 1997, c. 43, a. 312; 1997, c. 83, a. 20 35.3, 1997, c. 43, a. 313 38, 1997, c. 83, a. 20 41, 1997, c. 83, a. 20</p>
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique	<p>1, 1997, c. 96, a. 1 2, 1997, c. 96, a. 2 3, 1997, c. 96, a. 3 4, 1997, c. 96, a. 4 5, 1997, c. 47, a. 52; 1997, c. 96, a. 5 6, 1997, c. 96, a. 6</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	7, 1997, c. 96, a. 7	
	9, 1997, c. 96, a. 8	
	15, 1997, c. 96, a. 9	
	20, 1997, c. 47, a. 52	
	21, 1997, c. 47, a. 52	
	22, 1997, c. 96, a. 10	
	23, 1997, c. 96, aa. 11, 164	
	25, 1997, c. 96, a. 12	
	26, 1997, c. 43, a. 314	
	27, 1997, c. 43, a. 315	
	28, 1997, c. 43, a. 316	
	29, 1997, c. 43, a. 317	
	30, 1997, c. 43, a. 318	
	32, 1997, c. 43, a. 319	
	33, 1997, c. 43, a. 320	
	34, 1997, c. 43, a. 321	
	34.1, 1997, c. 43, a. 322	
	34.2, 1997, c. 43, a. 322	
	34.3, 1997, c. 43, a. 322	
	36, 1997, c. 96, a. 13	
	37, 1997, c. 96, a. 13	
	38, 1997, c. 96, a. 13	
	39, 1997, c. 96, a. 13	
	40, 1997, c. 96, a. 13	
	41, 1997, c. 96, a. 13	
	42, 1997, c. 96, a. 13	
	43, 1997, c. 96, a. 13	
	44, 1997, c. 96, a. 13	
	45, 1997, c. 96, a. 13	
	46, 1997, c. 96, a. 13	
	47, 1997, c. 96, a. 13	
	48, 1997, c. 96, a. 13	
	49, 1997, c. 96, a. 13	
	50, 1997, c. 96, a. 13	
	51, 1997, c. 96, a. 13	
	52, 1997, c. 96, a. 13	
	53, 1997, c. 96, a. 13	
	54, 1997, c. 96, a. 13	
	55, 1997, c. 96, a. 13	
	56, 1997, c. 96, a. 13	
	57, 1997, c. 96, a. 13	
	58, 1997, c. 96, a. 13	
	59, 1997, c. 96, a. 13	
	60, 1997, c. 96, a. 13	
	61, 1997, c. 96, a. 13	
	62, 1997, c. 96, a. 13	
	63, 1997, c. 96, a. 13	
	64, 1997, c. 96, a. 13	
	65, 1997, c. 96, a. 13	
	66, 1997, c. 96, a. 13	
	67, 1997, c. 96, a. 13	
	68, 1997, c. 96, a. 13	
	69, 1997, c. 96, a. 13	
	70, 1997, c. 96, a. 13	
	71, 1997, c. 96, a. 13	
	72, 1997, c. 96, a. 13	
	73, 1997, c. 96, a. 13	
	74, 1997, c. 96, a. 13	
	75, 1997, c. 96, a. 13	
	76, 1997, c. 96, a. 13	
	77, 1997, c. 96, a. 13	
	78, 1997, c. 96, a. 13	
	79, 1997, c. 96, a. 13	
	80, 1997, c. 58, a. 47; 1997, c. 96, a. 13	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	81 , 1997, c. 96, a. 13	
	82 , 1997, c. 96, a. 13	
	83 , 1997, c. 96, a. 13	
	84 , 1997, c. 96, a. 13	
	85 , 1997, c. 96, a. 13	
	86 , 1997, c. 96, a. 13	
	87 , 1997, c. 96, a. 13	
	88 , 1997, c. 96, a. 13	
	89 , 1997, c. 58, a. 48; 1997, c. 96, a. 13	
	90 , 1997, c. 96, a. 13	
	91 , 1997, c. 96, a. 13	
	92 , 1997, c. 96, a. 13	
	93 , 1997, c. 96, a. 13	
	94 , 1997, c. 96, a. 13	
	95 , 1997, c. 47, a. 1; 1997, c. 96, a. 13	
	96 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.1 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.2 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.3 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.4 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.5 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.6 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.7 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.8 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.9 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.10 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.11 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.12 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.13 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.14 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.15 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.16 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.17 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.18 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.19 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.20 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.21 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.22 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.23 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.24 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.25 , 1997, c. 96, a. 13	
	96.26 , 1997, c. 96, a. 13	
	97 , 1997, c. 96, a. 13	
	98 , 1997, c. 96, a. 13	
	99 , 1997, c. 96, a. 13	
	100 , 1997, c. 96, a. 13	
	101 , 1997, c. 96, a. 13	
	102 , 1997, c. 96, a. 13	
	103 , 1997, c. 96, a. 13	
	104 , 1997, c. 96, a. 13	
	105 , 1997, c. 96, a. 13	
	106 , 1997, c. 96, a. 13	
	107 , 1997, c. 96, a. 13	
	108 , 1997, c. 96, a. 13	
	109 , 1997, c. 96, a. 13	
	110 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.1 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.2 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.3 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.4 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.5 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.6 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.7 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.8 , 1997, c. 96, a. 13	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	110.9 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.10 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.11 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.12 , 1997, c. 96, a. 13	
	110.13 , 1997, c. 96, a. 13	
	111 , 1997, c. 47, a. 2	
	111.1 , 1997, c. 47, a. 3	
	113 , 1997, c. 96, a. 14	
	118.1 , 1997, c. 96, a. 15	
	120 , 1997, c. 96, a. 16	
	122 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	123 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	123.1 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	124 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	125 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	126 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	127 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	128 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	129 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	130 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	131 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	132 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	133 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	134 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	135 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	136 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	137 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	138 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	138.1 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	138.2 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	138.3 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	139 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	140 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	141 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	142 , Ab. 1997, c. 47, a. 4	
	143 , 1997, c. 47, a. 5; 1997, c. 96, a. 17	
	145 , 1997, c. 96, a. 18	
	146 , Ab. 1997, c. 47, a. 6	
	147 , 1997, c. 47, a. 7; 1997, c. 96, a. 19	
	148 , 1997, c. 47, a. 8	
	149 , 1997, c. 47, a. 9; 1997, c. 96, a. 20	
	153 , 1997, c. 47, a. 10	
	158 , 1997, c. 96, a. 21	
	161 , 1997, c. 96, a. 22	
	168.1 , 1997, c. 96, a. 23	
	174 , 1997, c. 96, a. 24	
	175.1 , 1997, c. 6, a. 2	
	175.2 , 1997, c. 6, a. 2	
	175.3 , 1997, c. 6, a. 2	
	175.4 , 1997, c. 96, a. 25	
	176 , 1997, c. 96, a. 26	
	177.1 , 1997, c. 96, a. 27	
	177.2 , 1997, c. 96, a. 27	
	178 , 1997, c. 96, a. 28	
	179 , 1997, c. 47, a. 11; 1997, c. 96, a. 29	
	182 , 1997, c. 96, a. 30	
	183 , 1997, c. 96, a. 31	
	184 , 1997, c. 96, a. 32	
	187 , 1997, c. 96, a. 33	
	189 , 1997, c. 47, a. 12; 1997, c. 96, a. 34	
	191 , 1997, c. 47, a. 13; 1997, c. 96, a. 35	
	192 , 1997, c. 96, a. 36	
	193 , 1997, c. 47, a. 14; 1997, c. 96, a. 37	
	194 , 1997, c. 96, a. 38	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	195 , 1997, c. 96, a. 39	
	196 , 1997, c. 96, a. 40	
	198 , 1997, c. 47, a. 15; 1997, c. 96, a. 41	
	199 , 1997, c. 96, a. 42	
	200 , 1997, c. 96, a. 43	
	201 , 1997, c. 96, a. 44	
	201.1 , 1997, c. 96, a. 45	
	201.2 , 1997, c. 96, a. 45	
	203 , 1997, c. 96, a. 46	
	204 , 1997, c. 96, a. 47	
	206 , Ab. 1997, c. 47, a. 16	
	207 , 1997, c. 47, a. 17	
	209 , 1997, c. 47, a. 18; 1997, c. 96, a. 48	
	210 , 1997, c. 47, a. 19; 1997, c. 96, a. 49	
	211 , 1997, c. 96, a. 50	
	212 , 1997, c. 96, a. 51	
	213 , 1997, c. 47, a. 20; 1997, c. 96, a. 52	
	214 , 1997, c. 96, a. 164	
	215.1 , 1997, c. 96, a. 53	
	216 , 1997, c. 96, a. 54	
	217 , 1997, c. 96, a. 55	
	218 , 1997, c. 47, a. 21; 1997, c. 96, a. 56	
	218.1 , 1997, c. 96, a. 57	
	218.2 , 1997, c. 96, a. 57	
	220 , 1997, c. 96, a. 58	
	221 , 1997, c. 96, a. 59	
	222 , 1997, c. 96, a. 60	
	222.1 , 1997, c. 96, a. 61	
	223 , 1997, c. 96, a. 62	
	224 , 1997, c. 96, a. 63	
	225 , 1997, c. 96, a. 64	
	226 , 1997, c. 96, a. 65	
	227 , 1997, c. 96, a. 66	
	228 , 1997, c. 47, a. 52; 1997, c. 96, a. 67	
	229 , Ab. 1997, c. 96, a. 68	
	230 , 1997, c. 96, a. 69	
	231 , 1997, c. 96, a. 70	
	233 , 1997, c. 47, a. 22; 1997, c. 96, a. 71	
	234 , 1997, c. 96, a. 72	
	235 , 1997, c. 96, a. 73	
	237 , Ab. 1997, c. 96, a. 74	
	239 , 1997, c. 96, a. 75	
	240 , 1997, c. 96, a. 76	
	241.2 , Ab. 1997, c. 96, a. 77	
	241.3 , Ab. 1997, c. 96, a. 77	
	241.4 , 1997, c. 96, a. 78	
	244 , 1997, c. 96, a. 79	
	245 , 1997, c. 96, a. 81	
	246 , 1997, c. 96, a. 82	
	246.1 , 1997, c. 96, a. 83	
	247 , 1997, c. 96, a. 164	
	248 , Ab. 1997, c. 96, a. 84	
	249 , 1997, c. 96, a. 85	
	250 , 1997, c. 96, a. 86	
	251 , 1997, c. 96, a. 87	
	252 , 1997, c. 96, aa. 88, 164	
	253 , 1997, c. 96, a. 164	
	255 , 1997, c. 96, a. 89	
	255.1 , 1997, c. 96, a. 90	
	256 , 1997, c. 58, a. 49; 1997, c. 96, a. 91	
	256.1 , Ab. 1997, c. 96, a. 92	
	258 , 1997, c. 58, a. 50; 1997, c. 96, a. 93	
	259 , 1997, c. 96, a. 94	
	260 , 1997, c. 96, a. 95	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	261 , 1997, c. 96, a. 96	
	261.1 , 1997, c. 96, a. 97	
	262 , 1997, c. 47, a. 23; 1997, c. 96, a. 98	
	263 , 1997, c. 47, a. 24; 1997, c. 96, a. 99	
	266 , 1997, c. 96, a. 100	
	267 , 1997, c. 96, a. 101	
	271 , Ab. 1997, c. 96, a. 102	
	275 , 1997, c. 96, a. 103	
	276 , 1997, c. 96, a. 104	
	277 , 1997, c. 96, a. 105	
	287 , 1997, c. 96, a. 106	
	291 , 1997, c. 96, a. 107	
	292 , 1997, c. 96, a. 108	
	297 , 1997, c. 96, a. 109	
	300 , 1997, c. 96, a. 110	
	301 , 1997, c. 96, a. 111	
	305 , 1997, c. 47, a. 25	
	306 , 1997, c. 47, a. 25	
	313 , 1997, c. 96, a. 112	
	313.1 , 1997, c. 96, a. 113	
	316 , 1997, c. 96, a. 114	
	317.1 , 1997, c. 96, a. 115	
	317.2 , 1997, c. 96, a. 115	
	354 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	355 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	356 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	357 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	358 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	359 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	360 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	361 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	362 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	363 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	364 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	365 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	366 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	366.1 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	367 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	368 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	369 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	370 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	371 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	372 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	373 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	374 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	375 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	376 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	377 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	378 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	379 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	380 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	381 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	382 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	383 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	384 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	385 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	386 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	387 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	388 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	389 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	390 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	391 , Ab. 1997, c. 47, a. 26	
	392 , 1997, c. 96, a. 116	
	393 , 1997, c. 96, a. 117	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	395, 1997, c. 96, a. 118	
	397, 1997, c. 96, a. 119	
	400, 1997, c. 96, a. 120	
	419, 1997, c. 96, a. 121	
	420, 1997, c. 96, a. 122	
	422, 1997, c. 96, a. 123	
	424, 1997, c. 96, a. 124	
	425, 1997, c. 96, a. 125	
	425.1, Ab. 1997, c. 47, a. 27	
	432, 1997, c. 96, a. 126	
	446, 1997, c. 96, a. 127	
	447, 1997, c. 96, a. 128	
	448, 1997, c. 96, aa. 129, 164	
	449, 1997, c. 96, a. 164	
	451, 1997, c. 96, a. 130	
	453, 1997, c. 96, a. 131	
	454.1, 1997, c. 58, a. 51; 1997, c. 96, a. 132	
	456.1, 1997, c. 43, a. 323	
	457.1, 1997, c. 96, a. 133	
	459, 1997, c. 96, a. 134	
	460, 1997, c. 96, a. 135	
	461, 1997, c. 96, a. 136	
	462, 1997, c. 96, a. 137	
	463, 1997, c. 96, a. 138	
	464, 1997, c. 96, a. 139	
	465, 1997, c. 96, a. 164	
	467, 1997, c. 96, a. 140	
	468, 1997, c. 96, a. 141	
	469, 1997, c. 96, a. 142	
	471, 1997, c. 96, a. 164	
	472, 1997, c. 96, a. 143	
	473, 1997, c. 96, a. 144	
	477.2, 1997, c. 96, a. 145	
	477.3, 1997, c. 96, a. 145	
	477.4, 1997, c. 96, a. 145	
	477.5, 1997, c. 96, a. 145	
	477.6, 1997, c. 96, a. 145	
	477.7, 1997, c. 96, a. 145	
	477.8, 1997, c. 96, a. 145	
	477.9, 1997, c. 96, a. 145	
	477.10, 1997, c. 96, a. 145	
	477.11, 1997, c. 96, a. 145	
	477.12, 1997, c. 96, a. 145	
	477.13, 1997, c. 96, a. 145	
	477.14, 1997, c. 96, a. 145	
	477.15, 1997, c. 96, a. 145	
	477.16, 1997, c. 96, a. 145	
	477.17, 1997, c. 96, a. 145	
	477.18, 1997, c. 96, a. 145	
	477.19, 1997, c. 96, a. 145	
	477.20, 1997, c. 96, a. 145	
	477.21, 1997, c. 96, a. 145	
	477.22, 1997, c. 96, a. 145	
	477.23, 1997, c. 96, a. 145	
	477.24, 1997, c. 96, a. 145	
	477.25, 1997, c. 96, a. 145	
	477.26, 1997, c. 96, a. 145	
	477.27, 1997, c. 96, a. 145	
	477.28, 1997, c. 96, a. 145	
	478, 1997, c. 96, a. 146	
	478.1, 1997, c. 96, a. 146	
	478.2, 1997, c. 96, a. 146	
	478.3, 1997, c. 96, a. 146	
	478.4, 1997, c. 96, a. 146	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	493, 1997, c. 47, a. 28	
	494, 1997, c. 47, a. 28	
	495, 1997, c. 47, a. 28	
	496, 1997, c. 47, a. 28	
	497, 1997, c. 47, a. 28	
	498, 1997, c. 47, a. 28	
	499, 1997, c. 47, a. 28	
	500, 1997, c. 47, a. 28	
	501, 1997, c. 47, a. 28	
	502, 1997, c. 47, a. 28	
	503, 1997, c. 47, a. 28	
	504, 1997, c. 47, a. 28	
	505, 1997, c. 47, a. 28	
	506, 1997, c. 47, a. 28	
	507, 1997, c. 47, a. 28	
	508, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 147	
	508.1, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 148	
	508.2, 1997, c. 47, a. 28	
	508.3, 1997, c. 47, a. 28	
	508.4, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 149	
	508.5, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 150	
	508.6, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 151	
	508.7, 1997, c. 47, a. 28	
	508.8, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 152	
	508.9, 1997, c. 47, a. 28	
	508.10, 1997, c. 47, a. 28	
	508.11, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 153	
	508.12, 1997, c. 47, a. 28	
	508.13, 1997, c. 47, a. 28	
	508.14, 1997, c. 47, a. 28	
	508.15, 1997, c. 47, a. 28	
	508.16, 1997, c. 47, a. 28	
	508.17, 1997, c. 47, a. 28	
	508.18, 1997, c. 47, a. 28	
	508.19, 1997, c. 47, a. 28	
	508.20, 1997, c. 47, a. 28	
	508.21, 1997, c. 47, a. 28	
	508.22, 1997, c. 47, a. 28	
	508.23, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 154	
	508.24, 1997, c. 47, a. 28	
	508.25, 1997, c. 47, a. 28	
	508.26, 1997, c. 47, a. 28	
	508.27, 1997, c. 47, a. 28	
	508.28, 1997, c. 47, a. 28	
	508.29, 1997, c. 47, a. 28	
	508.30, 1997, c. 47, a. 28	
	508.31, 1997, c. 47, a. 28	
	508.32, 1997, c. 47, a. 28	
	508.33, 1997, c. 47, a. 28	
	508.34, 1997, c. 47, a. 28	
	508.35, 1997, c. 47, a. 28	
	508.36, 1997, c. 47, a. 28	
	508.37, 1997, c. 47, a. 28; 1997, c. 96, a. 155	
	508.38, 1997, c. 47, a. 28	
	508.39, 1997, c. 47, a. 28	
	508.40, 1997, c. 47, a. 28	
	508.41, 1997, c. 47, a. 28	
	508.42, 1997, c. 47, a. 28	
	509, 1997, c. 47, a. 30	
	510, 1997, c. 47, a. 31	
	511, 1997, c. 47, a. 31	
	512, 1997, c. 47, a. 31	
	513, 1997, c. 47, a. 31	
	514, 1997, c. 47, a. 31	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	
	514.1, 1997, c. 47, a. 31	
	514.2, 1997, c. 47, a. 31	
	514.3, 1997, c. 47, a. 31	
	514.4, 1997, c. 47, a. 31	
	514.5, 1997, c. 47, a. 31	
	515, 1997, c. 47, a. 31; 1997, c. 96, a. 156	
	515.1, 1997, c. 47, a. 31	
	515.2, 1997, c. 47, a. 31	
	515.3, 1997, c. 47, a. 31	
	515.4, 1997, c. 47, a. 31	
	515.5, 1997, c. 47, a. 31	
	515.6, 1997, c. 47, a. 31	
	515.7, 1997, c. 47, a. 31	
	515.8, 1997, c. 47, a. 31	
	515.9, 1997, c. 47, a. 31	
	516, 1997, c. 47, a. 52	
	517, 1997, c. 47, a. 33	
	518.1, 1997, c. 47, a. 34	
	519, 1997, c. 47, a. 35	
	520, 1997, c. 47, aa. 36, 52; 1997, c. 96, a. 157	
	521, 1997, c. 47, a. 37; 1997, c. 96, a. 158	
	522, Ab. 1997, c. 47, a. 38	
	523, 1997, c. 47, aa. 39, 52; 1997, c. 96, a. 159	
	523.1, 1997, c. 47, a. 40	
	523.2, 1997, c. 47, a. 40	
	523.3, 1997, c. 47, a. 40	
	523.4, 1997, c. 47, a. 40	
	523.5, 1997, c. 47, a. 40	
	523.6, 1997, c. 47, a. 40	
	523.7, 1997, c. 47, a. 40	
	523.8, 1997, c. 47, a. 40	
	523.9, 1997, c. 47, a. 40	
	523.10, 1997, c. 47, a. 40	
	523.11, 1997, c. 47, a. 40	
	523.12, 1997, c. 47, a. 40	
	523.13, 1997, c. 47, a. 40	
	523.14, 1997, c. 47, a. 40	
	523.15, 1997, c. 47, a. 40	
	523.16, 1997, c. 47, a. 40	
	524, 1997, c. 47, aa. 41, 52; 1997, c. 96, a. 160	
	525, Ab. 1997, c. 47, a. 42	
	527, 1997, c. 47, aa. 43, 52	
	528, Ab. 1997, c. 98, a. 20	
	529, 1997, c. 47, a. 44; Ab. 1997, c. 98, a. 20	
	529.1, 1997, c. 47, a. 44; Ab. 1997, c. 98, a. 20	
	529.2, 1997, c. 47, a. 44; Ab. 1997, c. 98, a. 20	
	530, 1997, c. 47, aa. 45, 52; Ab. 1997, c. 98, a. 20	
	530.1, 1997, c. 47, a. 46	
	530.2, 1997, c. 47, a. 46; 1997, c. 98, a. 20	
	530.3, 1997, c. 47, a. 46	
	530.4, 1997, c. 47, a. 46	
	530.5, 1997, c. 47, a. 46	
	530.6, 1997, c. 47, a. 46	
	530.7, 1997, c. 47, a. 46	
	530.8, 1997, c. 47, a. 46	
	530.9, 1997, c. 47, a. 46	
	530.10, 1997, c. 47, a. 46	
	530.11, 1997, c. 47, a. 46	
	530.12, 1997, c. 47, a. 46	
	530.13, 1997, c. 47, a. 46	
	533, 1997, c. 47, a. 47; 1997, c. 96, a. 161	
	534, 1997, c. 47, aa. 48, 52	
	535, 1997, c. 47, a. 52	
	536, Ab. 1997, c. 47, a. 49	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique — <i>Suite</i>	538 , 1997, c. 96, a. 162 539 , 1997, c. 47, a. 52 540 , 1997, c. 47, aa. 50, 52 704 , 1997, c. 47, a. 51 725 , 1997, c. 96, a. 163 726 , 1997, c. 47, a. 52
c. I-14	Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis	185.1 , 1997, c. 6, a. 3 185.2 , 1997, c. 6, a. 3 185.3 , 1997, c. 6, a. 3 195 , 1997, c. 96, a. 187 431.2 , 1997, c. 96, a. 188 431.4 , 1997, c. 96, a. 189 431.9 , 1997, c. 96, a. 190 504 , 1997, c. 96, a. 191
c. I-15.1	Loi sur les intermédiaires de marché	36 , 1997, c. 43, a. 324 37 , 1997, c. 43, a. 325 37.1 , 1997, c. 43, a. 325 43 , 1997, c. 43, a. 326 160 , 1997, c. 43, a. 327 194 , 1997, c. 43, a. 328 195 , 1997, c. 43, a. 329 198 , 1997, c. 43, a. 330
c. L-1.1	Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus	10 , 1997, c. 43, a. 331 13 , 1997, c. 43, a. 332 16 , 1997, c. 43, a. 333 17 , 1997, c. 43, a. 334 18 , 1997, c. 43, a. 335 32 , 1997, c. 43, a. 336 36 , 1997, c. 43, a. 337
c. L-3	Loi sur les licences	5 , 1997, c. 85, a. 332 79.10 , 1997, c. 14, a. 292; 1997, c. 85, a. 333 79.11 , 1997, c. 85, a. 334 79.11.1 , 1997, c. 14, a. 293; 1997, c. 85, a. 335
c. L-4	Loi sur la liquidation des compagnies	20 , 1997, c. 80, a. 68 21 , 1997, c. 80, a. 69 22 , 1997, c. 80, a. 70
c. L-6	Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	1 , 1997, c. 54, a. 1 20 , 1997, c. 54, a. 2 20.1.1 , 1997, c. 54, a. 3 36.2 , 1997, c. 43, a. 338 36.2.1 , 1997, c. 43, a. 339 49.0.1 , 1997, c. 54, a. 4 50.0.1 , 1997, c. 54, a. 5 50.0.2 , 1997, c. 54, a. 5 55 , 1997, c. 54, a. 6 119 , 1997, c. 54, a. 7

Référence	TITRE	Modifications
c. M-3	Loi sur les maîtres électriciens	1 , 1997, c. 83, a. 34
c. M-4	Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie	1 , 1997, c. 83, a. 35 19 , 1997, c. 83, a. 36
c. M-5	Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés	25 , 1997, c. 43, a. 340 26 , 1997, c. 43, a. 342 27 , Ab. 1997, c. 43, a. 343 28 , Ab. 1997, c. 43, a. 343 29 , 1997, c. 43, a. 344 30 , Ab. 1997, c. 43, a. 345 31 , Ab. 1997, c. 43, a. 345 32 , Ab. 1997, c. 43, a. 345 33 , Ab. 1997, c. 43, a. 345 34 , Ab. 1997, c. 43, a. 345 35 , Ab. 1997, c. 43, a. 345 36 , Ab. 1997, c. 43, a. 345
c. M-6	Loi sur les mécaniciens de machines fixes	9.1 , 1997, c. 43, a. 346 9.2 , 1997, c. 43, a. 347 9.3 , 1997, c. 43, a. 348 9.4 , 1997, c. 43, a. 349
c. M-12.1	Loi sur les mesureurs de bois	6 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 7 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 8 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 9 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 10 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 11 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 12 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 13 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 14 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 15 , Ab. 1997, c. 83, a. 22 16 , 1997, c. 83, a. 23 17 , 1997, c. 83, a. 23 18 , 1997, c. 83, a. 23 19 , 1997, c. 83, a. 23 20 , 1997, c. 43, a. 350; 1997, c. 83, a. 23 22 , 1997, c. 43, a. 351; 1997, c. 83, a. 23 23 , Ab. 1997, c. 43, a. 352; 1997, c. 83, a. 23 24 , Ab. 1997, c. 43, a. 352; 1997, c. 83, a. 23 25 , Ab. 1997, c. 43, a. 352 26 , Ab. 1997, c. 43, a. 352; 1997, c. 83, a. 23 27 , Ab. 1997, c. 43, a. 352; 1997, c. 83, a. 23 28 , Ab. 1997, c. 43, a. 352 29 , Ab. 1997, c. 43, a. 352 31 , Ab. 1997, c. 83, a. 24
c. M-13.1	Loi sur les mines	48 , 1997, c. 43, a. 353 53 , 1997, c. 43, a. 354 280 , 1997, c. 43, a. 355 283 , 1997, c. 43, a. 356 284 , 1997, c. 43, a. 357 285 , 1997, c. 43, a. 358 306 , 1997, c. 43, a. 359

Référence	TITRE	Modifications
c. M-14	Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	2 , 1997, c. 70, a. 5 16 , 1997, c. 70, a. 6 36.14 , 1997, c. 43, a. 360
c. M-15.01	Loi sur certaines fonctions relatives à la main-d'oeuvre et à l'emploi (<i>Loi sur le ministère de l'Emploi</i>)	Remp. , 1997, c. 63, a. 144
c. M-17	Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie	7.1 , 1997, c. 43, a. 875
c. M-19.2	Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux	9.2 , 1997, c. 94, a. 1 10.2 , 1997, c. 75, a. 45
c. M-19.2.1	Loi sur le ministère de la Sécurité du revenu	Remp. , 1997, c. 63, a. 144
c. M-25.2	Loi sur le ministère des Ressources naturelles	12 , 1997, c. 64, a. 18 17.14 , 1997, c. 93, a. 126
c. M-28	Loi sur le ministère des Transports	3 , 1997, c. 40, a. 1 10.1 , 1997, c. 40, a. 2 11.4 , 1997, c. 46, a. 1 11.5.1 , 1997, c. 46, a. 2 12.1.1 , 1997, c. 46, a. 3
c. M-30	Loi sur le ministère du Conseil exécutif	3.0.1 , 1997, c. 6, a. 1; 1997, c. 43, a. 361; 1997, c. 84, a. 9 3.0.2 , 1997, c. 6, a. 1 3.0.3 , 1997, c. 6, a. 1 3.0.4 , 1997, c. 6, a. 1 3.0.5 , 1997, c. 6, a. 1 3.0.6 , 1997, c. 6, a. 1 3.23 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 3.24 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 3.25 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 3.26 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 3.27 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 3.28 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 3.29 , Ab. 1997, c. 91, a. 52 4 , 1997, c. 91, a. 53 4.1 , 1997, c. 91, a. 54
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	1 , 1997, c. 31, a. 144 1.2 , 1997, c. 3, a. 76 1.3 , 1997, c. 85, a. 336 3 , 1997, c. 14, a. 312 4 , 1997, c. 14, a. 312 4.1 , 1997, c. 3, a. 77 5 , 1997, c. 3, a. 78; 1997, c. 14, a. 312 6 , 1997, c. 14, a. 312 7 , 1997, c. 14, a. 312 8 , 1997, c. 14, a. 312

Référence	TITRE	Modifications
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu — <i>Suite</i>	
	9, 1997, c. 3, a. 104	
	9.1, 1997, c. 14, a. 312	
	11, 1997, c. 3, a. 79	
	12, 1997, c. 3, a. 80	
	12.1, 1997, c. 3, a. 104	
	12.3, 1997, c. 3, a. 104	
	13, 1997, c. 3, a. 81; 1997, c. 85, a. 337	
	14, 1997, c. 3, a. 82; 1997, c. 14, a. 294; 1997, c. 85, a. 338	
	14.5, 1997, c. 85, a. 361	
	14.7, 1997, c. 3, a. 83; 1997, c. 85, a. 339	
	14.8, Ab. 1997, c. 85, a. 340	
	15, 1997, c. 3, a. 84	
	15.1, 1997, c. 3, a. 104	
	15.2, 1997, c. 3, a. 104	
	15.3.1, 1997, c. 3, a. 104	
	15.6, 1997, c. 85, a. 341	
	15.7, 1997, c. 3, a. 85	
	16.5, 1997, c. 3, a. 86	
	17, 1997, c. 3, a. 104	
	17.2, 1997, c. 3, a. 87; 1997, c. 85, a. 342	
	17.3, 1997, c. 3, a. 88	
	17.4, 1997, c. 3, a. 89	
	17.5, 1997, c. 3, a. 90	
	17.5.1, 1997, c. 14, a. 295	
	19, Ab. 1997, c. 14, a. 296	
	20, 1997, c. 3, a. 91	
	21.1, 1997, c. 85, a. 343	
	23, 1997, c. 85, a. 344	
	24, 1997, c. 14, a. 297	
	24.0.1, 1997, c. 3, a. 104; 1997, c. 14, a. 298; 1997, c. 85, a. 361	
	24.0.2, 1997, c. 3, a. 104	
	24.0.3, 1997, c. 31, a. 145	
	24.1, 1997, c. 85, a. 345	
	25.4, 1997, c. 3, a. 92	
	26, Ab. 1997, c. 3, a. 93	
	27.0.1, 1997, c. 14, a. 299	
	30.3, 1997, c. 14, a. 300	
	30.4, 1997, c. 14, a. 301	
	30.5, 1997, c. 85, a. 346	
	30.6, 1997, c. 85, a. 346	
	31, 1997, c. 85, a. 347	
	31.1.3, 1997, c. 3, a. 94; 1997, c. 14, a. 302	
	33, 1997, c. 85, a. 348	
	33.1, Ab. 1997, c. 3, a. 95	
	34, 1997, c. 3, a. 96; 1997, c. 14, a. 303; 1997, c. 85, a. 349	
	35.4, 1997, c. 85, a. 350	
	37.1.1, 1997, c. 14, a. 304	
	38, 1997, c. 14, a. 305; 1997, c. 86, a. 3	
	40.1, 1997, c. 14, a. 312	
	41, 1997, c. 14, a. 312	
	42, 1997, c. 14, a. 312	
	48, 1997, c. 3, a. 104	
	49, 1997, c. 3, a. 104	
	50, 1997, c. 3, a. 104	
	53, 1997, c. 3, a. 104	
	58, 1997, c. 3, a. 104	
	59, 1997, c. 14, a. 306; 1997, c. 85, a. 351	
	59.0.4, 1997, c. 3, a. 104	
	59.1, 1997, c. 85, a. 352	
	59.2, 1997, c. 14, a. 307	
	59.2.1, 1997, c. 14, a. 308	
	59.2.2, 1997, c. 14, a. 308	
	60, 1997, c. 14, a. 309; 1997, c. 85, a. 353	
	61, 1997, c. 85, a. 354	

Référence	TITRE	Modifications
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu — <i>Suite</i>	
	61.0.1 , 1997, c. 14, a. 310	
	68 , 1997, c. 3, a. 104	
	69 , 1997, c. 3, a. 104	
	69.0.2 , 1997, c. 86, a. 4	
	69.0.3 , 1997, c. 86, a. 4	
	69.0.4 , 1997, c. 86, a. 4	
	69.1 , 1997, c. 3, a. 104; 1997, c. 14, a. 312; 1997, c. 20, a. 14; 1997, c. 57, a. 43; 1997, c. 63, a. 119; 1997, c. 85, a. 355	
	71.0.11 , 1997, c. 14, a. 312	
	78.1 , 1997, c. 3, a. 97; 1997, c. 14, a. 312	
	78.2 , 1997, c. 3, a. 98; 1997, c. 14, a. 312	
	79 , 1997, c. 3, a. 99	
	80 , 1997, c. 3, a. 100; 1997, c. 14, a. 312	
	81 , 1997, c. 3, a. 104; 1997, c. 14, a. 312	
	82 , 1997, c. 3, a. 104; 1997, c. 14, a. 312	
	83 , 1997, c. 3, a. 101; 1997, c. 14, a. 312	
	84 , 1997, c. 14, a. 312	
	86 , 1997, c. 14, a. 312	
	87 , 1997, c. 85, a. 356	
	90 , 1997, c. 3, a. 104; 1997, c. 14, a. 311	
	91 , 1997, c. 3, a. 104	
	91.1 , 1997, c. 14, a. 312	
	92 , 1997, c. 3, a. 104	
	93 , 1997, c. 85, a. 357	
	93.1.1 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.2 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.3 , 1997, c. 85, a. 358; 1997, c. 86, a. 5	
	93.1.4 , 1997, c. 85, a. 358; 1997, c. 86, a. 6	
	93.1.5 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.6 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.7 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.8 , 1997, c. 85, a. 358; 1997, c. 86, a. 7	
	93.1.9 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.10 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.11 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.12 , 1997, c. 85, a. 358; 1997, c. 86, a. 8	
	93.1.13 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.14 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.15 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.16 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.17 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.18 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.19 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.20 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.21 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.22 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.23 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.24 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.1.25 , 1997, c. 85, a. 358	
	93.7 , 1997, c. 3, a. 102	
	93.8 , 1997, c. 85, a. 361	
	93.9 , 1997, c. 85, a. 361	
	93.15 , 1997, c. 85, a. 361	
	93.18 , 1997, c. 85, a. 361	
	93.33 , 1997, c. 85, a. 359	
	95 , 1997, c. 85, a. 360	
	96 , 1997, c. 3, a. 103; 1997, c. 14, a. 312	
c. M-34	Loi sur les ministères	
	1 , 1997, c. 58, a. 52; 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 91, a. 55	

Référence	TITRE	Modifications
c. M-35.1	Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche	<p> 5, 1997, c. 43, a. 362 11, 1997, c. 70, a. 7 12, Ab. 1997, c. 43, a. 363; 1997, c. 70, a. 8 19, 1997, c. 43, a. 364 25, 1997, c. 43, a. 365 26, 1997, c. 43, a. 366 27, 1997, c. 43, a. 367 28, 1997, c. 43, a. 368 29, 1997, c. 43, a. 369 30, 1997, c. 43, a. 370 35, 1997, c. 43, a. 371 37, 1997, c. 43, a. 372 38, 1997, c. 43, a. 373 41, 1997, c. 43, a. 374 41.1, 1997, c. 43, a. 375 47, 1997, c. 43, a. 376 48, 1997, c. 43, a. 377 50, 1997, c. 43, a. 378 51, 1997, c. 43, a. 379 52, 1997, c. 43, a. 380 53, 1997, c. 43, a. 381 54, 1997, c. 43, a. 382 61, 1997, c. 43, a. 383 62, 1997, c. 43, a. 384 81, 1997, c. 43, a. 385 84, 1997, c. 43, a. 386 111, 1997, c. 43, a. 387 117, 1997, c. 43, a. 388 118, 1997, c. 43, a. 389 134, 1997, c. 43, a. 390 137, 1997, c. 43, a. 391 138, 1997, c. 43, a. 392 140, 1997, c. 43, a. 393 151, 1997, c. 43, a. 394 153, 1997, c. 43, a. 395 165, 1997, c. 43, a. 396 191.1, 1997, c. 43, a. 397 </p>
c. N-1.1	Loi sur les normes du travail	<p> 6.2, 1997, c. 2, a. 1 33, Ab. 1997, c. 72, a. 1 34, Ab. 1997, c. 72, a. 1 35, 1997, c. 72, a. 2 36, Ab. 1997, c. 72, a. 3 37, Ab. 1997, c. 72, a. 3 38, Ab. 1997, c. 72, a. 3 39.0.1, 1997, c. 85, a. 362 39.0.2, 1997, c. 85, a. 363 39.0.3, 1997, c. 14, a. 313 40.1, 1997, c. 20, a. 15 46, 1997, c. 85, a. 364 50, 1997, c. 85, a. 365 50.1, 1997, c. 85, a. 366 50.2, 1997, c. 85, a. 366 51.0.1, 1997, c. 72, a. 4 52, 1997, c. 45, a. 1 68.1, 1997, c. 10, a. 1 81.10, 1997, c. 10, a. 2 81.11, 1997, c. 10, a. 3 84.2, 1997, c. 72, a. 5 84.3, 1997, c. 72, a. 5 89.1, 1997, c. 72, a. 6 92, Ab. 1997, c. 72, a. 7 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. N-1.1	Loi sur les normes du travail — <i>Suite</i>	121 , 1997, c. 63, a. 128 126.1 , 1997, c. 2, a. 2 139 , 1997, c. 85, a. 367 140 , 1997, c. 85, a. 368
c. N-2	Loi sur le notariat	120 , 1997, c. 75, a. 46
c. O-8.1	Loi sur l'organisation policière	39 , 1997, c. 52, a. 1 40 , 1997, c. 52, a. 2 41 , 1997, c. 52, a. 3 42 , 1997, c. 52, a. 4 43 , 1997, c. 52, a. 5 44 , 1997, c. 52, a. 6 46 , 1997, c. 52, a. 7 47 , 1997, c. 52, a. 8 51 , 1997, c. 52, a. 9 51.1 , 1997, c. 52, a. 10 51.2 , 1997, c. 52, a. 10 51.3 , 1997, c. 52, a. 10 51.4 , 1997, c. 52, a. 10 51.5 , 1997, c. 52, a. 10 51.6 , 1997, c. 52, a. 10 52 , 1997, c. 52, a. 11 53 , 1997, c. 52, a. 12 54 , Ab. 1997, c. 52, a. 13 57 , Ab. 1997, c. 52, a. 14 58 , 1997, c. 52, a. 15 58.1 , 1997, c. 52, a. 15 58.2 , 1997, c. 52, a. 15 58.3 , 1997, c. 52, a. 15 58.4 , 1997, c. 52, a. 15 58.5 , 1997, c. 52, a. 15 58.6 , 1997, c. 52, a. 15 58.7 , 1997, c. 52, a. 15 62 , 1997, c. 52, a. 16 65 , 1997, c. 52, a. 17 66 , 1997, c. 52, a. 18 67 , 1997, c. 52, a. 19 68 , 1997, c. 52, a. 20 68.1 , 1997, c. 52, a. 20 69 , Ab. 1997, c. 52, a. 21 72 , 1997, c. 52, a. 22 72.1 , 1997, c. 52, a. 23 73 , 1997, c. 52, a. 24 74 , 1997, c. 52, a. 25 76 , 1997, c. 52, a. 26 80 , 1997, c. 52, a. 27 91 , Ab. 1997, c. 52, a. 28 92 , 1997, c. 52, a. 29 94 , 1997, c. 52, a. 30 95 , 1997, c. 52, a. 31 96 , 1997, c. 52, a. 32 97 , Ab. 1997, c. 52, a. 33 100 , Ab. 1997, c. 52, a. 33 101 , Ab. 1997, c. 52, a. 33 105 , Ab. 1997, c. 52, a. 33 106 , 1997, c. 52, a. 34 107 , Ab. 1997, c. 52, a. 35 107.1 , 1997, c. 52, a. 36 107.2 , Ab. 1997, c. 52, a. 37

Référence	TITRE	Modifications
c. O-8.1	Loi sur l'organisation policière — <i>Suite</i>	<p> 107.7, 1997, c. 52, a. 38 111, 1997, c. 52, a. 39 115, 1997, c. 52, a. 40 119, 1997, c. 52, a. 41 125, 1997, c. 52, a. 42 127, 1997, c. 52, a. 43 128, Ab. 1997, c. 52, a. 44 130, 1997, c. 52, a. 45 131, 1997, c. 52, a. 46 132, 1997, c. 52, a. 47 134, 1997, c. 52, a. 48 141.1, 1997, c. 52, a. 49 268, Ab. 1997, c. 52, a. 50 268.1, Ab. 1997, c. 52, a. 50 </p>
c. O-9	Loi sur l'organisation territoriale municipale	<p> 38, 1997, c. 93, a. 127 59, 1997, c. 93, a. 128 60, 1997, c. 93, a. 129 67, 1997, c. 93, a. 130 70.1, 1997, c. 93, a. 131 86, 1997, c. 93, a. 132 108, 1997, c. 93, a. 133 110.1, 1997, c. 93, a. 134 133, 1997, c. 53, a. 40; 1997, c. 93, a. 135 134, 1997, c. 93, a. 136 154, 1997, c. 93, a. 137 155, 1997, c. 93, a. 138 160.1, 1997, c. 93, a. 139 204, 1997, c. 93, a. 140 210.28, 1997, c. 93, a. 141 210.38, 1997, c. 93, a. 142 210.39, 1997, c. 93, a. 143 210.42, 1997, c. 93, a. 144 </p>
c. P-2	Loi sur le paiement de certaines amendes	<p> 1.1, 1997, c. 4, a. 1 2, 1997, c. 4, a. 2 3, 1997, c. 4, a. 3 4, 1997, c. 4, a. 4 6, Ab. 1997, c. 4, a. 5 8, Ab. 1997, c. 4, a. 6 </p>
c. P-2.2	Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires	<p> 3, 1997, c. 81, a. 1 3.1, 1997, c. 81, a. 2 4, 1997, c. 81, a. 3 9, 1997, c. 81, a. 4 76, 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 86, a. 9 </p>
c. P-9.01	Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales	<p> 14, 1997, c. 43, a. 398 19, 1997, c. 43, a. 400 21, 1997, c. 43, a. 402 22, Ab. 1997, c. 43, a. 403 23, Ab. 1997, c. 43, a. 403 24, Ab. 1997, c. 43, a. 403 25, Ab. 1997, c. 43, a. 403 26, Ab. 1997, c. 43, a. 403 27, Ab. 1997, c. 43, a. 403 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. P-9.01	Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales — <i>Suite</i>	
	28 , Ab. 1997, c. 43, a. 403	
	45 , 1997, c. 80, a. 71	
	47 , 1997, c. 43, a. 404	
c. P-9.1	Loi sur les permis d'alcool	
	36 , 1997, c. 51, a. 20	
	37 , Ab. 1997, c. 51, a. 21	
	38 , 1997, c. 51, a. 22	
	39 , 1997, c. 43, a. 875; 1997, c. 51, a. 23	
	40 , 1997, c. 51, a. 24	
	41 , 1997, c. 51, a. 25	
	42 , 1997, c. 51, a. 26	
	42.1 , 1997, c. 51, a. 27	
	45 , 1997, c. 51, a. 28	
	47 , 1997, c. 51, a. 29	
	50 , 1997, c. 51, a. 30	
	72.1 , 1997, c. 32, a. 18	
	74 , 1997, c. 51, a. 31	
	74.1 , 1997, c. 51, a. 32	
	80 , 1997, c. 43, a. 405	
	83 , 1997, c. 51, a. 34	
	84 , 1997, c. 43, a. 406	
	84.1 , 1997, c. 51, a. 35	
	85 , 1997, c. 51, a. 37	
	86 , 1997, c. 51, a. 38	
	86.0.1 , 1997, c. 51, a. 39	
	86.2 , 1997, c. 51, a. 40	
	86.3 , 1997, c. 51, a. 41	
	87 , 1997, c. 51, a. 42	
	87.1 , 1997, c. 51, a. 43	
	88 , Ab. 1997, c. 51, a. 44	
	89 , 1997, c. 51, a. 45	
	89.1 , 1997, c. 51, a. 46	
	89.2 , 1997, c. 51, a. 46	
	95 , 1997, c. 51, a. 47	
	96 , 1997, c. 51, a. 48	
	97 , 1997, c. 51, a. 49	
	99 , 1997, c. 43, a. 407; 1997, c. 51, a. 50	
	100.1 , 1997, c. 43, a. 408	
	103 , Ab. 1997, c. 43, a. 409	
	105 , Ab. 1997, c. 43, a. 409	
	106 , Ab. 1997, c. 43, a. 409	
	111 , 1997, c. 51, a. 51	
	114 , 1997, c. 51, a. 52	
	152 , 1997, c. 43, a. 875	
c. P-9.2	Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses	
	4 , 1997, c. 43, a. 410	
c. P-9.3	Loi sur les pesticides	
	16 , 1997, c. 43, a. 411	
	17 , 1997, c. 43, a. 412	
	67 , 1997, c. 43, a. 413	
	68 , 1997, c. 43, a. 415	
	69 , 1997, c. 43, a. 416	
	70 , 1997, c. 43, a. 417	
	71 , Ab. 1997, c. 43, a. 418	
	72 , Ab. 1997, c. 43, a. 418	
	73 , 1997, c. 43, a. 419	
	74 , 1997, c. 43, a. 420	
	75 , Ab. 1997, c. 43, a. 421	

Référence	TITRE	Modifications
c. P-9.3	Loi sur les pesticides — <i>Suite</i> 76 , Ab. 1997, c. 43, a. 421 77 , Ab. 1997, c. 43, a. 421 78 , Ab. 1997, c. 43, a. 421 127 , 1997, c. 43, a. 422 129 , 1997, c. 43, a. 423	
c. P-13	Loi de police Ann. A , 1997, c. 52, a. 51	
c. P-18	Loi sur la prescription des paiements à la Couronne Ab. , 1997, c. 3, a. 105	
c. P-19	Loi sur la presse 1 , 1997, c. 30, a. 1	
c. P-23	Loi sur la prévention des incendies 4 , 1997, c. 48, a. 1	
c. P-23.1	Loi sur la prévention des maladies de la pomme de terre 12.1 , 1997, c. 43, a. 424	
c. P-28	Loi sur les producteurs agricoles 5 , 1997, c. 43, a. 425 6 , 1997, c. 43, a. 426 7 , 1997, c. 43, a. 427 11 , 1997, c. 43, a. 428 12 , 1997, c. 43, a. 429 13 , 1997, c. 43, a. 430 16 , 1997, c. 43, a. 431 20 , 1997, c. 43, a. 432 26 , 1997, c. 43, a. 433 46 , 1997, c. 43, a. 434 48 , 1997, c. 43, a. 435 49 , 1997, c. 43, a. 436 51.1 , 1997, c. 43, a. 437	
c. P-29	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments 1 , 1997, c. 75, a. 47 11.1 , 1997, c. 68, a. 1 11.2 , 1997, c. 68, a. 1 16 , 1997, c. 43, a. 439 17 , 1997, c. 43, a. 440 18 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 19 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 20 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 21 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 22 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 23 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 24 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 25 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 26 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 27 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 28 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 29 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 30 , Ab. 1997, c. 43, a. 441 33.1.1 , 1997, c. 68, a. 2 33.1.2 , 1997, c. 68, a. 2	

Référence	TITRE	Modifications
c. P-29	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments — <i>Suite</i>	33.1.3 , 1997, c. 68, a. 2 33.1.4 , 1997, c. 68, a. 2 33.2 , 1997, c. 68, a. 3 33.3 , 1997, c. 68, a. 4 33.3.1 , 1997, c. 68, a. 5 33.4 , 1997, c. 68, a. 6 33.5 , 1997, c. 80, a. 72 33.11 , 1997, c. 68, a. 7 33.12 , 1997, c. 43, a. 442 40 , 1997, c. 68, a. 8 45 , 1997, c. 68, a. 9 45.1 , 1997, c. 68, a. 10 45.1.1 , 1997, c. 68, a. 11 46 , 1997, c. 68, a. 12
c. P-30	Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	18 , 1997, c. 43, a. 443 32 , 1997, c. 43, a. 444 36 , 1997, c. 43, a. 445 39 , 1997, c. 43, a. 446 48.5 , 1997, c. 80, a. 73 48.12 , 1997, c. 43, a. 447 49.1 , 1997, c. 43, a. 448
c. P-30.1	Loi sur la programmation éducative	3.3 , 1997, c. 43, a. 449 3.4 , 1997, c. 43, a. 450 4 , 1997, c. 43, a. 451 5 , 1997, c. 43, a. 452 9 , 1997, c. 43, a. 453
c. P-32	Loi sur le Protecteur du citoyen	15 , 1997, c. 36, a. 12
c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	72.3.5 , 1997, c. 43, a. 454
c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	1 , 1997, c. 77, a. 1 16.7 , 1997, c. 43, a. 455 16.8 , 1997, c. 43, a. 456 31 , 1997, c. 77, a. 2 40.3.2 , 1997, c. 43, a. 457 40.4 , 1997, c. 43, a. 458 41 , 1997, c. 43, a. 459 58 , 1997, c. 77, a. 3 59 , 1997, c. 77, a. 4 60 , 1997, c. 77, a. 5 62 , 1997, c. 77, a. 6 63 , 1997, c. 77, a. 7 69 , 1997, c. 77, a. 8
c. P-38.01	Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics	6 , 1997, c. 96, a. 192

Référence	TITRE	Modifications
c. P-39.01	Loi sur la protection des plantes	
	8.1 , 1997, c. 43, a. 460	
c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur	
	5 , 1997, c. 83, a. 44	
	188 , 1997, c. 96, a. 193	
	227.1 , 1997, c. 85, a. 369	
	260.17 , 1997, c. 43, a. 461	
	260.18 , Ab. 1997, c. 43, a. 462	
	333 , 1997, c. 43, a. 463	
	339 , 1997, c. 43, a. 465	
	340 , 1997, c. 43, a. 466	
	341 , 1997, c. 43, a. 466	
	342 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	343 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	344 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	345 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	346 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	347 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	348 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
	349 , Ab. 1997, c. 43, a. 466	
c. P-41	Loi sur la protection du malade mental	
	1 , 1997, c. 43, a. 467	
	24 , 1997, c. 43, a. 468	
	29 , 1997, c. 43, a. 469	
	30 , 1997, c. 43, a. 470	
	31 , 1997, c. 43, a. 471	
	Remp. , 1997, c. 75, a. 25	
c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles	
	4 , 1997, c. 43, a. 472	
	7 , 1997, c. 43, a. 473	
	11 , 1997, c. 43, a. 474	
	13 , 1997, c. 43, a. 475	
	14.1 , 1997, c. 43, a. 476	
	15 , 1997, c. 43, a. 477	
	17 , 1997, c. 43, a. 478	
	18.6 , 1997, c. 43, a. 479	
	19.1 , 1997, c. 43, a. 480	
	21.0.1 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.2 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.3 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.4 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.5 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.6 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.7 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.8 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.9 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.10 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.0.11 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.1 , 1997, c. 43, a. 481	
	21.2 , 1997, c. 43, a. 481	
	21.3 , 1997, c. 43, a. 481	
	21.4 , 1997, c. 43, a. 481	
	21.5 , 1997, c. 43, a. 481	
	21.6 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.7 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.8 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	21.9 , Ab. 1997, c. 43, a. 481	
	32 , 1997, c. 43, a. 482	
	51 , 1997, c. 43, a. 483	

Référence	TITRE	Modifications
c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles — <i>Suite</i>	<p> 57, 1997, c. 43, a. 484 58.4, 1997, c. 44, a. 102 60, 1997, c. 43, a. 485 60.1, 1997, c. 43, a. 486 60.2, 1997, c. 43, a. 487 61, 1997, c. 43, a. 488 62, 1997, c. 44, a. 103 62.1, 1997, c. 43, a. 489 62.4, 1997, c. 43, a. 490; 1997, c. 44, a. 104 64, 1997, c. 43, a. 491 66, 1997, c. 43, a. 492 78, 1997, c. 43, a. 493 80, 1997, c. 43, a. 494 96, 1997, c. 43, a. 495 100.1, 1997, c. 43, a. 496 </p>
c. P-42	Loi sur la protection sanitaire des animaux	<p> 3.5, 1997, c. 43, a. 497 11.1, 1997, c. 43, a. 498 30, 1997, c. 70, a. 9 54, 1997, c. 70, a. 10 55.9.6, 1997, c. 43, a. 499 55.22, 1997, c. 80, a. 74 55.25, 1997, c. 43, a. 500 55.27, 1997, c. 43, a. 501 55.31, 1997, c. 43, a. 502 55.35, 1997, c. 43, a. 504 55.36, Ab. 1997, c. 43, a. 505 55.37, Ab. 1997, c. 43, a. 505 55.38, Ab. 1997, c. 43, a. 505 55.39, Ab. 1997, c. 43, a. 505 55.40, Ab. 1997, c. 43, a. 505 55.41, Ab. 1997, c. 43, a. 505 55.42, Ab. 1997, c. 43, a. 505 </p>
c. P-44	Loi sur la publicité le long des routes	<p> 10, 1997, c. 43, a. 506 10.1, 1997, c. 43, a. 507 </p>
c. P-45	Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales	<p> 8, 1997, c. 89, a. 1 9, 1997, c. 89, a. 2 17, 1997, c. 89, a. 3 18, 1997, c. 89, a. 4 20, 1997, c. 89, a. 5 21, 1997, c. 89, a. 6 22, 1997, c. 89, a. 7 73.1, 1997, c. 89, a. 8 74, 1997, c. 89, a. 9 78, 1997, c. 89, a. 10 80, 1997, c. 89, a. 11 90, 1997, c. 89, a. 12 91, 1997, c. 89, a. 13 96, 1997, c. 89, a. 14 </p>
Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	<p> 25, 1997, c. 43, a. 508 26, 1997, c. 43, a. 509 31, 1997, c. 21, a. 1 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement — <i>Suite</i>	
	31.15.1, 1997, c. 43, a. 510	
	31.15.2, 1997, c. 43, a. 511	
	31.16, 1997, c. 43, a. 512	
	31.19, 1997, c. 43, a. 513	
	31.21.1, 1997, c. 43, a. 514	
	31.26, 1997, c. 43, a. 515	
	31.29, 1997, c. 43, a. 516	
	31.39, 1997, c. 43, a. 517	
	31.42, 1997, c. 43, a. 518	
	31.43, 1997, c. 43, a. 519	
	31.44, 1997, c. 43, a. 520	
	31.46, 1997, c. 43, a. 521	
	31.47, 1997, c. 43, a. 522	
	31.48, 1997, c. 43, a. 523	
	32.3, 1997, c. 43, a. 524	
	64, 1997, c. 43, a. 525	
	64.5, 1997, c. 43, a. 526	
	64.6, 1997, c. 43, a. 527	
	64.7, 1997, c. 43, a. 528	
	64.8, 1997, c. 43, a. 529	
	70.1, 1997, c. 43, a. 530	
	70.2, 1997, c. 43, a. 531	
	70.11, 1997, c. 43, a. 532	
	70.15, 1997, c. 43, a. 533	
	95.4, 1997, c. 43, a. 534	
	95.6, 1997, c. 43, a. 535	
	96, 1997, c. 43, a. 537	
	97, 1997, c. 43, a. 538	
	98, 1997, c. 43, a. 539	
	98.1, 1997, c. 43, a. 540	
	98.2, 1997, c. 43, a. 541	
	99, 1997, c. 43, a. 542	
	100, 1997, c. 43, a. 543	
	101, Ab. 1997, c. 43, a. 544	
	102, Ab. 1997, c. 43, a. 544	
	103, Ab. 1997, c. 43, a. 544	
	116.1, 1997, c. 43, a. 545	
	116.4, 1997, c. 43, a. 546	
	118.1, 1997, c. 43, a. 547	
	118.1.1, 1997, c. 43, a. 548	
	118.5, 1997, c. 43, a. 549	
	122.4, 1997, c. 43, a. 550	
	123.2, 1997, c. 43, a. 551	
c. R-0.2	Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès	
	14, 1997, c. 82, a. 1	
	15, 1997, c. 82, a. 2	
	37, 1997, c. 75, a. 48	
c. R-2.1	Loi sur le recours collectif	
	5, 1997, c. 43, a. 552	
	20, 1997, c. 43, a. 553	
	21, 1997, c. 43, a. 554	
	22, 1997, c. 43, a. 554	
	23, 1997, c. 43, a. 555	
	25, 1997, c. 43, a. 556	
	26, 1997, c. 43, a. 556	
	35, 1997, c. 43, a. 558	
	36, Ab. 1997, c. 43, a. 559	
	37, 1997, c. 43, a. 560	

Référence	TITRE	Modifications
c. R-2.2	Loi sur le recouvrement de certaines créances	<p>16, 1997, c. 43, a. 561</p> <p>17, 1997, c. 43, a. 562</p> <p>36, 1997, c. 43, a. 564</p> <p>37, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>38, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>39, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>40, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>41, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>42, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>43, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p> <p>44, Ab. 1997, c. 43, a. 565</p>
c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	<p>2, 1997, c. 94, a. 2</p> <p>22.2, 1997, c. 63, a. 128</p> <p>33, 1997, c. 14, a. 314; 1997, c. 85, a. 370</p> <p>33.0.1, 1997, c. 14, a. 315; 1997, c. 85, a. 371</p> <p>34, 1997, c. 14, a. 316; 1997, c. 85, a. 372</p> <p>34.0.0.2, 1997, c. 85, a. 373</p> <p>34.0.0.3, 1997, c. 85, a. 373</p> <p>34.0.0.4, 1997, c. 85, a. 373</p> <p>34.0.1, 1997, c. 14, a. 317; 1997, c. 85, a. 374</p> <p>34.1.4, 1997, c. 85, a. 375</p> <p>34.1.7, 1997, c. 14, a. 318</p> <p>37.1, 1997, c. 85, a. 376</p> <p>37.2.1, 1997, c. 85, a. 377</p> <p>37.2.2, 1997, c. 85, a. 377</p> <p>37.3, Ab. 1997, c. 85, a. 378</p> <p>37.4, 1997, c. 85, a. 379</p> <p>37.5, Ab. 1997, c. 85, a. 380</p> <p>37.6, 1997, c. 85, a. 381</p> <p>37.7, 1997, c. 85, a. 382</p> <p>37.8, 1997, c. 85, a. 383</p> <p>37.9, 1997, c. 85, a. 384</p> <p>37.10, 1997, c. 85, a. 385</p> <p>37.12, 1997, c. 85, a. 386</p> <p>37.13, 1997, c. 85, a. 387</p>
R-6.1	Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux	<p>2, 1997, c. 79, a. 45</p> <p>7, 1997, c. 43, a. 566</p> <p>11, 1997, c. 79, a. 46</p> <p>13, 1997, c. 79, a. 47</p> <p>19, 1997, c. 51, a. 53</p> <p>23, 1997, c. 79, a. 48</p> <p>25, 1997, c. 43, a. 567</p> <p>25.1, 1997, c. 43, a. 568</p> <p>26, 1997, c. 43, a. 569</p> <p>27, 1997, c. 43, a. 570; 1997, c. 51, a. 54</p> <p>28, 1997, c. 43, a. 571; 1997, c. 51, a. 55</p> <p>29, 1997, c. 43, a. 572; 1997, c. 51, a. 56</p> <p>31, 1997, c. 43, a. 573</p> <p>32, 1997, c. 43, a. 574</p> <p>32.1, 1997, c. 51, a. 57; 1997, c. 79, a. 49</p> <p>32.2, 1997, c. 51, a. 57; 1997, c. 79, a. 50</p> <p>32.3, 1997, c. 51, a. 57</p> <p>32.4, 1997, c. 51, a. 57</p> <p>33, 1997, c. 51, a. 58; 1997, c. 79, a. 51</p> <p>34, 1997, c. 43, a. 575</p> <p>35, Ab. 1997, c. 51, a. 59</p> <p>37, 1997, c. 43, a. 576; 1997, c. 51, a. 60</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-6.1	Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux — <i>Suite</i>	39 , 1997, c. 43, a. 577; 1997, c. 51, a. 61 40 , 1997, c. 43, a. 578 40.1 , 1997, c. 43, a. 579 40.2 , 1997, c. 43, a. 579
c. R-8.01	Loi sur la Régie des télécommunications	8 , 1997, c. 43, a. 580 11 , 1997, c. 43, a. 581 12 , 1997, c. 43, a. 582 18 , 1997, c. 43, a. 583 21 , 1997, c. 43, a. 584 22 , 1997, c. 43, a. 585 25 , 1997, c. 43, a. 586 27 , 1997, c. 43, a. 587 28 , 1997, c. 43, a. 588 29 , 1997, c. 43, a. 589 35.1 , 1997, c. 43, a. 590 36 , 1997, c. 43, a. 591 41 , 1997, c. 43, a. 592 42 , 1997, c. 43, a. 593 44 , 1997, c. 43, a. 594 49 , 1997, c. 43, a. 596 50 , 1997, c. 43, a. 597 55 , 1997, c. 43, a. 599 64 , 1997, c. 43, a. 600 65.1 , 1997, c. 43, a. 601 Ab. , 1997, c. 83, a. 25
c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement	6 , 1997, c. 43, a. 602 7 , 1997, c. 43, a. 603 7.1 , 1997, c. 43, a. 603 7.2 , 1997, c. 43, a. 603 7.3 , 1997, c. 43, a. 603 7.4 , 1997, c. 43, a. 603 7.5 , 1997, c. 43, a. 603 7.6 , 1997, c. 43, a. 603 7.7 , 1997, c. 43, a. 603 7.8 , 1997, c. 43, a. 603 7.9 , 1997, c. 43, a. 603 7.10 , 1997, c. 43, a. 603 7.11 , 1997, c. 43, a. 603 7.12 , 1997, c. 43, a. 603 7.13 , 1997, c. 43, a. 603 7.14 , 1997, c. 43, a. 603 7.15 , 1997, c. 43, a. 603 7.16 , 1997, c. 43, a. 603 7.17 , 1997, c. 43, a. 603 7.18 , 1997, c. 43, a. 603 8.1 , 1997, c. 43, a. 605 8.2 , 1997, c. 43, a. 605 8.3 , 1997, c. 43, a. 605 8.4 , 1997, c. 43, a. 605 9.1 , 1997, c. 43, a. 606 9.2 , 1997, c. 43, a. 606 9.3 , 1997, c. 43, a. 606 9.4 , 1997, c. 43, a. 606 9.5 , 1997, c. 43, a. 606 9.6 , 1997, c. 43, a. 606 9.7 , 1997, c. 43, a. 606 9.8 , 1997, c. 43, a. 606 10 , 1997, c. 43, a. 607

Référence	TITRE	Modifications
c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement — <i>Suite</i>	<p>10.1, 1997, c. 43, a. 607 10.2, 1997, c. 43, a. 607 13, 1997, c. 43, a. 608 14, Ab. 1997, c. 43, a. 609 15, Ab. 1997, c. 43, a. 609 16, Ab. 1997, c. 43, a. 609 17, Ab. 1997, c. 43, a. 609 20, 1997, c. 43, a. 610</p>
c. R-8.2	Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	<p>30, 1997, c. 47, a. 66 Ann. C, 1997, c. 63, a. 120</p>
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	<p>1, 1997, c. 14, a. 319; 1997, c. 57, a. 44; 1997, c. 73, a. 1 1.1, 1997, c. 3, a. 106 3, 1997, c. 73, a. 2; 1997, c. 85, a. 388 4, 1997, c. 73, a. 3 7, 1997, c. 73, a. 86 9, 1997, c. 73, a. 86 12, 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 73, a. 4 15, 1997, c. 73, a. 5 23.4, 1997, c. 73, a. 6 26, 1997, c. 43, a. 611 28, 1997, c. 43, a. 612 29, 1997, c. 43, a. 613 37, 1997, c. 63, a. 128 37.2, 1997, c. 19, a. 1 37.3, 1997, c. 19, a. 1 39, 1997, c. 63, a. 128 40.3, 1997, c. 63, a. 128 41, 1997, c. 73, a. 7 42, 1997, c. 73, a. 8 43, 1997, c. 73, a. 9 44, 1997, c. 73, a. 10 44.1, 1997, c. 73, a. 11 45, 1997, c. 19, a. 2; 1997, c. 73, a. 12; 1997, c. 85, a. 389 48, 1997, c. 73, a. 13 50, 1997, c. 85, a. 390 50.1, 1997, c. 85, a. 391 51, 1997, c. 73, a. 86 55, 1997, c. 73, a. 14 57, 1997, c. 73, a. 86 59.1, 1997, c. 85, a. 392 61, 1997, c. 73, a. 86 64, 1997, c. 73, a. 15 66, 1997, c. 86, a. 10 67, 1997, c. 73, a. 86 71, 1997, c. 73, a. 16 73, 1997, c. 73, a. 17 76, 1997, c. 85, a. 393 78.1, 1997, c. 73, a. 18 81, 1997, c. 3, a. 107 82.1, 1997, c. 14, a. 320 91.1, 1997, c. 73, a. 19 94, Ab. 1997, c. 73, a. 20 95.4, 1997, c. 73, a. 21 96, 1997, c. 73, a. 22 96.3, 1997, c. 73, a. 23 97, Ab. 1997, c. 73, a. 24 98, 1997, c. 73, a. 25</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec — <i>Suite</i>	
	99, 1997, c. 73, a. 26	
	100, Ab. 1997, c. 73, a. 27	
	101, 1997, c. 57, a. 45	
	102, Ab. 1997, c. 73, a. 28	
	102.1, 1997, c. 73, a. 30	
	102.5, 1997, c. 73, a. 31	
	102.6, 1997, c. 73, a. 32	
	102.7, 1997, c. 73, a. 33	
	102.10, 1997, c. 73, a. 34	
	102.10.3, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.4, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.5, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.6, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.7, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.8, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.9, 1997, c. 73, a. 35	
	102.10.10, 1997, c. 73, a. 35	
	103, 1997, c. 57, a. 46; Ab. 1997, c. 73, a. 36	
	104, Ab. 1997, c. 73, a. 36	
	105.2, 1997, c. 73, a. 37	
	106, 1997, c. 73, a. 38	
	106.1, 1997, c. 73, a. 39	
	106.3, 1997, c. 73, a. 40	
	107.1, 1997, c. 73, a. 41	
	116.1, 1997, c. 73, a. 42	
	116.2, 1997, c. 73, a. 42	
	116.3, 1997, c. 73, a. 42	
	116.4, 1997, c. 73, a. 42	
	116.5, 1997, c. 73, a. 42	
	116.6, 1997, c. 73, a. 42	
	117, 1997, c. 73, a. 43	
	120, 1997, c. 73, a. 44	
	120.2, 1997, c. 73, a. 45	
	121, Ab. 1997, c. 73, a. 46	
	123, 1997, c. 73, a. 47	
	125, Ab. 1997, c. 73, a. 48	
	126, Ab. 1997, c. 73, a. 48	
	128, 1997, c. 73, a. 49	
	129, Ab. 1997, c. 73, a. 50	
	130, Ab. 1997, c. 73, a. 50	
	131, Ab. 1997, c. 73, a. 50	
	133, 1997, c. 73, a. 51	
	134, 1997, c. 73, a. 52	
	135, 1997, c. 73, a. 53	
	136, 1997, c. 73, a. 54	
	137, 1997, c. 73, a. 55	
	139.1, 1997, c. 73, a. 56	
	139.2, 1997, c. 73, a. 57	
	143.0.1, 1997, c. 73, a. 58	
	143.0.2, 1997, c. 73, a. 59	
	145, 1997, c. 63, a. 128; 1997, c. 73, a. 60	
	148, 1997, c. 73, a. 61	
	150, 1997, c. 43, a. 614	
	151, 1997, c. 43, a. 615	
	157.1, 1997, c. 73, a. 62	
	158.1, 1997, c. 73, a. 63	
	158.2, 1997, c. 73, a. 64	
	158.3, 1997, c. 73, a. 65	
	158.5, 1997, c. 73, a. 66	
	158.6, 1997, c. 73, a. 67	
	158.7, 1997, c. 73, a. 68	
	158.8, 1997, c. 73, a. 69	
	168, 1997, c. 73, a. 70	
	169, 1997, c. 73, a. 71	

Référence	TITRE	Modifications
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec — <i>Suite</i>	<p> 175, 1997, c. 73, a. 72 176, 1997, c. 73, a. 73 177.1, 1997, c. 73, a. 74 180.1, 1997, c. 73, a. 75 180.2, 1997, c. 73, a. 76 184, 1997, c. 85, a. 394 185, 1997, c. 73, a. 77 186, 1997, c. 43, a. 617 187, 1997, c. 43, a. 618 188, 1997, c. 43, a. 619 189, 1997, c. 43, a. 620 192, 1997, c. 73, a. 78 194, 1997, c. 73, a. 79 194.1, 1997, c. 73, a. 80 195.1, 1997, c. 19, a. 3 206, 1997, c. 73, a. 86 207, 1997, c. 73, a. 81 216, 1997, c. 73, a. 82 218, 1997, c. 63, a. 128 218.1, 1997, c. 73, a. 83 219, 1997, c. 19, a. 4; 1997, c. 73, a. 84 224, 1997, c. 73, a. 85 228, 1997, c. 63, a. 128 229, 1997, c. 63, a. 128 230, 1997, c. 63, a. 128 </p>
c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	<p> 4.1, 1997, c. 50, a. 1 8, 1997, c. 50, a. 2 17, 1997, c. 50, a. 3 19, 1997, c. 50, a. 4 23, 1997, c. 50, a. 5 24, 1997, c. 50, a. 6 27.1, 1997, c. 50, a. 7 28, 1997, c. 50, a. 8 35.1, 1997, c. 50, a. 9 35.2, 1997, c. 50, a. 9 35.3, 1997, c. 50, a. 9 35.4, 1997, c. 50, a. 9 35.5, 1997, c. 50, a. 9 35.6, 1997, c. 50, a. 9 35.7, 1997, c. 50, a. 9; 1997, c. 71, a. 5 35.8, 1997, c. 50, a. 9 59, 1997, c. 50, a. 10 </p>
c. R-9.2	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	<p> 7, 1997, c. 71, a. 6 8, 1997, c. 71, a. 7 15, 1997, c. 71, a. 8 24.1, 1997, c. 50, a. 11 30, 1997, c. 50, a. 12 44, 1997, c. 71, a. 9 45, 1997, c. 71, a. 10 50, 1997, c. 71, a. 11 51, 1997, c. 71, a. 12 53, 1997, c. 71, a. 13 75, 1997, c. 71, a. 14 88, 1997, c. 71, a. 15 95, 1997, c. 71, a. 16 97, 1997, c. 71, a. 17 101, 1997, c. 71, a. 18 124, 1997, c. 71, a. 19 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-9.2	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels — <i>Suite</i>	<p>132, 1997, c. 71, a. 20 132.1.1, 1997, c. 43, a. 621 140, 1997, c. 43, a. 622 141, 1997, c. 43, a. 623 142, 1997, c. 43, a. 624</p>
c. R-9.3	Loi sur le régime de retraite des élus municipaux	<p>9, 1997, c. 71, a. 21 18, 1997, c. 44, a. 105 28, 1997, c. 71, a. 22 36, 1997, c. 71, a. 23 39, 1997, c. 71, a. 24 40, 1997, c. 71, a. 25 72, 1997, c. 43, a. 626 73, 1997, c. 43, a. 627 74, 1997, c. 43, a. 628 80, 1997, c. 71, a. 26</p>
c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	<p>4, 1997, c. 50, a. 13 5, 1997, c. 50, a. 14 10.0.1, 1997, c. 71, a. 27 19, 1997, c. 50, a. 15 26, 1997, c. 50, a. 16 31.3, 1997, c. 50, a. 17 33, 1997, c. 50, a. 18 35, 1997, c. 50, a. 20 38, 1997, c. 50, a. 21 39, 1997, c. 50, a. 22 39.1, 1997, c. 50, a. 23 40, 1997, c. 50, a. 24 43, 1997, c. 50, a. 25 43.2, 1997, c. 50, a. 26 60, 1997, c. 50, a. 27 64, 1997, c. 50, a. 28 66, 1997, c. 50, a. 29 73, 1997, c. 50, a. 30 78, 1997, c. 50, a. 31 85.12, 1997, c. 50, a. 32 85.16, 1997, c. 50, a. 33 85.22, 1997, c. 7, a. 28; 1997, c. 50, a. 34 85.23, 1997, c. 7, a. 28; 1997, c. 50, a. 35 85.24, 1997, c. 7, a. 28 85.25, 1997, c. 7, a. 28 85.26, 1997, c. 7, a. 28 85.27, 1997, c. 7, a. 28; 1997, c. 50, a. 36 85.28, 1997, c. 7, a. 28 85.29, 1997, c. 7, a. 28 85.30, 1997, c. 7, a. 28 85.31, 1997, c. 7, a. 28 85.32, 1997, c. 7, a. 28; 1997, c. 50, a. 37 85.33, 1997, c. 7, a. 28; 1997, c. 50, a. 38 85.34, 1997, c. 7, a. 28; 1997, c. 50, a. 39 86, 1997, c. 50, a. 40 91, 1997, c. 50, a. 41 92, 1997, c. 50, a. 42 96, 1997, c. 50, a. 43 100, 1997, c. 71, a. 28 104, 1997, c. 71, a. 29 107, 1997, c. 50, a. 44 114.1, 1997, c. 50, a. 45 134, 1997, c. 50, a. 46</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — Suite	<p> 147.0.6, 1997, c. 80, a. 75 151, 1997, c. 50, a. 47 179, 1997, c. 43, a. 629 201, 1997, c. 50, a. 48 207, 1997, c. 50, a. 49 215, 1997, c. 50, a. 50 215.0.2, 1997, c. 50, a. 51 215.5.0.2, 1997, c. 71, a. 30 215.5.0.4, 1997, c. 50, a. 52 215.11.1, 1997, c. 50, a. 53 215.11.2, 1997, c. 50, a. 53 215.11.3, 1997, c. 50, a. 53 215.11.4, 1997, c. 50, a. 53 215.11.5, 1997, c. 50, a. 53 215.11.6, 1997, c. 50, a. 53 215.11.7, 1997, c. 50, a. 53 215.11.8, 1997, c. 50, a. 53 215.11.9, 1997, c. 50, a. 53 215.11.10, 1997, c. 50, a. 53 215.11.11, 1997, c. 50, a. 53 215.13, 1997, c. 7, a. 29; 1997, c. 50, a. 54 216, 1997, c. 50, a. 55 216.1, 1997, c. 43, a. 630 221, 1997, c. 50, a. 56 221.1, 1997, c. 7, a. 30 Ann. I, 1997, c. 26, a. 35; 1997, c. 27, a. 33; 1997, c. 36, a. 13; 1997, c. 43, a. 631; 1997, c. 50, a. 57; 1997, c. 63, a. 121; 1997, c. 79, a. 52; 1997, c. 83, a. 37 Ann. II, 1997, c. 50, a. 58 Ann. III, 1997, c. 43, a. 632; 1997, c. 63, a. 122; 1997, c. 83, a. 37 </p>
c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants	<p> 4, 1997, c. 50, a. 59 5, 1997, c. 50, a. 60 10, 1997, c. 50, a. 61 10.1, 1997, c. 43, a. 633 16, 1997, c. 50, a. 62 21, 1997, c. 50, a. 63 31.2, 1997, c. 50, a. 64 32, 1997, c. 50, a. 65 34, 1997, c. 50, a. 66 37, 1997, c. 50, a. 67 38, 1997, c. 50, a. 68 40.1, 1997, c. 50, a. 69 41, 1997, c. 50, a. 70 44, 1997, c. 50, a. 71 45.1, 1997, c. 50, a. 72 61, 1997, c. 50, a. 73 64, 1997, c. 50, a. 74 66.1, 1997, c. 7, a. 31; 1997, c. 50, a. 75 66.2, 1997, c. 7, a. 31; 1997, c. 50, a. 76 66.3, 1997, c. 7, a. 31 66.4, 1997, c. 7, a. 31 66.5, 1997, c. 7, a. 31 66.6, 1997, c. 7, a. 31; 1997, c. 50, a. 77 66.7, 1997, c. 7, a. 31 76.1, 1997, c. 50, a. 78 76.2, 1997, c. 7, a. 32 </p>
c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	<p> 3, 1997, c. 50, a. 79 53.1, 1997, c. 50, a. 80 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — <i>Suite</i>	<p> 54, 1997, c. 50, a. 81 56, 1997, c. 50, a. 82 58, 1997, c. 50, a. 83 63, 1997, c. 50, a. 84 63.3, 1997, c. 50, a. 85 63.7.1, 1997, c. 50, a. 86 63.8, 1997, c. 50, a. 87 64.1, 1997, c. 50, a. 88 66.1, 1997, c. 50, a. 89 68, 1997, c. 50, a. 90 72.3, 1997, c. 50, a. 91 76, 1997, c. 50, a. 92 99.16, 1997, c. 50, a. 93 99.22, 1997, c. 7, a. 33; 1997, c. 50, a. 94 99.23, 1997, c. 7, a. 33; 1997, c. 50, a. 95 99.24, 1997, c. 7, a. 33 99.25, 1997, c. 7, a. 33 99.26, 1997, c. 7, a. 33 99.27, 1997, c. 7, a. 33; 1997, c. 50, a. 96 99.28, 1997, c. 7, a. 33 111, 1997, c. 50, a. 97 111.0.1, 1997, c. 43, a. 634 112.1, 1997, c. 50, a. 98 112.2, 1997, c. 7, a. 34 Ann. I, 1997, c. 36, a. 14; 1997, c. 83, a. 38 Ann. II, 1997, c. 35, a. 15; 1997, c. 43, a. 635 Ann. IV, 1997, c. 43, a. 636; 1997, c. 63, a. 123; 1997, c. 83, a. 38 </p>
c. R-13	Loi sur le régime des eaux	<p> 13, 1997, c. 43, a. 637 14, 1997, c. 43, a. 638 15, 1997, c. 43, a. 639 23, 1997, c. 43, a. 640 25, 1997, c. 43, a. 641 35, 1997, c. 43, a. 642 59, 1997, c. 43, a. 643 65, 1997, c. 43, a. 644 74, 1997, c. 43, a. 645 </p>
c. R-13.1	Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec	<p> 45, 1997, c. 43, a. 646 50, 1997, c. 43, a. 875 137, 1997, c. 43, a. 647 142, 1997, c. 43, a. 875 191.29, 1997, c. 43, a. 648 191.33, 1997, c. 43, a. 875 </p>
c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite	<p> 28, 1997, c. 43, a. 649 32, 1997, c. 43, a. 650 58, 1997, c. 19, a. 5 59, 1997, c. 19, a. 6 69.1, 1997, c. 19, a. 7 86, 1997, c. 19, a. 8 87, 1997, c. 19, a. 9 91.1, 1997, c. 19, a. 10 92, 1997, c. 19, a. 11 93, 1997, c. 19, a. 12 102, 1997, c. 19, a. 13 112.1, 1997, c. 19, a. 14 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite — <i>Suite</i>	<p> 142, 1997, c. 19, a. 15 184, 1997, c. 43, a. 651 187, 1997, c. 43, a. 652 188, 1997, c. 43, a. 653 199, 1997, c. 43, a. 654 203, 1997, c. 43, a. 655 205, 1997, c. 43, a. 656 238, 1997, c. 80, a. 76 241, 1997, c. 43, a. 658 242, 1997, c. 43, a. 659 243, 1997, c. 43, a. 660 243.7, 1997, c. 63, a. 128 244, 1997, c. 19, a. 16; 1997, c. 43, a. 661 246, 1997, c. 19, a. 17 254, 1997, c. 43, a. 662 257, 1997, c. 19, a. 18 264, 1997, c. 19, a. 19 286, 1997, c. 43, a. 663 288.2, 1997, c. 43, a. 664 289.1, 1997, c. 19, a. 20 300, 1997, c. 19, a. 21 321, 1997, c. 63, a. 128 </p>
c. R-16	Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités	<p> 25, 1997, c. 71, a. 31 </p>
c. R-17	Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	<p> 14, Ab. 1997, c. 43, a. 665 15, Ab. 1997, c. 43, a. 665 22.1, 1997, c. 43, a. 666 22.2, 1997, c. 43, a. 666 22.3, 1997, c. 43, a. 666 29, 1997, c. 43, a. 667 </p>
c. R-20	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction	<p> 4, 1997, c. 85, a. 395 7.3, 1997, c. 85, a. 396 18.15, 1997, c. 74, a. 2 80.2, 1997, c. 85, a. 397 122, 1997, c. 63, a. 128 123, 1997, c. 85, a. 398 123.4.2, 1997, c. 85, a. 399 123.4.3, 1997, c. 85, a. 399 123.4.4, 1997, c. 85, a. 399 126.0.3, 1997, c. 74, a. 3 </p>
c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	<p> 1, 1997, c. 3, a. 108; 1997, c. 85, a. 400 1.0.1, 1997, c. 85, a. 401 1.1, 1997, c. 85, a. 402 1.1.1, 1997, c. 85, a. 403 2, 1997, c. 85, a. 404 3, 1997, c. 85, a. 405 7, 1997, c. 85, a. 406 7.1, 1997, c. 85, a. 406 8, Ab. 1997, c. 85, a. 407 9.1, 1997, c. 85, a. 408 10, Ab. 1997, c. 85, a. 409 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers — <i>Suite</i>	<p>10.1, 1997, c. 14, a. 321; Ab. 1997, c. 85, a. 409</p> <p>10.2, 1997, c. 14, a. 321; Ab. 1997, c. 85, a. 409</p> <p>16, 1997, c. 85, a. 410</p> <p>19, 1997, c. 14, a. 322</p> <p>40, 1997, c. 85, a. 411</p> <p>41, 1997, c. 14, a. 323</p>
c. R-26.1	Loi sur les réserves écologiques	<p>9, 1997, c. 43, a. 668</p>
c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail	<p>1, 1997, c. 27, a. 34</p> <p>20, 1997, c. 27, a. 35</p> <p>36, 1997, c. 27, a. 36; 1997, c. 85, a. 412</p> <p>37.1, 1997, c. 27, a. 37</p> <p>37.2, 1997, c. 27, a. 38</p> <p>37.3, 1997, c. 27, a. 39</p> <p>120, 1997, c. 43, a. 669</p> <p>121, Ab. 1997, c. 43, a. 670</p> <p>172, 1997, c. 27, a. 40</p> <p>174, 1997, c. 63, a. 128</p> <p>176, 1997, c. 27, a. 41</p> <p>176.1, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.1.1, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.1.2, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.1.3, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.1.4, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.2, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.2.1, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.3, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.4, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.5, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.5.1, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.5.2, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.5.3, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.6, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.7, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.7.1, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.7.2, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.7.3, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.7.4, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.8, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.9, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.10, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.11, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.12, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.13, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.14, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.15, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.16, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.16.1, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.17, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.18, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.19, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>176.20, Ab. 1997, c. 27, a. 42</p> <p>191.1, 1997, c. 27, a. 43</p> <p>191.2, 1997, c. 27, a. 44</p> <p>192, 1997, c. 27, a. 45</p> <p>193, 1997, c. 27, a. 46</p> <p>223, 1997, c. 27, a. 47</p> <p>223.1, 1997, c. 27, a. 48</p> <p>228, 1997, c. 27, a. 49</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. S-3	Loi sur la sécurité dans les édifices publics	
	42.1 , 1997, c. 43, a. 671	
c. S-3.1	Loi sur la sécurité dans les sports	
	1 , 1997, c. 79, a. 1	
	2 , 1997, c. 79, a. 2	
	3 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	4 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	5 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	6 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	7 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	8 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	9 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	10 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	11 , 1997, c. 43, a. 672; Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	12 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	13 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	14 , 1997, c. 37, a. 1; Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	15 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	16 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	16.1 , 1997, c. 43, a. 673; Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	16.2 , Ab. 1997, c. 43, a. 673	
	16.3 , Ab. 1997, c. 43, a. 673	
	16.4 , 1997, c. 43, a. 674; Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	17 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	18 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	19 , Ab. 1997, c. 79, a. 4	
	20 , 1997, c. 79, a. 6	
	21 , 1997, c. 79, a. 7	
	22 , 1997, c. 79, a. 8	
	24 , 1997, c. 79, a. 9	
	25 , 1997, c. 79, a. 10	
	27 , 1997, c. 79, a. 11	
	28 , Ab. 1997, c. 79, a. 12	
	29 , 1997, c. 43, a. 675; 1997, c. 79, a. 13	
	29.1 , 1997, c. 79, a. 14	
	30 , 1997, c. 79, a. 15	
	31 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	32 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	33 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	34 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	35 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	36 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	37 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	38 , 1997, c. 43, a. 676; Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	39 , Ab. 1997, c. 79, a. 16	
	40 , 1997, c. 79, a. 17	
	41 , 1997, c. 79, a. 17	
	42 , 1997, c. 79, a. 17	
	43 , 1997, c. 79, a. 17	
	44 , 1997, c. 79, a. 17	
	44.1 , Ab. 1997, c. 79, a. 17	
	44.2 , Ab. 1997, c. 79, a. 17	
	44.3 , Ab. 1997, c. 79, a. 17	
	44.4 , Ab. 1997, c. 79, a. 17	
	45 , 1997, c. 79, a. 17	
	46 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.1 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.2 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.2.1 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.2.2 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.2.3 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.2.4 , 1997, c. 79, a. 17	
	46.2.5 , 1997, c. 79, a. 17	

Référence	TITRE	Modifications
c. S-3.1	Loi sur la sécurité dans les sports — <i>Suite</i>	
	46.2.6, 1997, c. 79, a. 17	
	46.4, 1997, c. 79, a. 18	
	46.6, 1997, c. 79, a. 18	
	46.7, 1997, c. 79, a. 18	
	46.8, 1997, c. 79, a. 19	
	46.9, 1997, c. 79, a. 20	
	46.11, 1997, c. 79, a. 21	
	46.12, 1997, c. 79, a. 22	
	46.13, 1997, c. 79, a. 23	
	46.14, 1997, c. 37, a. 2	
	46.15, 1997, c. 37, a. 2	
	46.16, 1997, c. 37, a. 2	
	46.17, 1997, c. 37, a. 2	
	46.18, 1997, c. 37, a. 2	
	46.19, 1997, c. 37, a. 2	
	46.20, 1997, c. 37, a. 2	
	46.21, 1997, c. 37, a. 2	
	46.22, 1997, c. 37, a. 2	
	46.23, 1997, c. 37, a. 2	
	47, 1997, c. 43, a. 679; 1997, c. 79, a. 25	
	48, 1997, c. 43, a. 680; 1997, c. 79, a. 26	
	49, 1997, c. 43, a. 681; 1997, c. 79, a. 27	
	50, 1997, c. 43, a. 682; 1997, c. 79, a. 28	
	51, Ab. 1997, c. 43, a. 683	
	52, Ab. 1997, c. 43, a. 683	
	53, 1997, c. 43, a. 684; 1997, c. 79, a. 29	
	53.1, 1997, c. 43, a. 686; 1997, c. 79, a. 30	
	53.2, Ab. 1997, c. 43, a. 687	
	53.3, Ab. 1997, c. 43, a. 687	
	53.4, Ab. 1997, c. 43, a. 687	
	53.5, Ab. 1997, c. 43, a. 687	
	53.6, Ab. 1997, c. 43, a. 687	
	53.7, Ab. 1997, c. 43, a. 687	
	54, 1997, c. 79, a. 31	
	55, 1997, c. 43, a. 688; 1997, c. 79, a. 32	
	55.1, 1997, c. 79, a. 33	
	55.2, 1997, c. 79, a. 34	
	55.3, 1997, c. 79, a. 35	
	56, Ab. 1997, c. 79, a. 36	
	57, Ab. 1997, c. 79, a. 36	
	59, 1997, c. 79, a. 37	
	60, 1997, c. 79, a. 38	
	60.1, 1997, c. 79, a. 39	
	61, 1997, c. 79, a. 40	
	62, 1997, c. 79, a. 41	
	65, 1997, c. 79, a. 42	
	73, 1997, c. 79, a. 43	
c. S-3.1.1	Loi sur la sécurité du revenu	
	6, 1997, c. 57, a. 47	
	7, 1997, c. 57, a. 48	
	8, 1997, c. 57, a. 49	
	10, 1997, c. 63, a. 128	
	11, 1997, c. 57, a. 50	
	13, 1997, c. 57, a. 51	
	25, 1997, c. 63, a. 124	
	43, 1997, c. 43, a. 689	
	46, 1997, c. 85, a. 413	
	48.1, 1997, c. 14, a. 324; 1997, c. 57, a. 52	
	48.2, 1997, c. 58, a. 53	
	48.4, Ab. 1997, c. 57, a. 53	
	48.5, 1997, c. 58, a. 54	
	48.6, 1997, c. 58, a. 54	

Référence	TITRE	Modifications
c. S-3.1.1	Loi sur la sécurité du revenu — <i>Suite</i>	<p> 49, 1997, c. 57, a. 54; 1997, c. 85, a. 414 51, 1997, c. 57, a. 55; 1997, c. 58, a. 55 52, 1997, c. 63, a. 128 56, 1997, c. 57, a. 56; 1997, c. 58, a. 56 58, 1997, c. 63, a. 128 60, 1997, c. 43, a. 690 65, 1997, c. 57, a. 57 65.2, 1997, c. 63, a. 128 67, 1997, c. 43, a. 691 69, 1997, c. 63, a. 128 76, 1997, c. 43, a. 693 77, 1997, c. 43, a. 694 78, 1997, c. 43, a. 695 79, 1997, c. 43, a. 696 81, 1997, c. 43, a. 697 81.1, 1997, c. 43, a. 698 82, 1997, c. 43, a. 699 83, 1997, c. 43, a. 700; 1997, c. 85, a. 415 91, 1997, c. 57, a. 58; 1997, c. 58, a. 57 141, 1997, c. 63, a. 128 </p>
c. S-3.2	Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	<p> 1, 1997, c. 63, a. 128 29, 1997, c. 63, a. 128 31.7, 1997, c. 43, a. 701 31.9, 1997, c. 43, a. 702 31.10, 1997, c. 43, a. 703 31.12, 1997, c. 43, a. 705 31.13, 1997, c. 43, a. 706 31.14, 1997, c. 43, a. 707 31.16, 1997, c. 43, a. 708 31.17, 1997, c. 43, a. 709 31.18, 1997, c. 43, a. 710 31.19, 1997, c. 43, a. 710 39, 1997, c. 43, a. 711 40, 1997, c. 43, a. 713 60, 1997, c. 63, a. 128 </p>
c. S-3.3	Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé	<p> 17, 1997, c. 78, a. 1 18, 1997, c. 78, a. 2 21, 1997, c. 78, a. 3 23, 1997, c. 78, a. 4 24, 1997, c. 78, a. 5 28, 1997, c. 78, a. 6 29, 1997, c. 78, a. 7 30, 1997, c. 78, a. 8 31, 1997, c. 78, a. 9 37, 1997, c. 78, a. 10 38, 1997, c. 78, a. 11 41, Ab. 1997, c. 78, a. 12 42, 1997, c. 78, a. 13 43, 1997, c. 78, a. 14 50, 1997, c. 78, a. 15 54, 1997, c. 78, a. 16 54.1, 1997, c. 78, a. 17 55, 1997, c. 78, a. 18 85.1, 1997, c. 78, a. 19 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. S-4.01	Loi sur les services correctionnels	
	22.9 , 1997, c. 43, a. 714	
	22.12 , 1997, c. 43, a. 715	
	22.14.1 , 1997, c. 43, a. 716	
	23 , 1997, c. 43, a. 717	
c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance (<i>Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance</i>)	
	Titre , 1997, c. 58, a. 58	
	1 , 1997, c. 58, a. 59	
	1.1 , 1997, c. 58, a. 60	
	2 , 1997, c. 58, a. 61	
	3 , 1997, c. 58, a. 65	
	4 , 1997, c. 58, a. 66	
	5 , 1997, c. 58, a. 67	
	6 , 1997, c. 58, a. 68	
	7 , 1997, c. 58, a. 69	
	7.1 , 1997, c. 58, a. 70	
	7.2 , Ab. 1997, c. 58, a. 71	
	8 , 1997, c. 58, a. 72	
	9 , 1997, c. 58, a. 73	
	10 , 1997, c. 58, a. 74	
	10.0.1 , Ab. 1997, c. 58, a. 75	
	10.1 , 1997, c. 58, a. 76	
	10.2 , 1997, c. 58, a. 77	
	10.3 , 1997, c. 58, a. 78	
	10.4 , 1997, c. 58, a. 79	
	10.5 , 1997, c. 58, a. 80	
	10.6 , 1997, c. 58, a. 81	
	11 , 1997, c. 58, a. 82	
	11.0.1 , 1997, c. 58, a. 83	
	11.1 , 1997, c. 58, a. 84	
	11.1.1 , 1997, c. 58, a. 85	
	12 , 1997, c. 58, a. 86	
	13 , 1997, c. 58, a. 87	
	13.1 , 1997, c. 58, a. 87	
	13.2 , 1997, c. 58, a. 87	
	13.3 , 1997, c. 58, a. 87	
	13.4 , 1997, c. 58, a. 87	
	16 , 1997, c. 58, a. 88	
	17 , 1997, c. 58, a. 89	
	17.0.1 , 1997, c. 58, a. 90	
	17.1 , 1997, c. 58, a. 91	
	18.1 , 1997, c. 58, a. 92	
	19 , 1997, c. 58, a. 93	
	20 , 1997, c. 58, a. 94	
	21 , 1997, c. 58, a. 94	
	22 , 1997, c. 58, a. 95	
	23 , 1997, c. 58, a. 97	
	23.1 , 1997, c. 58, a. 97	
	24 , 1997, c. 58, a. 98	
	25 , 1997, c. 58, a. 99	
	26 , 1997, c. 58, a. 99	
	27 , 1997, c. 58, a. 100	
	28 , 1997, c. 58, a. 100	
	29 , 1997, c. 58, a. 101	
	30 , 1997, c. 58, a. 102	
	32 , Ab. 1997, c. 58, a. 103	
	33 , Ab. 1997, c. 58, a. 103	
	33.1 , Ab. 1997, c. 58, a. 103	
	34 , 1997, c. 58, a. 104	
	34.1 , 1997, c. 58, a. 105	
	36 , 1997, c. 58, a. 106	
	36.1 , 1997, c. 58, a. 107	

Référence	TITRE	Modifications
c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance (<i>Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance</i>) — Suite	
	38, 1997, c. 58, a. 109	
	39, 1997, c. 58, a. 109	
	39.1, 1997, c. 58, a. 109	
	40, Ab. 1997, c. 58, a. 111	
	41, Ab. 1997, c. 58, a. 111	
	41.1.1, Ab. 1997, c. 58, a. 112	
	41.2, Ab. 1997, c. 58, a. 112	
	41.3, 1997, c. 58, a. 113	
	41.4, 1997, c. 58, a. 114	
	41.5, 1997, c. 58, a. 115	
	41.6, 1997, c. 58, a. 116	
	41.6.1, 1997, c. 58, a. 116	
	41.6.2, 1997, c. 58, a. 116	
	41.7, 1997, c. 58, a. 117	
	41.8, 1997, c. 58, a. 117	
	42, 1997, c. 43, a. 719	
	43, Ab. 1997, c. 43, a. 720	
	44, 1997, c. 43, a. 721; 1997, c. 58, a. 118	
	45, 1997, c. 43, a. 722; 1997, c. 58, a. 119	
	45.1, 1997, c. 58, a. 120	
	46, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	47, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	48, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	49, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	50, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	51, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	52, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	53, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	54, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	55, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	56, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	57, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	58, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	59, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	60, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	61, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	62, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	62.1, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	63, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	64, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	65, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	66, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	67, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	68, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	68.2, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	69, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	70, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	71, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	72, Ab. 1997, c. 58, a. 121	
	73, 1997, c. 58, a. 122	
	74, 1997, c. 58, a. 123	
	74.1, 1997, c. 58, a. 124	
	74.2, 1997, c. 58, a. 125	
	74.4, 1997, c. 58, a. 126	
	74.5, 1997, c. 58, a. 126	
	74.6, 1997, c. 58, a. 127	
	74.7, 1997, c. 58, a. 128	
	74.8, 1997, c. 58, a. 128	
	74.9, 1997, c. 58, a. 129	
	74.10, 1997, c. 58, a. 130	
	76.1, 1997, c. 58, a. 131	
	98, 1997, c. 58, a. 132	
	100, 1997, c. 58, a. 133	

Référence	TITRE	Modifications
c. S-4.2	Loi sur les services de santé et les services sociaux	<p> 27, 1997, c. 43, a. 723 114, 1997, c. 58, a. 135 118.1, 1997, c. 75, a. 49 148, 1997, c. 43, a. 724 190, 1997, c. 43, a. 725 205, 1997, c. 43, a. 726 218, 1997, c. 43, a. 727 252, 1997, c. 43, a. 728 253, 1997, c. 43, a. 729 365, 1997, c. 43, a. 730 431, 1997, c. 75, a. 50 435, 1997, c. 43, a. 731 449, 1997, c. 43, a. 732 450, 1997, c. 43, a. 733 451, Ab. 1997, c. 43, a. 734 453, 1997, c. 43, a. 735 460, 1997, c. 43, a. 736 494, 1997, c. 43, a. 737 517, 1997, c. 43, a. 738 530.16, 1997, c. 43, a. 739 606.1, 1997, c. 43, a. 740 </p>
c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris	<p> 1, 1997, c. 43, a. 741; 1997, c. 75, a. 51 2, 1997, c. 75, a. 52 7, 1997, c. 43, a. 742 19, 1997, c. 43, a. 743 24, 1997, c. 43, a. 744 48, 1997, c. 43, a. 745 59, 1997, c. 43, a. 746 86, 1997, c. 75, a. 53 87, Ab. 1997, c. 43, a. 747 114, 1997, c. 43, a. 748 121, 1997, c. 43, a. 749 132, 1997, c. 43, a. 750 135.1, 1997, c. 58, a. 136 139.1, 1997, c. 43, a. 751 147, 1997, c. 43, a. 753 148, 1997, c. 43, a. 754 149, Ab. 1997, c. 43, a. 755 149.25.4, 1997, c. 43, a. 756 150.1, 1997, c. 75, a. 54 162, 1997, c. 43, a. 757 166, 1997, c. 43, a. 758 182.1, 1997, c. 43, a. 759 </p>
c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec	<p> 58.1, 1997, c. 93, a. 145 </p>
c. S-10.002	Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles	<p> 27.1, 1997, c. 85, a. 416 </p>
c. S-11.02	Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques	<p> Ab., 1997, c. 83, a. 26 </p>
c. S-11.011	Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec	<p> 2, 1997, c. 49, a. 1 2.1, 1997, c. 49, a. 2 16.4, 1997, c. 49, a. 3 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	25 , 1997, c. 32, a. 1 28 , 1997, c. 43, a. 875 30 , 1997, c. 32, a. 2 30.1.1 , 1997, c. 43, a. 760 30.1.2 , 1997, c. 32, a. 3; 1997, c. 51, a. 62 33.2 , 1997, c. 32, a. 4; 1997, c. 51, a. 63 35 , 1997, c. 32, a. 5 35.1.1 , 1997, c. 32, a. 6 35.4 , 1997, c. 32, a. 7 36 , 1997, c. 43, a. 762 36.1 , 1997, c. 43, a. 763 36.2 , Ab. 1997, c. 43, a. 763 36.3 , Ab. 1997, c. 43, a. 763
c. S-13.01	Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec	19 , 1997, c. 66, a. 1 32 , 1997, c. 66, a. 2
c. S-16.01	Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	6 , 1997, c. 91, a. 56
c. S-20	Loi sur la Société québécoise d'information juridique	21 , 1997, c. 43, a. 764
c. S-22.001	Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre	Ab. , 1997, c. 63, a. 125
c. S-22.1	Loi sur la Société québécoise des transports	Ab. , 1997, c. 83, a. 27
c. S-23	Loi sur les sociétés agricoles et laitières	3.1 , 1997, c. 70, a. 11 3.2 , 1997, c. 70, a. 12 5.1 , 1997, c. 70, a. 13 5.2 , 1997, c. 70, a. 13 5.3 , 1997, c. 70, a. 13 5.4 , 1997, c. 70, a. 13 5.5 , 1997, c. 70, a. 13 5.6 , 1997, c. 70, a. 13 5.7 , 1997, c. 70, a. 13 5.8 , 1997, c. 70, a. 13 5.9 , 1997, c. 70, a. 13 5.10 , 1997, c. 70, a. 13
c. S-25	Loi sur les sociétés d'agriculture	Ab. , 1997, c. 70, a. 1
c. S-27	Loi sur les sociétés d'horticulture	2.1 , 1997, c. 70, a. 14 3 , 1997, c. 70, a. 15 8 , 1997, c. 70, a. 16 10 , 1997, c. 70, a. 17 18 , 1997, c. 70, a. 18
c. S-29	Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage	Ab. , 1997, c. 70, a. 1

Référence	TITRE	Modifications
c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne	<p> 75, 1997, c. 43, a. 765 123, 1997, c. 43, a. 766 196, 1997, c. 43, a. 767 233, 1997, c. 43, a. 768 241, 1997, c. 43, a. 769 247, 1997, c. 43, a. 770 251, 1997, c. 43, a. 771 252, 1997, c. 43, a. 771 253, 1997, c. 43, a. 771 254, Ab. 1997, c. 43, a. 771 255, Ab. 1997, c. 43, a. 771 256, Ab. 1997, c. 43, a. 771 257, Ab. 1997, c. 43, a. 771 258, Ab. 1997, c. 43, a. 771 259, Ab. 1997, c. 43, a. 771 260, Ab. 1997, c. 43, a. 771 315, 1997, c. 43, a. 772 316, 1997, c. 43, a. 773 322, 1997, c. 43, a. 774 341, 1997, c. 43, a. 775 343, 1997, c. 43, a. 776 </p>
c. S-29.1	Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	<p> 1, 1997, c. 3, a. 109 2, 1997, c. 14, a. 325 12, 1997, c. 3, a. 110; 1997, c. 14, a. 326 13.1, 1997, c. 85, a. 417 16, 1997, c. 14, a. 327 </p>
c. S-32.01	Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs	<p> 10, 1997, c. 26, a. 36 40, 1997, c. 26, a. 37 48, 1997, c. 26, a. 38 </p>
c. S-32.1	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma	<p> 3, 1997, c. 26, a. 1 4, 1997, c. 26, a. 2 9, 1997, c. 26, a. 3 10, 1997, c. 26, a. 4 11.1, 1997, c. 26, a. 5 11.2, 1997, c. 26, a. 5 14, 1997, c. 26, a. 6 16, 1997, c. 26, a. 7 17, 1997, c. 26, a. 8 18.1, 1997, c. 26, a. 9 24, 1997, c. 26, a. 10 26, 1997, c. 26, a. 11 26.1, 1997, c. 26, a. 12 26.2, 1997, c. 26, a. 12 27, 1997, c. 26, a. 13 28, 1997, c. 26, a. 14 31, 1997, c. 26, a. 15 32, 1997, c. 26, a. 16 33, 1997, c. 26, a. 17 33.1, 1997, c. 26, a. 17 34, 1997, c. 26, a. 18 35, 1997, c. 26, a. 19 35.1, 1997, c. 26, a. 19 35.2, 1997, c. 26, a. 19 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. S-32.1	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma — <i>Suite</i>	<p> 36, 1997, c. 26, a. 19 37, 1997, c. 26, a. 20 37.1, 1997, c. 26, a. 21 39, 1997, c. 26, a. 22 40, 1997, c. 26, a. 23 42.1, 1997, c. 26, a. 24 42.2, 1997, c. 26, a. 24 42.3, 1997, c. 26, a. 24 42.4, 1997, c. 26, a. 24 42.5, 1997, c. 26, a. 24 43, 1997, c. 26, a. 26 49, 1997, c. 26, a. 27 56, 1997, c. 26, a. 28 57, 1997, c. 26, a. 29 58, 1997, c. 26, a. 30 59, 1997, c. 26, a. 31 60, 1997, c. 26, a. 32 63, 1997, c. 26, a. 33 70, 1997, c. 26, a. 34 </p>
c. S-34	Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel	<p> 1, 1997, c. 3, a. 111 1.1, 1997, c. 3, a. 112 2, 1997, c. 3, a. 114 4, 1997, c. 3, a. 114 5, 1997, c. 3, a. 114 6, 1997, c. 3, a. 113 7, 1997, c. 3, a. 114 8, 1997, c. 3, a. 114 9, 1997, c. 3, a. 114 10, 1997, c. 3, a. 114 11, 1997, c. 3, a. 114 12, 1997, c. 3, a. 114 14, 1997, c. 3, a. 114 15, 1997, c. 3, a. 114 16, 1997, c. 3, a. 114 17, 1997, c. 3, a. 114 18, 1997, c. 3, a. 114 19, 1997, c. 3, a. 114 20, 1997, c. 3, a. 114 21, 1997, c. 3, a. 114 22, 1997, c. 3, a. 114 22.1, 1997, c. 3, a. 114 23, 1997, c. 3, a. 114 24, 1997, c. 3, a. 114 25, 1997, c. 3, a. 114 26, 1997, c. 3, a. 114 29, 1997, c. 3, a. 114 Ab., 1997, c. 14, a. 328 </p>
c. S-39	Loi sur les syndicats d'élevage	<p> Ab., 1997, c. 70, a. 1 </p>
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec	<p> 1, 1997, c. 3, a. 115; 1997, c. 14, a. 329; 1997, c. 31, a. 146; 1997, c. 85, a. 418 1.1, 1997, c. 3, a. 116 4, 1997, c. 3, a. 135 5, 1997, c. 3, a. 135 6, 1997, c. 3, a. 135 7, 1997, c. 3, a. 135 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	11 , 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 419	
	11.1 , 1997, c. 85, a. 420	
	11.2 , 1997, c. 85, a. 420	
	12 , 1997, c. 85, a. 421	
	12.1 , 1997, c. 3, a. 135	
	13 , 1997, c. 85, a. 421	
	16 , 1997, c. 85, a. 422	
	16.1 , 1997, c. 14, a. 330; 1997, c. 85, a. 423	
	17 , 1997, c. 85, a. 424	
	17.0.1 , 1997, c. 14, a. 331	
	17.5 , 1997, c. 85, a. 425	
	17.6 , 1997, c. 85, a. 426	
	17.7 , 1997, c. 14, a. 332	
	18 , 1997, c. 85, a. 427	
	18.0.1 , 1997, c. 85, a. 428	
	18.0.2 , 1997, c. 85, a. 428	
	21 , Ab. 1997, c. 85, a. 429	
	22 , Ab. 1997, c. 85, a. 429	
	22.0.1 , 1997, c. 85, a. 429	
	22.0.2 , 1997, c. 85, a. 429	
	22.1 , Ab. 1997, c. 85, a. 429	
	22.2 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.3 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.4 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.5 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.6 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.7 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.8 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.9 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.10 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.11 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.12 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.13 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.14 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.15 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.16 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.17 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.18 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.19 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.20 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.21 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.22 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.23 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.24 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.25 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.26 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.27 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.28 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.29 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.30 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.31 , 1997, c. 85, a. 430	
	22.32 , 1997, c. 85, a. 430	
	24.1 , 1997, c. 85, a. 431	
	24.2 , 1997, c. 85, a. 432	
	26 , 1997, c. 85, a. 433	
	26.1 , 1997, c. 85, a. 434	
	29 , 1997, c. 85, a. 435	
	31 , 1997, c. 85, a. 436	
	31.1 , Ab. 1997, c. 85, a. 437	
	32.2 , 1997, c. 85, a. 438	
	32.3 , 1997, c. 85, a. 438	
	32.4 , 1997, c. 85, a. 438	
	32.5 , 1997, c. 85, a. 438	
	32.6 , 1997, c. 85, a. 438	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	32.7, 1997, c. 85, a. 438	
	36, 1997, c. 3, a. 117	
	41.0.1, 1997, c. 85, a. 439	
	41.1, 1997, c. 85, a. 439	
	41.2, 1997, c. 85, a. 439	
	41.2.1, 1997, c. 85, a. 440	
	41.3, Ab. 1997, c. 85, a. 441	
	41.4, Ab. 1997, c. 85, a. 441	
	41.5, Ab. 1997, c. 85, a. 441	
	41.6, 1997, c. 85, a. 442	
	42.0.1, 1997, c. 85, a. 443	
	42.0.1.1, 1997, c. 85, a. 444	
	42.0.1.2, 1997, c. 85, a. 444	
	42.0.2, 1997, c. 85, a. 445	
	42.0.3, 1997, c. 85, a. 446	
	42.0.4, 1997, c. 85, a. 447	
	42.0.5, 1997, c. 85, a. 448	
	42.0.7, 1997, c. 85, a. 449	
	42.3, 1997, c. 3, a. 135	
	47, 1997, c. 85, a. 450	
	50, 1997, c. 3, a. 135; Ab. 1997, c. 85, a. 451	
	51.1, Ab. 1997, c. 85, a. 452	
	52.1, Ab. 1997, c. 85, a. 453	
	54.1, 1997, c. 85, a. 454	
	54.2, 1997, c. 85, a. 454	
	55, 1997, c. 85, a. 455	
	55.0.2, 1997, c. 14, a. 333	
	58, Ab. 1997, c. 85, a. 456	
	58.1, Ab. 1997, c. 85, a. 456	
	58.2, Ab. 1997, c. 85, a. 456	
	60, 1997, c. 85, a. 457	
	61, Ab. 1997, c. 85, a. 458	
	69, 1997, c. 85, a. 459	
	69.1, 1997, c. 85, a. 460	
	69.3, 1997, c. 85, a. 461	
	69.5, 1997, c. 85, a. 462	
	69.6, 1997, c. 85, a. 462	
	76, 1997, c. 3, a. 135	
	77, 1997, c. 3, a. 135	
	78, 1997, c. 3, a. 118; Ab. 1997, c. 85, a. 463	
	79, 1997, c. 3, a. 119; Ab. 1997, c. 85, a. 463	
	79.1, 1997, c. 85, a. 464	
	80, 1997, c. 85, a. 465	
	80.1, 1997, c. 85, a. 466	
	81, 1997, c. 85, a. 467	
	88, 1997, c. 3, a. 135	
	93, Ab. 1997, c. 85, a. 468	
	98, 1997, c. 85, a. 469	
	99, 1997, c. 85, a. 470	
	100, 1997, c. 85, a. 471	
	101, 1997, c. 85, a. 472	
	101.1, 1997, c. 85, a. 473	
	101.1.1, 1997, c. 85, a. 474	
	102, 1997, c. 85, a. 475	
	105, 1997, c. 3, a. 135	
	106.3, 1997, c. 85, a. 476	
	106.4, 1997, c. 85, a. 476	
	108, 1997, c. 85, a. 477	
	111, 1997, c. 85, a. 478	
	113, 1997, c. 3, a. 120; 1997, c. 85, a. 479	
	114, 1997, c. 85, a. 480	
	114.1, 1997, c. 85, a. 481	
	119, Ab. 1997, c. 85, a. 482	
	120, 1997, c. 85, a. 483	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	122 , 1997, c. 85, a. 484	
	127 , 1997, c. 85, a. 485	
	132 , 1997, c. 85, a. 486	
	138 , 1997, c. 3, a. 135	
	138.1 , 1997, c. 85, a. 487	
	138.2 , 1997, c. 85, a. 487	
	138.3 , 1997, c. 85, a. 487	
	138.4 , 1997, c. 85, a. 487	
	138.5 , 1997, c. 85, a. 487	
	138.6 , 1997, c. 85, a. 487	
	138.7 , 1997, c. 85, a. 487	
	139 , 1997, c. 85, a. 488	
	140 , Ab. 1997, c. 85, a. 489	
	141 , 1997, c. 85, a. 490	
	142 , Ab. 1997, c. 85, a. 491	
	143 , Ab. 1997, c. 85, a. 491	
	143.1 , 1997, c. 85, a. 492	
	143.2 , 1997, c. 85, a. 492	
	146 , 1997, c. 85, a. 493	
	147 , 1997, c. 85, a. 494	
	148 , 1997, c. 85, a. 495	
	149 , Ab. 1997, c. 85, a. 496	
	150 , Ab. 1997, c. 85, a. 496	
	151 , 1997, c. 85, a. 497	
	152 , 1997, c. 85, a. 497	
	154 , 1997, c. 85, a. 498	
	155 , 1997, c. 85, a. 499	
	157 , 1997, c. 3, a. 121; 1997, c. 85, a. 500	
	159 , 1997, c. 85, a. 501	
	159.1 , 1997, c. 85, a. 502	
	160.1 , 1997, c. 85, a. 503	
	160.2 , 1997, c. 85, a. 503	
	162 , 1997, c. 85, a. 504	
	164 , 1997, c. 85, a. 505	
	164.1 , 1997, c. 85, a. 506	
	165 , 1997, c. 85, a. 507	
	166 , 1997, c. 85, a. 507	
	167 , 1997, c. 85, a. 507	
	168 , 1997, c. 85, a. 508	
	169.2 , 1997, c. 85, a. 509	
	173 , 1997, c. 85, a. 510	
	174 , 1997, c. 85, a. 511	
	175 , 1997, c. 85, a. 513	
	176 , 1997, c. 85, a. 514	
	177 , 1997, c. 14, a. 334; 1997, c. 85, a. 515	
	178 , 1997, c. 85, a. 516	
	180 , 1997, c. 85, a. 517	
	180.1 , 1997, c. 85, a. 518	
	182 , 1997, c. 85, a. 519	
	183 , 1997, c. 85, a. 519	
	184 , 1997, c. 85, a. 519	
	184.1 , 1997, c. 85, a. 520	
	184.2 , 1997, c. 85, a. 520	
	185 , 1997, c. 85, a. 521	
	190 , 1997, c. 85, a. 522	
	191.4 , 1997, c. 85, a. 523	
	191.9 , 1997, c. 85, a. 524	
	191.9.1 , 1997, c. 85, a. 525	
	191.10 , 1997, c. 85, a. 526	
	192.1 , Ab. 1997, c. 14, a. 335	
	192.2 , Ab. 1997, c. 14, a. 335	
	193 , 1997, c. 85, a. 527	
	194 , 1997, c. 85, a. 528	
	196 , 1997, c. 85, a. 529	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	197, 1997, c. 85, a. 530	
	197.1, 1997, c. 85, a. 531	
	198.1, 1997, c. 14, a. 336	
	199, 1997, c. 85, a. 532	
	199.1, 1997, c. 85, a. 533	
	199.2, Ab. 1997, c. 85, a. 534	
	199.3, Ab. 1997, c. 85, a. 534	
	201, 1997, c. 85, a. 535	
	203, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 536	
	205, Ab. 1997, c. 85, a. 537	
	207, 1997, c. 85, a. 538	
	208, 1997, c. 85, a. 539	
	210, 1997, c. 85, a. 540	
	210.3, 1997, c. 85, a. 541	
	211, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 542	
	212, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 543	
	212.1, 1997, c. 85, a. 544	
	212.2, 1997, c. 85, a. 544	
	213, 1997, c. 85, a. 546	
	214, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	215, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	216, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	217, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	217.1, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	218, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	219, Ab. 1997, c. 85, a. 547	
	220, 1997, c. 85, a. 548	
	223, 1997, c. 14, a. 337	
	224, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 14, a. 338	
	224.1, 1997, c. 14, a. 339	
	224.2, 1997, c. 14, a. 339; 1997, c. 85, a. 549	
	224.3, 1997, c. 14, a. 339	
	224.4, 1997, c. 14, a. 339	
	224.5, 1997, c. 14, a. 339	
	228.1, 1997, c. 85, a. 550	
	229, 1997, c. 85, a. 551	
	231.2, 1997, c. 85, a. 552	
	231.3, 1997, c. 85, a. 552	
	233, 1997, c. 85, a. 553	
	234, 1997, c. 85, a. 554	
	234.1, 1997, c. 85, a. 555	
	235, 1997, c. 85, a. 556	
	238.0.1, 1997, c. 85, a. 557	
	238.1, 1997, c. 85, a. 558	
	239.1, Ab. 1997, c. 85, a. 559	
	239.2, Ab. 1997, c. 85, a. 559	
	240, 1997, c. 85, a. 560	
	242, 1997, c. 85, a. 561	
	243, 1997, c. 85, a. 562	
	245, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 563	
	246, 1997, c. 3, a. 135	
	247, 1997, c. 85, a. 564	
	249, 1997, c. 85, a. 565	
	250, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 566	
	251, 1997, c. 3, a. 135	
	252, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 567	
	253, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 568	
	255, 1997, c. 3, a. 135	
	256, 1997, c. 85, a. 569	
	257, 1997, c. 85, a. 570	
	258, 1997, c. 85, a. 571	
	259, 1997, c. 85, a. 572	
	261, 1997, c. 85, a. 573	
	262, 1997, c. 85, a. 574	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	264, 1997, c. 85, a. 575	
	265, 1997, c. 85, a. 576	
	267, 1997, c. 3, a. 135	
	273, 1997, c. 85, a. 577	
	282, 1997, c. 3, a. 135; Ab. 1997, c. 85, a. 578	
	286, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 579	
	290, 1997, c. 85, a. 580	
	292, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 85, a. 581	
	293, 1997, c. 85, a. 582	
	294, 1997, c. 85, a. 583	
	295, 1997, c. 85, a. 584	
	297.0.2, 1997, c. 85, a. 585	
	297.1.10, 1997, c. 14, a. 340	
	297.1.11, 1997, c. 14, a. 340	
	297.6, 1997, c. 85, a. 586	
	297.7, 1997, c. 85, a. 587	
	297.7.3, 1997, c. 85, a. 588	
	297.7.4, 1997, c. 85, a. 589	
	298, 1997, c. 85, a. 590	
	300, 1997, c. 85, a. 591	
	300.1, 1997, c. 85, a. 592	
	300.2, 1997, c. 85, a. 593	
	301, 1997, c. 85, a. 594	
	301.1, 1997, c. 85, a. 595	
	301.2, 1997, c. 85, a. 596	
	301.3, 1997, c. 85, a. 597	
	302, 1997, c. 85, a. 598	
	302.1, 1997, c. 85, a. 599	
	310, 1997, c. 3, a. 122	
	318, 1997, c. 85, a. 600	
	318.0.1, 1997, c. 85, a. 601	
	318.0.2, 1997, c. 85, a. 601	
	319, Ab. 1997, c. 85, a. 602	
	320, 1997, c. 85, a. 603	
	323.1, 1997, c. 85, a. 604	
	323.2, 1997, c. 85, a. 605	
	323.3, 1997, c. 85, a. 606	
	324, 1997, c. 85, a. 607	
	324.1, 1997, c. 85, a. 608	
	324.2, 1997, c. 85, a. 609	
	324.3, 1997, c. 85, a. 610	
	324.5, 1997, c. 85, a. 611	
	324.5.1, 1997, c. 85, a. 612	
	324.7, 1997, c. 85, a. 614	
	324.8, 1997, c. 85, a. 614	
	324.9, 1997, c. 85, a. 614	
	324.10, 1997, c. 85, a. 614	
	324.11, 1997, c. 85, a. 614	
	324.12, 1997, c. 85, a. 614	
	325, 1997, c. 85, a. 615	
	326, 1997, c. 85, a. 615	
	327.1, 1997, c. 85, a. 616	
	327.6, 1997, c. 85, a. 617	
	327.8, 1997, c. 85, a. 618	
	327.9, 1997, c. 85, a. 618	
	328, 1997, c. 3, a. 135	
	329, 1997, c. 3, a. 135	
	330, 1997, c. 3, a. 135	
	331, 1997, c. 3, a. 135	
	332, 1997, c. 3, a. 135	
	333, 1997, c. 3, a. 135	
	333.1, 1997, c. 3, a. 135	
	334, 1997, c. 3, a. 135	
	335, 1997, c. 3, a. 135	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	341.0.1 , 1997, c. 85, a. 619	
	341.4 , 1997, c. 14, a. 341	
	342 , 1997, c. 3, a. 135	
	343 , 1997, c. 3, a. 135	
	344 , 1997, c. 3, a. 135	
	345.1 , 1997, c. 85, a. 621	
	345.2 , 1997, c. 85, a. 621	
	345.3 , 1997, c. 85, a. 621	
	345.4 , 1997, c. 85, a. 621	
	345.5 , 1997, c. 85, a. 621	
	345.6 , 1997, c. 85, a. 621	
	345.7 , 1997, c. 85, a. 621	
	346 , 1997, c. 3, a. 135	
	346.4 , 1997, c. 85, a. 622	
	347 , 1997, c. 3, a. 135	
	349 , 1997, c. 3, a. 135	
	350.1 , 1997, c. 85, a. 623	
	350.3 , 1997, c. 85, a. 624	
	350.5 , 1997, c. 85, a. 625	
	350.6 , 1997, c. 85, a. 626	
	350.12 , 1997, c. 3, a. 123	
	350.18 , 1997, c. 3, a. 124	
	350.21 , 1997, c. 3, a. 125	
	350.22 , 1997, c. 3, a. 126	
	350.23 , 1997, c. 3, a. 127	
	350.39 , 1997, c. 85, a. 627	
	350.40 , 1997, c. 85, a. 628	
	350.44 , 1997, c. 3, a. 128; 1997, c. 85, a. 629	
	351 , 1997, c. 85, a. 630	
	352 , 1997, c. 14, a. 342	
	353.0.1 , 1997, c. 85, a. 631	
	353.0.2 , 1997, c. 85, a. 631	
	353.0.3 , 1997, c. 85, a. 631	
	353.0.4 , 1997, c. 85, a. 631	
	353.6 , 1997, c. 85, a. 632	
	354 , 1997, c. 85, a. 633	
	354.1 , 1997, c. 85, a. 634	
	355 , 1997, c. 85, a. 635	
	355.1 , 1997, c. 85, a. 636	
	355.2 , 1997, c. 85, a. 637	
	355.3 , 1997, c. 85, a. 637	
	356 , 1997, c. 85, a. 638	
	357 , 1997, c. 85, a. 639	
	357.5.1 , 1997, c. 85, a. 640	
	357.5.2 , 1997, c. 85, a. 640	
	357.5.3 , 1997, c. 85, a. 640	
	358 , 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 14, a. 343; 1997, c. 85, a. 641	
	359 , 1997, c. 3, a. 135	
	360.6 , 1997, c. 85, a. 642	
	362.3 , 1997, c. 85, a. 643	
	362.4 , 1997, c. 85, a. 644	
	366 , 1997, c. 85, a. 645	
	370.0.1 , 1997, c. 85, a. 646	
	370.0.2 , 1997, c. 85, a. 647	
	370.0.3 , 1997, c. 85, a. 648	
	370.1 , 1997, c. 85, a. 649	
	370.3.1 , 1997, c. 85, a. 650	
	370.5 , 1997, c. 85, a. 651	
	370.6 , 1997, c. 85, a. 652	
	370.7 , 1997, c. 85, a. 653	
	370.8 , 1997, c. 85, a. 654	
	370.9 , 1997, c. 85, a. 655	
	370.9.1 , 1997, c. 85, a. 656	
	370.10 , 1997, c. 85, a. 657	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	370.11, 1997, c. 85, a. 658	
	370.12, 1997, c. 85, a. 659	
	378.3, 1997, c. 85, a. 660	
	379, 1997, c. 85, a. 660	
	380, 1997, c. 85, a. 660	
	380.1, 1997, c. 85, a. 661	
	381, 1997, c. 3, a. 135	
	382, 1997, c. 3, a. 135	
	383, 1997, c. 85, a. 662	
	386, 1997, c. 14, a. 344; 1997, c. 85, a. 663	
	386.1, Ab. 1997, c. 85, a. 664	
	386.2, 1997, c. 85, a. 665	
	387, 1997, c. 85, a. 666	
	388.1, 1997, c. 85, a. 667	
	388.2, 1997, c. 14, a. 345; 1997, c. 85, a. 668	
	388.3, 1997, c. 14, a. 345	
	389, 1997, c. 85, a. 669	
	391, Ab. 1997, c. 85, a. 670	
	392, Ab. 1997, c. 85, a. 670	
	393, Ab. 1997, c. 85, a. 670	
	394, 1997, c. 85, a. 671	
	395, 1997, c. 85, a. 672	
	396, 1997, c. 85, a. 673	
	397, 1997, c. 85, a. 674	
	398, 1997, c. 85, a. 675	
	399, 1997, c. 85, a. 675	
	401, 1997, c. 85, a. 676	
	404, 1997, c. 14, a. 346	
	406, Ab. 1997, c. 14, a. 347	
	407.2, 1997, c. 14, a. 348	
	408, 1997, c. 85, a. 677	
	409, 1997, c. 85, a. 678	
	411, 1997, c. 85, a. 679	
	411.1, 1997, c. 85, a. 680	
	415, 1997, c. 3, a. 129	
	417, 1997, c. 85, a. 681	
	417.1, 1997, c. 85, a. 682	
	417.2, 1997, c. 14, a. 349	
	417.3, 1997, c. 85, a. 683	
	424, 1997, c. 85, a. 684	
	430, 1997, c. 85, a. 685	
	430.1, 1997, c. 85, a. 686	
	430.2, 1997, c. 85, a. 686	
	430.3, 1997, c. 85, a. 686	
	431, 1997, c. 85, a. 687	
	431.1, 1997, c. 85, a. 688	
	433.1, 1997, c. 85, a. 689	
	433.2, 1997, c. 85, a. 689	
	433.3, 1997, c. 85, a. 689	
	433.4, 1997, c. 85, a. 689	
	433.5, 1997, c. 85, a. 689	
	433.6, 1997, c. 85, a. 689	
	433.7, 1997, c. 85, a. 689	
	433.8, 1997, c. 85, a. 689	
	433.9, 1997, c. 85, a. 689	
	433.10, 1997, c. 85, a. 689	
	433.11, 1997, c. 85, a. 689	
	433.12, 1997, c. 85, a. 689	
	433.13, 1997, c. 85, a. 689	
	433.14, 1997, c. 85, a. 689	
	434, 1997, c. 85, a. 690	
	436.1, 1997, c. 85, a. 691	
	437, 1997, c. 31, a. 147	
	438, 1997, c. 85, a. 692	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	441, 1997, c. 85, a. 693	
	442, 1997, c. 85, a. 693	
	444, 1997, c. 85, a. 694	
	445, 1997, c. 85, a. 694	
	446, 1997, c. 85, a. 694	
	446.1, 1997, c. 85, a. 695	
	447, 1997, c. 85, a. 696	
	453, 1997, c. 85, a. 697	
	454.1, 1997, c. 85, a. 698	
	454.2, 1997, c. 85, a. 698	
	455, 1997, c. 85, a. 699	
	456, 1997, c. 85, a. 700	
	457.1, 1997, c. 85, a. 701	
	457.2, 1997, c. 85, a. 703	
	458.4, 1997, c. 3, a. 135	
	459, 1997, c. 85, a. 703	
	459.0.1, 1997, c. 85, a. 704	
	459.4, 1997, c. 85, a. 705	
	459.5, 1997, c. 85, a. 706	
	460, 1997, c. 85, a. 707	
	461, 1997, c. 85, a. 708	
	468, 1997, c. 31, a. 148	
	472, 1997, c. 85, a. 709	
	477.1, 1997, c. 85, a. 710	
	483, 1997, c. 3, a. 130	
	485.2, 1997, c. 3, a. 131	
	489.1, 1997, c. 85, a. 711	
	490, 1997, c. 14, a. 350; 1997, c. 85, a. 712	
	493, 1997, c. 3, a. 132	
	496, 1997, c. 14, a. 351; 1997, c. 43, a. 875	
	506.1, 1997, c. 3, a. 133	
	517, 1997, c. 14, a. 352	
	517.1, 1997, c. 14, a. 353	
	520, 1997, c. 3, a. 134	
	541.23, 1997, c. 14, a. 354	
	541.24, 1997, c. 14, a. 354	
	541.25, 1997, c. 14, a. 354	
	541.26, 1997, c. 14, a. 354	
	541.27, 1997, c. 14, a. 354	
	541.28, 1997, c. 14, a. 354	
	541.29, 1997, c. 14, a. 354	
	541.30, 1997, c. 14, a. 354	
	541.31, 1997, c. 14, a. 354	
	541.32, 1997, c. 14, a. 354	
	541.33, 1997, c. 14, a. 354	
	541.34, 1997, c. 85, a. 713	
	541.35, 1997, c. 85, a. 713	
	541.36, 1997, c. 85, a. 713	
	541.37, 1997, c. 85, a. 713	
	541.38, 1997, c. 85, a. 713	
	541.39, 1997, c. 85, a. 713	
	541.40, 1997, c. 85, a. 713	
	541.41, 1997, c. 85, a. 713	
	541.42, 1997, c. 85, a. 713	
	541.43, 1997, c. 85, a. 713	
	541.44, 1997, c. 85, a. 713	
	621, 1997, c. 3, a. 135	
	622, 1997, c. 3, a. 135	
	622.1, 1997, c. 85, a. 714	
	622.2, 1997, c. 85, a. 714	
	635.8, 1997, c. 85, a. 715	
	635.9, 1997, c. 85, a. 715	
	674.6, 1997, c. 3, a. 135	
	677, 1997, c. 3, a. 135; 1997, c. 14, a. 355; 1997, c. 85, a. 716	
	685, 1997, c. 85, a. 717	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants	
	1, 1997, c. 85, a. 718	
	2, 1997, c. 85, a. 719	
	3, 1997, c. 14, a. 356	
	9, 1997, c. 85, a. 720	
	10, 1997, c. 14, a. 357	
	10.2, 1997, c. 64, a. 19	
	16, 1997, c. 14, a. 358	
	23, 1997, c. 14, a. 359	
	23.1, 1997, c. 14, a. 360	
	24, 1997, c. 3, a. 141	
	25, 1997, c. 14, a. 361	
	27.1, 1997, c. 3, a. 141	
	27.6, 1997, c. 3, a. 136	
	32, 1997, c. 14, a. 362	
	43.2, 1997, c. 14, a. 363	
	45.1, 1997, c. 3, a. 137	
	50, 1997, c. 3, a. 138	
	50.11, 1997, c. 14, a. 364	
	51.1, 1997, c. 85, a. 721	
	54, 1997, c. 3, a. 139	
	55, 1997, c. 3, a. 140	
	56, 1997, c. 14, a. 365; 1997, c. 85, a. 722	
c. T-8.1	Loi sur les terres du domaine public	
	45.5, 1997, c. 43, a. 777	
	66, 1997, c. 43, a. 778	
c. T-11.001	Loi sur le traitement des élus municipaux	
	5, 1997, c. 93, a. 146	
	12, 1997, c. 93, a. 147	
	13, 1997, c. 93, a. 148	
	16, 1997, c. 93, a. 149	
	22, 1997, c. 93, a. 150	
	30.0.2, 1997, c. 93, a. 151	
	30.0.3, 1997, c. 93, a. 152	
c. T-11.01	Loi sur la transformation des produits marins	
	3, 1997, c. 75, a. 55	
	15, 1997, c. 43, a. 779	
	19, 1997, c. 43, a. 780	
	22, 1997, c. 43, a. 782	
	23, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	24, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	25, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	26, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	27, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	28, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	29, Ab. 1997, c. 43, a. 783	
	42, 1997, c. 80, a. 77	
c. T-11.1	Loi sur le transport par taxi	
	25, 1997, c. 43, a. 784	
	32, 1997, c. 43, a. 785	
	39.0.1, 1997, c. 43, a. 786	
	68, 1997, c. 43, a. 787	
	68.1, 1997, c. 43, a. 788	
	68.2, 1997, c. 43, a. 788	
	68.3, 1997, c. 43, a. 788	
	116.1, 1997, c. 43, a. 789	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-12	Loi sur les transports	
	1, 1997, c. 43, a. 790	
	5, 1997, c. 43, a. 791	
	9, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.1, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.2, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.3, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.4, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.5, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.6, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.7, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.8, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	9.9, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	10, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	10.1, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	11, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	11.1, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	12, Ab. 1997, c. 83, a. 28	
	17, Ab. 1997, c. 43, a. 792	
	17.1, 1997, c. 43, a. 793	
	17.2, 1997, c. 43, a. 794	
	17.3, 1997, c. 43, a. 795	
	17.4, 1997, c. 43, a. 796	
	17.5, Ab. 1997, c. 43, a. 797	
	17.8, 1997, c. 43, a. 798	
	24, 1997, c. 43, a. 799	
	25, 1997, c. 43, a. 800	
	27, 1997, c. 43, a. 801	
	28, 1997, c. 43, a. 802	
	34, 1997, c. 43, a. 803	
	34.1, 1997, c. 43, a. 804	
	35, 1997, c. 43, a. 805	
	37.2, 1997, c. 43, a. 806	
	37.3, 1997, c. 43, a. 807	
	40, 1997, c. 43, a. 875	
	40.1, 1997, c. 43, a. 808	
	42.2, 1997, c. 43, a. 809	
	44, 1997, c. 43, a. 810	
	46, 1997, c. 43, a. 811	
	48, 1997, c. 43, a. 812	
	48.3, 1997, c. 43, a. 813	
	51, 1997, c. 43, a. 814	
	52, 1997, c. 43, a. 814	
	53, 1997, c. 43, a. 814	
	54, Ab. 1997, c. 43, a. 814	
	55, Ab. 1997, c. 43, a. 814	
	56, Ab. 1997, c. 43, a. 814	
c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	
	80, 1997, c. 43, a. 815	
	85, 1997, c. 76, a. 1	
	115, 1997, c. 84, a. 1	
	122.4, 1997, c. 84, a. 2	
	124, Ab. 1997, c. 84, a. 3	
	125, Ab. 1997, c. 84, a. 3	
	126, Ab. 1997, c. 84, a. 3	
	226, 1997, c. 7, a. 35	
	226.1, 1997, c. 7, a. 35	
	226.2, 1997, c. 7, a. 35	
	229, 1997, c. 7, a. 36	
	231, 1997, c. 7, a. 37	
	244.2, 1997, c. 7, a. 38	
	244.3, 1997, c. 7, a. 39	
	244.4, 1997, c. 7, a. 40	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires — <i>Suite</i>	
	244.5 , 1997, c. 7, a. 41 244.6 , 1997, c. 7, a. 42 244.7 , 1997, c. 7, a. 43 244.9 , 1997, c. 7, a. 44 244.26 , 1997, c. 7, a. 45 244.26.1 , 1997, c. 7, a. 46 246.22.1 , 1997, c. 84, a. 4 246.29 , 1997, c. 84, a. 5 246.30 , 1997, c. 84, a. 5 246.31 , 1997, c. 84, a. 5 246.32 , 1997, c. 84, a. 5 246.33 , 1997, c. 84, a. 5 246.34 , 1997, c. 84, a. 5 246.35 , 1997, c. 84, a. 5 246.36 , 1997, c. 84, a. 5 246.37 , 1997, c. 84, a. 5 246.38 , 1997, c. 84, a. 5 246.39 , 1997, c. 84, a. 5 246.40 , 1997, c. 84, a. 5 246.41 , 1997, c. 84, a. 5 246.42 , 1997, c. 84, a. 5 246.43 , 1997, c. 84, a. 5 246.44 , 1997, c. 84, a. 5 246.45 , 1997, c. 84, a. 5 255 , 1997, c. 76, a. 2 255.1 , 1997, c. 76, a. 2 255.2 , 1997, c. 76, a. 2 255.3 , 1997, c. 76, a. 2 255.4 , Ab. 1997, c. 76, a. 2 Ann. III , 1997, c. 76, a. 3	
c. U-1.1	Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (<i>Loi sur les produits et les équipements pétroliers</i>)	
	Titre , 1997, c. 64, a. 1 1 , 1997, c. 64, a. 2 2 , 1997, c. 64, a. 2 3 , 1997, c. 64, a. 2 4 , 1997, c. 64, a. 2 5 , 1997, c. 64, a. 2 6 , 1997, c. 64, a. 2 7 , 1997, c. 64, a. 2 8 , 1997, c. 64, a. 2 9 , 1997, c. 64, a. 2 10 , 1997, c. 64, a. 2 11 , 1997, c. 64, a. 2 12 , 1997, c. 64, a. 2 13 , 1997, c. 64, a. 2 14 , 1997, c. 64, a. 2 15 , 1997, c. 64, a. 2 16 , 1997, c. 43, a. 816; 1997, c. 64, a. 2 17 , 1997, c. 64, a. 2 18 , 1997, c. 64, a. 2 19 , 1997, c. 43, a. 818; 1997, c. 64, a. 2 20 , 1997, c. 43, a. 819; 1997, c. 64, a. 2 21 , Ab. 1997, c. 43, a. 820; 1997, c. 64, a. 2 22 , Ab. 1997, c. 43, a. 820; 1997, c. 64, a. 2 23 , Ab. 1997, c. 43, a. 820; 1997, c. 64, a. 2 24 , Ab. 1997, c. 43, a. 820; 1997, c. 64, a. 2 25 , Ab. 1997, c. 43, a. 820; 1997, c. 64, a. 2 26 , Ab. 1997, c. 43, a. 820; 1997, c. 64, a. 2 27 , 1997, c. 64, a. 2 28 , 1997, c. 64, a. 2 29 , 1997, c. 64, a. 2	

Référence	TITRE	Modifications
c. U-1.1	Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (Loi sur les produits et les équipements pétroliers) — Suite	
	30, 1997, c. 64, a. 2	
	31, 1997, c. 64, a. 2	
	32, 1997, c. 64, a. 2	
	33, 1997, c. 64, a. 2	
	34, 1997, c. 64, a. 2	
	35, 1997, c. 64, a. 2	
	36, 1997, c. 64, a. 2	
	37, 1997, c. 64, a. 2	
	38, 1997, c. 64, a. 2	
	39, 1997, c. 64, a. 2	
	40, 1997, c. 64, a. 2	
	41, 1997, c. 64, a. 2	
	42, 1997, c. 64, a. 2	
	43, 1997, c. 64, a. 2	
	44, 1997, c. 64, a. 2	
	45, 1997, c. 64, a. 2	
	45.1, (renuméroté 67), 1997, c. 64, a. 3	
	46, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 68), 1997, c. 64, a. 4	
	47, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 69), 1997, c. 64, a. 4	
	48, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 70), 1997, c. 64, a. 4	
	49, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 71), 1997, c. 64, a. 4	
	50, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 72), 1997, c. 64, a. 4	
	51, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 73), 1997, c. 64, a. 4	
	52, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 74), 1997, c. 64, a. 4	
	53, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 75), 1997, c. 64, a. 4	
	54, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 76), 1997, c. 64, a. 4	
	55, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 77), 1997, c. 64, a. 4	
	56, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 78), 1997, c. 64, a. 7	
	57, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 79), 1997, c. 64, a. 8	
	58, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 80), 1997, c. 64, a. 9	
	59, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 81), 1997, c. 64, a. 10	
	60, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 82), 1997, c. 64, a. 11	
	61, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 83), 1997, c. 64, a. 12	
	62, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 84), 1997, c. 64, a. 13	
	63, 1997, c. 64, a. 2; (renuméroté 85), 1997, c. 64, a. 13	
	64, 1997, c. 64, a. 2	
	65, 1997, c. 64, a. 2	
	66, 1997, c. 64, a. 2	
	67, (ancien 45.1, renuméroté), 1997, c. 64, a. 3	
	68, (ancien 46, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	69, (ancien 47, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	70, (ancien 48, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	71, (ancien 49, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	72, (ancien 50, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	73, (ancien 51, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	74, (ancien 52, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	75, (ancien 53, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	76, (ancien 54, renuméroté), 1997, c. 64, a. 4	
	77, 1997, c. 43, a. 821; 1997, c. 64, a. 5	
	78, 1997, c. 64, a. 5	
	79, 1997, c. 64, a. 5	
	80, 1997, c. 64, a. 5	
	81, 1997, c. 64, a. 5	
	82, 1997, c. 64, a. 5	
	83, 1997, c. 64, a. 5	
	84, 1997, c. 64, a. 5	
	85, 1997, c. 64, a. 5	
	86, 1997, c. 64, a. 5	
	87, (ancien 55, renuméroté), 1997, c. 64, a. 7	
	88, (ancien 56, renuméroté), 1997, c. 64, a. 8	
	89, (ancien 57, renuméroté), 1997, c. 64, a. 9	
	90, (ancien 58, renuméroté), 1997, c. 64, a. 10	
	91, (ancien 59, renuméroté), 1997, c. 64, a. 11	

Référence	TITRE	Modifications
c. U-1.1	Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (<i>Loi sur les produits et les équipements pétroliers</i>) — Suite	<p>92, (ancien 60, renuméroté), 1997, c. 64, a. 12</p> <p>93, (ancien 61, renuméroté), 1997, c. 64, a. 13</p> <p>94, (ancien 62, renuméroté), 1997, c. 64, a. 13</p> <p>95, (ancien 63, renuméroté), 1997, c. 64, a. 13</p> <p>96, (ancien 64, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>97, (ancien 65, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>98, (ancien 66, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>99, (ancien 67, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>100, (ancien 68, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>101, (ancien 69, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>102, (ancien 70, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>103, (ancien 71, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>104, (ancien 72, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>105, (ancien 73, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>106, (ancien 74, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>107, (ancien 75, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>108, (ancien 76, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>109, (ancien 77, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>110, (ancien 78, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>111, (ancien 79, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>112, (ancien 80, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>113, (ancien 81, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>114, (ancien 82, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>115, (ancien 83, renuméroté), 1997, c. 64, a. 14</p> <p>116, 1997, c. 64, a. 14</p>
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières	<p>275, Ab. 1997, c. 36, a. 1</p> <p>276.1, 1997, c. 36, a. 2</p> <p>276.2, 1997, c. 36, a. 2</p> <p>276.3, 1997, c. 36, a. 2</p> <p>276.4, 1997, c. 36, a. 2</p> <p>276.5, 1997, c. 36, a. 2</p> <p>278.1, 1997, c. 36, a. 3</p> <p>299, 1997, c. 36, a. 4</p> <p>301.1, 1997, c. 36, a. 5</p> <p>330.1, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.2, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.3, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.4, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.5, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.6, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.7, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.8, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.9, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>330.10, 1997, c. 36, a. 6</p> <p>331, 1997, c. 36, a. 7</p> <p>331.1, 1997, c. 36, a. 8</p> <p>333, 1997, c. 36, a. 9</p> <p>335, 1997, c. 36, a. 10</p> <p>350, Ab. 1997, c. 36, a. 11</p>
c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	<p>18, 1997, c. 93, a. 153</p> <p>149, 1997, c. 93, a. 154</p> <p>167, 1997, c. 43, a. 875</p> <p>168.1, 1997, c. 93, a. 155</p> <p>168.2, 1997, c. 93, a. 156</p> <p>204, 1997, c. 93, a. 157</p> <p>204.1, 1997, c. 93, a. 158</p> <p>204.1.1, 1997, c. 93, a. 159</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik — <i>Suite</i>	
	204.1.2 , 1997, c. 93, a. 159	
	204.1.3 , 1997, c. 93, a. 159	
	204.1.4 , 1997, c. 93, a. 159	
	204.1.5 , 1997, c. 93, a. 159	
	204.3 , 1997, c. 93, a. 160	
	204.4 , 1997, c. 93, a. 161	
	334 , 1997, c. 93, a. 162	
	351.2 , 1997, c. 93, a. 163	
	353.1 , 1997, c. 93, a. 164	
	356 , 1997, c. 93, a. 165	
	358 , 1997, c. 93, a. 166	
	358.1 , 1997, c. 93, a. 167	
	358.1.1 , 1997, c. 93, a. 168	
	358.1.2 , 1997, c. 93, a. 168	
	358.1.3 , 1997, c. 93, a. 168	
	358.1.4 , 1997, c. 93, a. 168	
	358.1.5 , 1997, c. 93, a. 168	
	358.3 , 1997, c. 93, a. 169	
	358.4 , 1997, c. 93, a. 170	
	379 , 1997, c. 63, a. 126	
	410 , 1997, c. 93, a. 171	
c. V-9	Loi sur la voirie	
	7 , 1997, c. 83, a. 39	
	8 , 1997, c. 83, a. 40	
	27 , 1997, c. 43, a. 822	

Référence	TITRE	Modifications
2- LOIS NON SUJETTES À LA REFONTE, LOIS QUI NE SONT PAS ENCORE REFONDUES ET CODE CIVIL DU QUÉBEC		
1929, c. 95	Charte de la Ville de Québec	4 , 1997, c. 58, a. 137 301 , 1997, c. 41, a. 67 336 , 1997, c. 51, a. 65
1959-1960, c. 102	Charte de la Ville de Montréal	9 , 1997, c. 58, a. 138 89 , 1997, c. 44, a. 106 107 , 1997, c. 53, a. 52; 1997, c. 93, a. 172 107.0.1 , 1997, c. 53, a. 53 107.0.2 , 1997, c. 53, a. 53 107.0.3 , 1997, c. 53, a. 53 107.0.4 , 1997, c. 53, a. 53 110.19 , 1997, c. 44, a. 107 519.1 , 1997, c. 44, a. 108 519.2 , 1997, c. 44, a. 108 519.3 , 1997, c. 44, a. 108 519.4 , 1997, c. 44, a. 108 519.5 , 1997, c. 44, a. 108 519.6 , 1997, c. 44, a. 108 519.7 , 1997, c. 44, a. 108 524 , 1997, c. 51, a. 64; 1997, c. 58, a. 139 707a , 1997, c. 41, a. 68 749 , 1997, c. 53, a. 54
1972, c. 24	Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts	1a , 1997, c. 3, a. 142 88 , 1997, c. 3, a. 143 89 , 1997, c. 3, a. 143 90 , 1997, c. 3, a. 143 97 , 1997, c. 3, a. 143 130 , 1997, c. 3, a. 143 135 , 1997, c. 3, a. 143 140a , 1997, c. 3, a. 143
1984, c. 42	Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval	69 , 1997, c. 53, a. 41 70 , 1997, c. 53, a. 42; 1997, c. 93, a. 173 72 , 1997, c. 53, a. 43 72.0.1 , 1997, c. 53, a. 44 72.0.2 , 1997, c. 53, a. 44 72.0.3 , 1997, c. 53, a. 44 72.0.4 , 1997, c. 53, a. 44 106.1 , 1997, c. 53, a. 45 124 , 1997, c. 43, a. 823
1985, c. 32	Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal	90 , 1997, c. 53, a. 46 91 , 1997, c. 53, a. 47; 1997, c. 93, a. 174 93 , 1997, c. 53, a. 48 93.0.1 , 1997, c. 53, a. 49 93.0.2 , 1997, c. 53, a. 49 93.0.3 , 1997, c. 53, a. 49 93.0.4 , 1997, c. 53, a. 49 151 , 1997, c. 43, a. 824

Référence	TITRE	Modifications
1990, c. 55	Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique	
	3 , 1997, c. 77, a. 9	
1991, c. 64	Code civil du Québec	
	26 , 1997, c. 75, a. 29	
	27 , 1997, c. 75, a. 30	
	28 , 1997, c. 75, a. 31	
	29 , 1997, c. 75, a. 32	
	30 , 1997, c. 75, a. 33	
	698 , 1997, c. 80, a. 46	
	701 , 1997, c. 80, a. 47	
	702 , 1997, c. 80, a. 48	
1993, c. 71	Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie	
	29 , 1997, c. 43, a. 825	
1993, c. 72	Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives	
	16 , Ab. 1997, c. 85, a. 723	
1995, c. 1	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	
	14 , 1997, c. 14, a. 366	
	20 , 1997, c. 14, a. 367	
	30 , 1997, c. 14, a. 368	
	38 , 1997, c. 14, a. 369	
	69 , 1997, c. 14, a. 370	
	84 , 1997, c. 14, a. 371	
	85 , 1997, c. 14, a. 372	
	120 , 1997, c. 31, a. 151	
	219 , 1997, c. 14, a. 373	
	261 , 1997, c. 85, a. 724	
1995, c. 48	Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi	
	11 , 1997, c. 14, a. 374	
1995, c. 63	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	
	122 , 1997, c. 31, a. 152	
	175 , 1997, c. 14, a. 375	
	193 , 1997, c. 14, a. 376	
	210 , Ab. 1997, c. 14, a. 377	
	299 , 1997, c. 85, a. 725	
	305 , 1997, c. 85, a. 772	
	307 , 1997, c. 85, a. 726	
	312 , 1997, c. 85, a. 772	
	313 , 1997, c. 85, a. 727	
	337 , 1997, c. 85, a. 728	
	342 , 1997, c. 85, a. 772	
	350 , 1997, c. 85, a. 729	
	351 , 1997, c. 14, a. 378	
	352 , 1997, c. 85, a. 772	
	353 , 1997, c. 85, a. 730	
	356 , 1997, c. 85, a. 731	
	358 , 1997, c. 85, a. 732	
	360 , 1997, c. 85, a. 733	
	367 , 1997, c. 85, a. 734	
	368 , 1997, c. 85, a. 735	

Référence	TITRE	Modifications
1995, c. 63	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives — <i>Suite</i>	<p> 369, 1997, c. 85, a. 736 370, 1997, c. 85, a. 737 371, 1997, c. 85, a. 738 372, 1997, c. 85, a. 739 373, 1997, c. 85, a. 740 374, 1997, c. 85, a. 741 375, 1997, c. 85, a. 742 376, 1997, c. 85, a. 743 377, 1997, c. 85, a. 744 380, 1997, c. 85, a. 745 381, 1997, c. 85, a. 746 382, 1997, c. 85, a. 747 383, 1997, c. 85, a. 748 400, 1997, c. 85, a. 749 412, 1997, c. 85, a. 772 414, 1997, c. 85, a. 750 419, 1997, c. 85, a. 751 421, 1997, c. 85, a. 752 434, 1997, c. 85, a. 753 436, 1997, c. 85, a. 754 442, 1997, c. 85, a. 755 443, 1997, c. 85, a. 756 451, 1997, c. 85, a. 772 459, 1997, c. 85, a. 757 462, 1997, c. 85, a. 758 464, 1997, c. 85, a. 759 466, 1997, c. 85, a. 760 470, 1997, c. 85, a. 761 488, 1997, c. 85, a. 762 489, 1997, c. 85, a. 763 490, 1997, c. 85, a. 764 505, 1997, c. 3, a. 144; Ab. 1997, c. 14, a. 379 509, 1997, c. 85, a. 765 514, 1997, c. 85, a. 766 550, 1997, c. 14, a. 380; 1997, c. 85, a. 767 550.1, 1997, c. 85, a. 768 550.2, 1997, c. 85, a. 768 550.3, 1997, c. 85, a. 768 550.4, 1997, c. 85, a. 768 550.5, 1997, c. 85, a. 768 551, 1997, c. 14, a. 381; 1997, c. 85, a. 769 551.1, 1997, c. 85, a. 770 551.2, 1997, c. 85, a. 770 551.3, 1997, c. 85, a. 770 551.4, 1997, c. 85, a. 770 552, 1997, c. 85, a. 771 </p>
1996, c. 16	Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance et d'autres dispositions législatives	<p> 75, Ab. 1997, c. 58, a. 140 80, Ab. 1997, c. 58, a. 140 82, 1997, c. 58, a. 141 </p>
1996, c. 21	Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et modifiant d'autres dispositions législatives	<p> 11, 1997, c. 58, a. 142 </p>
1996, c. 26	Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles	<p> 78, 1997, c. 93, a. 175 </p>

Référence	TITRE	Modifications
1996, c. 27	Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives	<p>32, Ab. 1997, c. 53, a. 50 33, Ab. 1997, c. 53, a. 50 34, Ab. 1997, c. 53, a. 50 101, Ab. 1997, c. 53, a. 50 102, Ab. 1997, c. 53, a. 50 103, Ab. 1997, c. 53, a. 50 146, Ab. 1997, c. 53, a. 50</p>
1996, c. 32	Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives	<p>26, 1997, c. 38, a. 1 28, 1997, c. 38, a. 1 30, 1997, c. 38, a. 1 32, 1997, c. 38, a. 1 33, 1997, c. 38, a. 1 68, 1997, c. 43, a. 826 70, 1997, c. 43, a. 827</p>
1996, c. 52	Loi modifiant les lois constitutives des communautés urbaines et d'autres dispositions législatives	<p>13, Ab. 1997, c. 53, a. 51 20, Ab. 1997, c. 53, a. 51 32, 1997, c. 53, a. 51 33, Ab. 1997, c. 53, a. 51 34, Ab. 1997, c. 53, a. 51 39, 1997, c. 53, a. 51 40, Ab. 1997, c. 53, a. 51 41, Ab. 1997, c. 53, a. 51 42, Ab. 1997, c. 53, a. 51 84, Ab. 1997, c. 53, a. 51 85, Ab. 1997, c. 53, a. 51 94, Ab. 1997, c. 53, a. 51 95, Ab. 1997, c. 53, a. 51 96, Ab. 1997, c. 53, a. 51 97, Ab. 1997, c. 53, a. 51 98, Ab. 1997, c. 53, a. 51 99, Ab. 1997, c. 53, a. 51 100, Ab. 1997, c. 53, a. 51 101, Ab. 1997, c. 53, a. 51 103, Ab. 1997, c. 53, a. 51 104, Ab. 1997, c. 53, a. 51</p>
1996, c. 54	Loi sur la justice administrative	<p>18, 1997, c. 75, a. 56 21, 1997, c. 49, a. 10; 1997, c. 57, a. 59 22, 1997, c. 75, a. 57 22.1, 1997, c. 75, a. 57 23, 1997, c. 75, a. 57 24, 1997, c. 77, a. 10 25, 1997, c. 43, a. 868 82, 1997, c. 43, a. 869 103, 1997, c. 75, a. 58 119, 1997, c. 75, a. 59 Ann. I, 1997, c. 43, a. 871; 1997, c. 49, a. 11; 1997, c. 57, a. 60; 1997, c. 75, a. 60 Ann. II, 1997, c. 43, a. 872 Ann. III, 1997, c. 43, a. 873 Ann. IV, 1997, c. 20, a. 16; 1997, c. 43, a. 874; 1997, c. 64, a. 20</p>

Référence	TITRE	Modifications
1996, c. 60	Loi sur les véhicules hors route	83 , Ab. 1997, c. 95, a. 8
1996, c. 61	Loi sur la Régie de l'énergie	16 , 1997, c. 83, a. 41 98 , 1997, c. 93, a. 176 105.1 , 1997, c. 55, a. 32 159 , 1997, c. 55, a. 33 163 , Ab. 1997, c. 83, a. 42
1996, c. 66	Loi instituant le Fonds de gestion des départs assistés	3 , 1997, c. 7, a. 47
1996, c. 67	Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives	68 , 1997, c. 93, a. 177
1997, c. 3	Loi concernant l'harmonisation au Code civil du Québec de certaines dispositions législatives d'ordre fiscal	71 , 1997, c. 31, a. 153
1997, c. 14	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	289 , 1997, c. 85, a. 773 354 , 1997, c. 85, a. 774
1997, c. 20	Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives	17 , Ab. 1997, c. 63, a. 127
1997, c. 27	Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives	58 , 1997, c. 43, a. 865 58.1 , 1997, c. 43, a. 866 64 , 1997, c. 43, a. 867
1997, c. 41	Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal	35 , 1997, c. 93, a. 178
1997, c. 43	Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative	185 , Ab. 1997, c. 93, a. 179 363 , Ab., 1997, c. 70, a. 19 490 , 1997, c. 70, a. 20 833 , 1997, c. 93, a. 180 840 , 1997, c. 93, a. 181
1997, c. 47	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives	18 , Ab. 1997, c. 96, a. 194 23 , Ab. 1997, c. 96, a. 194 24 , Ab. 1997, c. 96, a. 194 Ann. , 1997, c. 98, a. 21

Référence	TITRE	Modifications
1997, c. 50	Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic	
	101 , 1997, c. 71, a. 32	
1997, c. 53	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	
	55 , 1997, c. 91, a. 57	
	56 , 1997, c. 91, a. 57	
1997, c. 57	Loi sur les prestations familiales	
	43 , 1997, c. 85, a. 775	
1997, c. 60	Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean	
	18 , 1997, c. 43, a. 828	
1997, c. 63	Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail	
	21 , 1997, c. 91, a. 58	
	40 , 1997, c. 91, a. 59	

INDEX ALPHABÉTIQUE DES LOIS

A

	Page
Abeilles – c. 43	76
Abolition d'organismes – c. 83	142
Accès aux documents des organismes publics et protection des renseignements personnels – cc. 41, 44	72, 81
Accidents du travail – cc. 43, 85	76, 145
Accidents du travail et maladies professionnelles – cc. 27, 43, 63, 73, 85	54, 76, 113, 128, 145
Accord sur le commerce intérieur – c. 9	28
Accréditation et financement, associations d'élèves ou d'étudiants – c. 87	153
Actes criminels, indemnisation des victimes – c. 43	76
Activités agricoles et territoire, protection – c. 43	76
Activités agricoles, protection – c. 93	161
Activités locales, fonds spécial de financement – c. 92	160
Administration régionale Kativik et villages nordiques – cc. 43, 63, 93	76, 113, 161
Affaires sociales, Commission – cc. 43, 57, 63, 75	76, 103, 113, 131
Agence de développement Station Mont-Tremblant – c. 100	174
Agence de l'efficacité énergétique – c. 55	100
Agence métropolitaine de transport – cc. 44, 59	81, 108
Agences d'investigation ou de sécurité – c. 43	76
Agents de la paix, services correctionnels, régime de retraite – cc. 43, 50, 71	76, 90, 125
Agents de voyages – cc. 9, 43	28, 76
Agriculture, pêcheries et alimentation, ministère – cc. 43, 70	76, 123
Agriculture, personnes morales, constitution – c. 70	123
Agriculture, sociétés – c. 70	123
Aide au développement des coopératives – c. 18	41
Aide aux familles, allocations – cc. 43, 57, 63	76, 103, 113
Aide financière, études – c. 90	157
Aide financière, étudiants – cc. 90, 96	157, 167
Aide juridique – cc. 43, 63	76, 113
Aînés, Conseil – cc. 22, 63	47, 113
Alcool, permis – cc. 32, 43, 51	61, 76, 92
Alcools, courses et jeux, Régie – cc. 43, 51, 79	76, 92, 136
Alcools, Société – cc. 32, 43, 51	61, 76, 92
Aliments, produits agricoles et produits marins – cc. 43, 68, 75, 80	76, 121, 131, 138
Allocations d'aide aux familles – cc. 43, 57, 63	76, 103, 113
Aménagement et urbanisme – cc. 43, 44, 51, 93	76, 81, 92, 161
Amendes, paiement – c. 4	21
Amiantose ou silicose, mines et carrières, indemnisation des victimes – c. 43	76
Animaux, protection sanitaire – cc. 43, 70, 80	76, 123, 138
Appareils d'amusement, loteries et concours publicitaires – cc. 43, 54	76, 98
Appareils sous pression – c. 43	76
Aquaculture et pêcheries commerciales – cc. 43, 80	76, 138

	Page
Arrangements préalables de services funéraires et de sépulture – c. 43	76
Articles remboursés et matériaux de rembourrage – c. 43	76
Artistes de la scène, du disque et du cinéma, statut professionnel et conditions d'engagement – c. 26	52
Artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, statut professionnel et contrats avec diffuseurs – c. 26	52
Arts visuels, métiers d'art et littérature, artistes, statut professionnel et contrats avec diffuseurs – c. 26	52
Assemblée nationale – cc. 8, 13, 43	26, 32, 76
Assemblée nationale, conditions de travail et régime de retraite des membres – c. 71	125
Associations d'élèves ou d'étudiants, accréditation et financement – c. 87	153
Assurance automobile – cc. 43, 63, 73	76, 113, 128
Assurance automobile du Québec, Société – c. 49	89
Assurance-dépôts – c. 35	66
Assurance-maladie – cc. 43, 63, 73, 98	76, 113, 128, 171
Assurance-maladie du Québec, Régie – cc. 14, 63, 85, 94	33, 113, 145, 165
Assurance-médicaments – cc. 38, 43	69, 76
Assurance-récolte – c. 43	76
Assurances – c. 43	76
Autochtones cris, inuit et naskapis, instruction publique – cc. 6, 96	23, 167
Autochtones cris, services de santé et services sociaux – cc. 43, 58, 75	76, 105, 131
Automobile, assurance – cc. 43, 63, 73	76, 113, 128
Autoroutes – c. 83	142
Avantages fiscaux, développement industriel – cc. 3, 14	19, 33

B

Baie James, développement de la région – c. 83	142
Baie James et Nord québécois, chasseurs et piégeurs cris, sécurité du revenu – cc. 43, 63	76, 113
Baie James et Nouveau-Québec, régime des terres – c. 43	76
Barreau – cc. 27, 43, 63	54, 76, 113
Bâtiment – cc. 43, 64, 83, 85	76, 116, 142, 145
Beurre et fromage, sociétés de fabrication – c. 70	123
Biens culturels – cc. 43, 85	76, 145
Bière et boissons gazeuses, permis de distribution – c. 43	76
Bois, mesureurs – cc. 43, 83	76, 142
Boissons alcooliques, infractions – cc. 32, 51, 57	61, 92, 103
Boissons gazeuses et bière, permis de distribution – c. 43	76
Budget, Ville de Montréal – c. 97	170

C

Caisse de dépôt et placement du Québec – c. 88	155
Caisses d'entraide économique – c. 43	76
Caisses d'épargne et de crédit – cc. 43, 80	76, 138
Camionnage – c. 43	76

	Page
Carburants, taxe – cc. 3, 14, 64, 85	19, 33, 116, 145
CcQ – cc. 3, 75, 80	19, 131, 138
CcQ, harmonisation, lois fiscales – c. 31	59
CEGEP – c. 87	153
Centre de recherche industrielle du Québec – c. 29	57
Centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance – cc. 43, 58	76, 105
Centres locaux de développement – c. 91	158
Cercles agricoles – c. 70	123
Charte de la langue française – cc. 24, 43, 44	49, 76, 81
Charte de la Ville de Montréal – cc. 41, 44, 51, 53, 58, 93	72, 81, 92, 96, 105, 161
Charte de la Ville de Québec – cc. 41, 51, 58	72, 92, 105
Chasseurs et piégeurs cris, Baie James et Nord québécois, sécurité du revenu – cc. 43, 63	76, 113
Cimetières catholiques romains, Corporations – c. 25	51
Cinéma – c. 43	76
Cinéma, scène et disque, artistes, statut professionnel et conditions d'engagement – c. 26	52
Cités et villes – cc. 41, 43, 51, 53, 58, 83, 91, 93	72, 76, 92, 96, 105, 142, 158, 161
Citoyen, Protecteur – c. 36	67
Citoyens, relations et immigration, ministère – c. 58	105
Civisme – c. 43	76
Code civil – cc. 3, 75, 80	19, 131, 138
Code civil, harmonisation, lois fiscales – c. 31	59
Code de la sécurité routière – cc. 40, 43, 49, 79, 80, 85	71, 76, 89, 136, 138, 145
Code de procédure civile – cc. 42, 43, 75, 85	74, 76, 131, 145
Code de procédure pénale – cc. 75, 80	131, 138
Code des professions – c. 80	138
Code du travail – c. 47	85
Code municipal du Québec – cc. 41, 43, 51, 53, 58, 83, 91, 93	72, 76, 92, 96, 105, 142, 158, 161
Collèges d'enseignement général et professionnel – c. 87	153
Combat, sports – c. 79	136
Commerce intérieur, Accord – c. 9	28
Commercialisation, produits marins – c. 43	76
Commissaires, élection, commissions scolaires nouvelles – c. 98	171
Commission de développement de la métropole – c. 44	81
Commission de protection de la langue française – c. 24	49
Commission des affaires sociales – cc. 43, 57, 63, 75	76, 103, 113, 131
Commission des lésions professionnelles – cc. 27, 43	54, 76
Commission des partenaires du marché du travail – cc. 63, 91	113, 158
Commission municipale – cc. 43, 93	76, 161
Commissions scolaires nouvelles, élection des premiers commissaires – c. 98	171
Communauté urbaine de l'Outaouais – cc. 43, 53, 91, 93	76, 96, 158, 161
Communauté urbaine de Montréal – cc. 43, 44, 53, 91, 93	76, 81, 96, 158, 161
Communauté urbaine de Québec – cc. 43, 53, 91, 93	76, 96, 158, 161
Communautés urbaines – c. 53	96
Compagnies – cc. 35, 43	66, 76
Compagnies de télégraphe et de téléphone – c. 83	142

	Page
Compagnies, liquidation – c. 80	138
Concours publicitaires, loteries et appareils d'amusement – cc. 43, 54	76, 98
Conditions de travail et régime de retraite, membres de l'Assemblée nationale – c. 71	125
Conditions d'engagement et statut professionnel, artistes de la scène, du disque et du cinéma – c. 26	52
Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, Fonds de développement, (Fondation) – c. 14	33
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre – c. 23	48
Conseil de la famille – c. 58	105
Conseil des aînés – cc. 22, 63	47, 113
Conseil des relations interculturelles – c. 22	47
Conseil du statut de la femme – c. 63	113
Conseil exécutif, ministère – cc. 6, 43, 84, 91	23, 76, 144, 158
Conseil permanent de la jeunesse – c. 22	47
Conseil supérieur de l'éducation – c. 47	85
Conseillers et maires des municipalités, régimes de retraite – c. 71	125
Conseils intermunicipaux de transport, région de Montréal – c. 43	76
Conseils régionaux de développement – c. 91	158
Conservation et mise en valeur, faune – cc. 16, 43, 56, 95	39, 76, 102, 166
Conservatoire – c. 83	142
Consignations et dépôts – c. 80	138
Consommateur, protection – cc. 43, 83, 85, 96	76, 142, 145, 167
Construction, relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre – cc. 63, 74, 85	113, 130, 145
Consultation populaire – c. 8	26
Conventions collectives, décrets – cc. 20, 63, 80	44, 113, 138
Conventions collectives, régime de négociation, secteurs public et parapublic – cc. 47, 63	85, 113
Coopératives, aide au développement – c. 18	41
Coopératives – cc. 17, 80	40, 138
Coopératives de solidarité – c. 17	40
Corporations de cimetières catholiques romains – c. 25	51
Corporations municipales et intermunicipales de transport – cc. 53, 93	96, 161
Couronne, prescription des paiements – c. 3	19
Cours municipales – c. 84	144
Courses, alcools et jeux, Régie – cc. 43, 51, 79	76, 92, 136
Courses – cc. 43, 80	76, 138
Courtage immobilier – c. 43	76
Coûts de la main-d'oeuvre, diminution, secteur public – c. 7	25
Créances, recouvrement – c. 43	76
Crédit et épargne, caisses – cc. 43, 80	76, 138
Crédits, 1997-1998 – cc. 1, 5, 12, 15, 65	17, 22, 31, 38, 118
Criminalité et sécurité publique – c. 51	92
CRIQ – c. 29	57
Cris, inuit et naskapis, instruction publique – cc. 6, 96	23, 167
Cris, services de santé et services sociaux – cc. 43, 58, 75	76, 105, 131
Curateur public – cc. 75, 80	131, 138

D

Décès, recherche des causes et des circonstances – cc. 75, 82	131, 141
Décrets de convention collective – cc. 20, 63, 80	44, 113, 138
Déontologie et éthique – c. 6	23
Départs assistés, Fonds de gestion – c. 7	25
Dépôt et placement, Caisse – c. 88	155
Dépôts et consignations – c. 80	138
Détenus, libération conditionnelle – c. 43	76
Dettes et emprunts municipaux – c. 53	96
Développement, centres locaux – c. 91	158
Développement, conseils régionaux – c. 91	158
Développement de la formation de la main-d'oeuvre – cc. 20, 63, 74, 85, 96	44, 113, 130, 145, 167
Développement de la main-d'oeuvre, Société québécoise – c. 63	113
Développement de la métropole, Commission – c. 44	81
Développement de la région de la Baie James – c. 83	142
Développement des coopératives, aide – c. 18	41
Développement des entreprises culturelles, Société – c. 85	145
Développement des entreprises québécoises, domaine du livre – c. 43	76
Développement du marché du travail, Fonds – c. 63	113
Développement industriel au moyen d'avantages fiscaux – cc. 3, 14	19, 33
Développement industriel, stimulants fiscaux – cc. 3, 14	19, 33
Développement régional, Fonds – c. 91	158
Directeur général des élections, remplacement temporaire – c. 99	173
Dirigeants, personnes morales, rémunération – c. 61	110
Disque, scène et cinéma, artistes, statut professionnel et conditions d'engagement – c. 26	52
Division territoriale – c. 67	120
Domaine public, terres – c. 43	76
Droits, mutations immobilières – c. 93	161
Droits, personnes handicapées – cc. 43, 49, 63, 83	76, 89, 113, 142
Droits sur les mines – c. 85	145
Droits, transferts de terrains – cc. 3, 14	19, 33

E

Eaux, régime – c. 43	76
Économie mixte, sociétés, secteur municipal – cc. 41, 93	72, 161
Édifices publics, sécurité – c. 43	76
Éducation, Conseil supérieur – c. 47	85
Efficacité énergétique, Agence – c. 55	100
Élections, directeur général, remplacement temporaire – c. 99	173
Élections et référendums, municipalités – cc. 8, 34, 43, 93	26, 64, 76, 161
Élections scolaires – cc. 47, 96, 98	85, 167, 171
Élevage, syndicats – c. 70	123
Élèves ou étudiants, associations, accréditation et financement – c. 87	153
Élus municipaux, régime de retraite – cc. 43, 44, 71	76, 81, 125

	Page
Élus municipaux, traitement – c. 93	161
Emploi et main-d'oeuvre, fonctions – c. 63	113
Emploi et solidarité, ministère – cc. 63, 91	113, 158
Emploi-Québec – c. 63	113
Employés du gouvernement et des organismes publics, régime de retraite – cc. 7, 26, 27, 36, 43, 50, 63, 71, 79, 80, 83	25, 52, 54, 67, 76, 90, 113, 125, 136, 138, 142
Emprunts et dettes municipaux – c. 53	96
Énergie, Régie – cc. 55, 83, 93	100, 142, 161
Enfance, centres et autres services de garde à l'enfance – cc. 43, 58	76, 105
Enfance et famille, ministère – c. 58	105
Enfance, services de garde – c. 58	105
Enfance, services de garde et centres de la petite enfance – cc. 43, 58	76, 105
Enseignants, régime de retraite – cc. 7, 43, 50	25, 76, 90
Enseignants, régime de retraite de certains – cc. 50, 71	90, 125
Enseignement général et professionnel, collèges – c. 87	153
Enseignement privé – cc. 43, 58, 87, 96	76, 105, 153, 167
Entraide économique, caisses – c. 43	76
Entreprises culturelles, Société de développement – c. 85	145
Entreprises individuelles, sociétés et personnes morales, publicité légale – c. 89	156
Entreprises québécoises, développement, domaine du livre – c. 43	76
Entreprises québécoises, sociétés de placements – cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Environnement, qualité – cc. 21, 43	46, 76
Épargne et crédit, caisses – cc. 43, 80	76, 138
Épargne et fiducie, sociétés – c. 43	76
Équipements et produits pétroliers – c. 64	116
Espèces menacées ou vulnérables – cc. 11, 43, 80	30, 76, 138
Établissements de plein air du Québec, Société – c. 66	119
Établissements touristiques – c. 43	76
Éthique et déontologie – c. 6	23
Études, aide financière – c. 90	157
Étudiants, aide financière – cc. 90, 96	157, 167
Étudiants ou élèves, associations, accréditation et financement – c. 87	153
Évaluation foncière, procédure de révision administrative – c. 93	161
Évêques catholiques romains – c. 25	51
Exécutif – cc. 58, 63, 91	105, 113, 158
Explosifs – cc. 43, 51, 69	76, 92, 122
Expropriation – c. 43	76

F

F.T.Q., Fonds de solidarité des travailleurs du Québec – cc. 14, 62	33, 112
Fabriques – c. 25	51
Famille, Conseil – c. 58	105
Famille et enfance, ministère – c. 58	105
Familles, allocations d'aide – cc. 43, 57, 63	76, 103, 113
Faune, conservation et mise en valeur – cc. 16, 43, 56, 95	39, 76, 102, 166
Femmes, statut, Conseil – c. 63	113

	Page
Fête nationale - c. 85	145
Fiducie et épargne, sociétés - c. 43	76
Financement, activités locales, Fonds - c. 92	160
Financement et accréditation, associations d'élèves ou d'étudiants - c. 87	153
Fiscalité municipale	
- cc. 3, 14, 31, 43, 44, 58, 85, 92, 93, 96	19, 33, 59, 76, 81, 105, 145, 160, 161, 167
Fonctionnaires, régime de retraite	
- cc. 7, 35, 36, 43, 50, 63, 83	25, 66, 67, 76, 90, 113, 142
Fondation, Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi - c. 14	33
Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, (Fondation) - c. 14	33
Fonds de développement du marché du travail - c. 63	113
Fonds de développement régional - c. 91	158
Fonds de gestion des départs assistés - c. 7	25
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail - c. 28	56
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) - cc. 14, 62	33, 112
Fonds spécial de financement des activités locales - c. 92	160
Forêts - cc. 33, 43, 80, 93	62, 76, 138, 161
Formation de la main-d'oeuvre, développement	
- cc. 20, 63, 74, 85, 96	44, 113, 130, 145, 167
Formation et qualification professionnelles, main-d'oeuvre - c. 63	113
Fromage et beurre, sociétés de fabrication - c. 70	123

G

Gaz, distribution - c. 43	76
Grains - c. 43	76

H

Habitation, Société - c. 93	161
Horticulture, sociétés - c. 70	123
Hydro-Québec - c. 83	142

I

Immigration au Québec - c. 43	76
Immigration et relations avec les citoyens, ministère - c. 58	105
Impôt sur le tabac - cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Impôts - cc. 3, 14, 31, 63, 85, 86	19, 33, 59, 113, 145, 151
Impôts fonciers, remboursement - cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Incendies, prévention - c. 48	88
Indemnisation, victimes d'amiantose ou de silicose, mines et carrières - c. 43	76
Indemnisation, victimes d'actes criminels - c. 43	76
Industrie, commerce, science et technologie, ministère - c. 43	76
Industrie de la construction, relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre - cc. 63, 74, 85	113, 130, 145

	Page
Information juridique, Société québécoise – c. 43	76
Infractions en matière de boissons alcooliques – cc. 32, 51, 57	61, 92, 103
Inspecteur général des institutions financières – c. 35	66
Installations de tuyauterie – cc. 43, 83	76, 142
Installations d'utilité publique – c. 83	142
Installations électriques – cc. 43, 83	76, 142
Institutions financières, inspecteur général – c. 35	66
Instruction publique, autochtones cris, inuit et naskapis – cc. 6, 96	23, 167
Instruction publique – cc. 6, 43, 47, 58, 96, 98	23, 76, 85, 105, 167, 171
Intermédiaires de marché – c. 43	76
Inuit, cris et naskapis, instruction publique – cc. 6, 96	23, 167
Investigation ou sécurité, agences – c. 43	76

J

Jeunesse, Conseil permanent – c. 22	47
Jeunesse, protection – c. 43	76
Jeux, alcools et courses, Régie – cc. 43, 51, 79	76, 92, 136
Juges, rémunération – c. 84	144
Justice administrative, application – cc. 43, 70, 93	76, 123, 161
Justice administrative – cc. 20, 49, 57, 64, 75, 77	44, 89, 103, 116, 131, 134

K

Kativik, Administration régionale et villages nordiques – cc. 43, 63, 93	76, 113, 161
--	--------------

L

Langue française, Charte – cc. 24, 43, 44	49, 76, 81
Langue française, Commission de protection – c. 24	49
Laval, Société de transport – cc. 43, 53, 93	76, 96, 161
Lésions professionnelles, Commission – cc. 27, 43	54, 76
Libération conditionnelle, détenus – c. 43	76
Licences – cc. 14, 85	33, 145
Lieux publics, protection des non-fumeurs – c. 96	167
Liquidation des compagnies – c. 80	138
Liste électorale permanente – c. 8	26
Littérature, arts visuels et métiers d'art, artistes, statut professionnel et contrats avec diffuseurs – c. 26	52
Livres, développement des entreprises québécoises – c. 43	76
Logement, Régie – c. 43	76
Loi électorale – cc. 8, 99	26, 173
Lois fiscales, harmonisation au Code civil – c. 31	59
Loteries, concours publicitaires et appareils d'amusement – cc. 43, 54	76, 98
Lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, Fonds – c. 28	56

M

Machines fixes, mécaniciens - c. 43	76
Main-d'oeuvre et emploi, fonctions - c. 63	113
Main-d'oeuvre et travail, Conseil consultatif - c. 23	48
Main-d'oeuvre, formation, développement - cc. 20, 63, 74, 85, 96	44, 113, 130, 145, 167
Main-d'oeuvre, formation et qualification professionnelles - c. 63.....	113
Main-d'oeuvre, industrie de la construction, relations du travail, formation professionnelle et gestion - cc. 63, 74, 85	113, 130, 145
Main-d'oeuvre, secteur public, diminution des coûts - c. 7	25
Main-d'oeuvre, Société québécoise de développement - c. 63	113
Maires et conseillers des municipalités, régimes de retraite - c. 71	125
Maison des sciences et des techniques, Société - c. 83	142
Maîtres électriciens - c. 83	142
Maîtres mécaniciens en tuyauterie - c. 83	142
Malade mental, protection - cc. 43, 75	76, 131
Maladies de la pomme de terre, prévention - c. 43.....	76
Maladies professionnelles et accidents du travail - cc. 27, 43, 63, 73, 85	54, 76, 113, 128, 145
Maria-Chapdelaine, municipalité régionale de comté - c. 101	175
Matériaux de rembourrage et articles rembourrés - c. 43	76
Mécaniciens de machines fixes - c. 43	76
Médiation préalable en matière familiale - c. 42	74
Membres de l'Assemblée nationale, conditions de travail et régime de retraite - c. 71	125
Mesureurs de bois - cc. 43, 83	76, 142
Métiers d'art, arts visuels et littérature, artistes, statut professionnel et contrats avec diffuseurs - c. 26	52
Métropole, Commission de développement - c. 44	81
Mines - c. 43	76
Mines, droits - c. 85	145
Mines et carrières, indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose - c. 43	76
Ministère de la Famille et de l'Enfance - c. 58.....	105
Ministère de la Santé et des Services sociaux - cc. 75, 94.....	131, 165
Ministère de la Sécurité du revenu - c. 63	113
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - cc. 43, 70	76, 123
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - cc. 63, 91	113, 158
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie - c. 43	76
Ministère des Régions - c. 91	158
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration - c. 58	105
Ministère des Ressources naturelles - cc. 64, 93	116, 161
Ministère des Transports - cc. 40, 46	71, 84
Ministère du Conseil exécutif - cc. 6, 43, 84, 91	23, 76, 144, 158

	Page
Ministère du Revenu	
– cc. 3, 14, 20, 31, 57, 63, 85, 86	19, 33, 44, 59, 103, 113, 145, 151
Ministères – cc. 58, 63, 91	105, 113, 158
Mise en marché, produits agricoles, alimentaires et de la pêche – cc. 43, 70	76, 123
Mise en valeur et conservation, faune – cc. 16, 43, 56, 95	39, 76, 102, 166
Mont-Tremblant, Station, Agence de développement – c. 100	174
Montréal, budget – c. 97	170
Montréal, charte – cc. 41, 44, 51, 53, 58, 93	72, 81, 92, 96, 105, 161
Montréal, Communauté urbaine – cc. 43, 44, 53, 91, 93	76, 81, 96, 158, 161
Montréal, conseils intermunicipaux de transport – c. 43	76
Montréal, rive sud, Société de transport – cc. 43, 53, 93	76, 96, 161
Municipalité de Sainte-Paule, division territoriale – c. 67	120
Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine – c. 101	175
Municipalités – cc. 53, 91, 93	96, 158, 161
Municipalités, élections et référendums – cc. 8, 34, 43, 93	26, 64, 76, 161
Municipalités, maires et conseillers, régimes de retraite – c. 71	125
Municipalités, sociétés d'économie mixte – cc. 41, 93	72, 161
Mutations immobilières, droits – c. 93	161

N

Naskapis, cris et inuit, instruction publique – cc. 6, 96	23, 167
Négociation, conventions collectives, secteurs public et parapublic – cc. 47, 63... ..	85, 113
Non-fumeurs, lieux publics, protection – c. 96	167
Non-résidants, acquisition de terres agricoles – c. 43	76
Nord québécois et Baie James, chasseurs et piégeurs cris, sécurité du revenu – cc. 43, 63	76, 113
Normes du travail	
– cc. 2, 10, 14, 20, 45, 63, 72, 85	18, 29, 33, 44, 83, 113, 127, 145
Notariat – c. 75	131
Nouveau-Québec et Baie James, régime des terres – c. 43	76

O

Organisation policière – c. 52	94
Organisation territoriale municipale – cc. 53, 93	96, 161
Organismes, abolition – c. 83	142
Organismes publics, accès aux documents et protection des renseignements personnels – cc. 41, 44	72, 81
Outaouais, Communauté urbaine – cc. 43, 53, 91, 93	76, 96, 158, 161

P

Paiement de certaines amendes – c. 4	21
Paiements à la Couronne, prescription – c. 3	19
Parc industriel et portuaire Québec-Sud, Société – c. 91	158
Parc marin du Saguenay — Saint-Laurent – c. 16	39
Partenaires du marché du travail, Commission – cc. 63, 91	113, 158

	Page
Pauvreté, Fonds de lutte, réinsertion au travail - c. 28	56
Pêche, produits agricoles et alimentaires, mise en marché - cc. 43, 70	76, 123
Pêcheries et aquaculture commerciales - cc. 43, 80	76, 138
Pensions alimentaires, paiement - cc. 63, 81, 86	113, 140, 151
Permis de distribution, bière et boissons gazeuses - c. 43	76
Permis d'alcool - cc. 32, 43, 51	61, 76, 92
Personnes handicapées, droits - cc. 43, 49, 63, 83	76, 89, 113, 142
Personnes morales, constitution, agriculture - c. 70	123
Personnes morales, entreprises individuelles et sociétés, publicité légale - c. 89 ...	156
Personnes morales, rémunération des dirigeants - c. 61	110
Pesticides - c. 43	76
Petite enfance, centres et autres services de garde à l'enfance - cc. 43, 58	76, 105
Placement et dépôt, Caisse - c. 88	155
Placements dans l'entreprise québécoise, sociétés - cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Plantes, protection - c. 43	76
Plein air, établissements, Société - c. 66	119
Plongée subaquatique récréative - c. 37	68
Pluies diluviennes, Saguenay—Lac-Saint-Jean, reconstruction et réaménagement de territoires - cc. 43, 60	76, 109
Police - c. 52	94
Pommes de terre, prévention des maladies - c. 43	76
Prescription des paiements à la Couronne - c. 3	19
Presse - c. 30	58
Prestations familiales - cc. 57, 85	103, 145
Prévention des incendies - c. 48	88
Prévention des maladies de la pomme de terre - c. 43	76
Procédure civile, Code - cc. 42, 43, 75, 85	74, 76, 131, 145
Procédure pénale, Code - cc. 75, 80	131, 138
Producteurs agricoles - c. 43	76
Produits agricoles, alimentaires et de la pêche, mise en marché - cc. 43, 70	76, 123
Produits agricoles, produits marins et aliments - cc. 43, 68, 75, 80	76, 121, 131, 138
Produits et équipements pétroliers - c. 64	116
Produits laitiers et leurs succédanés - cc. 43, 80	76, 138
Produits marins, commercialisation - c. 43	76
Produits marins, produits agricoles et aliments - cc. 43, 68, 75, 80	76, 121, 131, 138
Produits marins, transformation - cc. 43, 75, 80	76, 131, 138
Produits pétroliers, utilisation - cc. 43, 64	76, 116
Professions, Code - c. 80	138
Programmation éducative - c. 43	76
Protecteur du citoyen - c. 36	67
Protection de la jeunesse - c. 43	76
Protection de la langue française, Commission - c. 24	49
Protection de la santé publique - cc. 43, 77	76, 134
Protection des activités agricoles - c. 93	161
Protection des non-fumeurs, lieux publics - c. 96	167
Protection des plantes - c. 43	76
Protection des renseignements personnels et accès aux documents des organismes publics - cc. 41, 44	72, 81

Protection du consommateur - cc. 43, 83, 85, 96	Page 76, 142, 145, 167
Protection du malade mental - cc. 43, 75	76, 131
Protection du territoire agricole - cc. 44, 93	81, 161
Protection du territoire et des activités agricoles - c. 43	76
Protection sanitaire des animaux - cc. 43, 70, 80	76, 123, 138
Publicité le long des routes - c. 43	76
Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales - c. 89	156

Q

Qualification et formation professionnelles, main-d'oeuvre - c. 63	113
Qualité de l'environnement - cc. 21, 43	46, 76
Québec, charte - cc. 41, 51, 58	72, 92, 105
Québec, Communauté urbaine - cc. 43, 53, 91, 93	76, 96, 158, 161
Québec-Sud, Société du parc industriel et portuaire - c. 91	158

R

RAMQ - cc. 14, 63, 85, 94	33, 113, 145, 165
Recherche industrielle, Centre - c. 29	57
Recours collectif - c. 43	76
Recouvrement, créances - c. 43	76
Référendums et élections, municipalités - cc. 8, 34, 43, 93	26, 64, 76, 161
Régie de l'assurance-maladie du Québec - cc. 14, 63, 85, 94	33, 113, 145, 165
Régie de l'énergie - cc. 55, 83, 93	100, 142, 161
Régie des alcools, des courses et des jeux - cc. 43, 51, 79	76, 92, 136
Régie des télécommunications - cc. 43, 83	76, 142
Régie du logement - c. 43	76
Régime de négociation des conventions collectives, secteurs public et parapublic - cc. 47, 63	85, 113
Régime de rentes du Québec - cc. 3, 14, 19, 43, 57, 63, 73, 85, 86	19, 33, 42, 76, 103, 113, 128, 145, 151
Régime de retraite, agents de la paix, services correctionnels - cc. 43, 50, 71	76, 90, 125
Régime de retraite, certains enseignants - cc. 50, 71	90, 125
Régime de retraite, élus municipaux - cc. 43, 44, 71	76, 81, 125
Régime de retraite, employés du gouvernement et des organismes publics - cc. 7, 26, 27, 36, 43, 50, 63, 71, 79, 80, 83	25, 52, 54, 67, 76, 90, 113, 125, 136, 138, 142
Régime de retraite, enseignants - cc. 7, 43, 50	25, 76, 90
Régime de retraite et conditions de travail, membres de l'Assemblée nationale - c. 71	125
Régime de retraite, fonctionnaires - cc. 7, 35, 36, 43, 50, 63, 83	25, 66, 67, 76, 90, 113, 142
Régime des eaux - c. 43	76
Régime des terres, Baie James et Nouveau-Québec - c. 43	76
Régimes complémentaires de retraite - cc. 19, 43, 63, 80	42, 76, 113, 138
Régimes de retraite - c. 71	125

	Page
Régimes de retraite, maires et conseillers des municipalités - c. 71	125
Régimes de retraite, secteurs public et parapublic - c. 71	125
Régimes supplémentaires de rentes - c. 43	76
Régions, ministère - c. 91	158
Relations avec les citoyens et immigration, ministère - c. 58	105
Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre, industrie de la construction - cc. 63, 74, 85	113, 130, 145
Relations interculturelles, Conseil - c. 22	47
Remboursement, matériaux et articles remboursés - c. 43	76
Remboursement d'impôts fonciers - cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Rémunération des juges - c. 84	144
Rémunération, dirigeants, personnes morales - c. 61	110
Renseignements personnels, protection et accès aux documents des organismes publics - cc. 41, 44	72, 81
Rentes, régime - cc. 3, 14, 19, 43, 57, 63, 73, 85, 86	19, 33, 42, 76, 103, 113, 128, 145, 151
Rentes, régimes supplémentaires - c. 43	76
Réserves écologiques - c. 43	76
Ressources naturelles, ministère - cc. 64, 93	116, 161
Retraite anticipée et retraite progressive - c. 19	42
Retraite progressive et retraite anticipée - c. 19	42
Retraite, régime, agents de la paix, services correctionnels - cc. 43, 50, 71	76, 90, 125
Retraite, régime, certains enseignants - cc. 50, 71	90, 125
Retraite, régime, élus municipaux - cc. 43, 44, 71	76, 81, 125
Retraite, régime, employés du gouvernement et des organismes publics - cc. 7, 26, 27, 36, 43, 50, 63, 71, 79, 80, 83	25, 52, 54, 67, 76, 90, 113, 125, 136, 138, 142
Retraite, régime, enseignants - cc. 7, 43, 50	25, 76, 90
Retraite, régime, fonctionnaires - cc. 7, 35, 36, 43, 50, 63, 83	25, 66, 67, 76, 90, 113, 142
Retraite, régimes - c. 71	125
Retraite, régimes complémentaires - cc. 19, 43, 63, 80	42, 76, 113, 138
Retraite, régimes, maires et conseillers des municipalités - c. 71	125
Retraite, régimes, secteurs public et parapublic - c. 71	125
Revenu, ministère - cc. 3, 14, 20, 31, 57, 63, 85, 86	19, 33, 44, 59, 103, 113, 145, 151
Revenu, sécurité - cc. 14, 43, 57, 58, 63, 85	33, 76, 103, 105, 113, 145
Revenu, sécurité, ministère - c. 63	113
Rive sud de Montréal, Société de transport - cc. 43, 53, 93	76, 96, 161
Routes, publicité - c. 43	76
RREGOP - cc. 7, 26, 27, 36, 43, 50, 63, 71, 79, 80, 83	25, 52, 54, 67, 76, 90, 113, 125, 136, 138, 142
RRQ - cc. 3, 14, 19, 43, 57, 63, 73, 85, 86	19, 33, 42, 76, 103, 113, 128, 145, 151

S

SAAQ - c. 49	89
Saguenay—Lac-Saint-Jean, pluies diluviennes, reconstruction et réaménagement de territoires - cc. 43, 60	76, 109
Saguenay—Saint-Laurent, parc marin - c. 16	39

	Page
Sainte-Paule, municipalité, division territoriale – c. 67.....	120
Santé et sécurité, travail – cc. 27, 43, 63, 85	54, 76, 113, 145
Santé et services sociaux, ministère – cc. 75, 94	131, 165
Santé publique, protection – cc. 43, 77	76, 134
SAQ – cc. 32, 43, 51	61, 76, 92
Scène, disque et cinéma, artistes, statut professionnel et conditions d'engagement – c. 26	52
Sciences et techniques, Société de la Maison – c. 83	142
Secteur public, diminution des coûts de la main-d'oeuvre – c. 7	25
Secteurs public et parapublic, conventions collectives, régime de négociation – cc. 47, 63	85, 113
Secteurs public et parapublic, régimes de retraite – c. 71	125
Sécurité dans les sports – cc. 37, 43, 79	68, 76, 136
Sécurité du revenu – cc. 14, 43, 57, 58, 63, 85	33, 76, 103, 105, 113, 145
Sécurité du revenu, chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois – cc. 43, 63	76, 113
Sécurité du revenu, ministère – c. 63	113
Sécurité du transport terrestre guidé – c. 78	135
Sécurité, édifices publics – c. 43	76
Sécurité et santé, travail – cc. 27, 43, 63, 85	54, 76, 113, 145
Sécurité ou investigation, agences – c. 43	76
Sécurité publique et criminalité – c. 51	92
Sécurité routière, Code – cc. 40, 43, 49, 79, 80, 85	71, 76, 89, 136, 138, 145
Sépulture et services funéraires, arrangements préalables – c. 43	76
Services correctionnels, agents de la paix, régime de retraite – cc. 43, 50, 71 ..	76, 90, 125
Services correctionnels – c. 43	76
Services de garde à l'enfance – c. 58	105
Services de garde à l'enfance et centres de la petite enfance – cc. 43, 58	76, 105
Services de santé et services sociaux, autochtones cris – cc. 43, 58, 75	76, 105, 131
Services de santé et services sociaux – cc. 43, 58, 75	76, 105, 131
Services funéraires et sépulture, arrangements préalables – c. 43	76
Services sociaux et santé, ministère – cc. 75, 94	131, 165
Services sociaux et services de santé, autochtones cris – cc. 43, 58, 75	76, 105, 131
Services sociaux et services de santé – cc. 43, 58, 75	76, 105, 131
SHQ – c. 93	161
Silicose ou amiantose, mines et carrières, indemnisation des victimes – c. 43	76
Société de développement des entreprises culturelles – c. 85	145
Société de la Maison des sciences et des techniques – c. 83	142
Société de l'assurance automobile du Québec – c. 49	89
Société de transport, rive sud de Montréal – cc. 43, 53, 93	76, 96, 161
Société de transport, Ville de Laval – cc. 43, 53, 93	76, 96, 161
Société des alcools du Québec – cc. 32, 43, 51	61, 76, 92
Société des établissements de plein air du Québec – c. 66	119
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud – c. 91	158
Société d'habitation du Québec – c. 93	161
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre – c. 63	113
Société québécoise des transports – c. 83	142
Société québécoise d'information juridique – c. 43	76

	Page
Sociétés agricoles et laitières – c. 70	123
Sociétés de fabrication de beurre et de fromage – c. 70	123
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne – c. 43	76
Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise – cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Sociétés d'agriculture – c. 70	123
Sociétés d'économie mixte, secteur municipal – cc. 41, 93	72, 161
Sociétés d'épargne et sociétés de fiducie – c. 43	76
Sociétés d'horticulture – c. 70	123
Sociétés, entreprises individuelles et personnes morales, publicité légale – c. 89	156
Solidarité et emploi, ministère – cc. 63, 91	113, 158
SOQUIJ – c. 43	76
Sports de combat – c. 79	136
Sports, sécurité – cc. 37, 43, 79	68, 76, 136
Station Mont-Tremblant, Agence de développement – c. 100	174
Statut de la femme, Conseil – c. 63	113
Statut professionnel et conditions d'engagement, artistes de la scène, du disque et du cinéma – c. 26	52
Statut professionnel et contrats avec diffuseurs, artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature – c. 26	52
Stimulants fiscaux au développement industriel – cc. 3, 14	19, 33
Syndicats d'élevage – c. 70	123

T

Tabac, impôt – cc. 3, 14, 85	19, 33, 145
Table Québec-régions – c. 91	158
Taxe de vente du Québec – cc. 3, 14, 31, 43, 85	19, 33, 59, 76, 145
Taxe sur les carburants – cc. 3, 14, 64, 85	19, 33, 116, 145
Taxi, transport – c. 43	76
Télécommunications, Régie – cc. 43, 83	76, 142
Télégraphe et téléphone, compagnies – c. 83	142
Téléphone et télégraphe, compagnies – c. 83	142
Terrains, droits sur les transferts – cc. 3, 14	19, 33
Terres agricoles, acquisition par des non-résidents – c. 43	76
Terres du domaine public – c. 43	76
Terres, régime, Baie James et Nouveau-Québec – c. 43	76
Territoire agricole, protection – cc. 44, 93	81, 161
Territoires et activités agricoles, protection – c. 43	76
Territoires, reconstruction et réaménagement, pluies diluviennes, Saguenay—Lac-Saint-Jean – cc. 43, 60	76, 109
Traitement, élus municipaux – c. 93	161
Transferts de terrains, droits – cc. 3, 14	19, 33
Transport, Agence métropolitaine – cc. 44, 59	81, 108
Transport, conseils intermunicipaux, région de Montréal – c. 43	76
Transport, corporations municipales et intermunicipales – cc. 53, 93	96, 161
Transport par taxi – c. 43	76
Transport, Société, rive sud de Montréal – cc. 43, 53, 93	76, 96, 161

	Page
Transport, Société, Ville de Laval – cc. 43, 53, 93	76, 96, 161
Transport terrestre guidé, sécurité – c. 78	135
Transports – cc. 43, 83	76, 142
Transports, ministère – cc. 40, 46	71, 84
Transports, Société québécoise – c. 83	142
Travail, accidents – cc. 43, 85	76, 145
Travail, accidents et maladies professionnelles – cc. 27, 43, 63, 73, 85	54, 76, 113, 128, 145
Travail, Code – c. 47	85
Travail et main-d'oeuvre, Conseil consultatif – c. 23	48
Travail, marché, Fonds de développement – c. 63	113
Travail, normes – cc. 2, 10, 14, 20, 45, 63, 72, 85	18, 29, 33, 44, 83, 113, 127, 145
Travail, partenaires du marché, Commission – cc. 63, 91	113, 158
Travail, réinsertion, Fonds de lutte contre la pauvreté – c. 28	56
Travail, santé et sécurité – cc. 27, 43, 63, 85	54, 76, 113, 145
Tribunaux judiciaires – cc. 7, 43, 76, 84	25, 76, 133, 144
Tuyauterie, installations – cc. 43, 83	76, 142
Tuyauterie, maîtres mécaniciens – c. 83	142
TVQ – cc. 3, 14, 31, 43, 85	19, 33, 59, 76, 145

U

Urbanisme et aménagement – cc. 43, 44, 51, 93	76, 81, 92, 161
Utilisation des produits pétroliers – cc. 43, 64	76, 116
Utilité publique, installations – c. 83	142

V

Valeurs mobilières – c. 36	67
Véhicules hors route – c. 95	166
Verre plat – c. 39	70
Victimes d'actes criminels, indemnisation – c. 43	76
Victimes d'amantiose ou de silicose, mines et carrières, indemnisation – c. 43	76
Villages nordiques et Administration régionale Kativik – cc. 43, 63, 93	76, 113, 161
Villes et cités – cc. 41, 43, 51, 53, 58, 83, 91, 93	72, 76, 92, 96, 105, 142, 158, 161
Voirie – cc. 43, 83	76, 142
Voyages, agents – cc. 9, 43	28, 76